医管 原来中心

更多的 医皮肤 医二十二十二

A STATE OF THE STA

In mellour for



Suppléments: «Initiatives »/Habitaties

BOURSE

QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14371 - 6 F

MERCREDI 10 AVRIL 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que les réfugiés kurdes continuent d'affluer en Turquie et en Iran

Les Douze demandent aux Nations unies de créer

La morale contre l'étatisme

EXTRÊME urgence oblige. la communauté internationale fait preuve d'imagination en prenant quelques libertés avec ses dogmes les plus chers. Après avoir consacré la semaine dernière, dans la résolution 688 du Conseil de sécurité, le « devoir d'ingérence humenitaire », elle promeut une nouvelle idée : d'atablissement, sous le contrôle des Nations unies, de « zones de protection y dens is nord de l'Irak. Ces deux innovations ont le même objectif : permettre eux milfions de Kurdes lencés sur les routes de l'exode, d'échapper à una « répression », qui, salon M. Mitterrand, « confine au

Ayent tardivement pris le mesure du drame qui se joue dans les montagnes du Kurdistan - et dont il est, en pertie, respon-sable pour evoir laissé à M. Saddem Hussein les moyens militeires d'écreser l'éphémère rebellion des « peshmergas », – l'Occident s'ective pour éviter que l'ermée iraldenne ne se livre á un énième massacre. En aiguillonnant la soliderité internetionote vers un peuple dans la détresse, alors que le temps presse, les Douze invitent le Conseil de sécurité à agir vite.

A création d' « enclaves » Loffrant un abri sur aux Kurdes pourchassés marquerait une nouvelle étape dans l'élaboration d'un « droit humanitaire ». dont deux résolutions votées en 1988 et en 1990 - la première sur le « libre accès aux victimes des situetions d'urgences, le seconde sur les « couloirs d'urgence humanitaire » - posèrent les premiers jelons. Dans tous les cas, il s'agissait de faire prévaloir la morale eur le politique, eu service de populations démunies, victimes de famines ou de

Pareilla ingérance suppose qu'on égratigne eu passage la sacro-sainte indépendance étatique, loi d'airain de la vie internationele. Comme l'e souligne lundi M. Mitterrand en un subtil distinguo, la souversineté de l'Irak n'est pas remise en question dens son princips, mais seulement dans son « exercice ». L'affaire est trop grave, le précédent trop périlleux, pour ne pas s'entourer d'un maximum de prudence. Ainsi chacun s'eccorde à souligner le caractère exceptionnel et provisoire des mesures souhaitées par les Douze.

D'AUTANT que le mise en place de « sanctueires » dans le nord de l'Irak porte en germe un autre denger : l'esquisse d'un « Kurdistan libéré ». prélude eu dépecage du pays, que ni la communauté internationale, ni le monde arabe, ni aucun Etat voisin n'appelle de ses

Mais, pour le malheureux peuple kurde, une chose prime, ces jours-ci : ne pas être contraint de choisir entre la mort ou l'exil. entre le génocide et la dispersion. Peuple sans Etet, les Kurdes redoutent de devenir un peuple sans terre. Leur tragédie rappelle, par certains aspects, celle que vécurent les Arméniens eprès 1915 et il y a quarante ans les Palestiniens, incités à l'exode per le propagande et la peur. Pour ne pas devenir une nouvelle diespora, il leur faut s'accrocher à Isurs montagnes. La commu-nauté internetionels peut - et doit - les aider.



des « zones de sécurité » en

ont approuvé l'idée - soumise per le tel projet e égelement été discuté, avec l'aval par les troupes de Bagdad.

Réunis à Luxembourg, lundi 8 evril, en des Etats-Unis, au Conseil de sécurité qui sommet extraordinaire, les chefs d'Etat et de devait poursuivre, mardi, ses travaux à ce gouvernement de la Communauté européenne sujet. Dens le même souci, la mejorité du Conseil envisage d'établir, toujours sous l'au-Royaume-Uni – de créer, sous l'égide de torité des Netions unies, un secteur démilital'ONU, des zones de protection pour les risé au sud de l'Irak pour mettre les popula-Kurdes, en territoire irakien. A New-York, un tions chiites à l'ebri de la répression menée

« Le monde nous oubliera toujours »

d'eau; des enfants, eocore, tran-

PIRANSHAHR (frontière iranienne)

de notre envoyé spécial Le massif du Haj-Omran ne pouvait plus, lundi 8 avril, cacher ses zébrures. Depuis la vallée, il fallait désormais s'habituer à ses lignes sombres et continoes, s'iocrustant dans la montagne comme sutant d'artères de la honte. Vues de plus près, elles offraient les scènes d'un exode motioier. Des fillettes de trois aos marchant pieds nus, trébuchaot dans le bouc, tirées por

Lyon et Bordeaux

Lyon et Bordeaux sont

melades. La première com-

mence à souffrir du ridicule

dans lequel l'ont plongée le

cambriolage rocambolesque

d'une permanence électorale

et les démêlés politico-fami-

liaux du maire, M. Michal

Noir, avec son gendre,

La seconde retient eon

souffle pour écouter crequer

le système Chaban. Au pou-

voir depuis 1947, le maire

de Bordeaux, bâtisseur de

ponts, de tours d'scier et de

béton, risque de manquer sa

sortie, empêtré dens l'affaire

des girondins et dans celle

Lire page 12 les articles

de DANIEL CARTON

et de GILLES PARIS

Cartier

L'ART D'ETRE UNIQUE

7. PLACE VENDOME. PARIS. 42.61.55.55

23, PLACE VENDOME. PARIS .40.15.03.51

du projet de métro.

M. Pierre Botton.

sis de froid, sur le dos de leurs pareots, certains endormis, les bras pendants à l'extérieur d'une bâche de camioo, d'autres ballottés à l'avant d'ooe pelleteuse. Les femmes ont fait du thé en brillant quelques brindilles; elles ont lavé leurs bébés dens des ruisselets d'eau boueuse et les assoiffés oot croqué lo neige à pleines dents. Les enfants se sont bettus à la distribution des pommes et les adultes à celle du pain. Marchant le noit pour vaio-

l'épaule pour esquiver une flaque cre uoe température s'approchant de zéro degré, certains dormaient lundi matin, recroquevilles sous les premiers rayons de soleil. Uo berger guidait un troupeau de quatre moutons. La cohorte grossissante s'avencait tant bien que mal, les semelles collées à cette terre poire crevassée par les morsures de la fonte des neiges. DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite page 3 ainsi que les articles de PHILIPPE LEMAITRE, d'AFSANÉ BASSIR POUR et SERGE MARTI, pages 3 et 4

Ouverture au Sénégal

Le président Diouf fait entrer cinq responsables de l'opposition - dont M. Wade - dans le gouvernament

La Grèce désenchantée

En un an d'exercice du pouvoir,

le gouvernement conservateur de M. Mitsotakis n'a pas su s'imposer

Le juge Jean-Pierre en accusation

Le ministère de la justice dénonce des « irrégularités » dans le perquisition au siège d'Urbatechnic

La réforme de l'administration territoriale

L'Assemblée edopte le projet de loi à une voix de majorité

Un entretien avec Pierre-André Taguieff

Le sociologue enelyse

le « néo-racisme » et les moyens de le combattre

page 2

SCIENCES / NÉPECINE

■ Les caries des Français.

Etats-Unis-URSS: retrouvailles dens l'espace ?
Tautevel ou l'art de doubler.
Pents soins français pour Anglais.

pages 15 à 17

" Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 30

La transition polonaise engagée

Le passage à l'économie de marché de la Pologne est en bonne voie. La «thérapie de choc» a cependant un coût social très élevé

par Erik Izraelewicz

Les capitales et les capitaux. présidence de la République, M. Lech Walesa fait la tournée des premières pour attirer en Pologne les seconds. A Washington, à Booo et à Bruxelles hier, comme à Paris aujourd'hui, et à Tokyo demain, il tente de séduire les iovestisseurs occidentaux en mettant en svant la «thérapie de choc» appliquée dans soo pays depuis le 1ª janvier 1990 et poursuivie par son gouverne-

Stopper l'hyperinflation, rétablir les grands équilibres et amorcer la transitioo vers l'économie de marché; sur ces trois objectifs de la politique mise co œuvre depuis quinze mois par le jeune mioistre libéral des finances, M. Leszek Bal-

A BOUTIQUE.

cerowicz. Varsovie a obteou des résoltats tangibles. Le rétablissement reste pourtant fragile, et les habitudes d'une écocomie admiois-

Bien que de qualité incertaine en période de transformatioo socioéconomique, les statistiques pour 1990 coofirment le succés de la politique de stabilisation. L'hyperinflation a été, sinoo stoppée, eo tout cas nettement freinée. D'un rythme annuel de hausse de 740 % en début d'année, les prix ne progressaicot plus à la fio de 1990 qu'à une vitesse de 350 %. La performance est d'autant plus remarqueble qu'a été simultacément amorcée une véritable réforme des prix, ceux-ci ayant presque totalemeot retrouvé la liberté et uoe structure plus proche de celle des pays occidentaux.

Lire la suite page 21



La galaxie Hersant

Spéculations sur la succession du « papivore »

par Michel Colonna d'Istria et Yves-Marie Labé

Iosaisissable Robert Hersant!

Le plus coonu des patrons de presse français est oussi le plus discret tant il est économe, voire avare, de ses interventions publiques. Mais it n'en continue pas moios d'éteodre soo empire de papier. Le pense-t-on préoccupé d'audiovisuel su point d'y perdre ses fonds - ou ceux de ses banquiers? Voilà ce passionné de télévision qui abandonoe la direction de la Ĉinq, mais à ses conditions, après avoir fait une oouvelle fois la preuve de son habileté tectique en écooduisant l'assaut de M. Jérôme Seydoux.

Le dit-on fatigué, surveillant de loin le travait de ses troupes? Ses collaborateurs s'eo amusent, qui témoigneot de sa vigilaoce sur tous les dossiers importants. Spécule-t-on sur sa prochaine rentabilité doit être au rendez-retraite, y compris dans son vous, pour en payer les intérêts. groupe de presse? Le voilà parti à Les maigres bénéfices officiels de l'assaut de l'Est, d'abord daos la presse quotidienne régionale française, puis au-delà, en Europe

L'eventure audiovisuelle, gouffre d'argent frais, mettait en péril la maison Hersant; le rachat de la Cinq per Hachette e remboursé toutes les sommes investies dans la cheine. La veote de l'ancieo immeuble de France-Soir, rue Réaumur, a fourni un second ballon d'oxygèoe. Bienvenues, ces rentrées exceptionnelles ne suffiront pas longtemps à finaocer la nouvelle friogale d'achat qui saisit Robert Hersant. Répugnant à vendre l'un de ses titres, il a accumulé des actifs évalués à 5 au 6 milliards de francs, qui peuvent gager de nouveaux emprunts. doot les banquiers n'oot jamais été averes, même au temps de la

nationalisation du crédit. Mais la

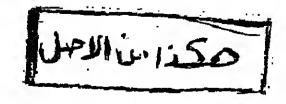
la maison-mère, la Socpresse 1211 000 fraocs déclarés pour 3.5 milliards de chiffres de chiffre d'affaires en 1989, dernière année disponible) ne peuvent y suffire. Certes, en l'absence de toute consolidation, ces chiffres sont loin de restêter la vraie santé financière d'un graupe dont le chiffre d'affaires est sans doute proche des 8 milliards de francs.

Mais la presse Hersant n'échappe pas à la morosité publicitaire ambiante : les traditionnelles « vaches à lait » que constituent le Figuro (pour les petites annonces) et le Figaro-Maeazine (pour la publicité commerciale) n'ont pas été épargnées. Le recentrage du groupe sur son activité d'origine, la presse écrite. devrait donc s'accompagner d'une réorganisation.

Lire la suite page 25

A L'ETRANGER : Algéria, 4,50 DA; Merce, 8 DH; Tunisia, 750 m.: Alextagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCN; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antifes-Réumon, 9 F; Côte-d'hroire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Escagne, 150 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 200 DR; Intende, 1,10 £; Italia, 2 200 L; Luctembourg, 42 FL; Norwège, 14 KRN; Pays-Bed, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (Others), 2,50 S.





« A la stratégie du cordon sanitaire, visant à isoler le mouvement lepéniste il faut substituer une politique offensive, fondée sur la prévention »

Pierre-André Taguieff, chercheur au CNRS et président de l'Observatoire de l'antisémitisme, e dirigé un ouvrage collectif, intitulé Face au racisme, qui vient d'être publié par La Découverte (2 tomes, 95 et 110 F). Dans l'entratien qu'il nous a accordé, il analyse les métamorphoses du racisme, la crise de l'antiracisme et la stratégie à adopter, selon lui, face au Front national.

e Dans vos analyses, vous insis-tez sur les a métamorphoses du racisme» et l'émergenca d'un « néo-racisme ». Qu'entendez-vous

- Si l'on peut définir un coyau dur de l'imaginaire raciste, c'est le hautise du mélange, cette peur panique de l'indifférenciation qui se retraduit en exaltation de la différence. Le néo-racisme culturel et différentialiste est passé au politique, en France, porte par le Front national, dont le discours illustre bien l'intégration du néo-ra-cisme dans le nationalisme. La stigmatisation, la discrimination et l'exnormes comme la tolcrance, le respect de l'autre, le droit à la différence : le nouveau racisme ideologique est un racisme symbolique, subtil et indirect, soucieux de respectabilité « culturelle », jouant sur les sous-entendus pour détourner et retourner les « mots admirables» qu'il exploite. Ce qui caractérise donc le néo-racisme, c'est d'abord son retournement des valeurs du relativisme culturel (déplacement de la «race» vers la «culture»). ensuite le fait qu'il érige la différence culturelle en absolu, d'où la condamnation du mélange et l'affirmation de l'inassimilabilité radicale des «cultures». Les stratéges doctrinaux du Front national ont exposé pédagogiquement les principes du noé-racisme «soft», revelant ainsi la nature démagogique de leur discours: « Pour séduire, il faut d'abord éviter de faire peur et de crèer un sentiment de réputsion. Or, dans noire société soft et craintive, les propos excessifs inquietent et provoquent la méliance ou le rejet dans une large partie de la population. [...] De façon certes caricava-rale, au lieu de dire « les bougnoules à la mer», disons qu'il faut « organiser le resour chez eux des immigres du jiers-monde» (L'image du Front national, brochuse destinée aux

cadres du parti, 1990). - Comment expliquez-vous l'attitude du Front national dans la crise du Golfe ?

- La première motivation des straièges du Froot national a été de sc ques. D'autre part, le tournant anti-israclien (ou «antisiooiste») et anti américain («anti-impérialiste»), s'il a dérouté l'électorat lepéniste l'approuvant dans la majorité, autour de 60 %, l'intervention militaire alliée), a permis au Front national de rassembler aurour de lui les multiples groupuscules extrémistes qui, jusque-là, reproductivant essentiellement à Le Pen d'être un pro-américain et un pro-israelien igconditionnel, voire un «sioniste». C'est ainsi que Marc Fredriksen, leader d'une formation néo-nazie [Faisceaux nationalistes européens), l'élicite le Front national de se montrer « de plus en plus ouvert aux réalilés », au terme d'un article centré sur

la dénonciation des « puissances mon-dialistes ». Saddam Hussein est un héros parce qu'il « menace le droit de utocratie internationale», lit-on parallèlement dans l'organe des «anti-sionistes» de l'Œuvre française (le Soleil, nº 4, juillet-août 1990, p. 6: «Crise du Golfe: oon au diktat sioniste»). Par sa prise de position proirakienne, le Front national a dooc accélére le processus d'homogénéisa-tion idéologique des droites radicales eo France, initié par soo irruption dans l'espace politique français en 1983-1984. Les cing mouvances qui, depuis les années 70, occupaient la scène de l'extrêmo-droite - contro-re-volutionnaires et traditionelistes catholiques, néo-fascistes (« nationalistes révolutionnaires»), néo-conservateurs (« nouvelle droite»), racistes biologiques («neo-nazis»), nationaux-populistes ont eté intégrées, satellisées ou radicalement marginalisées par le Front ontional

Une lecture systématique des sondages

Mais an denoncant l'engage ment militaire at en rendant des visites symboliques è des chefs jectif de M. Le Pen allait au-delà...

- Il s'agissait, d'une part, de briser ou neutraliser la principale image négative du Front national, à savoir celle d'un mouvement xénophobe ou raciste anti-arabe, oon moins qu'une représentation largement utilisée par le discours antiraciste, celle d'un Le Pen va-t-en-guerre ou d'un parti militariste, voire belliciste, rassembleur d'«hommes de violence». Partant, mettre en difficulté les antiracistes militants en majorité pacifistes, par un brouillage de leurs principaux reperes et modes d'identification d'eux-mêmes et de leurs «ennemis». Il s'agissait d'autre part de continuer l'exploitation politique expérimentale de la montée des attitudes antijuives depuis 1987-1988. Cette ouverture d'un nouveau front en 1989 me parait supposer une lecture systématique des sondages et illustrer la décision de définir une tactique idéologique en fonction de leurs résultats - ce qui implique le travail d'un corps d'experts qui, s'ajoutant au conseil scientifique du Front national, marque l'emergence d'une nouvelle intel-ligentsia nationaliste ; il faut insister sur la nouveauté du phénomène, près d'un demi-siècle après la décomposi-tion de l'Action française.

Un nouveau bipolarisme

Quel bilan faites-vous de la stratégie du Front national 7

- L'objectif frontiste est d'instaurer un nouveau bipolarisme, fondé sur l'antagonisme entre un pole social-de-mocrate (bloc centré sur le PSI et un pôle «national» dominé par le FN, de telle sorte que les partis de la droite modérec RPR-UDF soient contraints de choisir l'un des deux camps, et partant de se décomposer pour finalement disparaître, fauie d'espace politique à occuper. C'est dans ce cadre qu'il faut resituer l'ex-traordinaire bévue de l'équipe diri-geante du FN. Car l'objectif visé était, après l'aeffet Carpentras», de reconstruire une image positive de Le Pen: un homme politique responsable, sou-cieux de défendre les intérêts réels de la seule (et vraie) France, en évitant à

celle-ci les malheurs d'une guerre civile (conflits intercommunautaires violents accompagnes d'une vague d'attentats terroristes). Bref, Le Pen n'a pris le risque de fissurer son image mythique, celle d'un nouveau Charles Martel résistant les armes à la main aux envahisseurs arabes, qu'en ce qu'il était convaincu de l'inélucta-bilité des violences interethniques et interculturelles qu'il disait vouloir épargner à la France.

- Selon vous, Le Pen et ses stratèges s'attendaient donc au pire...

- Oui, un calme scandaleux a régné sur la «mosaïque France». Et la masse de ceux qui, selon la polèmique lepéniste, auraient du, par leurs actions violentes, manifester l'existence souterraine d'une «cinquième colonne», a bien plutôt montré, à la fois, sa loyauté et sa peur d'éven-tuelles réactions xénophobes. La prin-cipale conséqueoce de la bévue lepé-niste a été la double déchirure qu'elle a provoquée: d'abord, une discordance entre le discours orthodoxe (présenter Saddam Hussein comme uo interlocuteur respectable, l'ériger ce faisant en type du «bon» Arabe) et l'opinion globalement anti-arabe de l'élecorat du Front national; ensuite, cadres et les dirigeants du mouvement, cette teotative de jouer sur la distinction entre «bons» et «mauvais» Arabes - bons, quand ils restent chez eux ou « retournent au pays»; mauvais, quand ils restent ou vienneot chez nous – s'est soldée par un écbec, n'ayant coovaincu personne. Il s'ensuit une profonde fracture dans la cohérence mythique qui a fait jusqu'ici la force de la rhétorique national-populiste.

 Vous vous êtes montré assez sévere, ces derniers temps, a l'égard du mouvement antiraciste.

- D'abord, parce que l'on doit bien constater qu'il a en grande partie échoué, et cela, seloo ses propres normes. Les mobilisations antiracistes des années 80 se donnaient en effet pour objectif de stopper la progres-sion du Front national ; l'anturacisme de la dernière décennie aura été pour l'essentiel un mouvement anti-lepéniste, dont l'action s'est concentrée sur l'illégitimation d'un parti et de son leader (Le Pen), supposés incar-ner «le racisme». Or, en dépit des sanctions judiciaires, des discours conjuratoires et des rassemblements explatoires, le parti de la «haine organisée» n'a point disparu de l'espace politique français. La méthode repressive est inadaptée à la lutte contre un mouvernent de masse. Tel est le fait devant lequel il n'est plus possible de rêver les yeux ouverts: scientifiquement réfusé et judiciairement répriné, consensuellement tenu pour «le Mai absolu», ce qu'il est conveno d'appeier le racisme paraît poursuivre son cours, se développer, se transfor-mer, surgir là où on ne l'attendait pas. C'est aussi que l'outillage mental des antiracistes, pour l'essentiel hérité de la lurte idéologique coutre le nazisme, est inadéquat pour analyser les formes récentes du néo-racisme, et en particuler sa dimension symbolique,

» L'instrumentalisation politique de l'anniracisme a permis à certains courants et à certaines formations, et pas seulement à gauche, de se donner une identité idéologique de substitution, au même titre que le pacifisme inconditioonel, le tiers-mondisme ou l'antisionisme démonologique.

ADMINISTRATION:

- Vous n'âtes pas loin de considérer que l'antiracisme a favorisé la montée du F. N. ?

- L'usage polemique de l'antiracisme, outre le fait qu'il entretient la paresse intellectuelle en jouant le rôle d'un simulacre de projet politique, ne peut guère aboutir qu'à la fuite en avant dans l'appel à une répression accrue, donnant uo visage d'intolérance sectaire à son exigence éthique fondatrice, le respect inconditionnel de la dignité humaine en chaque personne; enfin, la réduction de l'antira-cisme à la voie répressive, non seulement jette l'oubli sur sa mission préventive et éducative, mais encore et surtout contribue à nourrir le mythe victimaire construit par la pro-pagande du Froot national, les accusations et les condamnations qui se voulaient exemplaires se retournant en arguments au profit de la martyrologic lepécienne (le «persécuté» sup-posé porteur de « vérité», incamant l'ionocence ou l'authencité « popu-laire» martyrisée par le monstre étatique). La concentration quasi exclusive des attaques contre Le Pen a participé à la construction du personnage médiatique comme victime d'une «chasse aux sorcières», image habilement exploitée par la propa-gande frootiste dans le cadre de la théorie du complot (« politico-média-

Un parfum élitiste et apolitique

- L'antiracisme est-t-il, pour autant, sans mérite?

- Cette crise est à la fois une maladie infantile de la lutte contre le racisme et une crise de croissance. Le malaise dans l'antiracisme vient de ce que nous vivons une période de tranque nous vivons une période de transition, liée à la fin de l'appès-guerre. Il faut partir du fait que la mobilisation antiraciste des années 80 e été pour l'essentiel une mobilisation par le haut, à la fois politisée et fortement médiatisée (fêtes et spectacles). Les grands rassemblements et les coups médiatiques sans lendemain out contribué à disqualifier le militantième au quotidien. La giuvépilisatisme au quotidien. La «juvénilisation » du mouvement antiraciste symbolisée par SOS Racisme, a vite trouvé ses limites, non seulement en mison de sa stratégie de parrainage par des stars médiatiques lui confé-rant un parfum à la fois élitiste et apolitique (un «fan-club» antiraciste), mais encore du fait que, lancé comme une mode, l'entiracisme de pouvait que se démoder (à partir de 1989). Mais il faut lui reconnaître un mérite essentiel: celui d'avoir rendu possible la prise de conscience, a droite comme à gauche, que la progression du Front national représente un danger réel pour les libertés d'une démo cratie pluraliste, de telle sorte qu'il doive desormais être exclu de jouer avec Le Pen dans une perspective électoraliste. Est-il besoin de préciser qu'il faut distinguer deux critiques possibles de l'antiracisme? Celle fort à le mode aujourd'bui qui ne vise qu'à le détruire, méthode d'extermination idéologique fondée sur le message plutôt sommaire que le racisme ne serait qu'une invention des antiracistes, ou une création continuée due à leurs seules actions; et celle que je m'efforce de développer et d'illustrer depuis des années, avec d'autres, qui vise è réaliser une réforme iotellec tuelle et morale, voire juridique, de la lutte contre les diverses formes de

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

- Quelles sont vos recettes, s'il y en a, pour sortir de la crise de l'antiracisme ?

- Il n'y a pas de recettes en le matière, mais il n'est peut-être pas inutile d'esquisser quelques orientations. Tout d'abord accepter le débat sur le fond, et se situer sur le terrain de l'argumentotion rationnelle: la lutte contre les «terribles simplifica-teurs» ne doit plus consister à retour-ner contre ces derniers leurs armes mythes contre mythes, stéréotypes eontre stercorypes, baine contre haine. On sait que la xénophobie anti-immigrés et l'antisémitisme, à suivre les soodages, augmeoteot en intensité lorsque le niveau d'instruc-tion baisse: la mission de l'école enveloppe la lutte contre les « préjugés», mais le problème de la responsabilité intellectuelle des journalistes doit se poser dans cette perspective. » C'est pourquoi aussi l'accent doit

être mis sur la prevention, plutôt que sur la repression judiciaire toujours plus sévère: l'antiracisme devrait se diriger vers l'école plutôt que vers le tribunal, et s'instruire des recherches en sciences sociales au lieu d'ingérer paresseusement la bonne parole scienioue, si consolante, des biol Ce serait encore faire passer l'antiracisme d'une éthique de la conviction plus ou moins dévouée à une éthique de la responsabilité, ou convaincre les antiracistes d'échanger leur réconfortante rhétorique de l'indianation contre la ferme volonté de trouver des solutions à des problèmes socianx remplissant la marmite des facteurs dont la combinaison engendre ce que

oous appelons racisme. Ce passage à uo antiracisme réaliste implique l'abandon d'une politique simplement défensive face ou principal vecteur de la xénophobie et de l'antisémitisme en France, le Front national. A la stratégie du «cordon sanitaire» visant à isoler et coolenir le mouvement lepéniste, il faut substituer une politique offenzive, fondée à la fois sur une logique de la prévention et une stratégie d'anticipation. Prévenir par l'éducation, anticiper par des politiques volontaristes.

» La lutte contre le racisme est ainsi inséparable de la réduction des mécanismes producteurs de gherroisation ethnique (ou pluri-ethnique). indissociable d'un traitement iotelligent de la petite délinquance urbaine a « visage ethnique», ou d'une meilleure maîtrise des flux migratoires, bref des solutions apportées oux problèmes de société que la démagogie lepéniste exploite préférentiellement. pour les transformer en motivations de vote ou d'engagement militaot. Mais il convient parallèlement de dissocier l'immigration d'un certain nombre de problèmes sociaux, éconoon l'a amalgamée (« immigratioochômage-insécurité-invasioo»). Une révolution du regard théorique s'impose: il faut considérer le racisme comme un effet, et non plus comme

> Propos recueilis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ROBERT SOLE

and the second

-

114

HIJOHI

200

 $e^{-2\pi i} = g/2$

n i di kabupatan Kabupat Ma

2 ta.

100

77

Une brochure du « Monde diplomatique »

Proche-Orient. une guerre de cent ans

par Edgard Pisani

NCORE una publication sur le conflit du Golfe, pensera-t-on en pensera-t-on ouvrent le onzième dossier du Monde diplomatiqua | Oui at non. Car le journel e se emenière de voir », faite de rigueur, et ausei de la volonté de situer le problème dans sa complexité et dens sa profon-deur historique (1). Résument les deux titres qui encadrent ce recueil d'articles, de notes, de cartes, de chronologia, il veut aider à mieux cemer la plus fragile des régione du monde pour penser la paix à venir qui est encore à bâtir. Cele ne pourre se faire, rappellent les économistes Georgee Corm et Denie Clerc, qu'en mettant fin à une très injuste répartition des richesses petrolières.

Le premier chapitre est consacré à la guerre, à l'inaccaptable invesion de l'Etat du Koweit par l'Irak, meis aussi à la logique da guerre qui lui a répondu de le part des Etata-Unis : divers pointe de vue conduisent à réfléchir eur la pert du droit dens ce conflit, sur le rôla dea Nations uniea, et sur celui de le force, des ambitions, des arsenaux et des nouvelles stratégies.

Une seconde partie, illustrée de précieuses certes et d'une bibliographie, rappelle qu'on ne peut comprendre les réactione des protagonistes du conflit sane se référer aux pesanteurs de l'Histoire : il s'egit notamment des frontières, « cicatrices » issues du partage colonial, comme les décrit Jacques Thoble. Les peuplas da la région, des Libanais aux Palestiniena, ne finissent pas de payer les découpages décidés au début du vingtième siècle à Paris ou à Londres. Et c'est dans ce Proche-Orient éclaté que s'exercent ce que les grandes puiesances appellent leur « interventions » et le fructueux commerce des armes.

Au cosur de la blassure du monde erabe se trouva bien sor la question palestinienne : dens certe partie du dossier, voix israéliennes et palastiniennes insistent sur la nécessite du partage de la Palestine en deux Etats, objectif de toutes les forces de paix au Proche-Orient. L'Intifade, moment essentiel de l'histoire

paleatinienne, devralt ouvrir les yeux des plus aveugles, pourvu qu'ils soient de bonne foi : la révolte des pierres clame que tout un peuple aspire lui aussi à voir reconnue son identité nationale et à bénéficier des garanties du droit international. Au-dele des politiques, poètes et romanciers parient en leurs termes des espoirs et de l'amertume de ce peuple. C'est d'ailleurs l'un des mérites de ce dosaier que de faira une pleca da choix à la cultura. Reterions tout particulièrement les remarquables calligraphies du maître irakien Hassan Messoudy, et le présentation du roman egyptien si puiseant de Gamal Ghitany, le Zayni Barakat. traduit en français eux édi-

La demière partie, et peutâtra le plus riche, de ce paesionnent dossier, est consecrée au mouvement des socié-tés et des idées, lancées dans la quête d'une difficile (plutôt qu'introuvabla...) modernité. Les lacunes et les feillites du développement, le fardeau de la dette, eccablent certains de ees pays et compromement à coup sûr leur merche vers la démocratie, mais il n' y e pas de développement véritable sans instauration progressive da la démocratie ; de ses principes car les formes peuvent en varier d'une aire culturelle à l'autra. Ouverture sur l'extérieur, Yann Richard retrace t'incertain bilan de le révolution iranienne. Et le professeur Berque, dont le présence ici est une garantie, tente de répondre à cette question que se posant bien des Frençais : qu'est-ce que l'islemisme ?

Ce beau document contient besucoup plue de pistes, de voix pacifistes et de chemine-. ments vers la paix que ne laisseralt entendre un intitulé exgarément pessimiste, décrivant un monde issu de et condamné à une guarre de cent ans. Il donne les éléments. d'une nécassaire réflexion pour l'avenir.

(1) Le Monde diplomatique, Manière de voir, nº 11. Proche-Orient, une guerre de cem ans, mars 1991, 106 pages, 42 F.

Edgard Pisani est président de l'institut du monde erabe.

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Le Monde Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 208.806 F lidité par la SARL le Monde Dorfe de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde »

 Association Huben-Bettve-Méry » Société anonyme Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesoume, gérant.

Reproduction intendite de tout article, sauf accord avec l'administration Commission pentaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN :0395-2037

Renseignaments sur les microffins et index du Monde au [1] 40-65-29-33 00 otis; ISB) (1991 III A Linepols do - Monde -



Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur general Philippe Dupurs, directeur commercial

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tel.: (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Teles MONDPUB 206 136 F Trible 15.55.04.70 - Societe filiale de journal le Monde et Rêgie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE ou 36-15 - Tapez LW ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F **ABONNEMENTS** . PLACE HUBERT-BEUVE-MERY

Terif

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL : (1) 49-60-32-90 SUIS-BELG. PAYS FRANCE 400 F 572 F 790 F t J23 F 1 560 F 760 F Nom: Prénom : _

Adresse : _

2 960 1 1 400 F Z 036 F ÉTRANGER : par voic aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner. renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou to a formuler leur demande deux semaines avant teur départ, en l'yeuilles avoir l'obligeance d'écrire tous les indiquant leur numéro d'abonné. I noms propres en captales d'imprimente.

Code postal : _ Localité: ...

ÉTRANGER

Le Conseil de sécurité met la dernière main à la création d'une zone démilitarisée entre l'Irak et le Koweït

Le Conseil de sécurité devait poursuivre mardi 9 avril ses discussions sur le création éventuelle, dans le kurdistan irakien, d'enclaves-refuges protégées par l'ONU. Il doit égelement décider des demiers détails d'organisation de la force de paix de 'ONU qui sera déployée à la frontière irako-koweitienne.

NEW-YORK (Nations unles)

de nos correspondants

« Dans le passé, nous avons soutenu des concepts de cette nature »: sans engager plus avant son gouvernement, l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Thomas Pickering, qui faisait allusion aux «couloirs» créés précédem-ment sous l'égide de l'ONU au Soudan et au Salvador pour assurer la protection des populations civiles menacées, a laissé entendre, lundi, que Washington n'était pas hostile à la création, dans le nord de l'Irak, de «zones de sécurité» ou d'« enclaves humanitaires ».

«Souveraineté territoriale »

Cetle idée, avancée par la Grande-Bretagne el inspirée par le president turc, M. Turgut Ozal, qui vise à mettre à l'abri des altaques de la Garde républicaine trakienne des centaines de milliers de Kurdes, est défendue par de nombreux pays, dont la France. Elle a reçu non seulement le sourien de création d'un Kurdistan libre en

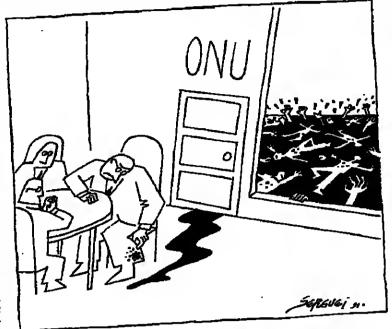
l'Europe des Douze mais encore l'appui enthousiaste de M™ Thatcher, venue rendre visite nu secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Ce dernier a toutefois tenu des propos très prudents sur ces « enclaves ». Sans rallier le camp de certains pays hostiles à ce projet et qui ironisaient, en privé, sur la creation d' « enclaves aux Etais-Unis paur les Noirs américains». M. Perez de Cuellar a fait remarquer qu'une décision de cette nature posait le problème « de la souveraineté territoriale de l'Irak ». « Je ne sais pas si nous pauvons imposer à l'Irak une zane spéciale dans son pays. Cela devrair être complique », 2-t-il souligné. Les representants chinois et soviétiques ont aussi émis des réserves.

L'ambassadeur hritannique, Sir David Hannay, en présentant cette proposition, a insisté sur son caractère « temporaire et humanitaire », sans donner de précisions sur ce qu'une « zone de sécurité » pouvait impliquer. Selon Sir David «l'idee d'un refuge » pourrait «à court terme calmer la panique el permettre à l'aide humanitaire d'être acheminée, et à long terme permettre aux Kurdes de rentrer chez eux ».

L'initiative du président Ozal inquiète même certains de ses diplomates ainsi que les Iraniens. Une personnalité proche de la mission turque remarquait : « C'est un cercle vicieux, la création d'une telle zone de sécurité pourrait avoir des conséquences impliquant la

délibérée destinée à terroriser la



Irak, ce qui serait catastrophique pour Téhéran et Ankara ». Ce diplomate ajoutait cependant: « D'un aure côté l'absence d'une zone sure pour les Kurdes dans leur pays pourrait les inciter à rester en Turquie ou en Iran et nous aurious

un problème du genre de celui des Palestiniens sur les bras ». L'ambassadeur irakien M. Al Anbari, quant à lui, a déclaré : « Tout l'Irak est une zone de sécurité pour les Irakiens (...) Franchement, vous voyez les membres du Conseil

votant pour le demembrement de l'Irak? Car l'idée de cette zone revient à cela ».

Le Canseil de sécurité devait se réunir à nouveau mardi pour décider de la forme que pourrait prendre une « enclare de sécurité », à la suite de l'envoi d'une mission dans le nord de l'Irak, conformément à la resolution 688. Selon des diplomates, le secrétaire général qui est à la reeberche d'un représentant spécial pour entreprendre cette mission au Kurdistan d'Irak a déjà

essuvé deux refus. « Une foix qu'on est nomine représentant de l'ONU pour les affaires kurdes, c'est une mission u vie... ", observe l'un d'entre cux.

La force de maintien de la paix

Le Conseil de sécurité devait aussi dehaltre mardi de deux autres points : la réponse de l'Irak aux conditions formelles d'une cessation des hostilités et, surtout, le deploiement à la frontière irakokoweitienne d'une force de maintien de la paix des Nations unies. Dans la lettre adressée au sceré-taire général et qui accompagne son acceptation des conditions de la résolution 687, Bagdad s'indigne de « bon nombre de ses dispositions iniques qui portent atteinte à la souveraineté de l'Irak » (le Mande du 9 avrill.

Le Conseil doit, d'autre part, approuver par vote les détails d'organisation de la « Missien d'observation des Nations unles pour l'Irak et le Koweit " (MONUIK ou UNI-KOM, selon le sigle anglaist qui consiste à creer une zone démilitarisée à la frontière et à y déployer immédialement un groupe d'obser-vateurs des Nations unies. Cette force de maintien de la paix sera chargée de surveiller le Khor-Abdullah et une zone démilitarisée courant sur 200 km de frontière et s'étendant sur 10 km à l'intérieur du territoire irakien et 5 kilomètres à l'intérieur du Koweit.

Placée sous le commandement de l'ONU, vraisemblablement du

général autrichien Gunther Greindi qui a exercé des fonctions identiques à Chypre puis sur le plalcau du Galan, la MONUIK aura pour mission « de contrôler et d'observer » la région concernée, * saus intervenir physiquement ». pour empêcher l'introduction de personnel au de matériel militaire. Ses contingents, a fournis par des Etals memores a serom composés, dans un premier temps, de 300 observateurs militaires et d'un millier de soldats d'infanterie et du genic, des « casques bleus » préleves sur les contingents actuellement stationnés à Chypre, au Liban et sur le Golan. A l'heure actuelle, l'ONU dispose d'un contingent de 10013 casques bleus deployes dans huit opérations de maintien de la paix (y compris dans la zone Inde-Pakistan, depuis 1947) dont 5850 soldats au seul Liban.

Pour les six premiers mois, le cout de cette mission a été évalue à 83 millions de dollars, puis à 40 millions de dollars pour le semestre suivant, son financement devant être assuré sur les dépenses de l'ONU, et non pas au titre d'opérations spécifiques qui obligent certains pays à verser davantage que leur quote-part habituelle. Un moyen de sensibiliser financièrement l'ensemble de la communauté internationale à cette force de paix dont le quartier général sera ctabli dans la ville de Umm-Qasr, au cœur de la zone démilita-

AFSANÉ BASSIR POUR el SERGE MARTI

population kurde et l'inciter à Tandis que les secours interquitter le pays ». Reconnaissant nationeux se développent en implicitement l'échec de la faveur des Kurdes, le gouvernerévolte contre Bagdad, la prinment irakien continue à cipale radio de l'opposition iraenvoyer des renforts dans le kienne, la Voix de l'Irak Libre, nord du pays où, seion le déparplace desormais ses ultimes tement d'Etat, de violents comespoirs dans un coup d'Etat qui renverserait Saddam Hussein. bats ont eu lieu pendent le week-end à l'est de le ville de Souleymanieh, qui reste cepen-

Distinction entre l'Iran et la Turquie

Des appels à l'assassinat du président irakien se multiplient sur les ondes de cette radio qui, selon certaines informations, émet de Jeddah et dissuse des programmes inspirés en partie par la CIA, qui n'a ni dementi ni confirme avoir un lien avec cette station. « N'y a-t-il pas parmi les chefs de l'armée un

homme digne de ce nom el ayant le sens de l'honneur paur venger le peuple de ce tyran?». demande la radio.

L'Iran, qui n'a jusqu'ici reçu aucune assistance étrangère importante, à la différence de la Turquie, a rouvert lundi sa frontière au flot des refugiés irakiens et lancé un pressant eppel à l'aide internationale pour les nourrir, les vêtir, les loger et les soigner.

Lundi matin, 771 850 Irakiens se trouvaient déjà en Iran, selon la cellule de crise du ministère de l'intérieur.

Etablissant une distinction entre son allié ture et l'Iran, avec lequel il n'entretient pas de relations. Washington a cependant fait savoir qu'il n'envisageait pas de pont acrien pour acheminer une aide d'ur-

gnerre, celle de va-nu-pieds affrontant la montagne à peine sortie de

Le nombre des victimes scrait impressionnant, selon les médecins iraniens. « Les témoignages recueillis font état d'un grand nombre de marts dans les montagnes. Nous ne pouvons pas en faire un bilan exact. mais nous savons qu'à certains endroits l'eau a été contaminée par les cadavres que les réfugiés n'ont pas pu enterrer», assure le docteur Mohammad Shahnewaz.

Le centre médical de Piranshahr déclarait avnir renvoye plus de sept cents personnes gravement blessées lors de bombardements sur des hôpitaux de la région. « Ce sont des mutilés ayant perdu des doigts, un æil, un pied, lls ont reussi à franchir la frontière dans des voitures, certains à dos d'homme », dit le docteur Shahne-

Lundi un enfant est arrivé, le visage brûlé et boursoufié, dans un état de semi-inconscience. Selun les médecins iraniens, il s'agirait du premier cas dû à l'action d'une bumbe chimique diagnostiqué depuis le début de l'exode kurde.

Avec ses cinquante lits, le centre médical de Piranshahr est largement dépassé par les événements : « Nous travaillons nuit et jaur, mais c'est une gautte d'eau. Naus sommes douze médecins et il y a plus de deux mille demandes de soins par jour. Nos stocks de medicaments contre les diarrhées sant dejà épuisés; nous donnans du lait à une centaine de bebes par jour, alors qu'il y a plus de cent mille réfugiés. A Piranshahr, il meuri eing adultes et sept bebes par jour. Dimanche, nous avons du désinfec-

Iran. « Dans le cas de la Turquie, uvec laquelle les Eints-Unis entretienuent des liens étroits, Washington répondra directement aux besoins des réfugiés. Mais dans les autres cas, les organisations internationales repondront mieux aux besoins», a déclaré le porte-pa-

M. Kouchner: « Arrêter le bourreau » Selon le général turc qui a la

Richard Boucher.

responsabilité de la surveillance de la région de Cukurca, une région de haute montagne sur la frontière avec l'Irak - visitée lundi par le secrétaire d'Elal américain James Baker, - la Turquie attend 200 000 resu-

role du département d'Etat,

ter des dizaines de maisons dans la

Hormis quelques camions de la Croix-Rauge internationale et le premier convoi de 38 t tonnes de vivres et de médicaments français arrivé dimanche 7 avril (le Monde daté 9 avril), les Iraniens semblaient bien sculs face à cette marce humaine qui s'est déversée de leurs montagnes. « Les inédicainenis français, les antibiotiques en particulier, nous seront utiles, mais cela représente hien peu par rapport aux besoins », dit-on au dispensaire. Aucune équipe de médecins occidentaux n'était encore arrivée lundi. Les tentes de la Croix Rouge tardaient à être installées, et la population exilée s'était résignée à envahir desormais les terrains vagues, dormant à cicl ouvert, sous les pluies diluviennes qui se sont abattues mardi à l'aube.

« Naus n'auron» jamais de du Haj-Omran.

Le gouvernement de Bagdad continue à envoyer des renforts au nord du Kurdistan en compte déjà 200 000.

Le secrétaire d'Elat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a regagné Téhéran dans la nuit de lundi à mardi, venant de Turquie où il avait participé à une opération de largage de vivres au-dessus du village frontalier ture de Dastani et à l'intérieur même du territoire irakien. Deux Transall C-160, charges au total de onze lonnes de vivres, ont réalisé cette mission francoaméricaine, destince à un « camp de fortune » abritant 60 000 résugiés en Turquie et " 250 000 autres encore en trak, derrière la montagne », a prècisé M. Kouchner. Cinq autres opérations seront effectuées également mardi. « si le temps le perinei », à partir de la base turco-américaine d'Incirlik, près d'Adana, pour larguer des vivres, des tentes et des couvertures, a-t-il précisé. M. Kouchner, qui devait rencontrer

des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, devrait visiter dans l'après-midi le eamp de réfugiés de Khoy, dans l'Azerbaidjan occidental. Il devrait rester en Iran jusqu'à jeudi.

M. Kouchner a dénoncé " lu poursuite du massucre des Irakiens par Saddam Hussein v. faisant allusion aux informations selon lesquelles quatre mille opposants onl été tués à Nadjaf. « Malgré les avancées du droit, on ne peut encore empecher les exactions. Il Jandra un moment donné arrêter le bras du bourreau, arrêter le bourreau, et ue pas seulement aider ses victimes », a-t-il ajouté.

L'Espagne a envoyé deux avions de transport en Turquie: les Pays-Bas ont promis 2 millions de dollars; l'Allemagne a porte son aide d'urgence de 16,5 millions à 25 millions de marks (15 millions de dollars), tout en poursuivant ses envois de secours en Turquie. - (AFP, Reuter, AP.)

«Le monde nous oubliera toujours»

Suite de la première page Les réfugiés constrmaient que,

dant aux mains de l'armée.

M. Massoud Barzani, diri-

Kurdistan, a accuse, lundi

8 avril, l'armée irakienne

d'avoir massacré la totalité des

hahitants du village de Kara

Henjir, pres de Kirkouk. De

2 000 à 3 000 personnes

auraient été tuées eu cours de

ce massacre qui, selon M. Bar-

zani, constitue « une mesure

du Parti démocratique du

derrière eux, d'autres étaient très nombreux à errer dans les montagnes. Tous s'annonçaient comme les éclaireurs d'un vaste mouvement de populations qui, à les enlendre, avaient totalement déserté les principales villes du Kurdistan irakien. Seul Fyria, un chirurgien de vingt-neuf aus, a décidé de retourner dans son pays. Il était là, lundi, au volant de sa voiture: « J'accompagne ma jamille en Iran et je resourne à Diana, la ville où j'exerce. Il y a beaucoup de travail là-bas. Les peshmergas poursuivent les combais, ils projetient une attaque à Irbil, qu'ils encerclent. A Kirkouk les Irakiens contrôlent 60 % de la ville. Les peshmergas se limitent à des actions de commandos, la nuit. dans le centre-ville. Nas combattants sont encore nombreux, mais ll leur manque des vivres, des sains,

des médicaments, des armes. » Les témoignages affluaient pour confirmer que les troupes irakiennes avaient employé les moyens lourds pour reprendre le contrôle du territoire kurde : « Kirkouk a été détruite à 80 %, il ne reste plus rien des maisons, des mosquées, des églises. Le 28 mars, nous marchions entre des cadarres +, raconte Fyria. Les réfugics étaient unanimes pour décrire les attaques aéricanes massives menées par les hélicoptères. « Ils

lachaient coutes sortes de bombes au napalm, au phosphore, dont les éclats rongeaient la peau.» Plusieurs habitants de Kirkouk ont aussi sait état de six Scud explosant sur la ville. L'ampleur des hombardements sur les populations civiles expliquerait cet exode massif, totalement improvise. « Ils étaient hystériques, ils ont tué comme des sauvages», expliquait un étudiant.

Les récits les plus terrifiants ont été colportés tout au long de la journée de lundi par les réfugiés. lis évoquaient des exécutions sommaires, entre autres la pendaison de huit enfants aux réverbères d'une place publique à Irhil, des mitraillages dans les rues, des rapts d'adolescents. Certains assuraient avoir vu des corps d'enfants accrochés aux roues d'un hlinde irakien.

Bombes chimiques?

D'autres exilés voulaient convaincre que plusieurs vieillards se seraient laissé berner par les lrakiens à la sortie d'Irbil : « Ils leur avaient dit que tout était sini, qu'ils pouvaient rentrer chez eux s'ils le voulaient, sans crainte de représailles. Ils se sont fait massacrer sur le chemin du retaur». A défaut d'être vérifiés, ces récits en disaient long sur la frayeur de ces réfugiés qui parlaient de leur marche comme d'une deuxième

mardi matin le ministre iranien

chance, conclusit un étudiant kurde. Le mande nous oubliera toujours. Quand les Palestiniens sont dans des camps, l'opinion interna-tionale est mobilisée, on cric au scandale, les médecins sont là, les aides arrivent. Nous, nous pouvons nous faire bombarder, mourir dans les montagnes, vous vovez le résultat. » Un instituteur remachait sa colere : « Les Occidentaux ont préfere se coaliser pour défendre le Koweil, ce boul de terre de 500 000 habitants, et nous laisser nous, 5 millions de Kurdes, nous jaire bainbarder et maurir sous les boinbes». Comme de nombreux Kurdes, l'instituteur avait pris l'habitude d'agrafer un badge de George Bush sur la doublure de sa veste, il l'a jeté dans les montagnes

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE ANATOMIE D'UN MARCHÉ POLITIQUE

par Jean-Pierre Lassale



Plus qu'un manuel sur les institutions politiques des Etats-Unis, cet ouvrage propose une approche neuve de la démocratie et de la société américaine.

ARMAND COLIN

125c

Pour Médecins sans frontières

Les secouristes devraient être autorisés à aller au devant des réfugiés

Revenu du Kurdistan irakien. dimanche 7 avril, le docteur Marcel | une « zone de protection » des Roux, représentant de Médecins sans frontières, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse. que les Kurdes, effrayes par les bombardement au phosphore. vivent dans des conditions dramatiques, par un froid glacial. «Ils man-quent de tout, et chaque minute qui passe voit la mort de plusieurs d'en-tre eux, a-t-il ajouté. Il est indispen-sable d'aller à leur ceacontre pour les soigner et les aider. »

Pour le président de MSF. M. Romy Brauman, «le largage des vivres ne peut être une fin en soi. Il ministres des affaires étrangères comporte trop d'inconvenients : il ne peut être fait avec précision en montagne et il entraîne trop de pertes v. Lundi 8 avril, MSF a adressé une lettre au premier ministre français et aux représentants de la Communauté européénne réunis au Luxembourg pour leur demander de « crèer dans les régions frontalières de Turquie et d'Iran des zones de sécurité qui permettraient aux civils de trouver un asile provisoire, à l'abri de la repression ». L'association demande également d'acheminer d'extrême urgence des teotes, des couvertures, des médicaments, de fournir les moyens de transport (hélicoptères gros porteurs) pour l'approvisionne moot eo montagne, y compris en Irak, et de permettre la présence sur le terrain d'équipes internationales

Les Douze se mobilisent en faveur des Kurdes irakiens Les Douze ont approuvé lundi 8 avril à Luxembourg la proposi-

tion britannique de créer en Irak populations kurdes sous l'égide de l'ONU. Ils ont décidé de consecrer 150 millions d'écus. soit 1 milliard de francs, à l'aide aux réfugiés irakiens, ce qui permettra d'alléger la cherge qui pèse sur la Turquie et sur l'Iran. Tels sont les principaux résultats de la session extraordinaire que les chefs d'Etat et de gouvemement de la CEE ont tenue à l'initiative de le France. Les des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (1) se sont réunis en marge du conseil européen, également à l'initiative de

aux réfugiés kurdes.

Paris. efin de coordonner les

moyens logistiques d'assistance

(Communautés européennes) de notre correspondant

La proposition de zones de sécurité pour les Kurdes, a été présentée à Luxembourt par M. John Major, le premier ministre britannique. Il s'agit d'inviter l'ONU à intervenir sur le terrain pour l'aire cesser le massacre, de créer sous

son contrôle, une zone de sécurité. dans le nord de l'Irak où les Kurdes pourraient être installes et protégés en attendant des jours meilleurs. L'idée a été approuvée par les Douze, mais, comme l'a fait observer M. Jacques Santer, premier ministre luxembourgeois, qui présidait les travaux, ce n'est pas au conscil europeen mais aux Natioos unies de la formaliser.

« Notre politique est d'empécher un exode de 2 millions de personnes, qui secait irréversible. Nous ne voulons pas laisser se répéter le precedent palestinien. Quoi de plus naturel que de contrer la tentative de Saddam Hussein de chasser les Kurdes de leur pays? Nous voulons leur apporter une aide en attendant un changement de régime à Bag-dad», a explique M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères. M. François Mitterrand a estime que la souveraineté de l'Irak ne serail pas mise en cause par cette initiative loedite, mais il a admis que l'a exercice de cette souveraineté serait effectivement affecte pendant le temps ou la zone de protection serait inaintenue ».

Oue se passera-t-il si Bagdad refuse cette nouvelle ingérence sur son territoire? Personne, pas même M. Major, n'a repondu clairement à la question. « Il n'a pas èle question d'une nouvelle interrention militaire », a déclare notamment M. Mitterrand au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion. Sclon

M. Poos, le souci de l'Irak de voir rapidement levées les sanctions écocomiques pourrait l'inciter à se résigner à cette nouvelle exigence, mais, a-t-il ajouté, dans le cas contraire « il jaudrait franchir un pas et envoyer les casques bleus ».

Au conseil européen de Luxembourg

Certains chefs de gouvernement, tel M. Giulio Andreotti, le premier mioistre italien, sans s'opposer à la proposition de M. Major, oot prefere n'évoquer dans leur intervention que l'envoi sur le terraio d'observateurs de l'ONU, afin d'empêcher la répression.

Secourir 1 500 000 réfugiés

C'est M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui a proposé d'affecter 150 millions d'écus (1 milliard de fraocs) à l'aide aux réfugiés, doot 100 millions d'écus (700 millions de francs) prélevés sur le budget commuoauteire et 50 millions d'écus (350 millions de francs) versés de l'açon bilatérale par les Etats membres. Cet argent viendra s'ajouter aux sommes déjà mobili-sees par la CEE, soit environ 40 millions d'écus (5 millions sur le budget européen, 35 millions de façoo bilaterale).

Un haut fonctionnaire de la commission expliquait qu'il s'agissait dans un premier temps de per meltre aux gens de survivre là ou ils se trouvaient, sur les roules, dans la montagne, co leur fournissant aliments, couvertures, pro-

duits phormaceutiques et aide medicale. Puis, daos un second temps, d'installer des camps en Irak, en Turquie, en Iran, sous le contrôle du HCR [Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU) et du CICR (Comité international de la Croix-Rouge). Sclon M. Delors, ces secours pourraient concerner environ I 500 000 refugiés.

Compte teou du relief dans le nord de l'Irak et du climat tres rudc, c'est une opération d'assistance complexe, qui nécessite l'usage de moyens logistiques militaires. L'objet de la réunion des ministres des affaires étrangeres de l'UEO était d'avoir un premier échaoge de vues sur les instruelions à donner dans ce sens à leurs autorités militaires respectives. Les ministres gree et daoois se soot joints à lo réunion, à laquelle avail été également convié l'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg. Le souci de la France, qui preside actuellement l'UEO, était de démooirer de façon concrète que, pour certaines opérations relevant du domaine militaire, celle-ci pouvait efficacement compléter l'action de la Communauté. La France et la RFA, appuyées par une majocité d'Etats membres, souhaiteot en effet que l'UEO devienne la structure d'accueil d'une politique

Maintenir les sanctions

contre Bagdad Combien de temps l'embargo sur

l'Irak sera t-il mainteou? Dépassant apparemment, sioon les sentiments de la majorité du cooscil curopéen, au moios les propos

teous en séaoce, M. Santer a répondu que l'« lrak ne pourrait rejoindre le rang des nations civilisses tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir ». M. Mitterrand

a estime que « tant qu'il y aura une répression qui confine au génocide,

curopéenne de défense, et qu'un lico plus ou moins organique soit établi entre elle et la Communauté, le cooseil curopéen fixant les priocipales oricolations de son action.

il ne sera pas possible de lever les sunctions r.

Au cours de sa conférence de presse, le président de la République, constatant sans doute qu'au cours de ce conseil européen les propositions les plus spectaculaires avaient été présentées par M. Major, a discrètement rappele que la France – par son initiative sur l'assistance humenitaire au Conseil de sécurité et en oyaot demande la convocation du conseil européen - se trouvait à l'origine des efforts ainsi entrepris par la Communauté curopéenne pour secourir les Kurdes...

Toujours à l'initiative du premier ministre britannique, les Douze ont reteou l'idée de voir ouvrir par les Nations unies un registre où les pays membres de l'organisation internationale devraient rendre publiques leurs ventes d'armes.

L'actualité tragique des massa-cres au Kurdistan a laissé moins de temps que prévu aux chefs d'Etat et de gouvernement pour délibérer du conflit israelo-palestinien. Cependant, à propos du processus de paix au Proche-Orient, le conseil européen a adopté un texte sans surprise où, après avoir réalfirmé la position traditionnelle de la Communauté (le droit d'Israel à des frontières sûres et reconoues, le droit des Palestiniens à l'autodétermioation), il appuie les efforts déployés par les Etets-Unis. « Cha que partie dolt pouvoir déterminer sa propre représentation : aucune solution ne doit être écartée, y com pris la création d'un Etat palestinien», lil-oo dans ce document. M. Mitterand a estimé pour sa part que le droit doit être « pré-servé, respecté ou imposé dans cette région riche en conflits de toutes natures »: Apperentment les Douze natures ». Apparemment les Douze n'ont pas délibèré de l'opportuoité pour la Communauté de rétablis des contacts avec l'OLP.

PHILIPPE LEMANTRE

2: "

(1) L'UEO regroupe les Douze, moins la Grèce, le Danemark et l'Irlande.

PARMI CES 3 SPÉCIALISTES DE L'INFORMATION, UN SEUL SE CONSACRE EXCLUSIVEMENT AU TÉLÉPHONE.

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accèder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation d'Audiotex.

SJT, leader européen de l'Audiotex avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de telévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc.

Cette gamme de services s'étand de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.1.2.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (38.65.1000), les jeux promotionnels (36.65.33.33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre iprononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considérent à juste titre le

téléphone comme un nouveau média. Pour en savoir plus n'hésitez pas à appeler Béatrice Duchazelle au (1) 4734.65.88.



le Nº 1 de l'Audiotex

Le communiqué.

Voici le passage du communiqué de presse lu par M. Jacques Santer, le premier ministre iuxembourgeoie, concernant le processus de paix eu Proche-

- La légalité internationale est indivisible, et un règlement de paix doit se fonder sur les résolutions 242 et 338 du Consell de sécurité, selon le principe de l'échange de territoires contre la paix.

- Un dialogue sens a priori doit s'engeger entre toutes les parties prenantes sur le base des principes itérativement rappelés per les Européens, à savoir le droit d'larael à des frontières sûres et reconnuez et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Chaque partie doit pouvoir déterminer ee propre représentation : aucune solution ne doit être écartée, y compris la création

d'un Etat palestinien. - Le Conseil européen rappelle son ferme engagement en faveur du respect des droits de l'homme et d'une amélioration des conditions de vie dans les territoirea occupés.

- Des mesures de confiance réciproquea et équilibrées, de nature à dégager un certain nombre de principes communs, devraient être acceptées par les parties au conflit : celles-ci pourraient ouvrir la voie à une ou plusieurs conférences de paix permettant, sous une égide impartiale, d'apporter la caution et les garanties nécessaires de la communauté internationele. La Communauté européenne, en tant qu'acteur importent en Méditerranée, doit y être esso-

- Le Conseil européen invite les ministres des affaires évengères à poursuivre leurs consultations avec toutes les parties directement concernées dans la région, et evec d'autres Etets intéreasés, notamment les Etats-Unie et l'URSS efin de contribuer à dégager de tels principes.

- Toutes les initiatives permettent de faciliter le dialogue entre les parties méritent d'être encouragées. Le Conseil euro-péen salue les efforts déployés par les Etats-Unis et souhaite le succès de ces démarches.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : es Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédection Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Luchert, secrétaire général

Rédacteure en chef : Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Sole

(adjoints au directaur de la rédection Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-France

Daniel Verner

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1844-1959), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieu: 43-60-30-10

Israël n'accepterait une conférence régionale que pour introduire des négociations directes quelque quatorze mille prison-

Avec beaucoup de préalables et sans enthousiasma aucun, Israël serait prêt à participer à la conférence régionale sur le Proche-Orient que les Etats-Unis cherchent à réunir dans les mois à venir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les dirigeants du gouvernement de droite devaient le dire, mardi 9 avril, à M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, arrivé la veille au soir à Jérusalem pour une visite de vingt-quatre heures. Tout au long de la journée de luodi, le premier mioistre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, et ses collègues des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Mosbé Arens, oot mis au point leur position. Ils doivent, d'ores et déjà, faire face à une très vive opposition : celle menée au sein du Likoud par M. Ariel Sharon ainsi que celle des petits partis d'extrême droite membres de la majorité qui se méfieot de toute amorce de négociatioo pouvant menacer le statu quo dans les terriloires occupés et décoocent, à l'avance, les efforts de M. Baker.

Une sorte de cérémonie d'onverture

La position arrêtée par le chef du gouvernement est uo «oui» de priocipe au projet de « conférence régiooale», assorti de nombreuses conditions, demandes d'éclaircissements et garanties diverses que les dirigeants israéliens entendent présenter à M. Baker. Scion des indications encore fragmeotaires, il s'agirait de réunir Israel, les pays arabes de la coalition antiirakienne, plus la Jordanie et «des » Palestinieos (sans doute au sein d'uoc délégation jordano-pa-

lestinienoe) dans une conférence qui s'attaquerait simultanément aux grands dossiers que sont le conflit entre l'Etat hébreu et les Palestiniens et celui qui oppose Israel aux pays arabes voisins. La conférence serait placée sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, selon la version du projet la plus couramment citée dans la presse israélienne.

Libération de 1 000 détenus palestiniens

Le gouvernement Shamir veut bien se rendre à une telle conférence si elle se limite à servir de « parapluie » à des négociations directes entre Israel et les participants arabes. Autrement dit, ce ne devrait être qu'uoe sorte de cérémooie d'ouverture à uoe série de pourparlers israélo-arabes, non d'un « forum » permanent auquel les participants pourraient avoir recours en cas de blocage des cooversations. Dans une déclaration diffusée tard lundi soir, le mioistère des affaires étrangères relève qu'israel acceptera a sans doute » une telle cooférence,. « nécessaire au démarrage des. conversations », pourvu qu'elle soit fondée sur « le principe de. négociations directes ».

A cette condition s'ajoutent celles babituellement posées par le. gouvernemen! Likoud : pas de représentant des Arabes de Jerusalem dans la délégation palestinienne; aucuo rôle à l'OLP, à aucun stade de la négociation. La précédente médiation tentée par M. Baker, il y a un an et dans des conditions politiques très différentes, avait achoppé sur cet ensemble de préalables.

Le gouvernement Shamir n'en a pas moins accueilli M. Baker avec nn geste de bonne volonté en annonçant la libération de plus de mille détenus palestiniens (sur

niers de Cisjordanie et Gaza). Il s'agit de personnes condamnées dans le cadre de l'Intifada - mais pas pour des actes de violence qui, pour la plupart, avaient déjà purgé l'essentiel de leur peinc. Officiellement, la mesure est présentée comme relevant des libérations anticipées décidées chaque année à l'occasion de la fête musulmane de l'Aid el Fitr, qui marque la fin du ramadan. Politiquement, elle n'en est pas moins significative et a suscité la colère d'une bonne partie du Likoud, menee par le ministre du logemeot, M. Ariel Sharon, et la fureur des partis d'extrême droite de la majorité gouvernementale. lis dénoocent une concession aux pressions américaines, un geste qui met la sécurité du pays eo danger et qui rappelle, disent-ils, l'élargissement d'un millier de prisonniers décide co 1985 en

soldats isracliens détenus par le groupe palestinien d'Ahmed Jibril. Côté palestinien, la visite de M. Baker ne suscite guère plus d'cothousiasme. Certes, l'OLP a doone son feu vert pour qu'une délégation de six personnalités nationalistes des territoires, cooduite par M. Fayçal Husseini. rencontre le secrétaire d'Etat. Mais dans les milieux nationalistes, déjà divisés sur l'opportunité de revoir M. Baker, on fait valoir qu'ils n'ont pas obtenu grand-chose depuis leur précédente conversation, le 12 mars, avec le chef de la diplomatic américaioe : « Si les Etats-Unis ne sont pas capables de faire rouvrir les universités dans les territoires, commente un éditorialiste palestinien, M. Sach Erakat, on roit mal camment ils pourront obtenir le départ des Israéliens de Cisjorda-

échange de la libération de trois

nie et de Gaza. » ALAIN FRACHON

KOWEÏŢ

Des centaines de Palestiniens et d'Irakiens seront jugés pour crimes de guerre

Des centaines d'Irakiens et de Palestiniens seront bientöt jugés au Koweit pour crimes de guerre et certains d'entre eux risquant la peine capitale.

Lors d'une conférence de presse à Koweit-Ville, M. Abdel Aziz El Dakhil, sous-secrétaire d'Etat à la justice, a précisé que les jugements. qui auroni lieu devani des tribunaux mixtes civils et militaires. commenceront « dans une quinzaine de jours ». « Certaines per-

sonnes sont accusées de meurires. d'autres de torture, et d'autres, ensin, d'aroir aide les Irakiens ». a-t-il ajoute.

Les jugements devront être approuvés par le prince héritier et chef du gouvernement, cheikh Saad en sa qualité d'administrateur de la loi martiale; 628 personnes, dont plusieurs officiers supérieurs irakiens, sont actuellement interroges. Aucune indication n'a été donnée sur le nombre total des accusés, mais il a été précisé que des délégués du Comité Inter-

national de la Croix-Rouge (CICR) avaient déjà visité des inculpés. Selon les autorités koweitiennes. t 082 Kowestiens ont trouvé la mort durant l'occupation irakienne, dont 120 nourrissons, qui ont été enleves de leur couveuse artificielle dans les hôpitaux (11. -

(1) Le directeur adjoint de la santé dans l'emirat avait dementi la rumeur sur de lels décès, confirmant seulement le vol de couveuses tie Monde daté

LES REPÈRES PRATIQUES NATHAN

Le Monde HEURES LOCALES

160 pages - 49 F

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Le Monde LEDUCATION

AVRIL

LE PALMARÈS 1990 DES IUT

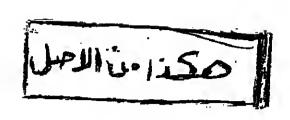
Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

LES BTS, MODE D'EMPLOI

200 000 jeunes sont aujourd'hui inscrits dans 98 spécialités. Le Monde de l'Éducation fait le point sur ce type d'études et sur l'insertion professionnelle des diplômés.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

Télé Z: 5456000 lecteurs. Marie-Louise, nous ne sommes plus seuls. publicité. Profitez-en, sans être seuls, vous N°5 de la presse française. En tête par son n'ètes pas encore trop nombreux à le savoir. Une seule chose pourrait encore rendre Télè Z rythme de progression, Tèle Zest aussi très dif-Regie Presse - R. et P. Elkoubi. Tel. 45559171 solitaire...saprogression!OJDetCESP confirficile à concurrencer au niveau de ses tarifs de ment cette croissance: Télé Zest maintenant le



6 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •

PROUVEZ AUX KURDES QUE VOUS AVEZ BEN CE CURNA

Une couverture: 50 F. Vacciner un enfant: 100 F. Nourrir une famille pendant une semaine: 200 F. Un lit de camp: 400 F. Une tente pour une famille de cinq ou six: 1000 F.

L'Action Internationale Contre la Faim est une organisation non-gouvernementale fondée il y a 12 ans. Les fonds qu'elle collecte sont entièrement affectés à ses actions humanitaires. Son aide directe aux réfugiés afghans, aux Cambodgiens, aux Ethiopiens, aux Tchadiens, aux Soudanais a permis à des milliers de personnes de s'en sortir et de retrouver les bases suffisantes pour vivre et être autonomes.

Voici.....Frs pour aider les Kurdes. Code postal.....Ville..... Téléphone..... A.I.C.F. 34, avenue Reille 75014 Paris-CCP 2820 W PARIS

Association d'Intérêt général régie par la loi de 1901.



Action Internationale Contre la Faim Signataires de l'appel Kurdistan.

Présidente d'honneur:

Françoise Giroud

Guy Sorman, Président

Marie-Claude Angélique.

Jacques Attali.

Claude Barjon,

Maurice Bidermann,

Christian Blanckaert,

Christophe Bonnafous,

Xavier Browaeys,

Sylvie Brunel

Jean-Martin Cohen-Solal.

Caroline Cosich,

Christian Daniel,

Jean Gerothhwohl,

Marc Gschwend,

Marek Halter,

Gilles Hertzog,

Ghislaine Hierso,

Christian Langlois Meurine,

Thierry Leroy,

Bernard-Henri Levy,

Marie-Antonietta Macciochi,

Denis Metzger,

Christian-Marie Monnot

Erik Orsenna,

Jacques-André Prevost,

Philippe Royer,

Robert Sebbag,

Patrick Siegler-Lathrop,

Marc Ullmann.

Jean-Christophe Victor.

SÉNÉGAL: ouverture politique à Dakar

Le chef de l'opposition entre au gouvernement

Le nouveau premier ministre, M. Habib Thiam, a formé, lundi 8 avril, un gouvernement au sein duquel, pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs opposants font leur entrée, notamment Me Abdoulaye Wade, l'adversaire malheureux du président Abdou Diouf lors de l'álection présidentielle de février 1988.

Le Sénégal scrait-il un cas particulier en Afrique? Du côté de Dakar, on ne fait rien ou presque comme dans tout le monde noir. On le fait plus vite et plutôt mieux qu'ailleurs. Le multipartisme est né, ici, il y a déjà plus de dix ans. Le président Léopold Senghor a volontairement et tranquillement abandonné le pouvoir. le 31 décembre 1980, aux mains de M. Diouf. Et, aujourd'hui, son succes-seur offre à l'opposition, et notamment à Me Wade, le plus virulent des contestataires, qui s'en saisit, des

postes au gouvernement. Il y a un an, pourtant, huit partis d'opposition, rassemblés an scin d'un Front commun, réclamaient le départ de M. Diouf et l'organisation d'élections « libres et démocratiques ». A la mi-novembre encore, des manifestants conspuaient violemment, dans les rues de Dakar, le parti socialiste au pouvoir, lui reprochant de « confis-

quer les médias d'Etate à son profit. enfin aux responsabilités. La Les fréquentes manifestations de rues illustraient ainsi le blocage d'une situation politique et économique en pleioe degradation. Face à face un parti socialiste use par trente ans de pouvoir sans partage que le président Diouf avait tenté de reprendre en mains, en juillet, lors de son 8º congrès et une opposition divisée pas moins de seize partis - et sans vrai programme, si ce n'est de goûter

« guerre » – semble i-il en voie d'apaisement - avec la Mauritanie voisine. la rebellion des indépendantistes casamançais qui a fait une centaine de morts en près d'un an, et la crise économique que la erise du Golfe a aggravée, militaient pour une ouverture politique à laquelle ne se sont finalement pas soustraits M. Diouf et Mc Wade, les deux frères ennemis.

Surnomme ale grand chauve a en

raison de sa calvitie et connu pour ses dons de Iribun, Me Wade s'est ainsi vu offrir le poste de ministre d'Etat sans qu'aient encore été precisées ses attributions. Secretaire general du Parti démocratique sénégalais (PDS), candidat à plusieurs élections présidentielles contre MM. Senghor et Dious, cet ancien doven de la sacuhé de droit de l'université de Dakar fut même incarcéré en février 1988.

Avec lui, entrent au gouvernement trois autres responsables ou PSD.

MM. Ousmane Ngom et Jean-Paul
Diaz ainsi que Mm Aminata Tall,
pour occuper respectivement les
postes de ministre du travail et de la formation professionnelle, de ministre de l'intégration économique africaine. de l'intégration économique africaine, et de ministre délègué auprès du ministre de l'éducation nationale. Une cinquième personnalité de l'opposition. M. Amaih Dansokho serrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail (PIT), d'obédience marxiste, s'est vue confier le portefeuille de l'urbanisme et de l'habitat.

Alors qu'ailleurs en Afrique, l'oppo-sition est contrainte d'utiliser parfois la violence pour obtenir voix au chapitre, au Sénégal, les choses se sont, en définitive, passées en dou-ceur. Ce qui ne veut pas dire, loin de là, que le président Diouf soit désor-mais obligé de composer sur tout avec des adversaires qui ne l'ont jamais ménage dans le passé.

JACQUES DE BARRIN

La nouvelle équipe

Le nouveau gouvernement compte un ministre d'Etat, dixneuf ministres et eept ministres délégués :

Premier ministre, M. Habib Thiam; ministre d'Etat, M. Abdoulaye Wade; économie, finances et plan, M. Farnara Ibrahima Sagna; forces armées, M. Médoune Fell; garde des sceaux et justice, M. Serigne Lamina Diop; effaires étrangères, M. Djibo Ka; intérieur, M. Madieng Khary Dieng; éducation nationale, M. André Sonkho: équipement, transports et mer, M. Robert Sagna; développement rural at hydraulique, Cheikh

Abdoulkhadre Cissokho; industrie. commerce at artisanat, M. Alassane Dialy Ndiaye; tourisme et environnement, M. Jecques Baudin; urbanisme et habitet, M. Amath Densokho; travail et formation professionnelle, M. Ousmena Ngom; communication, M. Mocier Kebe; samé et ection sociala, M. Assana Diop; culture, M. Moustapha Ka; intégration économique efricaine, M. Jean-Paul Diaz : jeunesse et sports. M. Abdouleye Makhtar Diop; ministre de la femme, de l'enfant et de la famille, M- Ndioro Ndiaye.

tenaires de negociations ».

M. Buthelezi, qui jouit d'une sym-

pathie déclarée au sein de l'extrême

droite blanche, tente depuis plus d'un

an de s'imposer, avec la bienveillance

du gouvernement, à la table des négo-

ciations. Les membres de l'Inkatha

s'opposent sur le terrain aux militants

de l'ANC. Depuis 1984, les affronte-

ments ont fait plus de 9 700 victimes,

selon l'Institut iodépendant des rela-

tions entre les races (SAIRR), princi-

palement dans la province du Natal

et plus récemment dans les townships

de la région de Johannesburg. Scinn

cet Institut, entre 550 et 600 per-

sonnes ont péri dans les violences

AFRIQUE DU SUD

Les autorités ne prennent pas au tragique l'ultimatum de l'ANC maintenant soutenir ces saboteurs de 1.1NC qui foulent oux pieds leurs par-

L'ultimatum lancé, vendredi 5 avril, par le Congrès national africain (ANC) au gouvernement, continue de susciter des réactions contradictoires. Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), très proche de l'ANC, a jugé, dans un communiqué, qu'il ne s'agit que du « minimum nécessaire pour faire cesser la violence», estimant que cet ulti-matum était attendu « depuis longtemps » par les populations des townships.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Cosatu accuse le gouvernement de n'avoir jamais pris les moyens d'éviter les affrontements ni agi contre les «fauteurs de guerre» qui sèment la terreur dans les «hostels», ces résidences pour travailleurs migrants célibataires. Il soupçonne aussi certains membres des forces de

Chris Barnard, auteur de la pre-

mièra transplantation de cœur au

monde, en décembre 1967, vient

de confier, à la presse sud-afri-

caine, son intention d'émigrer en

Suisse où il collabore aux travaux

d'un institut médical, spécialisé

dans la recherche en gérontologia.

Agé de soixante-huit ans, le célè-

bre chirurgien veut ainsi échapper à

la vague de violences qui balaie son

sécurité de pourvoir en armes et co muoitions d'indéfinis «escadrons de la mort ». Pour la centrale syndicale. le président De Klerk a le pouvoir de mettre fin à la violence : « La balle est maintenant dans son camp. Il peut démontrer son engagement en faveur de négociations pacifiques ou, au contraire, poursuivre le processus de terreur en cours ».

De son côté, le président du parti Inkatha, à domioante zouloue. M. Mangosuthu Buthelezi, a. sans ambiguité, choisi de se placer dans le camp du souvernement. «L'ANC ne fait rien d'autre que nous précipiter dans la guerre civile », a-t-il déclaré, luodi, ajoutant qu'eo ce qui le luodi, ajoutant qu'eo ce qui le concerne, «le processus de paix incluant le gouvernement, l'Inkatha et l'ANC n'était plus d'actualité» car «l'ANC vient de se retirer des négo-ciations dans lesquelles [nous]étions engages ». A son avis, « le stupéfiant retournement de l'ANC doit être condamné sans détour. Aucun gouvernement ni organisation n'osera plus

déçus par l'action et la «manque

de réalisme » des dirigeants noirs.

Rappelant qu'il avait toujours milité

pour l'abolition da l'epartheid, le

chinurgien qui a déjà vécu plusieurs

années aux Etats-Unis, a déclaré :

«J'ai constamment refusé des

offres de travail à l'étranger car ja

pensais qu'une fois que les choses

auraient changé, l'Afrique du Sud

deviendrait vivable. Il semble main-

tenent que le conureire soit vrei». -

politiques au cours des trois premiers mois de 1991. Directement concerné par l'ultimatum de l'ANC, qui exige son limogeage, ainsi que celui du ministre de la défense, le général Magnus Malan, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a réagi, lundi, à ce lle « la fausse propagande de l'ANC et du Parti communiste Le professeur Barnard s'apprête à quitter (SACP). Scion lui, les deux organisations ont joué « un rôle primordial dans le déclenchement de la violence qui menace aujourd'hui de dévaster

tout le pays ». M. Vlok a indiqué qu'il ne serait pas un obstacle « au futur de l'Afrique du Sud». A son avis, la crise née de l'ultimatura de l'ANC se réglera pas la negociation. «Le problème n'est pus insurmontable, il peut cire résolu», a-t-il dit, avec optimisme, suggerant, cependant, qu'il fallait prendre en compte les divisions internes de l'ANC, préoccupé par l'organisation de son prochain congrès au mois

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TOGO: violences à Lomé et en province

Les jeunes mènent la contestation

Un chef traditionnel et un gardien de préfecture ont été tués par balles et deux élèves grièvement blessés, lundi g avril, lors d'une manifestation à Kévé, au nord-ouest de Lomé.

En réaction, les manifestants oot inceodié la sous-préfecture et érigé, sur plusieurs kilomètres entre Kévé et la capitale, des barricades faites de troncs d'arbres. Des incidents ont eu lieu aussi à Vogan et à Kpalimé. A Lomé, la situation était toujours tendue, lundi soir, dans le quartier populaire de Be où des heurts avaient opposé, dans la matinée, forces de sécurité et contestataires.

Le gouvernement a annoncé. lundi soir, la fermeture immédiate de tous les établissements scolaires et universitaires. Etudiants et élèves constituent le fer æ de la contestation politi-

Réunie dans un Front des associations pour le renouveau (FAR), l'opposition modérée semble de plus en plus dépassée par les mouvements de jeunes qui exigent un ebangement immédiat de régime.

Le FAR a obtenu une amnistie générale et l'autorisation de former des partis politiques. En juin, un & Forum national » aura pour tache de former un gouvernement de transition et de fixer la date des élections géoérales. - (AFP.)

ANGOLA: en visite à Paris

Le président Dos Santos évoque la possibilité d'un cessez-le-feu avec l'UNITA

Le chef de l'Etat angolais. M. José Eduardo Dos Santos a ėvoquė, luodi 8 avril à Paris, à l'issue d'un déjeuner de travail avec M. Mitterrand, les w nouvelles perspectives « de coopération avec la France, notamment dans les domaines « agroalimentaires, pétrolier, industriel et de la construction ».

En raison de l'insécurité, cette coopération est concentrée sur trois régions: Luanda et ses environs, la zone de Benguela-Lobito et la province de Huila.

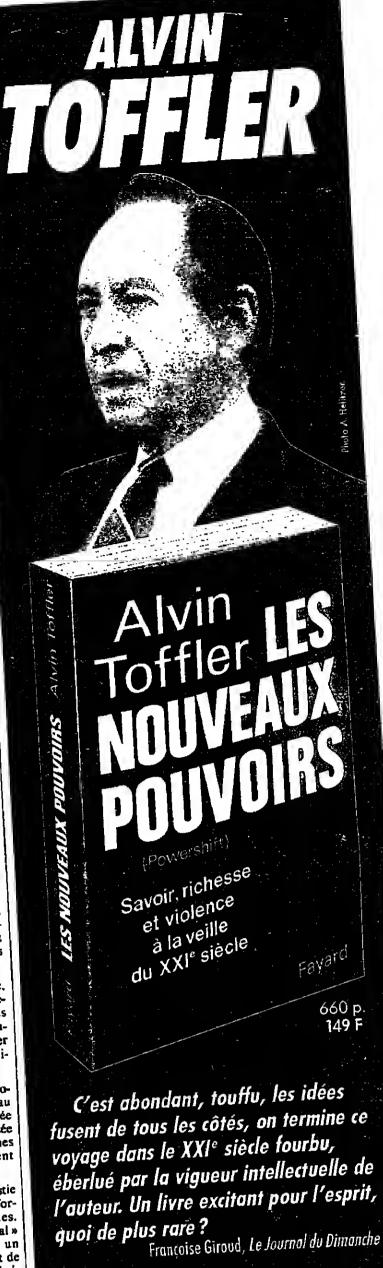
M. Dos Santos s'est, d'autre part, déclaré confiant dans les possibilités d'un compromis avec les rebelles du l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola IUNITA) au moment où uoe nouvelle série de pourparlers vient de commencer, près de Lisbonne. Selon lui, il devrait être

« possible de trouver un moyen terine » entre les deux propositions en présence : celle du gouvernement qui souhaite fixer immédiatement une date pour un cessez-le-seu et celle de l'UNITA qui réclame, au préalable, la fixatioo d'une date pour des élec-

Aide alimentaire

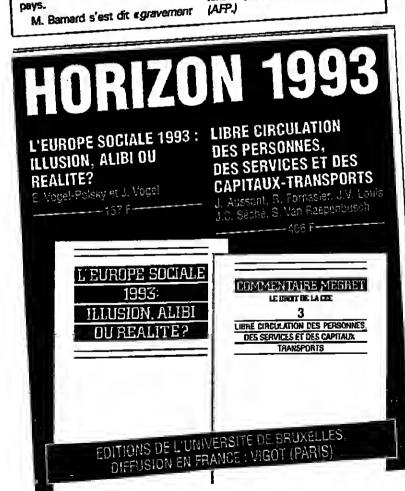
La guerre civile qui déchire le pays depuis seize ans et la sécheresse ont provoqué la famine dans neuf des dix-huit provinces d'Angola.

La France qui a envoyé, en 1990, une aide alimentaire d'urgence, envisage d'acheminer par des « corridors de paix », avec l'accord du gouvernement de Luanda et de l'UNITA, de nouvelles cargaisons. - (AFP.)



A quoi tient le succès de Toffler? Son propos est de découvrir un sens aux changements considérables et rapides que vivent les sociétés occidentales. Il existe une attente forte sur ce chapitre, mais il y a façon et façon de répondre. L'auteur n'oublie pas qu'il a été pendant cinq ans ouvrier, puis journaliste. Ce n'est pas lui qui nous encombrera des échafaudages de ''thésards'.' Il parle clair... Surtout, il a gardé intacte sa faculté d'étonnement et connaît tous les trucs pour accrocher le lecteur et donner envie d'aller plus loin. Pierre Drouin, Le Mande

FAYARD



un pays « invivable »

Les réformistes sortent renforcés de la session annuelle de l'Assemblée nationale après deux années de piétinement. Il

de notre correspondant M. Li Peng, porte-parole de la vicille garde communiste, est sorti alfaibli du remaniement gouvernemental entérine lundi 8 avril par l'Assemblée nationale populaire. Le oremier ministre s'est vu en effet adjoindre deux vice-premiers ministres, percus comme plus technocrates que politiques : MM. Zou Jiahua, soixante-quaire ans, qui conserve son portefcuille de ministre du plan, et Zhu Rongii, soixanto-deux ans. étoile montante qui jouit d'une nura particulière pour sa gestion de Shanghai, dont il est le maire depuis 1988. Un troisieme homme au profil de professionnel, M. Qian Qichen, ministre des affaires étrangères, age de soixante-trois ans, se voit conferer le rang de consciller d'Etat.

Leur «election», avec quelques dizaines de voix contre et d'abstentions, par vote electronique dans l'immense salle du Palais du peuple où les 2 673 députés présents devaient presser un des boutons places sur leur pupitre, n'a pas surpris. Des fuites methodiquement orchestrées par l'intermédiaire des représentants de Hongkong avaient permis de connaître d'avance ce premier remaniement, prudent mais symboli-

Une brochure du « Monde »

Europe :

l'engrenage

du marché unique

Dans le sillage du futur marché

unique, la Communauté élargit

ses ambitions : depuis le mois de

décembre 1990, deux confé-

rences intergouvemementeles

rédigent les traités qui devraient

instaurer une union économique

et monétaire (UEM) ainsi qu'une

union politique dont le plus beau

fleuron sera une politique étran-

Pour être vertueux, cet engrenage s suscité des tensions nou-

velles et provoqué un malaise

que la crise du Golle durant

laquelle les Douze n'ont pu que

contempler leur piteuse absence

n'a fait qu'amplifier. Le construc-

tion européenne connaît actuelle

ment une situation très para-

doxale : les succès indéniables

programmé et svec un minimum

de ratés. La législarion nécesssire

à l'élimination des entraves à la

libre circulation des personnes.

des biens, des capitaux, des ser-

vices a été arrêtée dans les délais

requis et il y s toute raison d'es-

pérer que sa mise en œuvre

s'opérera sans obstacle majeur.

Cependant les graves difficultés

que rencontrent aujourd'hui des

pens entiers de l'industrie com-

munautsice - l'électronique, l'eu-

tomobile - conduisent à douter

d'une politique trop exclusive

échanges.

ment centrée sur la libération des

L'idée de compléter le Marché

unique économique et monétair

illustre la volonté das douze d'al-

ler de l'avant, méme si le

Royeume Uni persiste à traîner

les pieds. Il en est de même de la

décision de parfaire les efforts

d'intégration accomplis, de leur

donner la cohérence qui leur

manque, en dotant la Commu-

nauté d'une politique étrangère et

bientôt une défense commune. A

coup d'inhiatives politiques, de

décisions de procédure, ces pro-

Mais même si les arbitrages

sont régulièrement rendus dans

le bon sens, en perticulier lors-

qu'il s'agit de l'UEM par le chan-

celler Helmut Köhl en RFA, le

consensus demeure trop fragile

pour qu'il s'agisse encore de pro-

jets porteurs. C'est cette pro-

gression bien réalle mais teintée

d'anxiété que décrit en plus de

cent pages, avec des cartes, des

graphiques, des illustrations de

Serguei, Pancho, Pessin et

Plantu, la seconde brochure

consacrée par le Monde à le poli-

tique de l'Acte unique (voir les

promesses de l'Acte unique mai

► En vente chez tous les mar-

chends de journeux, 106 pages, 45 francs.

jets progressent.

encore mai maitrisées.

gère et de sécurité commune.

La popularité de M. Hu Qili Les deux hommes ctant avant tout

n'avait pas eu besoin de commettre

un massacre pour ramener l'ordre...

des économistes, les dossiers qu'ils devraient se partager - planification pour M. Zou. zones économiques spéciales pour M. Zhu - sont autant d'affaires en moins dans lesquelles les dirigeants les plus doctrinaires pourront encore mettre leur nez. La distinction conférée au chef de la diplomatic vise a rehausser l'image de modération que veut donner la

Ce remaniement traduit un rééquilibrage provisoire en faveur de la poursuite prudente des réformes

ne signifie pas que les clans en soient que, après la crise de Tiananmen. à enterrer la hache de guerre dans la II a même été prétendu que M. Li lutte pour la succession, mais au moins que M. Deng Xiaoping est voulait ainsi remercier les promus d'avoir « soutenu l'instauration de la parvenu à reinjecter un peu d'energie loi martiale et le recours à la force» réformiste dans les rouages du pou-voir. Avec la percée de Sbanghaï, qui contre les manifestants de 1989, ce qui est assez abusif pour ce qui avait dejá fourni en 1989 un sceré-taire général du PCC - M. Jiang concerne au moins le maire de Shanghai. La popularité de M. Zhu dans Zemin, - il consacre le rôle croissant sa ville et son image de réformiste à de la Chine cotière, ouverte sur l'Ocl'étranger proviennent principalecident, dans l'élaboration de la politiment de ce qu'il avait nargué Pékin. quelques jours après le drame, en que pékinoise. criant baut et fort que, chez lui, on

On a aussi pu assister au cours de la réunion de l'Assemblée à quelques manifestations de l'impatience du pays profond devant l'attentisme pékinois. Ainsi, M. Hu Qili, un des grands exclus de la direction du parti pour cause de «liberalisme bour-gevis» en 1989, s'est teille un petit succès en signant, en sa qualité de députe, des autographes à profusion dans les couloirs. Lundi, il se trouvait même de jeunes députés de l'arméc, en uniforme, pour lui témoigner ainsi leur soutien, pendant que siegenient encore sur la tribune quelques-uns des vieillards qui provoquerent sa chute. Puis M. Hu, à l'impeccable costume de banquier, partit tranquillement vers sa berline portcuse d'une plaque d'immatriculation de l'état-major de l'armée.

FRANCIS DERON

EN BREF

D CHINE : no dissident condamné à quinze ans de prison.- M. Chen Yanbin, étudiant de l'université Beifang, à Pèkin, a été condamné à quinze ans de prison pour diffusion de « propagande contre-revolutionnaire ». Cette condamnation, prononcée selon un témoin le 10 mars, est la plus lourde prononcée contre un dissident lié au mouvement démocratique de 1989. Un étudiant de l'université Qinghua, M. Zhang Yafei, qui evait constitue avec M. Chen après l'écrasement du « printemps » de Pékin un groupe appelé Front démocratique de Chine, a cié condamné à onze ans de prison. - (Renter.)

u INDONÉSIE : un ancien directeur de journal condamné pour « blasphème ». - Un ancien directeur de journal a été condamné à cinq ans de prison pour « blaspheme » contre l'islam par le tribunal de Djekarta. M. Arswendo Atmowiloto avait fait publier dens l'hebdomadaire Monitor, appartede la politique de relance menée nant s un groupe de presse catholidepuis cinq ans se combinent que, un sondage de popularité qui avec les incertitudes d'ambitions plaçait le prophète Mahomet eu onzieme rang. - (.4FP.) Le marché unique se met en place conformément au scénario

U JAPON : nouveau secretaire-genéral du Parti liberal-démocrate. -M. Keizo Obuchi, ancien porte-parole du gouvemement nippon, a cté désigné lundi 8 avril pour succeder à M. Ozawa au poste de secrétaire général du Parti libéraldémocrate (PLD) au pouvoir. M. Ozawa avait demissionne à la suite de l'échee du candidat gouvememental à l'élection du gouverneur de Tokyo (le Monde du 9 avrill. - (.1FP.)

7 PHILIPPINES : nonveau chef d'état major des armées. - Le genérai Lisandro Abadia, commandant de l'armée de terre, a été nomme samedi 6 avril chel d'eiai-major des armées par Mer Aquino. Il a eté remplacé par le chef de l'academie militaire, le genéral Arturo Ramos. Cette nomination a entraîné la démission du chef d'état-major adjoint, le general Alexander Aguirro, qui briguait également ce poste. Ce dernier a critique violemment la décision de Me Aquino, qu'il a qualifice d' n injuste v. - (AFP.)

□ BULGARIE : msuifestalions à Sofia. - Plus de 20 000 personnes se sont rassemblées, lundi 8 evril, dans le centre de Solia pour demender des élections législatives anticipées en juin prochain. Le metin même, le conseil de coordination de l'Union des forces démoeratiques, la principale force anticommuniste bulgare, a demandé à ses députés de quitter le Parlement pour former un cabinel fantôme, si le gouvernement n'annonçait pas des élections anticipées. - (AFP. Reuter.)

□ YOUGOSLAVIE : Visite de M. Alexandre Bessmertnykh. - Le ministre sovictique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, est arrive lundi 8 avril à Belgrade pour une visite offi-

ciclle de deux jours en Yougoslevie. Il a été reçu par le chef de l'Etat, M. Borisav Jovic, et le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic. Outre les questions internationales et la situation intérieure yougoslave, M. Bessmertnykh devait évoquer evec ses hôtes les problèmes lies au commerce bilatéral, d'une valeur de 5,1 milliards de dollars en 1990. - (.4FP.)

G FINLANDE : le chef du Parti du centre pressenti pour former au gouvernement. - Le président finlandais M. Mauno Koivisto a confie, lundi 8 avril, au leader du Parti du centre, M. Esko Aho, la tache de former un nouveau gouvernement de coalition.

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS: une affaire de viol et un livre à scandales

Haro sur les Kennedy et sur Nancy Reagan

WASHINGTON

correspondance «Le pays en a essez des Kennedy, on en a trop parlés, disait, il y e quelques années, Edwerd (Ted) Kennedy, Malheureusement, on perle à nouveau du clen Kennedy, cette fois à propos d'un viol...

A l'issue d'une longue soirée dans un ber à la mode de Peint-Beech (Floride), le séneteur, son fils Petrick et son neveu, William Kennedy Smith, invitaient, vers 3 heures du matin, deux jeunes femmes dens le propriété familiale pour une dernière libation

L'une d'elles (son nom n'e pes été révélé) déclare avoir été violée et eureit identifié le jeune Smith comme son egresseur.

Il n'en felleit pas plus pour mobiliser trois cents journelistes - le plus fort contingent depuis le guerre du Golfe - à le recherche de détails croustil-

Les journaux de New-York, engagés dens une âpre compétition pour leur survie, s'en donnèrent à cœur joie evec des titrea eccrocheurs : « Une bonne soirée de célibereires ». les Kennedy », « Les gembades I a molediction sexuelles de Teddy ...

L'autre jeune femme ne se souvient pae avoir vu l'auteur présumé du viol mais se rappelle avoir rencontré le sénateur vêtu seulement d'une longue chemise, sens pouvoir préciser si, dessous, il portait un short... Bref, du pein bénit pour les emateurs de scandeles et les edversaires des Kennedy. toujours prompts à occuser le police locale de protéger les membres de cette nche dynastie. Les amis du séneteur estiment qu'il devreit être plus prudent, se sechant dans le

collimateur des médies, en raison de le vie privée « enimée » de ses frères, John (le président) at Robert (le ministre), des frasques connues des nouvelles générations de Kennedy et de sa propre réputetion, compromise depuis l'accident de Cheppequidick, en 1969 (une de see collaboratrices s'éteit noyée par se faute et il eveit longtemps tardé à prévenir le police). See détracteurs pensent ou contraire que l'offaire illustre l'errogence du clen, qui s'estime eu-dessus des lois.

Une image ternie

il feut dire que le démolition des « idoles » représente une riche ectivité pour les apécielistes du genre, Ainsi, M= Kelley espère bien vendre les 600 000 exemplaires du premiar tirege de se biogrephie « non eutorisée » de Nancy Reagen. Les éditeurs de M- Kelley (Simon and Schuster), qui everent perdu beaucoup d'argent avec l'autobiogrephie du président Reagen, mai accueillie per la critique, espèrent compenser einsi leure pertes et récupérer l'evence de 4 millions ollars donnée à l'auteur.

Dens son livre, Me Kelley epporte seulement quelques « révéletione » eccentuent les traits dépleisents de l'ancienne first Ledy déjà évoqués dans des ouvreges entérieurs, notemment celui de Petty Devis, le fille du couple prési-

L'euteur affirme qu'à l'inster de sa mère, Nancy evait feleifié eon état civil eussi bien concernant son âge lelle s'éteit rajeunie, bien sûr) que eur lee mérites de son père qu'elle aureit plus terd renié pour faciliter son adoption per M. Davis,

le second mari de sa mère. Bien qu'elle eit eu plusieurs ements bien plecés à Hollywood, elle ne s'imposa pes comme actrice : du coup, elle se concentra sur un certain Ronald Reegen, à l'époque emoureux d'une autre jeune femme qu'il vouleit épouser. Celle-ci refuse mals il continue de le fréquenter, se pleignent, en larmes, que Nency, enceinte de ses œuvres, lui eit imposé le

Enfin, Roneld Reagan, animé per une forte libido, eurait forcé la porte de l'eppertement d'une starlette à 3 heures du matin... A le Meison Blenche, selon

M= Kelley, Nency eurait eu une longue lieison evec Frenk Sinetra, invité à des déjeuners privés elors que le président éteit en voyege.

Nency, enfin, offreit à ses emis et perents des cedeeux qu'elle evait reçus ou trouvés à le Meison Blenche. Pour le troisième enniverseira de son petitfils, elle lui envoye un oure en peluche que l'enfent eveit perdu lors d'un précédent passage à la Meison Blenche.

Les Reegan ont feit savoir qu'ils ne liraient pes ce livre. Pressé par les journelistes, l'ancien président a décleré que les contre-vérités patentes et ebsurdes » du livre « dépesseient les limites de la décence ». Curieusement, M= Kelley n'e jemais été poursuivie per les héros de ses biogrephies « non eutorisées ». L'imege que donnaient en public lee Reegan en se comportant comme de jeunes tourtersaux sort pesseblement ternie de l'affaire.

DIAGONALES

'EXCLUS de nisquer des vies précieuses d'Américains. » George Bush n'était pes obligé d'ajouter ce motif domestique et d'allure mesquine aux autres bonnes raisons de ne plus egir militeirement en Irak. Le refus d'ingérence se suffisait à lui-même, d'autant qu'il prenait à revers les reproches d'intervention axcessive adressés la veille aux Etats-Unis. L'argument des marines à préserver ne pèche pas plus contre la morale que contre la logiqua (si on veut s'aventurer sur le terrain mollesson de le casuistique) : car qui parachute des secours aux persécutés, en premier et massivement, sinon, une fois de plus, la puissante et competissante Amérique ? Alors que personne n'évoque la vie PRÉCIEUSE des Kurdes démunis de tout, e fortion d'adjectifs, - l'allusion de Bush à la cherté des seuls « boys » a un eutre mérite : celui d'une franchise qui fere

date (3 avril 1991). L'écart de tarif entre cadavres de « coalisés a et d'autochtones n'inspireit qu'implicitement les bombardements préalables à l'offensive terrestre. De même l'Occident e-t-il évité jusqu'icı de peraitre résigné à ce que le revenu par habitant, le mortalité infantile et l'espérance de vie différent d'un continent à l'autre. Il ne fallsit pas trop contredire le message chrétien dont les puissences industrielles avaient couvert en partie leurs conquêtee passées, et selon lequel existences et consciences des enfents de Dieu, en principe, s équivalent.

Cette lois, c'est dit et proclemé per le patron du demier modèle civilisateur depuis la faillite du communisme, appuyé par le Ciel, l'Histoire, la high-tech et le général Schwarzkopf : il est mérité, « naturel », que les cours de la vie humaine varient à jamais selon les latitudes et le PNB. Pourquoi ne pas indexer ces cours sur le Dow Jones et le CAC-40. comme l'imaginait ce provocateur de Shakespeare dans le Marchand de Venise ?

On ignore si la guarre du Golfe a ouvert l'ère du droit, comme en court le slogan ; elle aura du moins clos le temps des hypocrisies. Adieu, mouchoirs et chapalets ! Tous à vos ETTE comptabilité était dans les têtes à l'époque coloniale. Elle y rôde tou-tours. Pour la curante y rôde tou-

jours. Pour la surprendre, il suffit d'avoir l'œil. C'est le cas de Raymond Cousse. Auteur et interprète de Strerégie pour deux jambons, il a fait une tournée, voilà cinq ens, en Côtevitriol (la Découverte de l'Afrique, Le Dilet-

Cours de la viande

tente éditeur). Dens l'histoire, qui reste à écrire, du regard européen sur l'Afrique noire, Cousse s'inscrit à la suite du Voyage au bout de la nuit. Comme Céline, il vomit les Blancs, y compris le Blanc en lui. Il se sent occupant. Seule son axpérience de le mouise préserve un lien avec les exploités. N'y surait-il d'égalité que « dans le dénuement », se demandet-il. Visille question sans réponse.

Pour comprendre sans condescendre, feut-il forcément éructer ? J.-M. G. Le Clézio prouve que non, avec son megnifique Onitsha (Gallimard). Enfin un romancier qui ne se sert pas de le fiction pour réfléchir eux beautés finissantes du Vieux Continent, mais pour nous ouvrir, par la description aimente et la poésie de l'enfance, à une réelité géographique et mythologique hors d'etteinte. Dens l'Afrique das ennées 50, celle de la Jalousie de Robbe-Grillet, une mère et eon fils mesurent ce qui reste d'Empire, eu bord d'un fleuve bousux, comme ils évaluent la distance des oreges en comptent les secondes séparant l'éclair du tonnerre. Il y e longtemps qu'en France la littérature n'e pes démontré eussi tranquillement et souverainement see pouvoirs d'évocation, à la Faulkner I

la Flaubert, tout aussi blen I (J'enrage de ne pas échapper à la dictature nouvelle des célébrations à date fixe qui, après les « ennées » Mozart et Rimbaud, impose au Landerneeu culturel le quinzaine Bovary ; « mais bon ! » comme on dit désormeis pour s'avouer vaincu sans trop de rassentiment, car enfin, Emma, on en parierait volontiers chaque semaine I)

Vue de l'après-Golfe et de l'eprèsmarxisme. la vie gâchée de l'ex-fermière dae Bertaux rappelle qu'en Normandie, voilà cent cinquante ans, l'existence humaine n'avait pas le même prix selon qu'on venzit du château, de la houtique ou de l'étable. Le film de Chabrol est fidèle au livre en ce qu'il montre le merché de dupes économique et culturel à l'œuvra derrière les epparences de romantisme mal digéré, de vanité provinciale, d'insatisfaction clinique, et de ce que Charles, dans sa candeur, appelle (nous invitant eu doute, par sa bêtiee même) e la fatalité ».

il est tentant de jouer, entre amis, à Bovary aujourd'hui. Emma eurait-elle épousé un cadre moyen de Cergy-Pontoisa? Assistereit-elle eux enregistremente du « Masque et la

en analyse chez Julia Kristeve, ou bemée par un de nos marquis médiatiques, ces nouveaux Rodolphe ? Des drogues de moins en moins douces remplecereient-ellee l'ersenic d'un Homais post-structuraliste?

Chercher des équivalences, c'est se demander si l'œuvre tient par sa peinture d'une époque, cause du drame, ou par celle d'une figure étemelle, susceptible de réincamations à l'infini. Chebrol e bien fait de ne pas trancher ce débat vieux comme les chefe-d'œuvra, à le feveur de quelque transposition moderne genra « Emme-Rotary » où son humour aurait excellé. Ce qui compte, c'est le regard perçant de Flaubert, à un moment donné de l'histoire, toujours actuelle et passablement perdue de vue, des duperies de clesse.

Le bal à la Veubyessard décide de tout. En se « frottent » à le richesse et à le « quiétude brutale , des poseédents, le fille de peysens est entrée dans un piège où la culture remplit le rôle de miroir eux elouettes et développe l'aliénation dont elle prétend délivrer. Livres et opéres à le mode mesquent mel que tout, sous ce monde de reffinement, a un prix : pièces de drap, adultère mondain, vie perdue à rêver le vie, emputatione, députetione, et juequ'eux mote d'amour, euxquels les Comices agricoles font un contrepoint braillard et symbolique de Bourse à la cotation.

NCORE et toujours le preuve que la mise à prix des existances est truquée à le naissance, et que les mots nobles servent à couvrir la freude!

Cette preuve, un écrivein disparu il y e quelques jours, Max Frisch, lul a donné, avec Biedermann et les incendiaires, l'éclat des vérités

Cousse, Le Clézio, Flaubert, Chabrol, Frisch, tous plaident, cette semeine, pour cette même évidence : ce n'est pas parce que la révolution soviétique e péricilté, et parce que les habilleges capitalistes de la réalité tiennent provisoirement bon, que l'explication par l'économie de faits socieux, culturels et psychologiques a perdu de sa justeeae, de son

Une chose est sure, par exemple : aussi vrai que le prix des merchandises s'unifie sur la plenète, au point de rendre vaines les visites des voyageurs aux boutiques « duty free » des eéroports, les coura de le viende humaine trouveront eussi, tôt ou tard, leur équilibra mondiel, quelque pert entre le terif du aboy » US et celui du Kurde lambda.

2300 HENRI PIERRE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

and the properties of the beautiful and the beau ----Little College 400 July 6 40 5 4 The state of the second second The wife with the state of THE DE LICES THE PARTY OF PROPERTY.

- - -

THE PERSON NAMED IN

the les pionniers d' the literate of the

Metici et pour l'actu

AMÉRIQUES

L'influence des Eglises protestantes en Amérique latine

Le Guatemala à l'heure évangéliste

Les Eglises évangéliques sont entrées en compétition ouverte avec l'Eglise romaine an Amérique latine, où vivent la moitié des catholiques du monde entier. Sources de friction avec. les hiérarchies ecclésiastiques traditionnelles, elles peuvent être aussi un enjeu politique, comme on l'a vu au Pérou, où elles ont influencé l'électorat pour le choix de M. fuilmori comme président de la République, et, surtout, au Guatemala. où c'est un prédicateur évangéliste qui, il y a trois mois, est devenu chef de l'Etat.

400

20 2 3.

→ 1.5 × 2

Section .

4 22 1 2

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Sans grande pudeur, Pedro, vingtsix ans, raconte toutes ses anciennes perversions. Alcoolisme, drogue, vols pour se procurer de la cocaine et même homosexualité, dit-il avec une expression de profond dégoût. Il ne néglige aucun détail scabreux poor que son auditoire constate comme il a changé depuis qu'il a « rencontré Jésus-Christ ». La scène se passe dans un hôtel de la capitale guatémaltèque où se réunissent, tous les lundis, les membres d'une cellule de la Fraternité des hommes de l'Evangile complet, qui regroupe des protestants et quelques catholiques

charismatiques. Ces confessions publiques se déroulent à l'heure du déjeuner seion un rituel mis au point en Californie et adopté par les cinquantetrois cellules existant au Guatemala (près de trois mille adhérents). Après le bénédicité, les coovives cotonocot des chants religieux puis deux ou trois d'entre eux se relayent au micro pour raconter leurs malheurs. Entre deux coups de fourchette, leurs coreligionnaires applaudissent ou rient de oon cœur quand le «témoin» se moque de lui-même.

a Le succès de natre organisation, sourient le président de la section guatémaltèque de la Fédération internationale des hommes de l'Evangile complet, Roberto Velas-quez, est du au fait que nous nous réunissons pour parler de nos problèmes. * Tous affirmed que cel engagement religieux a modifié leur attitude et leur a permis de rétablir une vie de famille chaleureuse et des relations professionnelles harmo-

Quatorze mille temples

Catholique à 90 % il y a vingt ans à peine, le Guatemala vit désormais à l'heure évangéliste après avoir, fait sans précédent, elu un protestant à la présidence de la République. Aujourd'hui, environ 30 % des neuf millions d'habitants appartiennent à l'une des trois cents dénominations protestantes instalices dans le pays. Selon Edmundo Madrid, président de l'Alliance évangétique du Guatemala (organisation réunissant près d'uoe centaine de dénominations), il y a plus de quatorze mille temples évangéliques dans le pays - infini-me ot plus que d'églises catholiques -, sans compter les Mor-mons et les Témoins de Jéhovah.

« Les Eglises protessantes tradi-tionnelles (luthérienne, méthodiste, presbytérience, baptiste) sont très minoritaires, ajoute-t-il. La ligne conservatrice, fondamentaliste même, domine très largement, en particulier avec les pentecôtistes et les néo-pentecôtistes, qui regroupent à eux sculs 75 % des évangélistes. Après tant d'années de violence, de peur et de désespoir, les gens ont trouvé à travers la Bible un moyen de se rapprocher de Dieu (...) Les Eglises pentecôtistes sont apparues comme un refuge contre les vices qui aggravent la pauvreté et les divisions

Les pasteurs - tous guatémaltéques alors que la moitie des prêtres catholiques sont étrangers et ne parlent pas les langues iodigènes - sont désignés par les fidèles au sein de leur propre communanté el ne

a Cela explique en partie le succès des évangélistes, car chaque communaulé choisit son Eglise, son pasteur et même son rituel», souligne Peter Townsend, directeur de l'Institut linguistique d'été, organisme protestant créé aux Etats-Unis, qui a Iraduit le Nouveau Testament dans les vingt et une langues pratiquées par les Indiens d'origine Maya 160 % de la population totale).

Dans la capitale comme dans les zones rurales où les Indiens constituent l'immense majorité de la population, les temples sont bondés, et pas seulement le dimanche. Les services religieux ressemblent souvent à des concerts de variétés - guitare électrique et orgue électronique ont remplacé la traditionnelle marimba (gros xylophone) dans les coins les plus reculés - qui se trans-forment peu à peu, grâce à la musi-que et aux inlassables incantations des fidèles, en hystérie collective au moment de la «descente de l'Esprit

Les Indiens et les classes moyennes semblent les plus déchaînés, mais le phénomène est identique dans les petits temples délabrés des bidonvilles et dans les gigantesques salles équipées d'écrans vidéo des quartiers aises. Les services religieux d'Elim, une des plus importantes Eglises évangéliques. sont spectaculaires. Repartis sur trois étages, plusieurs milliers de fidèles crient et dansent avant de parvenir à l'extase, bras leves, à genoux ou allongés sur le sol.

L'Eglise plus discrète da Shaddai

Le président de la République, sorge Serrano, a appartenu plusieurs années à Elim avant de passer à une Eglise plus discrète, le Shaddaï. Le 13 janvier, veille de sa prise de fonctions, ses coreligionnaires ont orga-nisé une cérémonie privée au cours de laquelle ils n'ont pas hésité à le présenter comme «le prophète de Dieu » charge de mettre fin à trente ans de violences au Guatemala. Jorge Serrano a obtenu 68 % des

suffrages exprimés, ce qui constitue évidemment un motif d'inquiètude supplémentaire pour le hiérarchie catholique déjà très secouée par la progression speciaculaire des évangélistes. Certains évêques voient dans l'arrivée au pouvoir d'un protestant le résultat d'un « complot » monté par les États-Unis des la fin des années 60 pour contrer la théologie de la libération.

Dans une lettre pastorale diffusée en janvier 1989, l'archevêque de Guatemala, Mgr Prospero Penados. affirme que Washington appuie les « groupes non catholiques (...) pour consolider son pouvoir économique et politique en Amérique latine », car « les évangélistes défendent une conception individualiste du salut eternel qui coîncide pleinement avec les postulats du libéralisme et donc du capitolisme ». Le président de la conférence épiscopale, Mgr Rodolfo Quezada, considéré pourtant comme le plus progressiste des évêques du Guatemala, ne croit absolument pas à la théorie du complot. Il considere que certains pasteurs évangéliques sont plus engagés sur le plan social que certains pretres catholiques. «Je ne crois pas. dit-it, qu'il y aura une confrontation religieuse car le président Serrano ne commetira pas la bêtise de favoriser les protestonts v

Les évêques estiment que, pour freiner la vague protestante. l'Eglise catholique don aussi maintenir une présence sur le terrain politique. C'est pourquoi la hiérarchie catholique et même le Vatican ont jusqu'à présent évité de prendre position sur le cas du Père Andres Giron, elu député de la Démocratic chrétienne et désigné à la présidence de la commission parlementaire des droits de l'homme. « C'est une monière de mointenir l'équilibre, dit le Père Giron dans un grand éclat de rire. Le président de la République est un évangéliste fondamentaliste et le président de la commission des droits de l'homine est un prêtre ... révolution-

BERTRAND DE LA GRANGE

ARGENTINE

La multiplication des scandales affaiblit le régime du président Menem

Les ennuis conlinuent pour le gouveroement de M. Carlos Menem. Cette fois, c'est un officier de l'armée de terre et un clan familial, allié de longue date au président, qui sont meles à de nouveaux scandales.

Le colonel Louis Percyra, chef du bataillon de Monte-Chingolo, à 15 kilomètres au sud de Buenos-Aires, était considéré jusqu'à présent comme un militaire exemplaire, En fait, il dirigezit un gang de « pirates de la route ». Avec un sous-officier et plusieurs autres personnes, il a été arrêté pour vols à main armée, le 4 avril. On a retrouvé dans la caseme qu'il commandait des marchandises venant de camions interceptés sur les routes et destioées à la revente. D'autres militaires du même bataillon pourraient être impliqués. Le chef de l'Etat a exprimé sa « surprise » et demandé « des mesures draconiennes » au ministre de la défense, M. Erman Gonzalez.

A Catamarca, au nord-ouest du pays, c'est un fait divers retentis-sant où se mélent drogue, sexe, politique et corruption qui a motivé l'intervention fédérale dans le système judiciaire de la province. L'histoire remonte au 8 sep-tembre 1990, quand une jeune fille de dix-sept ans, Maria Soledad Morales, meurt d'une surdose de cocaine, apparemment administrée au cours d'une orgie entre jeunes gens « de bonne famille ». Faux temoignages, substitution de preuves, meoaces contre les magistrats : l'enquête a piétiné pendant sept mois, ce qui a incité les familles des victimes à organiser,

avec la population, des marches de protestation hebdomadaires. C'est seulement le 3 avril dernier que le juge d'instruction - le sixième depuis le début de l'affaire - a ordonné l'emprisonnement préventif du principal accusé,

député péroniste de la province. Parmi les autres suspects, figurent un neveu du gouverneur péroniste Ramon Saadi et le fils de celui qui était chef de la police au moment des faits et qui, emprisonoe pour destruction de preuves, a été

reläché depuis. La famille Saadi, qui domine de facon féodale la vie politique de Catamarea, est alliée de longue date au chef de l'Etat. Aussi la decision présidentielle d'intervenir dans la justice de la province n'estelle pas sans consequences, à six mois d'élections destioces à renouveler les gouverneurs, les maires et une partie des députés du pays.

Les affaires de drogue continuent à occuper l'actualité politique. Un ancien fonctionnaire du gouvernement, M. Mario Caserta, vient d'être arrêté, dans le cadre de l'enquête mence sur le bianchiment de «narcodollars» en Argentine, où plusieurs proches de M. Menem semblent impliqués (le Monde du 30 mars). La succession des scandales affaiblit la crédibilité du pouvoir. Selon un récent sondage, près de 70 % des Argentins ont perdu confiance dans leur classe diri-

CHRISTINE LEGRAND

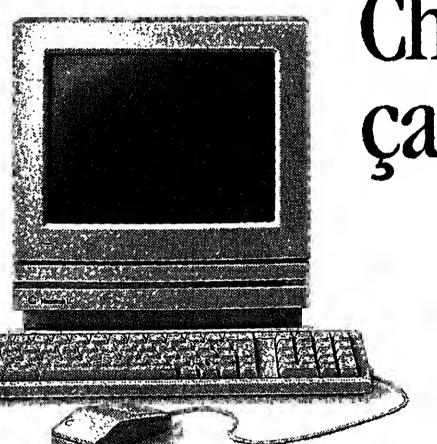
CULTURE GENERALE Les bases de

votre reussite Une méthode claire et pratique, 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domai-

nes de la culture générale.

Documentation graluite à :

Institut Culturel Français Sce 7142, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois Tél.: (1)-42.70.73.63



Chez IC, la fidélité ça compte: 5.000 F.

Qui dit mieux ? Pour le moment, personne. En plus, dès la fin du mois d'avril, IC vous proposera une carte Apple IIe pour Macintosh LC qui vous permettra de préserver vos investissements en logiciels Apple II.

IC est le premier distributeur Apple en Europe. Le prix, la disponibilité et le sourire, c'est d'abord ce qui compte chez IC.

A tous les pionniers d'Apple, IC offre une prime de fidélité de 5.000 F en reprise de leur matériel et pour l'achat d'un Macintosh LC.

Vous possédez un Apple II, IIPlus, EuroPlus, IIe, IIc, IIGS ou III. IC vous fait aujourd'hui une offre qui compte: pouvoir acheter par exemple une configuration Mac LC avec moniteur 12" couleur 11.841 francs au lieu de 16.841 francs.

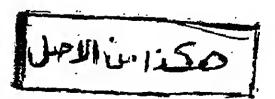
(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS . APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS . IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 41000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE, RENSEIGNEZ-VOUS.



EUROPE

Aggravation

Le président de la République indépendantiste de Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, a d'au-tre part averti lundi 8 avril le pré-sident Gorbatchev, que les travailleurs géorgiens étaient prêts à se mettre en grève generale si l'URSS ne retirait pas ses troupes de la région sécessionniste d'Ossétie du

Les hausses de prix continuent d'entretenir un climat social tendu, notamment en Sibèrie. Malgré les concessions du gouvernement soviétique, les mineurs campent sur leurs positions et ont même appelé à une extension du mouvement jusqu'à la démision du presi-dent Gorbatchev, rapportait lundi la Pravda. A la date de dimanche. 184 des 000 mines soviétiques étaient paralysées et dans 11 autres mines au travail, le charbon extrait n'était pas livré. Plusieurs acièrics nnt dù fermer par manque de com-bustible.

n Plusieurs morts dans le Cancase - Le chef adjoint des troupes du ministère sovietique de l'intérieur pour le Caucase et la Transcaucasie, le colonel Vladimir Blakhotine, a été tué lundi 8 avril par des inconnus à l'aide d'armes autnmaliques en sortant de chez lui à Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, selon l'agence Interfax. Deux autres personnes, dont un officier du ministère de l'iotérieur. ont été tuées dimanche dans l'ouest de l'Azerbaïdian, d'après Tass, et la situation est très critique le long de la voie ferree qui relie, à travers l'Arménie, l'Azerbaídian à la République autonome du Nakhitchevan. Enfin, Interfax a ainuté à ce bilan quatre morts dans des affrantements interethniques en Georgie. - (AFP, Reuter.)

ALLEMAGNE : après la suppression des visas

Manifestations anti-polonaises à la frontière Oder-Neisse

de notre correspondant

La suppression des visas entre la Pologne et l'Allemagne a donné lieu, lundi 8 avril, à des incidents en deux points au moins de la frontière : à Francinti-sur-l'Oder et à Guben. Ils ont été provoqués par de petits groupes de jeunes Alle-mands de l'Est se réclamant de l'extrême droite. A Francfort, deux personnes ont été blessées dans la nuit de dimanche à lundi par des pierres Inncées contre uo autabus transportant des musiciens pnlo-nais qui reveneient d'un concert aux Pays-Bas.

Près de 50 000 Polnnais, selnn les chiffres donnés par la police des frontières, ont franchi lundi les divers pastes frontières pour se rendre en Allemagne. Après minuit, les pricipaux points de pas-sage ont connu quelques files d'at-tente du côté polonais mais la

situation s'est normalisée dans le courant de la journée. A Berlin, où les magasins spécialisés dans l'éloctronique graod public attendaient de pied ferme leurs clients, on ne signalait aucun afflux inhabituel. La « ruèv des touristes » poinnais, annoncée par le Sénat de Berlin, qui avait parlé de 100 000 personnes, n'e pas cu licu.

Le ministre allemand de l'intérieur, M. Wolfgang Schaeuble, a condamné lundi les egressions anti-polonaises. Pourtent prévenues, les autontés n'avaient manifestement pas jugé nécessaire de prendre des mesures de sécurité particulières. Les polices munici-pales de l'Est sont très peu préparées à ce geore de situation. A Guben, le passage e été bloqué pendant une beure. A Francfartsur-l'Oder, 200 à 300 jeunes gens ont reussi à semer la panique tout au long de la journée. «L'Alle-magne aux Allemands!», «Les

étrangers dehors! », burlaicot-ils. Plusieurs personnes ont été arrètées mais l'impression laissée par ces affrontements est désas-

A la mairie de Slubice, du côté polnnais de le frontière, face à Francfort, la conseillère municipale chargée des relations avec l'Allemagne, Me Lucina Leyco, n'a pas caché dans des interviews son émotion et son inquiétude. Pas plus que dans les autres villes, les autorités municipales de Francfort n'avaient jugé utile de se montrer pnur tenter de calmer les choses.

Présent dans toutes les villes de l'ancienne RDA, le radicalisme de droile est un phennmene encore limité, mais le sentiment anti-polooais et anti-immigré va bien audelà. Trouvant un terraio propice dans la dégradation du climat social, il est largement répaodu dans la population.

15 000 personnes ont répondu à l'appel d'IG Metall

La foule est moins nombreuse dans les rues de Leipzig

de notre envoyé spécial

Une semaine après l'assassinat de Detlew Rnhwedder, president de la Treuhand, l'organisme public charge de restructurer l'économic est-allemande, les syndicalistes d'IG Metall avaient maintenu lundi 8 avril leur manifestation hebdomadaire de Leipzig, pnur protester contre la dégradation du climat social dans l'ex-RDA. La foule était cette fois nettement mnins nombreuse que lors des pré-cédents rassemblements, 15 000 personnes avaient répondu à l'ap-pel du syndicat de la métallurgie, contre 50 000 il y a quinze jours.

wedder, dant la politique de privatisation à la tête de la Treuhand était l'une des principales cibles des manifestations de mars Déconcertés par son assassinat, les responsables locaux d'IG metall avaient hésite à maintenir leur rassemblement. Ils ont dénoncé les tentatives d'amalgalme entre leurs efforts de mobilisation et l'action des terroristes.

Le responsable local du syndicat s'est proconcé pour des tables rondes sur les moyens de gérer la crise en Allemagne orientale. La veille, à Erfurt, le chaocelier Kobl n'aveit pas rejeté l'idée d'une coopération avec l'opposition lancée ces derniers temps par des responsables sociaux-démocrates.

Une minute de silence a été observée à la mémoire de M. Rohde notre correspondante

YOUGOSLAVIR: incidents à Zagreb

Le procès du ministre croate de la défense est ajourné « sine die »

Le procès du ministre de la défense de Croatie, M. Martin Spegelj, et da sept eutres personnes, eccusés de «préparation de soulèvement armé » qui a commencé, lundi 8 avril à Zagreb, a été interrompu peu après l'ouverture de la séance par le président du tribunal militaire. Selon le colonel Zivko Masic, les manifestations qui se déroulaient devant le tribunal rendaient impossible la poursuite des débats. Le procès a été ajoumé sine die.

BELGRADE

Uoe dizaine de milliers de manifestants étaient venus protester con-tre un procès qu'ils jugent « illégal ». La foule qui vitupérait l'armée brandissait des drapeaux croates et des slogans où l'on pouvait lire notam-ment : « Jugez Babic et Martic», les deux leaders de la révolte des Serbes de Croatie qui ont proclame la sécession el le rattachement de la province de Krajina à la Serbie. Pendant plusieurs beures, les mani-festants ont harcelé à coups de pierres et de bouteilles le tribunal militaire. Le ministère fédéral de la défense a critiqué le comportement des forces de l'ordre locales qui n'ont pas pris les « mesures néces-saires » pour protéger le tribunal.

Mardi 26 février, le tribunal de Zagreb avait inculpé le ministre croate et sept autres persooces, sonpconnés d'avoit « organisé une rébellion armée sur le territoire de la République de Croatie, destinée à mettre en péril l'ordre et la sécurité de la Yougoslavie». L'affaire avait tation de quelque vingt mille kala-chnikov (notamment de Hongrie) afin d'équiper des unités paramili-

taires croates. Craignant une ioverventioo mililaire eo Croatie, les buit accusés auraient préparé le meurtre d'offi-ciers de l'armée fédérale. Les auto-rités croates nient les faits. Elles se soot opposées à l'arrestation des inculpés et ont fait voter par le Par-lement de Zagreb une loi garantis-sant l'immunité des mambres du gouvernement croate. M. Martin Spegelj continue done à exercer ses fonctions.

Le procès devait commencer maigre l'absence du ministre et de deux aotres inculpés toujours en fuite-Selon la législation militaire, M. Spegelj est passible de la prison à perperuité. Lundi, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a estimé, lors d'une conférence de presse, qu'il s'agissait d' aun procès monté solon des methodes stall-

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE

Une commission extraordinaire du Parlement propose d'interdire totalement l'avortement

Une commission extraordinaire de le Diète polonsise (Chambre des députés), chargée d'examiner une proposition de loi contre l'avortement très controversée, e encore durci le texte original du Sénat en proposant, vendredi 5 avril, d'interdire totalement l'avortement. La nouvelle version du texte prévoit une peine de deux ens d'emprisonnement pour l'interruption volontaire de grossesse.

Aucune date n'a encore été fixée à l'examen par les députés des propositions de le commission. Ces initiatives législetives vont à l'encontre de l'opinion publique puisque, selon les sondages, environ 60 % de le population polonaise est favorable à la liberté de 'avortement, en vigueur depuis 1956. - (AFP, Reuter.)

POINT DE VUE

Un intégrisme polonais?

par Yvette Roudy

ES droits les plus élémentaires des femmes en Pologne sont menacés. Le Monde l'e souligné qui titralt récemment en première page, à l'occasion de la publication d'un long erticle, e La revenche du clergé polonals ». Aujourd'hui, elors que Lech Walesa se rand en visite officielle à Paris, il nous faut faire état de notre préoccupation.

Les premières craintes sont apparues quand Solidamosc proposa, en avril 1990, une motion « en défense de l'enfant non-né », afin de marquer son opposition à l'interruption volontaire de grossesse, autorisée depuis 1956. Depuis, le Sénat poloneis a adopté, le 29 septembre dernler, une proposition de loi émanant d'un membre de Solidarnosc, laquelle péralise de deux ans de prison ferme le médecin ou toute personne qui contribue à un evortement. La Diète, l'examinant à son tour, décide, le 24 janvier, de repousser pour quelque temps sa discussion, afin de laisser à une commission ad hoc le soin d'étudier la question et de procéder à une grande enquête auprès de l'opinion publique : 58 % des Polonais sont hostiles à toute révision de la législation en la matière.

> Des signes inquiétants

Et pour cause I Elles sont chaque ennée, du moins l'estime-t-on, entre quatre cent mille et six cente mille à demander un evortement. dans un pays où l'information en matière de contraception est quasi inexistante et où l'approvisionnement en matériel contraceouf reste particulièrement irrégulier et faible. Au moie de février 1991, on ne trouvait plus de contraceptifs dans les pharmacies de Cracovie. 10 % à 15 % des Polonaises seulement ont recours à des moyens modernes de

Mais, quels que soient lee besoins. Il n'eet pes sûr, eu contraire, que la logique et le bon sens doivent l'emporter. C'est une véritable campagne qui est engagée, mettant les femmes polo-

naises eu pied du mur, elles dont les défenseurs sont dénoncés comme « communistes », elles qui doivent dorénevent deventage compter sur elles-mêmes que sur Solidamosc.

D'autres signes inquiétants nous

parviennent : l'essociation polonaise de planning familiel e vu ses subventions diminuer de moitié, une seconde proposition de loi interdisant pilules et stérilets serait en pré paration, le congé parental, autrefois accessible aux deux parents, ne l'est plus qu'aux femmes at n'entraîne plus l'automaticité du retour à l'emploi. L'Eglise polonaise e obtenu enfin l'introduction de cours d'instruction religieuse dans les classes - des leçons, il est vrai, facultatives, mais il n'est prévu aucun cours de remplacement à la même heure, - et une circulaire récente autorise la prière biquotidienne et la mise en place du crucifix à l'école, alors même que la Constitution polonaise prévoit la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est bien un ordre moral lintégriste - comment l'appeler autre ment? - que l'on veut promouvoir, la montée en puissance des forces les plus traditionalistes du monde catholique. Certes, nul n'ignore le poids et le pert prise par l'Eglise polonaise dans la lutte contre le totalitarisme et le joug communiste. Il reste qu'il serait paradoxal, affigeant et tragique, j'insiste sur ce mot, qu'une autre forme de domination lui succède.

L'élection de Lech Walese à la présidence de la République constitue en soi un symbole, celui de la victoire des espirations de tout un peuple sur l'arbitraire. Puisse ce grand mouvement de l'Histoire. mouvement dans lequel nous evons mis tant d'espoir et trouvé tant de satisfactione, ne pas être inauguré en Pologne per des atteintes aux droits des femmes dont on sait bien à quel point elles illustrent et témoignent d'une conception réductrice des droits de l'homme eux-mêmes.

115%

15 900

➤ Yvette Roudy est député et maire (PS) de Lisieux, ancien ministre des droits de la femme.

Papandreou, et de plusieurs de ses

8 avril 1990 avec près de 48 % des suffrages, les conservateurs sont loin d'avoir convaincu les Grecs, soumis è una dure cure d'eustérité, de leur cepacité à sortir le peys de le profonde crise economique et morale qu'il traverse. Après un an d'exarcice du pouvoir, le gouvernement est divisé par de nombreuses querelles intastines. On ne parle plus à Athènes que d'un prochain remaniement pour rendre un nouveau souffle è un cabinet en perte de vitesse. ATHÈNES

de notre correspondant

Désabusés du « socialisme à la grecque» qui a canduit le pays à l'impasse, les Grees sont à présent moroses. Ils avaient accordé aux conservateurs une période de grace. Ils se sont retrouves condamnés à une austérité toujours plus dure sans espoir d'en sortir rapidement. Ils doivent désormais saire face à un avenir incertain et à la mise en place du grand marché curopéco, pour lequel le pays n'est absolument pas

Arrivés au pouvoir après une série de crises, les conservateurs de la Nouvelle Démocratic s'étaieot fixés contrac premier objectif d'assainir une vie politique enlachée par les scandales des socialistes qui avaient gouverné sans partage de 1981 à 1989. Ils souhaitaient, dans un douxième temps, redresser une le gouvernement a obtenu uo pret

le pays de la crise économique et politique économie eo faillite et améliorer l'image de la Grèce à l'étranger.

GRÈCE: au pouvoir depuis un an

Les conservateurs de M. Mitsotakis n'ont pas sorti

Depuis un mois, le procès du leader socialiste, M. Andréas anciens ministres devant des cours spéciales, divise la société. Un climat malsain s'est installé et nombreux sont ceux qui se demandent si ces actions en justice étaient vraiment indispensables. Le agraod procès», comme l'appelle les Grecs, dans lequel est jugé M. Papandréou pour son rôle dans le plus vaste scandale politico-financier de l'après-guerre provoque par le banquier escroc Georges Koskotas, empoisonne la vie politi-

M. Pepandréou, qui a condamné la «criminalisation» de la politique, a refusé de se présenter devant la cour, dont les procureurs sont deux députés conservateurs et un appareoté communiste. Les audiences sont retransmises chaque jour en direct à la télévision et cela doit encore durer plusieurs

> Nouvelle aide de la CEE

L'action du gouvernement de M. Constantin Mitsotakis était surtout attendue dans le domaine économique. Les conservateurs ont certes rapidement pris des décisions nécessaires pour réduire les dépenses publiques. Ils ont notam-ment désiodexé l'augmentation des salaires sur la hausse des orix. Mais les mesures d'austénie ont pruvoque de nombreuses greves qui ont perturbé la vic du pays. Après de difficiles négociations,

et à condition que l'économie soit placée sous haute surveillence. De dures conditions ont été imposées, comme la réduction de 10 % du combre des fonctinonaires, l'imposition des agriculteurs, la diminutinn drastique des déficits publics et de l'inflation (22,8 % en 1990). Jusqu'à présent, seule la lutte contre l'inflation progresse. Les privatisations n'avancent pas au rythme voulu. L'administration demeure un frein au développement.

Ce pret a été accordé par tranches

Dans le domaine ioternational, le rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis (notamment pour « contenir » la Turquie et tenter de sortir de l'impasse sur la question chypriote! n'a pas donné les résultats atteodus. Ankara, eo première ligne dans la guerre du Golfe, a davantage marque de poiots qu'Atbéocs auprès des Etats-Unis et semble faire avancer l'affaire de Chypre daos soo sens.

Pour se justifier, les conservateurs ne cessent de répéter que l'héritage était particulièrement lourd. Le gouvernement, a assuré le premier ministre, M. Mitsotakis, est le seul capable de remettre le pays sur pied, face à une opposition socialiste et communiste en pleine crise et à la recherche d'un programme moderne. Ce gouvernement qui, il y a un an, pomait les espoirs des Grees est devenu un « mal necessaire », constatait avec amertume, à la veille de Pâques, l'influent journal libéral Katheme-

L'armée soviétique a entreposé des armes nucléaires dans le pays jusqu'en 1990

L'armée soviétique a entreposé des armes oucléaires en Pologne jusqu'à la mi-1990, elors que les communistes avaient perdu le pouvoir dans ce pays depuis déjà près d'un an, n révélé luodi 8 avril le général Viktor Doubynioe, commandant en chef des forces soviétiques stationnées en Pologne.

Au cours d'uoe conférence de presse teque à Borne-Sulinowo, dans le nord-ouest de la Pologne, à l'occasion du rapatriement d'une unité de missiles tactiques de mille deux cent hommes, le général Douavait en Pologne des unités de missiles, il y avait forcement des tètes nucléaires, mais elles ont toutes été rapatriées dans le premier semestre de 1990 ». Il a confirmé l'iolention de soo pays de retirer l'ensemble de ses troupes de Pologne d'ici à la fin de 1993, alors que les Polonais veulent en avoir fini beaocoup plus

Moscou, a-t-il explique, ne peut admettre que ses forces encore présentes en Aliemagne, soient totalement encerclées par les armées des pays voisins, ce qui se passerait en cas de retrait anticipé de Pologne. bynine a reconnu que, « puisqu'il y - (UPI, AFP, Reuter.)

L'ALLUMETTE. Mode d'emploi: installez-vous en face du volant, attachez-vous bien, prenez la clé, allumez la Migr

A l'Assemblée nationale

tés, puis, après la proclamation du résultat, à una vive contestation de le part de l'opposition. A l'exception d'un centriste, M. Edmond Gerrar, l'ensemble des groupes RPR, UDF, UDC et PC ont voté contre la projet, dont l'adoption a été facilitée per les abstentions de MM. Jean-Michel Dubernard et Michel Noir (ex-RPR).

Après des mois de prépara-

tion et plus de cinquante

heures de débats en séance

publique, une voix a suffi,

mardi 9 avni, pour départager

Les principales modifications

Le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République e été largement emendé par les députés. La commission départementale de la coopération intercommunale (composée d'élus) est touiours présidée per un préfet, male ce dernier est « encadré », comme le souhaitait l'opposition, par deux assesseurs et un rapporteur général, élus parmi les maires.

Ces commissions seront einsi composées : 60 % de maires, adjoints eu maire ou conseillers municipaux, 20 % de représentents d'établissements publics de coopération intercommunale. 15 % de conseillers généraux, 5 % de consellers régionaux issus du département. Quant aux conditions d'acceptation par les communes du projet d'intercommunelité, le principe de l'accord tacite a 616 remplecé par celui d'un avis explicite. Pour les communeurés de communes, ce sont les communes qui définiront « librement » la périmètre de coopération. Toutefois, une commune peut ne pas participer à la coopération présentée dans le schéme départemental si elle

Député du Pas-de-Calais

M. Wacheux

quitte le PS

M. Marcel Wecheux, député du

Pas-de-Calais, e aoconcé, lundi

8 evril, sa démission du Parti socia-

liste, eo précisant qu'il décidera

dans les jours prochains s'il siègera à

l'Assemblée nationale comme appa-

renté PS ou parmi les non inscrits.

« Dans le Pas-de-Calais, être rocar-

dien, c'est ne plus être socialiste»,

estime M. Wacheux, qui déconce

l'ettitude du courant febiusien.

Accosant les partisans de

M. Fabius d'agir comme un « véri-

table rouleau compresseur au détri-

ment des autres couronts ».

M. Wacheux, adjoiot eu maire de

Bruay-la-Buissière et président de

l'Association des commuoes minières du Nord et du Pas-de-Ca-

lais, estime avoir été « évince » de ls

présidence de la SACOMI, société

d'économie mixte pour l'aménage-

ment des communes mioières, à la

suite de « pressions » des sabiusiens

du Pas-de-Calais. L'un de ceux-ci,

M. Jean-Pierre Kucheida, maire de

Lievin, a été désigne à ce poste.

dominant, dans cette fédération.

propose de participer à un autre établissement public de coopération dont le territoire est contigu eu sien. Pour lee communautés de ville, la seuil de

constitution e été ebaissé à vingt

mille (au lieu de trente mille).

le scrutin, le rapporteur de la com-

de l'Assemblée nationale, que le

sort du projet de loi d'orientation sur l'administration territoriele de

la République pouvait se jooer à «deux ou trois voix près». Un peu

plus tard encore dans la nuit, un

conseiller du premier ministre fai-sait un signe de le main pour indi-

quer discrètement que l'écart pour-

Aussi, au moment décisif, à

droite comme à gauche, les députés

présents dans l'hémicycle se sont

livrés evec beaucoup d'attention.

pour la oeuvième fois de la jour-

oce, à l'exercice, toujours uo peu

cocasse, qui coosiste à déambuler

dens les travées pour tourner eo

série les cless sur les pupitres de

leurs collègues absents. Uo député

socieliste a eu einsi une frayeur

rétrospective en s'aperceveot, peu

evaot la clôture du scrutin, qu'il

rait bien se réduire à deux voix.

En revenche, les députés sont revenus eu texte initial du gouvernement en fixant è cent mille habitants, le seuil à partir duquel la communauté de ville est créée par errêté du préfet (qui fixe le périmètre de coopération), sauf si un tiers eu moins des conseils municipeux des communes concernées freprésentant plus du tiers de la population totale). ou une commune représentant plus de le moitié de la population totale ont donné un evis défavo-

Pour la consultation des populetions, per « référendum ». à échelle de la commune, les députés ont adopté des entendements limitatifs. L'initiative de ces consultation est strictement réglementée ; elle est interdite dens plusieurs cas (notemment pendant les campagnes électo-

Quelques minutes encore avant avait oublié de tourner l'une de ces missioo spéciale, M. Christian Pierret (PS, Vosges), étail opti-miste, Il estimair, dans les coulois

Le projet de loi sur l'administration territoriale

n'a été adopté qu'à une voix de majorité

La tension est montée encore un peu lorsque M= Bernadette Isaac-Sibille (UDC, Rhôce) a été légère-ment bousculée par deux députés socialistes qui cootestaient son interprétation d'une consigne de vote notée sur un papier. Ce fut l'explosico lorsque le président de séance, M. André Billardon, pro-clama le résultat. « C'est un vote truqué». 1000a M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) pour empêcher le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, de s'exprimer une dernière fois devant l'As-

Double revirement

Auparavant, la journée du lundi evril s'était écoulée calmement : les principaux articles (49 et 50), consacrés aux oouvelles formes de coopération intercommunale, avaient déjé été adoptés le semaine passée, et il ne restait plus qu'à venir à bout, patiemment, des soixante-sept articles du projet de loi et des quelque sept ceot cinquante amendements déposés par les députés.

A propos d'une dispositioo excluant la création de communautés de villes et de communes au sein de le région lle-de-France, chacun avait coovenu de bonne grâce qu'il avait changé d'svis. M. Marchand avait expliqué qu'à la demande de nombreux élus de la région, il était prêt à appliquer le droit commuo à l'Ile-de-France, tendis qu'en présentant un amendemeot d'un deputé UDF allaot dans ce sens, M. Rossioot confes-sait qu'en fait il n'y était pas favorable. Ce double revirement, qui eboutit finalement eu maintien du texte initial, divertit l'Assemblée. Dans le confusion qu'entraine par-fois le procédure du scrutin public, oo s'amusa eocore, à l'occasion d'uo vote, de voir le groupe communiste se proconcer savorablement, à l'exception de deux « dissi-dents », MM. André Lajoinie et Georges Merchais... Ce n'était en fait qu'un problème de cless touroécs dans le meuvais sens.

La questioo de l'aide au financement des investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités locales, soulevée par M. René Beaumont (UDF. Saone-et-Loire), n'est pas davantage parvenue à alourdir le climat. C'était l'une des trois conditions posées par l'opposition - avec le rôle du préfet dans la mise au

point des futurs schémas départementaux de la coopération intercommunale et une avancée de la décentralisation en malière de formation professionnelle - pour voter le texte. C'était même « une condition incontournable », selon M. Beaumont, Le ministre de l'inlérieur repoussa la propositioo, en indiquent simplement qu'en liaison evec son collègue de l'éducation nationale, il preparait une circulaire « pour mieux cadrer le dispositif » de la participation des collectivités locales aux dépenses d'équipement des établissements d'enseignement privé, « au regard de la jurisprudence relativement restrictive du Conseil d'Etat ».

L'amendement sur un plus large transfert de compétences en matière de formation professionnelle, presente par M. Rossinot, fut pereillement repoussé. M. Marchand affirma qu'au préalable il souhaitait voir une mission faire le bilan de la décentralisation et élaborer des propositions. Tout était

L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur le projet d'orientetion relatif à l'administration territoriale de la République. Sur 576 votents et 573 suffrages exprimés :

- 2B7 députés ont voté pour: 275 socialistes (eur 275); 1 UDC; M. Edmond Gerrer: 11 non inscrits (sur 20): MM. Jeen Cherbonnel, Jeen-Marie Daillet, Serge Franchis, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre de Peretti delle Rocca, Alexis Pote, Christien Spiller, Bernard Tspie, André Thien Ah Koon, Emile Vernaudon, Alovse Warhouver.

- 2B6 députés ont voté contre: 127 RPR (sur 127); 90 UDF (sur 90); 38 UDC (sur 39); 26 PC (sur 26); non inscrits (sur 20) : MM. Elie Hoerau, Jacques Houssin, Auguste Legros, Jean Royer, M- Marie-France

nus: 3 non inscrits (sur 20): MM. Jean-Michel Dubernard. Michel Noir, Maurice Serghe-

- 1 député n'e pes pris part eu vote : M. Léon Ber-trand (non inscrit).

Pédagogie

par Pierre Servent

EN bon pédagogue, si le gouver-nement avait voulu présenter différents cas d'école pour expliquer ce qui se passe à l'Assemblée nationale depuis juin 1988, il ne s'y serait pas pris autrement... En l'espace de quelques semaines, le premier ministre e fait approuver trois textes importants (réforme de la dotetion giobale de fonctionnement, statut de la Corse, administration territoriale). sans avoir jamais recours à la même

donc en place pour qu'à la diffé-

rence de ce qui s'était passé pour la

réforme de la dotation globale de

fonctionnnement, les trois groupes

RPR. UDF et UDC conservent

insqu'an bout une attitude com-

« Intrinsèquement

pervers »

nos reçu de reponse v. e souligné M. Dominique Perben (RPR, Saone-et-Loire). « l'ous ètes au

milieu du gue, nous vous répondons

par un « non mais », nous vous ren-

royons en deuxième lectuse», a ajouté M. Rossinot, tandis que

M. Yves Freville (UDC, Ille-ct-Vi-

laine) regretts it que l'on fut passé

Tout au long du débat, le groupe communiste n'a pas cessé d'affir-

mer son hostilité de principe à un

texte. « intrinsèquement pervers »,

qui, selon lui, porte etteinte è l'au-

lonomic des collectivités locales. Lors des explications de vote,

M. Jacques Brunhes (PC, Heurs-

de-Seine) a seulement concèdé

qu'il y avait « quelques avancées »

dans le titre II, relatif à la demo-

cratic locale. Le ministre de l'inté-

rieur a noté que le gouvernement

avait accepté plus de cent ein-

quante amendements depuis le

début de la discussion du projet, le 25 mars dernier. Mais evec une

majorité aussi fragile, en première lecture à l'Assemblée nationale, il

reste encore beaucoup de chemin à

parcourir avant une adoption défi-

nitive du texte par le Parlement,

O Selon le secrétaire général de

l'enseignement catholique, « il n'est

pas impossible que ce soit le gou-

vernement qui rassume le guerre scolaire ». - Le Père Max Cloupet,

secrétaire général de l'enseigne-

ment catholique, a affirmé lundi

8 avril, ou' wil n'est pas impossible

que ce soit le gouvernement qui ral-

lume lo guerre scolaire ». Le Père

Cloupet faisait allusion à la tenta-

tive avortée de modification de la

loi Felloux de 1850, qui limire à

10 % la participation des collecti-

vités locales aux investissements

des établissements d'enseignement

privé. Le ministre de l'intérieur.

M. Philippe Marchand, s rejeté

lundi une proposition des députés

centristes qui souhaiteient qu'à

l'occasion de l'examen du projet de

loi sur l'administration territoriale,

le gouvernement autorise l'aug-

mediation de cette participation

JEAN-LOUIS SAUX

« à côté d'une grande chance ».

« Deux de nos demandes n'oni

mune contre le projet de loi.

Pour la solidanté entre villes pauvres et riches (DGF), il est parvenu à obtenir l'abstention d'une large pertie de l'opposition, RPR excepté. Le premier ministre avait alors bénéficié d'un double aventage : politique, car un projet de aolidarité est toujours difficilement condamnable; politicien parce que l'UDF et l'UDC n'étaient pas mécontents, à cette occasion, d'isoler un RPR « bunkerisé » sur Paris et l'Ile-de-France.

Sur le statut de la Corse, ce sont les abstentions communistes qui ont contrebalance l'hostilité des groupes de droite et du centre. Il a été sauvé eu prix de quelques concessions à M. Lajoinie et ses amis (mesures économiques et fiscales). Enfin, sur l'administration territoriale de la République, confronté au pire des cas de figure - l'opposition conjuguée du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du groupe communiste, - le gouvernement est passé de justesse, d'une

Paradoxalement, c'est sur ce dernier texte, alors que le discussion du projet du ministre de l'intérieur. M. Philippe Marchand, a donné lieu à un remarquable travail parlementaire. tout d'ebord au sein d'une commission spéciale, puis dens l'hémicycle - où le gouvernement a accepté parfois de réécrire certains articles-clés pour tenir compte des suggestions de tous les groupes (PCF excepté). que le gouvernement à rencontré le plus de difficultés. Certeins centristes ne cacheient pas qu'après les deux premiers succès du gouverne-ment sur le DGF et la Corsc, les « enchères » pour ce troisième texte importent seraient élevées. D'où le décalage entre le vote négatif final de toute l'opposition at l'atmosphère de compréhension, de concertation et même, à certains moments, de complicité entre les élus de droite, du centre, le gouvernement et la majorité, qui e prévalu durant une bonne partie des débats. La politique a reprie ses drohs, illustration de l'étroitesse de la marge de manœuvre du premier ministre. Quant à l'examen du projet de loi de réforme hospitalière, qui commence mercredi 10 avril, il pourrait bien compléter ce tableau pédagogique en débouchant sur l'utilisation par le gouvernement d'un 49-3 salvateur.

La préparation des élections de 1992

Les socialistes du Nord souhaitent que M. Delebarre devienne, dans un an, président du conseil régional

de notre correspondant

Les tiraillemeote continuent eotre la fédération socialiste du Nord, dirigée par les proches de M. Pierre Mauroy, et celle du Pas-de-Calais, contrôlée par les amis de M. Laurent Fabius, et toujours à cause de la présidence du conseil régional Les dirigeants du Pas-de-Caleis ont imposé qu'elle soit encore aujourd'hui détenue par un des leurs, M. Noël Josephe, député PS, alors que le maire de Lille avait promis, en 1986, à M. Michel Delebarre qu'elle lui reviendrait en

cours de mandat. Cette sois-ci, la sédération du Nord a voulu très vite plaoter le décor. Sa commission exécutive a déjà aonoocé que la liste du PS dans le département, pour les élections régionales de mars prochein, scrait conduite par le ministre de la ville. Et pour que les choses soient claires, elle s indiqué, dans un communiqué : « En plein accord entre les deux sederations, l'ensemble des sociolistes du Nord et du Pas-de-Calais engagent cette année le débot électorol ovec lo ferme ombition de voir Michel Deleborre présider oux destinées de notre région en 1992. »

M. Beroard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, a teou à confirmer, jeudi 4 avril, lors de le convention fédérale préparatoire à la coovention nationale, que c'était « avec l'accord plein et entier de Daniel Percheron », le premier secrétaire fédéral du Pas-de-Caleis, que cette décision evait été prise.

Dans l'antre département, on se montre moios pressé : M. Percheroo s'agace un peu d'une « tonalité qui sommerait lo sederation du Pasde-Calais de se prononcer pour ou

n'a pas encore entame de procédure pour les régionales, ne connoissant pas le mode de scrutin». A Nous ne nous sommes prononces, a-t-il déclaré, ni sur ceux qui mêneront le combot ni sur les conséquences d'une victoire que nous souhoitons. >

M. Percheron a reconou, toutefois, avoir indiqué au secréteire de le fédération du Nord qu'« il lui semblait tout à fait normal d'envisager, en cas de victoire - si les électeurs le permettent. – une alternance à la présidence de la region ». Mais il a estime qu'il est u presque indécent » que l'on se partage avant l'heure les « dépouilles d'une opposition » dont il considère qu'elle sera denge-

EN BREF

M. Fraock Timmermans est nommė secréteire général edjoint du Front netional. - Le Front netional a rendu publique, lundi 8 avril, le comication de M. Franck Timmermans au poste de secrétaire général adjoint, à laquelle le bureau politique du parti d'extreme droite avait procédé le 2 avril, sur proposition de M. Carl Lang, secrétaire général. M. Timmermans, trente-cinq ans, est conseiller municipal de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), membre do comité ceotral et secrétaire national à l'encadrement du Front national. Il est adhérent de ce partidepuis 1972, année de sa création.

a Condamoation de deux élos da Froot national des Hauts-de-Seine. Deux conseillers municipaux des Hauts-de-Scioe, membres du Front national, M. Jean-Yves Le Gallou (Colombes), membre du burcau politique, président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Ile-de-Fraoce, et M. Joseph Jouan (Geonevilliers), ont été condamoés, jeudi 4 avril, respecti-JEAN-RENÉ LORE | vement à 6 000 F et 3 000 F de

dommages et intérêts par la quinzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre pour diffamation et incitation à la discrimination religiouse.

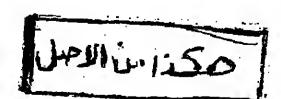
□ M= Commergoat (PS) obondonce soo dernier maodat electif. -Mac Nelly Commergnat, ancien député socialiste (1981-1986) et qui sut conseiller général de la Creuse, a abandonné, pour taisons de santé, son dernier mandat électif, celui de maire de Bonnat. qu'elle détenait depuis 1973. -

D Rectificatif: dans le compte rendu du livre L'oprès Mitterrand d'Eric Dupin, dont traitait la dernière chronique Livres politiques (le Honde date 7-8 avril), une crrcur de transcription a déforme unc citation de l'auteur. Il fallait lire : «... Le même méconisme institutionnel, some de monarchie élective (et non machine) o progressivement vidé le parti de sa substonce. »

'er et vroum... Et surtout ne laissez pas la clé entre n'importe quelles mains. LA POUDRE.



Mini Cooper, chez votre concessionnaire Rover. Tel.: 05 102 102.



A Lyon, l'affaire Sarroca devient l'affaire Noir

L'inculpation du chef de cabinet du maire transforme une querelle de famille en révélateur des méthodes contestables d'un « champion de la morale »

de notre envoyé spécial

Lyon a mal à la tôte. Au début, les Lyonnais ont pense qu'avec le cam-briolage rocambolesque de la permanence de «Monsieur gendre» - M. Pierre Botton, mari d'une des filles de M. Michel Noir (1), - Guignol débar-quait dans le peut théatre de la politique, ou qu'on leur jouait le enieme épisode d'une serie inspirée de Dallas. Mais quand, le 28 mars, ont été connues l'inculpation et la démission du chef du cabinet du maire, M. Bernard Sarroca, ils se sont dit que cette histoire prenait, décidément, une drôle

Chaque jour oui passe accentue le trouble. En ville, rumeurs et interrogations vont bon train. On voudrait savoir. On voudrait en finir au plus tút avec ce genre d'histoire, que l'on préfèrerait laisser à d'autres cités, moins sourcilleuses sur leurs mœurs. Aux abords des kiosques, les journaux placardent leurs gros titres : «Noir - Botton : les dessous de l'affaire ». Les passants voudraient ne pas voir. Les patrons voudraient pouvoir se déplacer sans que des esprits moqueurs ne leur lancent l'inévitable adresse : «Ah! Vous venez de Lyon!» «Clochemerdesque». résume l'un d'entre cux. On jase dans les «bouchons», et, pudiquement, les « événements». Cortains élus de droite de la ville n'excluent plus, secrétement,

Samedi 6 avril, M. Noir inaugurait la Foire annuelle de Lyon: hui devant et tous ses «amis» derrière, devisant allègrement sous cape de ses malheurs. dit, un brin vengeur, son prédècesseur, M. Franscisque Collomb. Le même jour, M. Paul Marchelli, le président de la CGC, refusait de rencontrer le maire, ne désirant pas «participer au nouveau Dallas Ivonnais v. Atmosphere... A Paris, aucune réaction officielle n'est enregistrée, ce qui ne veut pas dire qu'on ne glose point. Déclarant n'être surpris «qu'à moltie», M. Raymond Barre a confie qu'il trouve tout cela récemment, c'est un Concorde avec le moteur d'une 2 CV. Tant qu'il plane, ça va, mais gare à l'utterrissage! v

On pade en ville, on glose à Paris, mais on se tait à la mairie. L'hôtel de ville s'est refermé comme un donjon, n'accueillant les journalistes qu'avec parcimonic. Ce silence tranche singulièrement avec le brouhaha extérieur. La semaine dernière, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Noir affirmait encore à ses amis qu'il «couvrait personnellement et complètement» son chef de cabinet, preuve - comme on voudra - d'un bel entêtement ou d'un bel aveuglement. Car rares sont, à Lyon, ceux qui imaginent que M. Sar-

noca ait pu agir à l'insu de son patron. Deléguant peu, confinant les maines des arrondissements dans l'inauguratiun des chrysanthèmes, M. Noir travaille, à la tête de la ville et de la Courly, avec une équipe extrêmement restreinte, dont son chef de cabinet était l'un des pivots fixes et essentiels. M. Sarroca était non sculement le bras, mais aussi l'«oreille» de M. Noir, ce qui a contrario peut expliquer l'état d'égarement dans lequel semble plongée, aujour-d'hui, cette petite équipe municipale.

> **Ecoutes** et filatures

A ce stade de l'enquête, les charges contre M. Sarroca et ses quatre complices, selon la police de Lyon, «paraissent suffisamment importantes " pour que le juge d'instruction puisse ordonner le renvoi de l'affaire devant le tri-bunal correctionnel. M. Sarroca avait l'habitude de tout enregistrer et de tout consigner. Un seul de ses nombreux carnets a pu être retrouvé, l'évocation prématurée de cette affaire dans la sse avant rendu inutile une perquisition de la police dans le bureau du chef de cabinet à l'hôtel de ville... Cette enquête devrait révéler qu'à partir de la mairie M. Sarrocca pouvait disposer d'écoutes sur la ville. Ainsi, durant les deux mois précédant les élections législatives partielles de fin janvier, M. Sarroca n'aurait-il rien ignore des l'aits et gestes de M. Botton, de son cpouse Anne-Valérie, ainsi que du président du groupe Botton à Lyon, M. Marc

L'enquête peut-elle remonter plus haut? C'est, éviderament, la question que tous les Lyonnais se posent. Afin a d'élargir l'enquête». M. Botton et son collaborateur seraient prêts à se contituer partie civile contre X... Sur le terrain politique, les langues commencent, petit à petit, à se délier. « Personne ne comprendrait que les investigations s'arrêtent aux «seconds contenux», proteste le responsable lyonnais du Front national, M. Bruno Gollnisch, dont l'avis, pour une fois, semble partagé.

Président du groupe socialiste du conseil régional Rhône-Alpos. M. André Vianès explique: «Evidenment, un maire assume l'entière responsabilité politique et morale du choix de son cabinet, de sa composition, de son fonctionnement, de la vigilance sur son action » «M. Noir, confie de son côte de la M. Noir, confie de son côte de la vigilance sur son action M. Noir, confie de son côte de la vigilance sur le M. Alain Mérieux (RPR), est pris sur le terrain de la morule, où il prétendait nous donner des leçons. Son système peut maintenant s'écrouler comme château de curtes » Ancien premier adjoint de M. Collomb et toujours conseiller municipal, M. André Soulier (UDF) demande une convocation urgente du conseil municipal, pour

entendre les explications de son premier magistrat. M. Noir fait le gros dos. Son image auprès des industricls locaux, qui, il est vrai, n'ont jamais eu pour lui les yeux de Chimène, est passublement écornée. Ils ironisent sur «ce jeune maire que les Lyonnais ont donne à la France v. «Les Lyonnaix expliquet-on à la chambre de commerce, ont besoin d'un maire qui sache accepter ses limites, pas d'un candidat à la présidence de la République, « Au plan de sa gestion, M. Noir a, de surcroit, en ce moment, quelques dossiers difficiles : le financement perilleux d'un tunnel de



ribunal administratif de Lyon du SDAU de la communauté urbaine.

Certains assurent que M. Noir «trouvera son salut d'en haut », parce que l'Elysée aurait tout intérêt à menager ce « présidentiable » de droite, qui peut diviser son propre camp. D'autres expliquent qu'ayant quitté le RPR depuis décembre, le maire de Lyon est facheusement «à découvert» et que le pouvoir pourrait trouver avec M. Noir l'antidote à l'affaire de M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire **«ГАлдошёте**

DANIEL CARTON

(11 Sous le titre «l'ai choisi mon mari» M= Botton accorde au magazine Elle (daté 15 avril) un enterien sur les relations conflictuelles entre son époux et son père. Interrogre sur ses opinions politiques personnelles, elle affirme : «Je wadrais que l'opposition reviewe ou pouvoir. Je cres que, pour y armer, la droite ne dont pas uver peur de reprendre le

« chantiers » dont il avait couvert Bordeaux, après sa conquête de la ville, en 1941, « Certains m'appelaient Jacques l'éventreur, c'était charmant! La sorte de folie douce d'aujourd'hui, à base de numeurs plus inventées les unes que les autres, ne m'atteint pas, suriout quand on est un type que rien ne peut

SONDAGES

M. Chaban-Delmas est épatant. Depuis toujours, il use, à l'intention de ses interiocuteurs d'un répertoire éprouvé, mais réduit, de répliques qu'il sert en toutes circonstances. Le matin même, devant les cimaises destinées aux artistes amateurs du journal Sud-Ouest qui exposaient à deux pas de la mairie, il n'avait pu s'empêcher l'agrémenter son compliment d'un cetit complet sur la « nouvelle société » dont il s'était fait le héraut malheureux lors de son séjour, de 1969 à 1972, sous la présidence de Georges Pompi-dou, à Matignon, L'après-midi, dans les salons de l'hôtel de ville, recevant

A Bordeaux, le déclin d'un bâtisseur

Jacques Chaban-Delmas, ses ponts, ses tours d'acier, son vélodrome, ses Girondins et sa « sortie » par le métro

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Rosissante, la présidente a hésité un instant puis elle s'est lancée : « Mon-sieur le maire, compte tenu des circonstances, je tiens à vous dire qu'ici on vous aime. » Touché, M. Jacques Chaban-Delmas, qui honorait de sa presence, vendredi 5 avril, l'assemblée générale d'une association de loisirs pour les personnes agées, a convenu que les temps étaient bien « difficiles ». Dans cette salle de l'Athénée municipal, qui devait lui rappeler les joutes de ses débuts politiques, il a évoqué

les avocats réunis en congrès à Bordeaux, M. Chaban-Delmas s'était plus ou moins de bonheur, de noufere qu'il s'impose depuis qu'il a arrêté le rugby, en 1950, et qui lui vaut de se sentir, à soixante-seize ans,

en si bonne santé. De ce style, les Bordelais semblent aujourd'hui se lasser, et le cercle des fidèles s'amenuise. « Dans l'entourage de Chaban, on trouve ceux qui meu-rent d'envie de lui succèder et ceux qui sont obligés de donner des gages à ces prétendants», assure un responsable socialiste qui s'avoue pourtant «uficio-

> « Plaisanterie de garcon de bain»

Dans le vocabulaire de l'ancien pre-mier ministre, le dossier des Girondins de Bordeaux est ramené aux dimensioos de « plaisanterie de garçon de bain». M. Chaban-Delmas à toujours été catégorique : « Le foot, c'est pas la mairie.» Aujourd'hui, les largesses consenties par la municipalité sont que la découverte du passif de plus de 200 millions de francs, la valse des présidents et les épisodes rocambolesques de la dernière tentative en date de sauvetage du club ont ruiné en quelques semaines l'image de rigueur et de sérieux patiemment construite sur les campagnes victorieuses des «marine et blanc».

«Ce n'est pas la crise des Girondins qui affaiblit Chaban, c'est au controlre Chaban vieilli qui génère cette décrépi-tule. Il y a dix ans, il aurait fait tomber les caissons étanches plus tot. Autrefois, on pouvait dire qu'il pratiquait à l'égard de ses adversaires politiques la tauromachie sans mise à mon. Mainque le PS ne va tout de même pas faire tomber Chaban pour que Valade (le premier adjoint RPR de la ville) s'installe à la mairie. » Comme beaucoup de Bordelais, «l'aficionado» - socialiste de raison, chabaniste de cœur et qui tient à l'anonymat par précaution - attend un « coup de ressort », une contre-offensive, qui tarde à venir.

Pendant les premières années de son règne, après ses victoires sur les épi-gones d'Adrien Marquet, éphémère ministre du gouvernement de Vichy et memoire noire de Bordeaux occupée, M. Chaban-Delmas s'était surtout préoccupé de jeter des ponts sur la Garonne. Après son passage à Mati-gnon et son échice à l'élection présidentielle de 1974, lorsqu'il lui avan failu reconquerir une ville troublée par les vaines tentatives de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à l'élection législative partielle de 1970, puis de M. Roland

Plutôt circonspects, les Bordelais ont ainsi vu surgir, dans leur ville ocre et plate, les tours d'acier et de béton de la cité de Mériadeck, coincées entre l'hôtel de ville, le palais Rohan et le cimetière de la Charteuse. Aux limites de la ville, l'easemble de Bordeaux-Lac a poussé sur d'anciens marais, dans la verdure, autour du centre des expositions. C'est d'ailleurs là qu'à été édifié, après la modernisation du stade de football, un vélodrome superbe, une a folie chabanesque pour les quinze pédaleurs qui existent en ville », dont la necessité, pour beaucoup, reste à éta-

Il est maintenant question de construire de nouveaux ponts, dont un au cour de la ville, à la hauteur de la place des Quinconces, le «Champ de-Mars» bordelais que domine la colonne dédiée aux députés girondins victimes de la Terreur. On reparle aussi de l'aménagement du quartier de la Bastide, sur la rive droite de la Garonne, bastion socialiste traditionnellement ignoré de la ville. Mais cette floraison de projets ne convainc guère cantation a fait long feu. La ville, en marge des circuits d'échanges europeens et internationaux, a besoin

C'est au dossier du métro, accessoire à ses yeux, indispensable pour l'euro-cue qu'est Bordeaux, que M. Chaban-Delmas consacre toute son énergie comme pour mieux oublier les affres de l'affaire des Girondins. «Autrefois, dossier, là, ca patine , observe «l'afi-cionado». Ce metro, qui ignorera dans un premier temps le campus universitaire enclavé sur la commune voisine de Talence et le quartier de Bordeaux de Talence et le quartier de Bordeaux-Lac (mais qui ira rive droite, nécessité politique oblige), ne fait pas l'unani-mité. Le jugement de certains indos-triets est sans appel. «Il y a sans doute des investissements plus sérieux que le mêtro. Chaban n'a plus l'étoffe. A Paris, il ne pèse plus rien. On a envie de repartir une fois pour toutes, que ce soit avec la droite ou avec les socia-

M. Chaban-Delmas professe un mépris souverain à l'égard des Cassan-dre qui annoncant, depuis près de vingt ans il est vrai, la fin des réseaux qui lui assurent depuis quaranto-qua tre ans la maîtrise de Bordeaux. La ville retient son souffie et les écoute craquer. Mais ce huis clos, loin des états-majors parisiens, risque de durer. «Si seulement il était parti en 1989. couvert de gloire, regrette «l'aficio-nado». Maintenant il est obligé d'alle nisqu'au bont, et en plus il risque de rater sa sortie.»

GILLES PARIS

Précision sur un « curriculum »

de notre bureau régional

Une «licence en droit » inexistante, un titre de « directeur de cabinet » usurpé, une « mise à la disposition du cabinet de M. Raymond Barre » mensongère : en décortituent le curriculum vitae de M. Bernard Sarroca (le Monde du 30 mars), une autre question se posait quant aux fonctions de «consailler du président-directeur général, du groupe OCE, puis secrétaire général», mention-nées, pour la période 1981 à 1983, dans le document diffusé par la mairie de Lyon au mom de l'installation du cabinet,

La réponse ne s'est guère fait attendre. Le groupe néerlandais OCE, leader européen de la reprographie, nous a fait savoir, M. Sarroca n'avait jamais été OCE-France SA. En fait, le chef au début des années 80. employé par une PME lyonnaise dénommée Omnium de constructions électriques-OCE, qui a été contrainte, en 1988, de changer de dénomination pour prandre le nom de «Holding Hennequin». Son président-directeur général, M. Jean-Pierre Hennequin, nous a indiqué qu'il n'avait «rien à repro-cher» à M. Sarroca, mais que les titres de « conseiller du président directeur général » et de « secré-taire général » ne correspondent pas à la réalité.

Kive Gauche, quand 1000 des plus beaux tapis d'Orient sont à -50%, il ne s'agit pas d'un conte.



EXCEPTIONNEL

dans nos entrepôts 115, rue du Bac Paris 7 eme

1000 des plus

beaux tapis d'Orient

les 11", 12, 13 et 15 avril.

métro Sèvres-Bubylone Tél: 45,49,21,22 sur les prix étiquettes «à partir de 12 h 30

SOCIÉTÉ

La perquisition au siège d'Urbatechnic

Le ministère de la justice dénonce « les irrégularités » du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers devait être saisie, mardi 9 avril, par M. Henri Bertrou, procureur de la République du Mans, de la régularité da la procédure qui a amené M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction, à inculper et incarcérer un ancien responsable du bureau d'études socialiste Urbatechnic et à perquisitionner au siège parisien de cette société. D'ores et déià, la ministère de la justice a saisi l'Inspection générale des services judiciaires qui s'ast rendu au Mans pour enquêter sur « les graves manquements et les irrégularités » qui, selon la chancelleria, auraient été constatés dans ce tribunal.

Selon un communiqué du procuteur de la République du Mans, l'instruction dont M. Jean-Pierre a été dessaisi, dimanche 7 avril, était profondément irrégulière. Rappelant qu'il e demandé ce dessaisissement eo vertu de l'article 84 du code de procédure pénale, qui prévoit une telle mesure a dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice» et « par requête motivée du procureur de la République», M. Bertrou affirme que M. Jean-Pierre avait ouvert ce dossier « à sa seule Initiative, au vu d'un soi-disant renseignement anonyme et grace à une collusion évidense avec deux magistrats du parquet, qui ont pris soin de ne pas me rendre compte de cette initiative. De tels comportements, ajoute-t-il, contraires à toutes les règles de notre droit ne peuvent être admis. S'ils devaient l'être, demain aucun

dossiers « sensibles » .

semaines plus tot.

avocats, ils décident de fonder

dicte d'un juge.»

Selon la chancellerie, e'est « dans des conditions suspectes » que M. Jean-Pierre a obtenu l'ouverture de trois informetions pour corruptico, extersion de fonds, faux et usage de faux, visent le financement du PS, alors qu'il était saisi depuis juin 1990 d'une affaire d'accident du travail. Le ministère de la justice affirme également que le juge d'instruction eveit cu connaissance de son dessaisissement avant d'engager sa perquisitico au siège d'Urbatechnic. Ce sont ces raisons qui, selon la place Vendôme, justifient l'envoi au Mans d'inspecteurs de l'Inspectioo générale des services judiciaires.

Un rapport du DDPU du Mans

L'bistorique de l'information menée par le juge Jean-Pierre est aojourd'bui cooou. Début janvier, il reçoit un appel téléphonique anonyme qui, à propos de son dossier d'accident du travail, l'invite à entcodre le Dr Coicadan, encien militant socieliste. Ectendu le 8 janvier, celui-ci n'apporte eucune information sur l'eccident maie détaille ce que la presse e déjà révélé sur le rôle d'Urbatechnic dans le financement occulta do PS. Sur cette scule base, le juge obtient du susptitut du parquet l'onverture d'une nouvelle information sans rapport evec la précédente. Puis, le 23 mars, il enteod M. Jean Montaldo, journeliste et responsable d'une collection ehez Albio Michel, qui lui remet copie des cahiers de M. Joseph Delcroix sur Urbate-chnic, saisis en 1989 à Marseille. Eofio, le 28 mars, il eoteed M. Actoine Gandino, auteur de

police judiciaire de Marseille, qui lui coofirme l'authenticité de la

La suite, durant le weck-end des 6 et 7 avril, est connuc : inculpation et incarcération d'un ancien tespoosable régional d'Urbatechoic, tentative d'interpeliation de M. Gérard Monate, perquisitioo au siège parisica d'Urbatechoic . M. Jean-Pierre a affirmé qu'il o'a cu connaissance de son dessaisissemeut qu'à la sorte de cette perquisition, à 21 h 15. Or, dans nn rappopri écrit, le Directeur départemental des polices urbaines du Mans affirme l'evoir eu au telephoee en début d'après-midi et lui evoir expliqué que les cinq policiers requis par le juge oe pouvaient plus l'assister car il ctait' désormais dessaisi. Dens ce cas, M. Jean-Pierre aurait opéré sa perquieition tout en sacbant qu'il était plus saisi du dossier. Toutefois le juge cootinuc d'affirmer le contraire, estimant qu'il a été dessaisi parce que ses investigations

Il a reçu le soutien du Syndicet de la magistrature et de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction qui cootestent la régularité de le mesure prise à son eccontre. Le RPR et le Froot oational metteet en cause le gouvernement qui, selon le parti gaulliste, «ne tolère plus l'indépendance des juges ». Enfin, M. Antoine Geudino, auteur de l'Enquête impossible, effirme qu' «on a voulu empêcher un juge de remonter jusqu'aux responsables du

Peine de principe pour le gendre de Simone Weber

NANCY

La cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a condamné, lundi 8 avril,

Pascal Lamoureux, trente-sept ans, geodre de Simooe Weber, à une peine couverte par la loi d'emnistie pour établissement d'un certificat faisaot étet de faits m inexacts. Absent le 16 jenvier deroier, lorsque e était ouvert le procès de son ex-belle-mère Simone Weber, Pascal Lamoureux avait vu soo cas Assisté de Me Dugravot, il a dû

s'expliquer lundi sur les circonstances dans lesquelles, le 30 juin 1985, soit buit jours après la disparition de Bernard Hertier, Simoce Weber, qu'il n'avait pas vue depuis deux ans, est venue jusqu'à Epinaysur-Seine où il vivait avec sa femme, Brigitte, et leur fille, Delphine, lui demander de se faire passer pour Bernard Hettier. Elle lui avait notamment suggeré de faire venir un médecin afin d'obtenir un arrêt de travail de huit jours pour dépanner Bernard Hettier qui risquait d'avoir des ennuis pour son emploi. Le soir même, il aveit posté, dans le 19-arrondissement de Paris, l'arrêt de travail à destination des Etablissements Solvay de Dombasle où traveillait Bernard Hettier. L'evocat general Philippe Ker s'est efforce d'expliquer à le cour comment elle pouvait condamner Pascal Lamoureux à une peine de principe, sans l'envoyer en prison.

Le Forum du petit juge en novambrs damier la Forum pour la justice. Objectif : dénoncer tous les dysfonctionnements de notre correspondant des tribuneux, notamment en de notre correspondante s'opposant au classement sans

Avec ses allures d'universitaire suite des dossiers sensiblae. Le sportif, le Lozérien Thierry Jean-Forum tissera sa tolle à travars Pierre aurait eu du mal à se caler pour longternps dans le costume des relais dans toutes les cours étroit de l'intendant de lycée qu'il d'eppel, tous les tribunaux. fut d'abord, ou dans ceiui d'insansuite. Sa voie, il ne l'a trouvée merano médiatiques qu'il y a cinq ans, la trentaina frappée, en devenant juge d'instruction. Avec une haute idée de

Mais le démarche se veut plus fondamentale : c'ast la remise en sa mission. Le cœur à gauche, il caues da tout un système sait bien que tout ne sers pas « désuet et inégalitaire». « La jusrose. Mais Il eura des alliés, ne tice est égaliteire 80 ou 90 %. Mais 10 %, c'est encore trop ». serait-ce que ses amis du Syndicat de la magistrature. Même s'il dénonçeit alors la juga Jeenles trouve un peu mous face aux

Il evait prévenu : « Il nous faut Tout bascule lorsque la Parleretrouver une éthique du droit et ment vote la loi d'amnistie il y a de la justice at conquérir notra indépendenca. Quelqu'en soit le tout juste un en. La justice à deux vitessas, il n'en sera ni l'acteur ni prix à payer. » Et qu'on ne vienne le complice. Avec deux collègues pae lui reprocher son goût pour juges d'instruction (dont la juga Libarge à qui cette nouvelle lea opérations médietiquas : n'est-ca pas une façon de ee affaira Urba a été confiée par le protéger... et de garantir l'efficaparquet après en avoir dessaisi le cité da son combet? Pas plus juge Jean-Pierre), ils décident de que de e'être allié, lui l'homme remettre en liberté une dizzine de de gauche « gauchisant », pour parits délinquants, le 24 evril créer ce Forum, à des avocats de 1990, en raison « de la récente droita, an mêma temps qu'à évolution de la notion d'ordra Antoine Gaudino, Thiarry Pfister ou eu juge Gallot, les adhérents public». Ceux-là mêmes qu'ils aveient fait écrouer quelques de la premièra heure : « Pour aboutir à une justice indépendenta de tous les pouvoirs, la Survient ancore l'affaira Gauvoie est la même pour tous. 3 dino, et son «enquête impossibla». Avec un greffier at deux **ALAIN MACHEFER**

> u Saieic d' «Ecstasy» par les policiers à Paris. - Uce saisie de mille cinq cents pilules d' « ecstasy», cette drogue de synthése dérivée des amphétemioes, eux effets approdisiaques supposés, a été réalisée eo régioo parisienne par les policiers qui ont interpellé quatre suspects. Les trafiquaots approvisionneient e la clientèle huppée et branchée des boites de nuit parisiennes depuis deux ans, scion les policiers. Ils ont été inculpés pour infraction à la législetion sur les stupéfiants, et écroués par M. Jean Zamponi, juge d'iostruction à Paris. L'importateur présumé, M. Eric Simoo, vingt-sept ans, est soupçooné d'avoir effectué des voyages hebdomadaires à Amsterdam, afin de revendre entre 120 F et 150 F cheque « pilule

d'amour », réalisant un bénéfice

d'environ 70 F.

Le temps des justiciers

par Edwy Plenel de Joseph Dalcroix, salsis à Mar-

ment d'Urbatechnic? Au bout du

compte, on est bien loin du

Le débet gagnarait en clerté si

M. Jean-Piarre et les magistrats du

perquet qui l'ont soutenu aasu-

meient la dimension volonteira-

ment provocanta et erbitraire da

laur démarche, plutôt que da pré-

tendre avoir scrupuleusement ras-

pecté la lettre et l'esprit du coda

da procédure pénale. Alors on

pourrait comprendre - et entendre

- ca cri qui a pour origina un déni de justice : l'amniate de 1990,

dont le pouvoir n'e pas fini de

Brendissent le menace de sanc-

tions disciplinaires, le gouverne-

ment est évidemment tenté de

s'engouffrer dans le brèche qui lui

e ainsi été offerta. Il ferait sens

doute mieux de e'interroger aur les

causes de ce dérapage. D'accélérar la lente procédura de la Cour

peyer le prix.

seille, où est détaillé la fonctionne-'EXCÈS de raison d'Etat suscite an retour justiciare et vangaurs. Or on na réhebilite pas l'Etat da droit en s'arrangeant du droit, de ses procédures, de ses règlas at de ses précautions. Serait-ca pour la mailleura das causes - at d'eutent plus ei l'on ast soi-même magistrat, - on na saurait rendre le juetice dens une áchappée solitaire où l'on condemna avant d'instruire, où l'on ne trouve que ce que l'on cherche, où les réponses sont connues event lea queations. Fût-ce devant le pire des crimes. une instruction ne saurait se trans-

former en inquisition. Tel est le conetat qua suscita l'effaire du juge Thierry Jean-Pierra, qui ne se résume pes à l'image d'un juge sanctionné parce que se curiosité dérange. Mainte-nant que l'on connaît les détails du proceesus qui l'e conduit jusqu'aux bureaux parisiens d'Urbarechnic, il ne fait guère de doute qu'il a'est egi d'une opération de commando judicieira, d'une protestation revêtue d'une procédure, dont l'enjeu n'était pas le prétoire, mais bien plutôt l'opinion.

Réformer la procédure pénale

Comment en affet juetifiar le cohérence procédurale d'une ins-truction qui, via un eppal téléphoniqua enonyma, paese d'un eccident du travail sans eucun rapport avec le parti socialiste à l'audition d'un médacin manceau qui aa contente de répéter des générelités, luas ici et lè, sur le financemant du PS? Comment expliquer ca saut démesuré qui conduit ansuite la juge à entendre un journaliste proche de l'extrême droite at tenaca pourfandeur des turpltudea de geuche, M. Jean Montaldo, uniquement perce qu'il est détenteur d'une copie des cahiers de cassation qui retarde indéfiniment la procès de l'affaire Urbatechnie malgré le souhait de M. Gérard Monate et de ses emis d'être anfin jugés. De reprendre les propositiona de la commission Delmes-Marty sur le réforma de la procédure pénale que M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, a récemment paru entarrar.

Car cette affeire pose à nouveau la question da l'embiguité de l'instruction dens la système français, de la place et da le responaebilité da cas « patits juges » en permanence confrontés au risqua du mélange des genres, entre investigation policière at mécanique inquisitonele. Par un affet pervers d'une mécanique rouillée et discréditée, l'instruction en vient à symboliser la justice, alors qu'elle n'est que l'entichembre du procès, le seul moment où, vénteblement, justice est rendue. Le seul où les juges doivent juger.





En Europe et à la frontière de l'Asie, le plus fabuleux musée à ciel ouvert vous attend. C'est la Turquie ellemême, riche de 9000 ans de souvenirs. Ses mosquées et ses églises, côte à côte dressées vers le ciel, vous attendent. Son soleil et sa mer, mariés depuis la nuit des temps, tour à tour rougeoyants ou azur, vous attendent. Son peuple si chaleureux, méditerranéen au plus profond de son cœur, vous attend. Et si vous n'aviez qu'un mot, un seul, à retenir de la Turquie, celui que vous entendrez chaque jour, chaque matin, à chaque rencontre, un mot de bienvenue et d'amitié, comme une invite à la douceur de vivre, ce serait le mot "Merhaba" - salut -

BUREAU DE TOURISME & D'INFORMATION DE TURQUIE 102, Champs-Elysées 75008 Paris Tél.: 45.62.78.68 & 45.62,79.84 Minitel: 3615 TURQUIE



DÉFENSE

Selon un projet de décret

Un vote indicatif précéderait la nomination des chefs de département hospitalier

La réfarme hospitalière doit ètre discutée à l'Assemblée nationale à partir du mercredi 10 avril. Mais dejà un projet de décret d'application, remis aux députés, agite les esprits. Il prevoit que les médecins d'un département auront à voter en vue de propaser le nom d'un des leurs comme chef de département au canseil d'administration de l'hôpital.

Qui doit nommer les médecins chels de service ou de département hospitalier? Dans le projet de rélutine haspitalière, les procé-dures de namination sont ainsi définies dans l'article L. 714-21 : · Les chels de service sont nomnés par le ministre charge de la santé. après avis, notamment, du conseil L'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de ciuq ans. En revanche, « le chef de département ust designe par le conseil d'administration, après aris, notamment, de la commission medicale d'établissement, xur proposition des praticiens titulaires du département, pour une durée de cinq ans renouvelable ». Taute la différence entre un département et un service réside là, dans la procédure de namination du

médecin qui aura à le diriger. Au cours du premier colloque national de l'intersyndicale des niedecins hospitaliers (INMH). M. Bruna Duricux, ministre delégue chargé de la sante, avait justi-fie cette innovation - jusqu'à présent tous les chefs de service ou de département sont nommes par le ministre de la santé - en expliquant qu'il ne camprenait pas comment un ministre de la santé a pourait nommer, avec pertinence. un tres grand nombre de chefs de service qu'il ne connuit pas tous ». « Je serais partisan, avait-il ajaute, de laisser le choix de la modalité de désignation du chef de service à l'établissement, au conseil de l'établissement, sur proposition par exemple de la commission médicale d'établissevnent. On parle d'autonomie, on reclame plus d'autanamie, eh bien, voilò une propasition qui va dans ce sens, « Cette déclaratian suscita de nombreuses réactians.

« C'est la loi Iznogoud »

Faurnie par le ministère aux députes membres de la commission des affaires culturelles, fami-liales et sociales de l'Assemblée. une nate partant sur le contenu des décrets en préparation risque de faire encore davantage de bruit. On y apprend que « la proposition des praticiens titulaires du département est exprimée à l'issue d'un vote organisé par le directeur de l'établissement, à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ».

Même s'il ne s'agit ici que d'un vote indicatif - la décision finale appartenant au canseil d'administratian - certains députés de l'apposition n'hésitent pas à rappeler, avec une pointe d'ironie, la més-aventure qui était arrivée à Mme Geargina Dufaix lorsqu'elle avait voulu, elle aussi, modifier le mode de désignation des chefs de service en les l'aisant élire par leurs pairs.

n C'est la lai Iznogoud, ironise le professeur Bernard Debré, député RPR. Le type même de mesure qui

interdira dorénavant qu'un médecin de Marseille sait nommé chef de service à Strasbourg. Taut ne sera qu'affaire de chapelle locale, Imagine: l'ambiance dans un département où un assistant voudra se présenter contre san patran. Une campagne électorale permanente!» En autre, se demande le professeur Debré, «le «notamment» qui sigure dans le texte de loi signifiet-il que la désignation du chef de service devra également être soumise pour avis au comité technique d'établissement au sein duquel les syndicats sont très largement repré-

Même san de cloche, au à peu près, de la part du professeur Jean-Claude Etienoe (CHU de Reims), qui préside la canférence des présidents de commissians médicales d'établissements de CHU: « Comme les directeurs d'hôpitaux. nous tirans, du fait que naus sommes nominés par le ministre de la santé, une légitimité que nausperdrions si nous n'étians plus nommes que par le conseil d'administratian de notre établissement. En outre, pour natre activité universitaire, nous sammes nammés par le ministre. Pourquoi n'en ivait-il pas de même paur natre activité

Dans l'entourage de M. Durieux, on rappelle qu'il ae s'agit ici, en tout état de cause, que d'un dispositif aptionnel et, que, en outre, ce vate n'aura de valeur qu'iodica-

d'athérame (lésions au niveau des

arteres). « Il s'agit d'accidents car-

dio-vasculaires exceptiannels, dus,

semble-t-il, à des spasmes corona-

riens, remarque M. Xavier Guille

Des Buttes, directeur général de la

braache française des laborataires

Schering. Et naus avons remarque

que les femmes qui avaient des pro-

blèmes étaient dans la quasi-tata-

Daas le nauvel examen des

canditians d'utilisatian de ce pro-

tocole, le tabac « pourrait devenir

une contre-indication absalue ».

remarque-t-on à la divisian de l'en-

registrement des médicaments du

miaistère de la saaté. L'intérêt

d'autres prostaglandines, notam-

meat orales, devrait être examiné

par un graupe d'experts, mercredi

10 avril. Les premiers résultats

d'un pratocale, expérimenté sur

cent femmes volantaires, associant

le RU 486 et une prastaglandine

arale ant par ailleurs été présentés,

ple, pourrait permettre de réduire

les dauleurs dues aux contractions

lité des fumeuses.»

FRANCK NOUCH

Après le décès d'une jeune femme dans le Pas-de-Calais

Les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse pourraient être élargies

Une femme de trente et un ans est morte d'un eccident cardio-vasculaire après une iniection de Nalador, une prostaglandine visant à stimuler la contraction utérine après la prise de la pilule abortive RU 486. A la suite de ce décés, le ministère de la santé pourrait élargir les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse.

La jeune semme qui s'est presentee, ce mais d'avril, à l'hapital general de Lens (Pas-de-Calais) afin de subir un avarlement par voie medicamenteuse entamait sa treizieme grassesse. C'était une " grande finneuse ", signale, dans un communique du 8 avril, le ministère de la santé. Le décès, d'arigine cardio-vasculaire, est intervenu après l'administration d'une prostaglandine injectable, le Nalador, qui suivait elle-même la prise de Myfégyne, un anti-progestérane plus cannu sous le nam de RU 486.

Le tabac facteur de risque

environ 60 000 interruptions de gressesse pratiquées suivant ce prolocole v. remarque-t-on dans l'entourage du ministre délégué à la santé. A la suite de cet accident, des représentants de la commission d'autorisation de mise sur le marchè et de la commissian de phar-

MADRID

de notre correspondant

La liberte du genécologue Ger-

mun Saenz de Santamaria aura été

de courte durée le Monde daté

7-8 avril). Gracié par le gauverne-

ment après avoir été condamné

pour avortement illégal et libéré

samedi 6 avril, il a de nouveau clè

cerque trente heures plus tard.

cette fois pour a outrage à magis-

Le débat sur l'avortement en Espagne

Le gynécologue gracié retourne en prison

experts devraient se réunir, mer-eredi 10 avril, à la demande du ministère, afin de rééxamioer les tion du labarataire, des plaques canditians d'utilisation du proto-cale médical qui associe le RU 486 à uoe prostaglaadiae injectable.

Déjà, rappelle le cammunique. des a incidents constatés en 1989, lors de l'utilisation d'un analague de prostaglandine injectable, soit seul, soit en séquence avec un anti-progestérone lors d'une IVG», avaient entrainé, en avril 1990, a des modifications des autorisa-tions de mise sur le marché rela-tives à l'emploi des prostaglandines ». « Le visque particulier lié à une forte consammation de tabac avait fait l'objet d'une mention spè-cifique, il favorise en effet la surve-nue d'accidents cardio-vascu-

La direction française des laboratoires Schering, qui commerciali-sent le Naladar, signale, autre ce récent décès, quatre autres cas d'accidents cardio-vasculaires à la suite de la prise de ce médicament dans le cadre d'un avortement. Le plus grave concerne le décès, en Allemagne, d'une patiente de trente-sept ans, grande fumeuse, marte d'un infarctus à la suite d'une interruptian thérapeutique de grossesse. Dans ce cas precis, le produit avait été administre sans association. En France, trois aotres accidents sont signalés par le laboratoire. Ils concernent des femmes de trente-cinq. trente-six et trentehuit ans lars d'une interruption valantaire de grossesse, pour deux d'entre clles par association de RU 486 et de Nalador, et dans un

qui, avant-il ajauté, « se consucre à

Dans la sairée de dimanche, un

juge de Malaga, Mr. Maria Soledad

Jurado, lançan un mandat d'ame-

ner contre le médecin, qui se pré-

sentait peu après volontairement

devant elle et confirmait toutes ses

déclarations de la veille.

agresser et à voler nos libertés ».

FAITS DIVERS

Un jeune homme tué par un policier

Un cyclamoiariste âgé de vingt ans, qui avait été blesse d'une balle par un policier à l'issue d'unc course-poursuite, samedi 6 avril a Albert (Sontme), est décède mardi 9 avril des suites de ses blessures.

Alors qu'il circulait sans lumière au guidon de son eyclomateur. samedi vers eing heures du malin. Emmanuel Deflaodre avait été pris en chasse par deux policiers du corps urbain d'Albert, Rattrape par

centre haspitalier uaiversitaire d'Amiens. Conscient au mament de son hospitalisation, il devait sombrer dans le coma, dimanche 7 avril. Emmanuel Destandre est décèdé, mardi vers 5 h 30 du matin.

Le brigadier de police auteur du coup de feu, M. François Mranka. cinquante-trois ans, a été suspendu de ses fonctions immédiatement après les faus. Une enquête admi-

Pour remplacer ses DC-8

L'armée de l'air française confirme avoir besoin de quatre à six Airbus long-courriers

Commandant le transport aérien militaire, le général de corps aérien militaire, le general de corps aerien Claude Lemieux a confirmé, vendredi 5 avril, à Villacoublay (Yvelines), que l'armée de l'air française avait besoin de quatre à six quadriréacteurs Airbus A-340-300 à long rayon d'actioo pour remplacer ses DC-8 actuels (le Mande du 6 avril). L'Airbus A-340, estimé à qualque 600 millions de française. quelque 600 millions de francs l'exemplaire, dait faire soa premier vol en octobre.

Pour ses acheminements stratégi-ques à langue distance, le comman-dement du transport aérien militaire 'COTAM) dispose aujaurd'hui de quatre DC-8 qui remontent aux années 60 et dont l'un – parmi les moins anciens - sera aménage en 1992-1993 pour être spécialisé dans la suerre électrooique comme c'est le cas de l'actuel avion Sarigue. Réduite à trois appareils, cette flotte est donc insuffisante. C'est la raison pour iaquelle le COTAM souhaite se reuforcer avec des avions commerciaux, du type de l'Airbus A-340 (dont la capacité est double de celle du DC-8), en cohérence avec le choix des compagnies aériennes françaises pour leur prochaio équipemeot. Le géoéral Lemieux a indiqué que le COTAM pourrait, dans ces conditions, acquérir, des 1993, l'un des deux Airbus aux essais et qui sera remis au standard de l'avian de série - avant d'acheter trois ou quatre autres exemplaires du même appareil, en version mixte passagers-cargo, après 1995. Par rapport à l'A-340 civil, l'Airbus militaire aura un porte-cargo, un plancher renfarcé pour des chargements lourds et des points de ravitaillement en vol sous les ailes.

> La succession du Transall

Parallèlement, l'armée de l'air souhaite pouvoir disposer de quatre à six cargos lourds, du modèle C17 du groupe américain Douglas, pour uo coût unitaire de 1,2 milliard de francs. Seion le général Lemieux, dès lars que l'Allemagne et les Pays-Bas acquisition permettrait à la France de participer à la constitution d'une flotte d'intervention aérienne et d'ac-tion humanitaire pour le compte de

l'Union de l'Europe occidentale. Reste, selon le « patron » du COTAM à commencer d'envisager la succession du Transall actuel, un bimoteur tactique, qui disparaltra de l'armée de l'air française à partir de 2005. Les besoins sont de l'ordre de cinquante à soixanto-dix avions selon la solution retenue par le gouvernement pour remplacer le DC-8 et compte tenu de la commande ou non de quelques C17. Des conversations

ont avance un besoin identique, cette entre l'Europe et les Etats-Unis por-acquisition permettrait à la France de tent actuellement sur le projet conçu en coopération - d'un quadriréacteur adapté au théâtre des opérations et acheminant 30 tonnes sur 5 000 kilomètres à la vitesse de Mach

Outre cent vingt-six hélicoptères, le COTAM aligne en 1991 soixante dixsept C-160 Transali (dont six pour des missions spéciales), douze C-130 Hercules, quatre DC-8 (sans compter le Sarigue), vingt-quatre N-262, qua-tre Caravelle et, pour les déplace-ments de personnalités gouvernemen-tales, quinze Falcon 20, quatre Falcon 50 et deux Falcon 900.

« Notre effort budgétaire de défense est un strict minimum»

affirme le délégué général pour l'armement

« L'effart bugétaire auquel nous sammes arrivés (3,35 % du produit national brut) est un strict minimum, estime M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement, en madaire Valeurs actuelles do 8 avril, si l'on veut à la fois maintenir notre dissuasian nucléaire et avoir une capacité conventiannelle nous permettant des actions significatives hars de France.»

Evoquant les cooséquences de la négociation de Vienne sur la limitation des forces armées classiques en Europe, M. Sillard estime : « Le vrai problème du désarmement, en France, est budgétaire. A nous de définir camment dimensianner natre défense sace aux menaces rouvelles camme face à celles qui demeurent», à commencer por

« Un exemple, ajoute le délégué jénéral pour l'armement. Naus

envisageans d'aligner mille chars Leclerc dans dix ans. Mais c'est le nambre de chars que l'URSS prodult en une seule année! Autrement taus les risques en provenance des pays du Sud, face auxquels l'Europe doit se dimensionner un peu mieux qu'elle ne l'était lors de la crise du Golfe. »

---- - 12661 TE

A CONTRACTOR

The second second

er er er at at all iger

The April 1

the state of the s

« Il est malheureusement inévitable, estime M. Sillard à propos des menaces de prolifération dans le moade, que de plus en plus de pays soient en mesure de développer des missiles balistiques (surement moins précis que les nâtres) à charge conventionnelle, chimique. peut être même un jaur nucléaire. Il s'agit là de risques majeurs : le jour où certains de ces pays auront la capacité de frapper des villes du sud de la France, il faudra bien avoir les moyens de les dissuader. »

Inquiets des risques de repli communautaire

Les juifs laïques contestent le monopole des religieux

nales du judaïsme laïque et humaniste ont eu lieu. samedi 6 et dimanche 7 avril à Paris, à l'initiative d'une dizaine d'associations juives (1). Les organisateurs entendaient réagir contre le repli religieux qu'ils perçoivent au sein de la communauté.

« Je ne supporte plus que les rabbins partent au nam de l'ensemble des juifs. Je ne me sens pas ambassadrice d'Israël » : cette femme juive est venue dénoncer « le grignotage de la parole juive par les religieux». Uae réaction qui prend de l'ampleur, comme en témoigne le succès de ce premier rassemblement du judaïsme

Sur les dix associations qui en ont pris l'initiative, quatre sont de création récente, comme le Centre juif laque, créé par Jeao Elleinstein et Jeao Liberman, et l'Association pour un

a majarité silencieuse » des six cent mille juifs de France pour qui le judaïsme ne saurait se limiter à l'ob-servation stricte de prescriptions et

taire qui ne se réduit pas à la triade Israël-religion-Shoah. Les pratiques religieuses relèvent d'un choix volontaire. Ce sont des sources d'inspiration, et non de normativité». Majoritairement agnostiques, ils revendiquent «le droit d'être juifs comme chacun l'entend». Ils contestent la représentativité des institutiaos juives et rejettent l'emprise de la religion sur le fonctionne-ment de la communauté, comme les radios, qui ne diffusent le samedi que

que et de construire un projet identi-

sur les mariages mixtes jeté par la plupart des religieux. Certains militent pour le rapprochement judéo-arabe, comme l'association Identité et dialogue d'André Azoulay. Tous refusent d'être assimi-lés à la politique du gouvernement israélien et beaacoup défendent «deux Etals, l'un juif. l'autre palesti-

des euregistrements, et les écoles. « Pour être juif, il suffit de le vouloir », répètent-ils, ca refusant l'agathème

Les premières Assises natioales du judaïsme laïque et veler l'héritage du judaïsme prophétiveler l'héritage du judaïsme prophétidéfendue par la Ligue de l'enseignement. Débat aussi entre juifs, ashkénazes et sépharades, lorsque l'historien Benjamin Stora a affirmé que les seconds, nombreux en France depuis la décolonisation du Maghreb. avaient apporté avec eux « une per-ception coloniale des Arabes».

> Mais l'inquiétude partagée à l'égard d'un certain repli ghettoïque commu-nautaire» et la volonté de défendre les valeurs de la République, fondatrices de l'emancipation et de la liberté de conscience, représentent une force qui ne demande qu'à se mesurer, à l'intérieur comme à l'extérieur des communantés juives. Les Arabes agnostiques, qui refusent les uses et uniformisantes de leur identité, suivent ces débats avec

PHILIPPE BERNARD

Décès de Lucien Leclaire

où il était titulaire de la chaire de géo-logie, est décédé le 8 avril à l'hôpital d'Arpajon (Essonne). Il était âgé de

(Ne à Rennes le 7 août 1937, Lucien Leclaire avait commencé sa carrière comme professeur certifié de sciences naturelles. Enseignant en Algérie, il y a rencontré le professeur Robert Laffitte, alors doyen de la faculté des aciences d'Alger, qui l'a attiré vers la recherche en géologie et en a fait son assistant. Avec deux collègues, Lucien Lectaire n créé à Alger le Centre de géologie marine et sédimentologique qui a fait des études des apports de sédiments dans les ports et a qui on doit les premières études des

ès sciences qui a pour sujet la sédimento-logie du plateau continental de la Médi-lerranée. Ensuite, il s'intéressera surtout à l'océan Indien, participant à une des campagnes du Glomar Challenger, le navire américain qui fait des forages dans les grands fonds océaniques, hiver-nant à la base française des Kerguelen et prenant part à des campagnes du navire français Marion-Dufrene. Là, il explore les champs de nodules polymétalliques de cet océan puis, plus récrimment, les de cet ocean puis, plus récemment, les fonds de la zone tropicale de l'ocean Indien. En 1980, il succède à M. Robert Indien. En 1980, il succède à M. Robert Laffitte à la chaire de géologie du Muséum national d'histoire naturelle. De 1985 à 1990, Lucien Lectaire fera partic très activement de l'équipe de direction du Muséum qui travaille, aux côtés de M. Dhilliana Tannel le directeur de cette M. Philippe Taquet le directeur de oette époque, à la rénovation et à la réorgani-sation de ce vénérable épablissement. Depuis 1985, Lucien Leclaire était inspecteur général des musées d'histoire naturelle de province, une tiche à laquelle il consacrait beaucoap de soa

(1) Association des juifs de gauche, Asso-ciation pour un judaïsme humaniste et laïe, Centre juif laïque, Cercle Bernard-Lazare, Identité et dialogue, Liberté du judaïsme, Cercle amical, Cercle Gaston-Crémieux, Mouvement socialiste juif, Socialisme et judaïsme. lundi 8 avril, à l'Académie des judaïsme humaniste et laïque (AJHL), sciences par le professeur Eticanequi regroupe des personnalités comme Albert Memmi, Elisabeth Emile Baulieu et le docteur Elisabeth Aubeny, respoasable du cea-Restent les clivages, et ils sont nombreux. Sur la laïcité d'abord, entre les anticléricaux farouches et les Badinter et Françoise Castro. tre d'arthogénie de l'hôpital Brous-Ils entendent parler au nom de la sais. Selan ces premiers résultats, cette association, a priari plus sim-

MARTINE LARONCHE Me Violene Attal-Left, secrétaire professeur au Muséum d'histoire naturelle A Albert (Somme)

Lucien Leclaire, professeur au Muséum national d'histoire naturelle

A l'indépendance de l'Algérie, Lucien Leclaire rentre en France et devient chargi de recherche au CNRS. Biemôt, a ceu accueilli au Muséum par M. Robert Laffirte qui y est devenu professeur de géologie. Il soutient su thèse de doctorat

Envoyé dans la nuit à la prison de Malaga, il a annunce qu'il allait les fanctionnaires, après avair comnistrative a été confiée à l'inspection En quittant saniedi la prison. entamer une greve de la faim illigénérale de la police nationale (IGPN). Préseaté au parquet, le mis plusicurs infractions au code de M. Saenz de Santamaria s'en était la route, il avait cic blesse d'un coup mitée pour protester contre ce qu'il pris à la justice avec une virulence de leu tiré accidentellement, selon policier a été inculpé d'hamicide a qualifie de « rengeance personparticulière face à la nuée de jourles policiers, au mament où l'un de nelle » de la justice, suite à la involantaire par M. Marc Trevidic, nalistes qui l'attendaient, qualiceux-ci tentait de le ceinturer. magistrat instructeur au tribunal de mesure de grace gouvernementale fiant de a spécialement reaction-Atteint d'une balle au tharax, le dont il avait beneficie. - (Corresp.) naire a et de a cancer pour la

SCIENCES + MEDECINE

Les caries des Français

Une étude nationale décrit pour la première fois l'état dentaire de la population adulte. Le bilan est accablant

ROP souvent sous-estimée. quand elle n'est pas, volonfairement ou non, ignorée, la pathologie dentaire occupe noe place bien à part dans l'ensemble des questions que l'adulte se pose quant à sa santé. Et, en dépit de l'intérêt – de l'inquiétude - croissant pour tout ce qui e trait au corps et à ses dysfonctionnements, les dents sont trop sou-veot encore perçues comme des organes inertes à propos desquels encurse action préventive o'est véri-tablement utile. C'est du même coup oublier l'importance considéra-ble de la denture dans différents domaines, qu'il s'agisse de l'alimen-tation, de l'élocution ou encore de la

La principale menace à laquelle les dents humaines sont exposées est celle de la carie, cette affection aux origines complexes qui se caractérise par des lésions touchant l'émail et l'ivoire de la dent evant d'entrainer la formation de cavités pais, si rien n'est fait, la destruction complète de

A l'échelon collectif, on a long-temps reproduit le désintérêt, voire la négligence, souvent observée au niveao individuel. Si de nombreux eléments laissaient à penser que la fréquence de la maladie carieuse était très elevée, on o's, durant long-temps, disposé d'aucun élément pré-cis d'appréciation chiffré quant à la proportion de personnes concernées et à l'étendue exacte du fléau.

. .

122

Les temps seraient-ils en train de changer? Alors que différents éléments objectifs permettent de penser que la situation commence à évoluer de manière favorable chez les plus jeunes (lire l'encadré ci-contre), une étude d'ampieur nationale, dont les conclusions commencent à être rendues publiques, fournit – pour la première fois, selon ses euteurs - une description précise de l'état dentaire de la population francaise edulte. Une description tout à fait symptomatique de l'urgence qu'it y e à mobiliser les énergies et l'intérêt du plus grand nombre afio



de prévenir ce mal et afio aussi de faire que la pathologie caricuse oc soit plus demain perçue comme une

Quatorze dents atteintes par personne

Cette étude, financée par la Caisse nationale d'assurance-maladie, e été réalisée par un groupe de sept spécialistes (1). «Jusqu'en 1986, il n'existait pas en France de référence donnair un descriptif précis et chiffre de l'état dentaire d'une population adulte tout-venant, explique M. Jean-François Viala (échelon national du service médical de la Caisse nationale d'assurance-maledie). Seules quelques études régio-nales ponctuelles avaient été réalisées, mais chacune d'elles saisait appel à sa propre méthodologie rendant ainsi délicate l'agrégation de résultats. Cette absence d'information était préjudiciable à l'assurancemaladie dans sa volonie de rationaliser les dépenses de santé dans le demaine bucco-dentaire.

Au total, l'enquête a porté sur 5 190 personnes (2 512 hommes et 2 678 femmes) observées par des chirurgiens-dentistes dans vingt-huit centres d'examen de santé au cours de l'anoée 1986. Agées de vingt à soixante 20s, ces personoes du régime général (assurés et ayaots droit) bénéficiaient à cette occasion d'uo examen de santé. C'est la longue analyse de ces observations qui est aujourd'hui proposée. Comme

dans de nombreuses études d'épidémiologie denteire, les deots de sagesse - ou troisièmes molaires sont exclues, les observations ne concernant donc au total que vingthuit dents.

Le bilan carieux a été mesure par

(1) Description de l'état dentaire de la population : besoins en soins et soins réa-lisés. La première partie de ce travail a été publice dans la Revue mblicale de été publiée dans la Revue mblicale de l'assurance-maladie (4 avril 1990), le seconde partie devant être publiée dans le prochain numéro. Ce travail est signé d'E. Roland, A. Floc'h, R. Gueguen, M.-J. Longis (Centre de médecine préventive, 54500 Vandœuvrel, C. Oberté (Centre d'examen de santé, 68100 Muhousel, J. Preel et J.-F. Viala (échelon national du service médical de la Caisse national du service médical de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Paris).

l'indice CAO, qui correspond è la somme du combre des dents cariées (C), traitées ou non, absentes (A). remplacées ou non, et obturées (O). Pour les spécialistes, cet iodice CAO donne une parfaite indication de l'état général de la santé dentaire d'une personoc donnée en combinani pour l'essentiel la pathologie carieuse et ses conséquences. En pratique, on comprend sans mai que cet indice puisse varier de 0 (il s'agit là d'une bouche entièrement saine) à 28 (chaque dent est touchée).

Présentes de manière globale, les résultats de l'étude sont particulièrement éloquents. C'est ainsi que, a partir des 5 190 observations, on ne peut retenir que 61 personnes (35 hommes et 26 femmes), soit 1,2 %, qui ont une denture totalement saine. A l'autre extrémité, 219 persoones (96 hommes et 123 femmes), soit 4.2 %, ne posse-dent plus aucune dent normale.

> JEAN-YVES NAU Lire la suite page 16

Précieuses quenottes

Si la première photographie de l'état dentaire de la population n'a rien de réjouissent, il semble toutefois en aller différemment avec les enfants. Deux études, réalisées à trois ens d'intervalle sur des échantillons représentatifs de trois mille six cents enfants de six, neuf et douze ans, ont montré une nette diminution de la fréquence des cenes, l'indice CAO passent de 4,2 en 1987 à 3 en 1990, cet indice étent encore nettement inférieur dans les quelques régions de France où les eaux comportent naturellement des concentrations éle-

vées de fluor. « Nous observons ainsi de nets progrès quant à la prévention des ceries chez les jeunes enfants, explique M. Léo Henachowicz, conseiller denteire eu cebinet de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de le soliderité. Les problèmes se pasent ensuite, les adolescents n'accordant souvent, et de manière paradoxele, que peu d'importance à leur denture. Par ailleurs, on ignore encore trop souvent que le totelité des actes de soins conservateurs sont ons en charge à 75 % per les caisses de sécurité sociale.

L'essentici est la préservation de l'intécrité des premières molaires définitives de l'enfant, siège le plus fréquent des attaques carieuses et. à ce titre. véritable clé de voûte de l'édifice dentaire. C'ast dire l'importance qu'il faut accorder à une véritable politique da prévention qui ne peut se limiter à l'incita-

tion répétée eu seul « brossage

des dents». Sous l'égide de l'Union francaise pour la santé bucco-dentaire (1) et evec le Fonds nanonel de prévention de la Calsse netionale d'eseurance maladie. des actions d'éducation seniteire et de dépistege en milieu scoleire commencent à se mettre en place en liaison avec les chirurgiens-dentistes libéraux. D'autre pert, des progremmes de scellement (à l'aide de résine) des puits et des fissures das premières dents commencent è être lancés, de menière à prévenir les premières ettaques de cane et de manière eusei à ettirer eu plus tôt l'attention des perents et des enfants sur le

caractère précieux d'une denture saine. Paralièlement, quelques symptômes chiffréa laissent, melgré tout, penser que les frençais accordent aujourd'hui plus d'importance qu'hier à le santé de leurs dents. C'est ainsi que l'Union françeise pour la senté bucco-dentaire a calculé qu'en 1966 la consommation annuelle de dentifrice par per-eonne éteit de quatre-vingt-dix grammes et qu'on febriqueit alors un million de brosses à dents chaque année; on est passé, en 1990, à cinquante

J.-Y. N.

(1) Cette association, crète en 1966, groupe, dans une démarche préventive, tous les organismes professionnels de la chirurgie dentaire. UFSBD, 92, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél.; 42-27-16-26.

millions da brosses è dents et à une consommetion individuelle

Etats-Unis - URSS : retrouvailles dans l'espace?

En discussion depuis un an, une mission spatiale soviéto-américaine n'attendrait plus que le feu vert des responsables politiques

E premier rendez-vous evait eu lieu le 17 juillet 1975. A 17 b 9 (heure de Paris), les vaisseaux Apollo et Soyouz s'étaient amarrés l'un e l'autre au-dessus de l'océan Atlantique. Trois heures plus tard, les écoutilles s'ouvraient pour permettre aux Américains Thomas Stafford, Vance Brand, Donald Slaytoo et aux Soviétiques Alexei Leonov et Valeri Koubasov de se serrer la main et de passer ensemble près de quatre heures consacrées octamment à ... un échaoge de cadeaux et à un boo diner!

Depuis cette rencontre historique aujourd'hui un peu oubliée, les astronautes de la NASA et leurs collègues sovietiques ne s'étaient revus que dans les congrès ou les cérémonies officielles. Leur second rendez-vous orbital pourrait avoir lieu des 1993, dix-huit ans après le premier. Une rencontre studieuse, cette fois, consacrée uniquement au travail, et motivée par des raisons avant tout écono-

Les experts sont prêts

Il s'agirait, plus précisement, d'un échange : un Américain séjournerait à bord de la station Mir tandis que, en contrepartie, un cosmoosute soviétique volerait sur la navette. La decision devrait être annoncée officiellement à l'issue d'un «sommet» qui pourrait se tenir à Moscou en mai prochain. Ni Moscou ni Washington n'ont confirmé jusqu'à présent ce scénario, mais les « fuites» plus ou moins organisées fleurissent ces derniers temps dans la presse américaine. Au point que le corres-pondant à Cap Canaveral de l'agence americaine UPI a pu révéler récemment l'identité des astronautes américains sélectionnés par la NASA pour une éventuelle mission soviétoaméricaine : Manley Carter et James Bagian (1). Selon la chaîne de télévision CRS, I'un d'eux pourrait passer six mois à bord de la station Mir.

prudent face à de telles annonces. En 1984 déjà, les Etats-Unis avaient proposé une nouvelle mission commune à l'URSS. Il s'agissait alors d'une simulation de sauvetege en orbite, avec transfert d'astronautes entre une navette américaine et la station spatiale sovietique. Mais Moscou avait décliné l'offre, estimant prématurée la discussion d'un tel projet « pour lequel aucun travail de preparation n'était en cours » (le Monde daté 18-19 novembre 1984).

Cette fois, pourtant, les choses semblent mieux engagées: Les experts américains et soviétiques discutent de cette mission depuis plus d'un an. Ils semblent avoir abouti à un accord, et o'attendent apparemment plus que le feu vert des responsables politiques. « Nous avons effectirement fait queiques propositions... Maintenant, nous attendors de voir ce qui va se passer», reconnaissait prudemment M. William Lenoir, administrateur associé de la NASA, charge des vols humains, interrogé récemment par des journalistes américains à Cap Kennedy. Ces propositions porteraient sur l'étude des effets, sur le corps humain, de l'apesanteur et des radiations subies lors des vols spatiaux de longue durée. Ces recherches, sur lesquelles la NASA et les spécialistes soviétiques echangent déjà des données depuis un certain temps, sont extrêmement importantes pour la préparation des missions habitées vers Mars, que les Américaios comme les Soviétiques voudraient lancer vers l'an 2020.

Une telle coopération représente, en fait, un effort désespéré des deux «grands» pour tenter de sauver leurs derniers rêves de conquête dans le domaioe spatial. Depuis leur rendezvous de 1975, en effet, la situation a beaucoup évolué. A l'époque, l'opération était evant tout diplomatique et médiatique. La conquête lunaire revanche d'une Amérique humiliée par les grandes premières spatiales soviétiques entre 1957 et 1963 - ne datait que de six ans, et la compéti-

Il convient cependant de rester tion faisait rage entre les deux adver- jetée ne justifient plus les investissesaires de toujours. Le reodez-vous fut, d'ailleurs, ouvertement présenté comme aun pont cosmique de l'amitiè américano-soviétique au nom de l'avenir de l'humanité ». Un «pont» qui coûta 500 millions de dollars. mais ne fit pas avancer d'un pouce les connaissances scientifiques ou

Coupes claires

dans les budgets Aujourd'hui, les héros sont fatigués, et. des deux côtés d'un «rideau de fer» récemment abattu, les opérations de prestige oot cedé le place aux calculs de rentabilité. Certes, les applications commerciales de l'espace sont florissantes. L'espace militaire a encore un bel avenir devant lui, surtout après le conflit du Golfe, au cours duquel les satellites espions (et de communications) ont brillamment démontré leur utilité. Même les missions scientifiques sont relativement peu touchées par les restrictions: Magellan est en train de photographics Vénus sous tous les angles, la sonde Ulysse est co route vers le Soleil, et le télescope Hubble, surmontant sa «myopie», envoic quelques clichés iotéressants. Eo revanche, les budgets consacrés à l'eovoi d'hommes dans l'espace fondent comme oeige au soleil. Ce genre d'activité présente en effet l'inconvenieot d'être extremement couteuse pour un intérêt technologique ou scientifique à court terme discutable.

Aux Etats-Unis, la NASA vient de baisser de plus de 20 % le budget prévu pour la station spatiele Freedom. La taille et les capacités de cette dernière out été sérieusement réduites, et elle ne devrait pas entrer en service avant l'an 2000, soit avec six ans de retard sur le projet initial (le Monde du 23 mars). C'est trop ou trop peu pour les experts du Conscil national de la recherche (NRC) américain. « La qualité et la quantité de recherches pouvant être effectuées à bord de la station wile qu'elle est pro-

ments prevus », estiment-ils dans un rapport publié le 15 mars.

En URSS, le marasme économi-

que qui frappe le pays aggrave encore les difficultés. La navette sovietique Bourane n'a effectue qu'une scule mission - un voi d'essai automatique, sans équipage en novembre 1988, et son avenir même pourrait être remis en ques-tion, a affirme recomment M. Albert Gelcev, directeur de l'Institut d'études spatiales de Moscou (IKI), lors d'un colloque tenu eux Etats-Unis, Le budget consacre par les Soviétiques aux activités humaines dans l'espace a été réduit de 25 %, et la station spatiale Mir, en service depuis 1986, n'aura peut-être pas de remplaçante habitée. Selon des «experts» américains cités dans le demier numéro de la revue spécialisec Aviation Week and Space Technology, les Soviétiques envisa-gent, en effet, de lui substituer, vers 1995, un très gros satellite inhabité, qui pourrait être visité périodiquement par des cosmonautes charges de renouveler les expériences embar-

Face à une situation aussi noire, la conquete de la planète Mars, même pour le prochain millénaire, peut paraître bien compromise. A moins de faire l'objet d'une coopération internationale qui pourrait être inaugurée par l'éventuel second «rendezvous» spatial soviéto-américain. Les Japonais et, surtout, les Européens seraient ravis de se joindre au tan-dem Etats-Unis-URSS. C'est dans cet esprit que l'Europe prépare activement son «examen d'entrée» dans le club des puissances maîtrisant les vols humains dans l'espace. Elle devrait confirmer avant la fin de cette année sa décision de construire l'avion spatial Hermes et le module

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Manley Caper vient de trouver la mort dans un accident d'avion survenu en

LA SANTÉ EN QUESTIONS

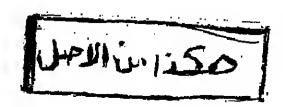
Hiroshi Nakajima - L'occès de tous au progrès sanitaire Jean Bernard - Humanisme, prédiction, éthique Philippe Lucas - Les bégaiements de l'éthique Marceau Long - Reflexions sur notre système de same Robert Laucois - Concurrence et santé Philippe Séguin - Médecine et protection sociale Guy de Thé · Virus, cancers, sida Philippe Meyer - Identité de la médecine André Gouzzé - Humanisme et formation médicale Bruno Soubiran - Information et formation du médecin Jean de Kervasdoué - Enjeux pour l'hôpital Claude Bebear - Revenir à l'assurance...muladie ? Alain Pompidon - Une recherche médicale européenne Claude Got · Les mécanismes décisionnels Gérard Dubois - Aspects de la prévention Igoe Landau · L'ambiguité du marché de la santé Hervé Guérin - Plarmacie : sortir du cercle vicieux Christian Boiron · Réunifier la médecine Jean-Noël Maillard - Dire la vérilé? Jean Hamburger - 2084 ou l'unti-Orwell

BULLETIN D'ABONNEMENT à la REVUE DES DEUX MONDES 170, rue de Grenelle, 75007 Paris.

M., Mme, Mile Adresse

Code postal

🔾 abonnement pour un an (11 numéros) 🗆 France 485 F 🗅 étranger 700 F un exemplaire du numéro spécial Santé au prix de 63 F(55 F+ 8 F de port) Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de la Revue des Deux Mondes.



Une nouvelle technique de moulage et une extension du musée municipal permettront de mieux présenter le plus vieil Européen

UR une paroi de la caune de l'Arago – la grotte de l'Arago – la grotte de l'Arago – la grotte de Tautavel (Pyrénées-Orientales) où a été trouvé co 1971 le plus vieil Européen puisqo'il a vécu probablement il y a 450 000 ans, - deux hommes vetus d'une combinaison blanche, la figure protègée par un masque transparent ou des lunettes, pulvérisent un produit blanc. Ce n'est pas pour harmo-niser la couleur de la roche, naturel-lement beige-ocre, avec le Canigou qui domine le paysage de sa masse neigeuse. L'enduit blanc, qui recouvre plusieurs dizaines de metres carres de la paroi d'une pellicule épaisse de 4 à 5 millimètres, est fait d'élastomères de silicones mis eu point tout spécialement par Gilles Champion et René Lyobard, du laboratoire des applications des silicones de Rhoos-Poulenc, à Saint-Fons (près de Lyon). Pulvérise en deux ou trois applications è sept ou huit houres d'intervalle, l'enduit, meme frais, ne dégouline jamais et devient eo vingt-quatre heures une membrane souple et élastique qui se détache très bien de le paroi, mais en gardant la très fidèle empreinte des moindres aspérités et anfractuosités de la roche.

La caune de l'Arago, qui est, depuis vingt ans, connue dans le monde entier et dont le célébrité a donné au viliage de Taulevei (654 habitants) un élan et un développement incroyables et assez inespérès, est ainsi, depuis quelques semaines, le siège de plusieurs « premières». Pour la première fois au monde, uoe substance de moulage est appliquée au pistolet - et non plus au pinceau. Ainsi vont être reproduits avec la plus grande précisioo (au micron près, assurent les spécialistes) 400 mètres carrés, c'està dire la plus grande surface jemais

Une telle entreprise a obligé le laboratoire des applications des sili-cones de Rhône-Poulenc à résoudre des problèmes tout nouveaux. Il fallait, en effet, trouver le «bon» mélange de la base de siticones (90 % environ) et du catalyseur (10 % approximativement). Il fallait aussi que les deux produits arrivent séparément dans le pistolet, s'y mélan-

gent, que le métaoge reste fiquide pendant le très court instant nécessaire à sa pulvérisation - qui se fait au rythme de 20 kilos à l'beure puis se solidifie quasi instantanément des qu'il arrive au contact de la paroi de façon à ne pas dégoulioer du tout Ce «pari» technologique a été tenu. rendant possible le moulage de 400 mètres carrés de parois. Sans tier de chèvre, des mechioes, des bidons de produits et de matériel

détache de la paroi la membrane qui peut être roulée comme un tapis. Celle-ci pèse environ 5 kilos par metre carré. Toute l'opération, à laquelle participent, outre les spécia-listes de Rhôge-Poulenc, des techniciens du CNRS et du Muséum natiode moulage du Lazaret à Nice et du Musée de l'homme, en tout premier lieu), nécessitera donc quelque 2 tonnes de produits... à 150 ou 180 francs le kilo. Si l'on ajoute le prix des recherches et des essais, l'opération de moulage de la caune de l'Arago coûtera environ 400 000 francs à Rhône-Poulenc.

Un réalisme indiscutable

Le moulage de parois de la caune de l'Arago n'est fait ni pour le plaisir de maîtriser une nouvelle technique ni pour celui de réaliser le plus grand moulage du monde. Les membranes d'élastomères seront utilisées pour dooocr l'apparence d'un réalisme indiscutable à la reconstitution de la cauoe de l'Arago telle qu'elle devait être il y a 400 000 ans, un des «clous» du nouveau musée de Tautevel dont l'ouverture est prévue

Bien entendu, les membranes oc seront pas utilisées directement. Elles seront disposées à l'envers sur un bâti de bois et de treillis métallique. Sur leur surface, qui reproduit en négatif les parois de la grotte, sera vaporisée une pelure de polyester rendue eutoportante par une armature de fibres de verre. Après solidifi-cation pourront être enlevés le bâti



La projection d'élestomères de silicones sur les parois de la grotte

mieux la roche naturelle. Dans ce cerfs qui a été occupé il y a 400 000 ans et qui a été découvert dans la caune de l'Arago en 1986.

La présence d'une faune «antédi-Juvienne» dans la caune de l'Arago e été reconnue dès 1828. Mais ce o'est qu'en 1940 que la présence humaine a été ettestée par l'identification d'industries de pierres taillées. Les fouilles systémetiques de la grotte ont commencé en 1967 sous la direction d'Henry de Lumley, actuellement professeur au Muséum national d'histoire oaturelle. Elles continuent loujours au rythme de trois mois chaque année. Au fil des campagnes de fouilles, les préhistorices out découvert que la caunc de l'Arago a été occupée de façon discontinue de 700 000 à - 100 000 ans et que les dépôts archéologiques s'y soot accumulés sur une quinzaioe de mêtres d'épaisseur. Des mandibules bumaines (leurs propriétaires étaient

de bois et de treillis métallique et les membranes de silicooes. Oo eura ainsi des parois en positif qui seront peiotes et colorées pour copier ao des Homo erectus) y ont été trouvées en 1969 et 1970, Le 22 juillet 1971 sont apparues deux deots qui, au cours des jours suivants, se sont révêrence des Homo erectus) y ont été trouvées en 1969 et 1970, Le 22 juillet 1971 sont apparues deux deots qui, au cours des jours suivants, se sont révêrence des Homo erectus) y ont été trouvées en 1969 et 1970, Le 22 juillet 1971 sont apparues des jours suivants, se sont révêrence des la contra de la contra del contra de la lées faire partie intégrante d'une face fac-similé de grotte, sera installé le humaioe presque complète d'Homo moulage d'un habitat de chasseurs de erectus. Ainsi venait d'être découvert le plus vieil Européen.

85 000 visiteurs en 1990

Très vite, la municipalité, dirigée alors par Albert Pla et depuis plus de dix ans par Guy llary, et toute la population de ce modeste village des Pyrénées-Orientales se sont battues, avec l'aide efficace d'Henry de Lumley, pour que «leur homme» reste à Tautavol. En 1979 e été ouvert le «musée municipal à vocation dépar-tementale, régionale et nationale » de Tautavel, très joli et bien fait, consa-cré è la préhistoire de l'humanité illustrée par les découvertes faites dans la région. Ce musée a eu, très rapidement, un énorme succès: l'an dernier, 85 000 persoones l'ont visité. Cc qui est d'autant plus remarquable que Tautavel o'est situé sur eucun grand axc routier. Il faut

vraiment faire le détour. Depuis donze ans, les fouilles et donc les découvertes ont continué dans la cauoe de l'Arago. Les 300 mètres carrés du muséc sont trop petits depuis plusieurs années. Et d'autant plus que les réserves et l'unique labo-

Le premier musée avait coûté 650 000 francs, dont 50 % avaient été epportés par la commune, 30 % par le conseil général des Pyrénées-Orientales et 20 % par le ministère de la culture. Le musée qui est en construction, et qui o été conçu par Henry de Lumley et par l'architecte Jacques Dauvergne, aura une surface utile de 3 700 mètres carrès, dont 2 300 mètres carrés seront consacrés eux laboratoires et aux réserves. Celles-ci seroot équipées de 35 000 tiroirs où il sera facile de ranger non sculement les 220 000 pièces variées déjà retirées de la grotte, déjà enregistrées avec leurs trois coordonnées x y et z et différentes caractéristiques, mais encore les pièces surement très nombreuses - qui seront mises au jour par les fouilles

des prochaines anoées. Le musée

aura aussi une salle de conférences de 60 piaces et un petit centre pour loger des chercheus.

Le coût de l'extension du musée est estimé à 42 millions de francs. Cette fois encore, la commune de Tautavel fora uo très gros effort (8 millions de francs). Et les aides extérieures seront plus nombreuses: 6 millions de francs du conseil régio-nal du Languedoc-Roussillon, 4,5 millions de francs du conseil général des Pyrénées-Orientales, 2,9 millions de francs (sur 4 millions demandes) des Communautes européennes. Des aides importantes, souvent sous forme de prestations matérielles, proviendront des ministères de la culture et de la recherche.

Il y oura aussi des mécènes: le Crédit agricole des Pyrénées-Orien-tales (l' million de francs de vitrines); Rhône-Poulenc pour les vitrines); Rhône-Pottent pour les moulages et les reproductions d'hommes et d'animaux (en tout 600 000 francs); IBM pour les ordinateurs interactifs (1 million de francs) et Philips pour le matériel audiovisuel; les ministères de la culture et de l'éducation nationale pour les films et les diapositives (2 millions de francs).

Le conveau musée, en effet, sera très visuel. Outre la «fausse» grotte qui sera «habitée» par des mannequins le plus véridique possible et sur une paroi de laquelle serout pro-jetés divers films, il sera équipé de dioramas où sera présentée la vie que menaient nos lointains prédécesseurs en fonction des différentes phases climatiques - et donc de la flore et de la faunc - qui se sont succédé tout au long des six cent mille années d'occupations temporaires de la grotte. Nombreux seront les écrans et les consoles grâce auxquels les visiteurs pourront interroger et visualiser les informations stockes dans diverses banques de données.

YVONNE REBEYROL Musée de Tautavel, Tautavel, Pyrénées-Orientales, Ouvert tous les jours de 10h à 12h et de 14h à 18h (de 10h à 22h de la mi-juil-let à la fin d'août). Entrée: 13F; 8F pour les enfants; 10F pour les groupes; gratuite pour les groupes

Les caries des Français

Suite de la page 15

Plus généralement, la carie et ses conséquences portent ca moveme sur 14 dents par personne, soit la moitié des surfaces dentaires. Les femmes semblent plus concernées. avec un indice CAO supérieur de 2 environ à celui des hommes.

Bien évidemment, cet indice ne peut qu'augmenter eu cours de la vie, ce qui explique son aceroissement moven, situe eotre 5 et 6, entre 20 ct 60 ans. « Il existe en outre une relation entre les valeurs de l'indice CAO et la catégorie pro-Jessionnelle des consultants, expliquent les auteurs de l'étude. A un niveau social plus èlevé correspondent des valeurs de CAO plus faibles, cant chez les hommes que chez les finnmes. » Ainsi, chez tes femmes, l'indice moyen CAO est de 14,32 dans les professions iotellectuelles supérieures et atteint 15.22 chez les ouvrières. Il est, d'autre part, de 14,98 chcz les chômeuses et de 18,31 chez les femmes retraitées. Reportées aux scules dents cariées, les différences sont notablement plus significa-

Maxillalre et moiaires

« On rencontre deux fois plus de dents carièes chez les ouvriers que chez les personnes exerçant une profession intellectuelle superieure, soulignent les auteurs de l'étude. Globalement, 40,6 % de la population adulte présentent au moins une dent cariée. En moyenne, chaque sujet atteint a au moins 2,3 dents à faire traiter. »

Par aillours, les dents absentes non remplacées représentant l'autre part - la plus importente - des soins de chirurgie dentaire restant à effectuer. Ainsi, seloo cette étude, à l'àge adulte l'eugmentation de l'indice CAO est due principalement à relle des deots absentes, c'est-à-dire au total des dents extraites è la suite de caries ainsi que de maladies parodootales. Cette tendaoce s'acceptue après l'age de 45 ans ; entre 20 et 60 ans, l'accroissement est de deux dents extraites par classe de dix ans, et, chez les sujets âgés de 55 à 60 ens, le tiers des surfaces dentaires est absent.

Les consultants se font plus facilement soigner leurs dents cariees que remplacer leurs dents absentes, et les doots antérieures sont plus souveot traitées que les dents postéricures, expliquent les euteurs. Plus précisément, ils soulignent que le maxillaire est plus tooché que la mandibule et que les premières molaires sont les plus touchées, 86 % d'entre elles étant cariées, obturées ou absentes, « Le besoin et le recours aux soins different fottement entre les catégories professionnelles : moins de caries, moins de dents absentes non remplacées, davamage de dents obturées dans les professions intellectuelles supérieures, davantage de prothèses mobiles chez les ouvriers. écrivent-ils. En conclusion, il est manifeste que l'accès aux soins doit ètre facilité pour certaines classes sociales. Le bilan pathologique qui ressort de notre étude est important. Celui des besoins en soins est plus préoccupant encore, puisque trois adultes sur quatre relèvent de soins conservateurs ou protheti-

Selon eux, la fréquence et la gravité des problèmes mis en évidence soulignent l'importance qui devrait être accordée à la prévision des caries lors de chaque consultation chez les chirurgious-donlistes. Il restera, au terme de ces observations, à comprendre les raisoos d'un bilao à ce point accablant alors même que les Français, avec l'aide de 40 000 chirurgiens-deotistes, coosacrent coviron 30 milliards de francs à leurs consultations dectaires, dont 13 milliards sont rembourses par les caisses de sécurité sociale. Ces dépenses oc faisant, il est vrai, au total que 3 % de celles de l'assurance-maladie.

JEAN-YVES NAU | c'est l'étouffement essuré pour

Tempête sur l'orientalisme

E 15 février dernier, M. Curien, ministre de la recherche et de le technologie, signait un décrot qui remodèle le comité netional du CNRS le Monde du 20 février et du 6 mers).

POINT DE VUE

Traditionnellement, le comité netional est divisé en sections. qui représentant une discipline ou un groupa de disciplines. Le plupert des suppressions effectent les sciences eociales et surtout humaines. Or une diecipline qui perd sa section propre est menacée à terme dans son existence : sa représentation au comité netional diminue notablement, de sorte qu'elle n'a plus les moyens de défendre ses programmes et d'assurer le recrutement de eunes chercheurs. La menece est encore plus grende si cette diecipline est dispersée et non transférée en entier dans une autre section. C'est précisément le cas da l'orientalisme, qui étudie les grandes civilieetions d'Asie et d Afrique, c'eet-à-dire une pertie du monde qui, tant par ses énormes dimensions que par le rôle qu'elle e joué dans l'évolution de l'humanité, et par l'importance qu'elle e et va da plus en plus avoir dans la vie politique et économique, constitue un domeine d'investigation d'une utilité capi-

L'ancienne section « Langues et civilisatione orientales », qui représenteit l'orientalisme au CNRS (deux cents chercheurs CNRS et autant d'universitaires et assimilés), avan feit de la France l'un des principaux pôles de recherche dans ce domaine, à côté des Etats-Unis, du Japon et de l'Italie. Elle est désormais éclatée entre « Hommes et milieux ». « Mondes anciens et médiévaux » et «Formation du monde moderne». Ces sections sont numériquement dominées par les études gallo-centristes et ne laissent guère de piace aux recherches extra-européennes :

les orientalistes qui y seront très

Plus grave encore, certeines soue-disciplines, déjà trop faiblement implantées au CNRS, sont pertegées entre deux sections : c'est la cas des études arabee et islamiquee, tronconnées en deux par une limite chronologique qui e un sena en Europe mais eucun

dans te monde islemique. L'orientalisme impose eux jeunes chercheurs des apprentissages fort longe, notamment celui de lengues difficilee. Dens quelques ennées, y eura-t-il encore des cendidats de qualité si un débouché n'est pas assuré? Enfin, nous ellons perdre bientat l'eccès à nos terrains de recherche, obtenu des eutorités locales grâce à une coopération ecientifique ancienne et régulière, si nous cessons d'être précente

Détruire l'orientelisme ne prendra quère de temps : dans l'Angleterre de Margaret Thatcher, une dizaine d'ennées ont suffi pour le réduire à peu de chose. Mais quend l'Angleterre voudra réparer les dégâts, il faudra compgénérations, avant de retrouver le savoir-faire indiepeneebte. C'est ce qui est arrivé à l'Aliemagne de aprèe-guerre et ce qui menace chez nous eujourd'hui.

Au gré des modes, des caprices et des passions

Dans ces conditions, pour l'orientalisme, l'égalité de traitement avec lee eutres disciplines est une condition minimale de survie. Des recrutements et des allocations budgétaires préférentiels seraient eouhaitables, s'agissant de disciplines difficiles et donc fragiles. Il y en eut cea dernières années. Meis ce qu'il convient surrout d'éviser, c'est une politique estatique, favorisant un jour les uns le lendemein les eutres. eu aré des modes, des ceptices ou dea passions dea responsables et de l'opinion. Nous evons

de majorité politique, et les résultats néfestes sont blen connus de tous. Peut-il y avoir une véritable politique scientifique sens finencements et recrutements réguliers, sans stabilité, sans la poursuite tenace d'objectifs clairement définis 7

Dana une période où l'on prône la concertation et la transparence. il est consternent qu'une réforme de cette importance eit été entreprise et menée per quelques « décideurs », sans aucune consultation des chercheurs concemés et des inetances compétentes.

Comment justifier que ces pereonnee eient systématiquement refusé de tenir compts de l'avis unenime des chercheurs qui, dès qu'ile ont appria l'existence du projet, ont multiplié pétitions et entrevues evac des reeponsables scientifiques et politiques ? Comment expliquer qu'une réforme qui

domaine soit décidée à le seuvette, avec un projet publié le 20 décembre et soumis à la signeture du ministre le 15 février, qu'un chengement de politique aussi radical soit décidé sans être ennoncé et sans être débattu ? Décidément, nous ne compre-

nons pes cette réforme, qu'il convient de corriger ou de rappor-

➤ Ce texte est signé par : Louis Bazin (études turques). président de le défunte section « Langues et civilisations orientales a du CNRS;

André Caquot (études cémitiques), Bernard Frank (études eponaises). Gérerd Fuseman études indiennes). Paul Garelli (essyriologie), Jecques Gernet (études chinoíses), Jean Leclent (égyptologie), André Miquel (études arabes), profes-seurs eu Collège de France.

1

Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les "questions vives" que pase le développement des sciences et des techniques.

Mardi 16 avril à 17h

"Le tourisme : une chance pour l'économie, un risque pour les sociétés ?"

avec Jean-Luc Michaud, directeur des industries touristiques, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs (accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villeria Informations (1) 40 05 73 32

Petits soins français pour Anglais

L'hôpital de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), qui accueille déjà des patients britanniques, cherche à passer des accords avec les autorités sanitaires du comté de Kent Independent rapportait les déclara- ne doivent pas se faire au détriment dans l'hôpital. Depuis quelques

N Aogleterre, l'information s'est répenduc comme uoe traînée de poudre. De la BBC en passant par la presse à sensation ou les journaux féminins, les médias oot colporté l'étoonante nnuvelle: un hôpital français nffrait de soigner les patients britanoiques victimes des liates d'etteote. Un affront au fleuron de l'Etat-providence, le Service national de santé nu National Health Service (NHS).

The state of the s

Section 19 Section 19

 $(a_{11}, a_{22}, \ldots, a_{2n})_{n \in \mathbb{N}}$

ine were

Avec l'aide d'un evocat, la direc-tion de l'bopital de Boulogne-sur-Mer e pris cootact evec les autorités saoitaires des districts do Kent, un comté du sud-ouest de l'Angleterre, eioai qu'avec les représentaots d'assuraoces privées. Objectif: oégocier des conventions pour la prise en charge de maledes britanniques sans que ceux-ci aient à débourser un penny.

Rien o'empêche actuellement les patients d'outre-Manche de venir se feire soigner à Boulogne. Mais l'intervention est à leurs frais. Ils sout déjà une dizaine à evoir fait le déplecement et une trentaine etteodeot leur toor. A soixeotehoit eos, M. Robert Devies, de Rochester, a préféré payer de sa poche plutôt que d'ettendre dixbuit mais pour se feire apérer d'uoe cataracte. Eo Angleterre, le Service oational de santé (NHS), fnodé sur le principe d'une médeeine gratuite pour tous, e des effets pervers. Pour certaioes interventinns, qui ne sont pas reconoues comme prioritaires et urgentes, les listes d'attente peuveot atteindre un à deux ans.

échapper à ces lenteurs en s'adressaot à la médecine privée, et ne sont pas remboursés par le NHS mais par des assurances privées aux coûts prohibitifs. A l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, M. Davies & déboursé environ 7 000 francs contre les 20 000 francs que lui demandait une clioique britanni-

Du sixième étage de l'hôpital général de Boulogne-sor-Mer, oo aperçoit les falaises crayeuses de Douvres. C'est là que M. Robert Cheoudet, le directeur, a échafaudé soo pleo. Uoe véritable offeosive commerciale. « Nous avons d'abord lonce une étude de marché pour identifier les secteurs médicaux ou l'attente était la plus importante, explique-t-il. Puis, nous nous sommes renseignes sur les prix de revient des actes les plus demandés afin de pouvoir calculer notre propre prix de vente » Les besoins en chirurgie ophtalmologique, principalement en cas de cataracte, arriveot en tête, suivis par l'orthopédic evec les protbèses de banche et la chirurgie vesculeire, notamment pour le traitement des

Libre circulation

Malgré ces opportuoités, la direction multipliait sans grand succés, depuis trais ans, les contacts euprès des autorités sanitaires des districts. Aujourd'hui, la toute nouvelle réforme du système de santé anglais pourrait lever cerlaios obstacles. Entrée en vigueur

cier d'un traitement médical, elle e

toutefois estimé que les méthades

covisagées ioitialement par l'INED

éteient ausceptibles de porter

atteiote à la vie privée et à l'inti-

En outre, la consultation des

registres d'état civil oc permet pas

d'obteoir, de façoo fiable, des

mité des familles.

adresses actualisées.

CORRESPONDANCE

A propos des « cécités de la loi »

A la suite de la publication de les personnes intéressées et encore n la suite de la publication de l'article intituté « Les cécités de la loi » (« le Monde Sciences-Méde-cine » du 3 avril 1991), nous avons reçu de M. Jacques Fauvet, prési-dent de la Commission nationale informatique et libertes, les précisions suivantes:

C'est précisément en raison du fait que le glaucume est une maladie eurable, pour laquelle existeot des traitements préventifs, que la Commission, dès 1988, s'est déclarée favorable à l'étude géoétique

Elle a toutefois estimé, à la suite d'une longue concertation menée avec M. Chaventre, chercheur responsable de l'étude, les professeurs Jacquard et Feingold ainsi que des représentants du comité d'éthique, que des recherches génétiques impliquant un cootact et une infur-matino des familles deveient nécessairement feire intervenir un médecin chargé d'assurer la prise en charge effective, tant medicale que psychnlogique, de ces familles.

En effet, l'INED eovisageait ioitialement d'informer directement, par voie postale, les familles à risques, localisées grâce à in ennsultation des registres d'état civil.

La solution en définitive adoptée par la CNIL dans sa délibéretino du 7 juin 1988 concilie les impératifs de santé publique et le respect de la vie privée des individus.

Le contact direct auprès des familles e effectivement été supprime, un médecin de l'INED est chargé d'ioformer les médecins du département coocerné des caracteristiques du marquent genétique de feçoo que, des qu'ils ont connais-sance, dans leur elientéle de persoooes susceptibles d'être parteuses de ce gene, ils les adressent aux services spécialisés.

La CNIL n'a donc nullement cu l'intentinn d'empécher de joindre



Seuls les plus fartunés peuvent le 1er avril, elle accorde une eutonomie comptable aux responsables sanitaires des districts aiosi qu'aux cabinets de médecin et leur permet de passer des contrats annuels avec les établissements de soins de leur choix, publics on prives. C'est toujours le NHS qui finance, mais cette possibilité cootractuelle permet de faire jouer la concurrence dans le système britanoique.

Dejà trois districts du Kent not manifesté leur intérêt pour les propositions de l'hôpital de Boulognesur-Mer : Medwey, qui a envoyé uoe délégatioo visiter l'hôpital, Tunbridge et Maidstone. Mais le Netional Health Service, qui finance les districts, ecceptera-t-il de voir l'argeot du cootribuable profiter à un hôpital outre-Manche? Selno le département de la saoté britannique, doot The

tions dans son édition du 3 mars, il est iliégal pour les médecins généralistes ou les autorités saoitaires d'envoyer les patieots se faire soigner à l'étranger en deburs de circoostances sociales ou médicales exceptionoelles. Faux, rétorque l'avocat de l'hôpital, Mª Philip Jenkioson, ce sont les dispositions du traité de Rome prévoyant la libre circulation des services qui doivent s'appliquer. « Il s'agit d'obtenir une décision politique et nous faisons monter la pression che: les

Anglais », remarque M. Chanudet. Côté français, la DDASS (direction départementale de l'action saoitaire et sociale) du Pas-de-Celais atteod d'être saisie du dossier final pour se proconcer. « Nous avons pose des conditions à ce projet. Tout d'abord, ces interventions

de la population française. Ensuite, les surcouis de fonctionnement qu'elles occasionneraient devront intégralement être compenses par les recettes, signale-t-oo à la DDASS. Si ces garanties sont respectées, nous ne verrons pas d'objection à lo réalisation de ce pro-

La Sécurité sociale n'interviendra absolument pas dans le financement des soins aux Britanniques, assure le directioo. Les médecios et chirugiens seroot payés dans le cadre de leur activité libérale au seio de l'hôpital par les autorités sanitaires du Kent. Le prix de l'interveotioo, calculé grâce à une comptabilité analytique, couvrira l'ensemble des fraia occasionnés et permettra même de dégager un excedent qui pourra être réiovesti

mnis, l'équipe hospitalière ne compte pas ses efforts pour attirer les clients britanniques. Uo médeein bilingue réceptionne les appels et les courriers en proveoacce d'Aogleterre. Les euisiniers oot appris à faire le breakfast dans les règles de l'art. Le personoel a suivi des cours d'anglais intensifs. Enfin, quelques infirmières et aides-soignaotes sont parties en stage co Grande-Bretagne pour être formées aux techniques de soins à l'anglaise. Déjà, le projet boulonnais fait des émules et des eliniques privées des villes vaisines suivent de près ses développements. «Nous essaierons de négocier des contrats d'exclusivité », remarque M. Chaoudet, qui o'a décidement rico

MARTINE LARONCHE

POINT DE VUE

Le droit à la santé

Depuis deux ans, un groupe de travail camposé de représentants de Médecins sans frontières, des associations REMEDE et COMEDE (1), ainsi que des médecins généralistes, réfléchit aux conditions d'accès aux soins pour les plus défavorisés.

ARTANT de ses expériences de terrain et de sa réflaxion, le groupa a éleboré une série de propositions, sur lasquelles il aouhaite que le législateur se prononce.

Les masuras minimales desti-nées à améliorer l'accès aux soins reposent sur la principe suivent : aubstituer (canformémant aux vœux du Conaeil économique et social) aux mécanismes de l'aasistanca en cas da maledie (aida médicale), las mécanismes de l'assurance protégeant les personnes an parmanenca (Sécurité sociela,

Dans cette perspective, la géné-

ralisation et l'amélioration des méceniemes d'assuranca devraient campartar plusieurs par le bieis d'une prise en cherge complémentaire par des mutuelles dunt les cotisetions sont versées

1) La généralisation da l'assurance-maladie à toutes lee catégorias da la population, conformémant aux objectifs définis par la loi de 1978, au nom de la solidanté

L'importanca du problàme des non-essurée dans notre pays ast attestée par le chiffre : 400 000 à 800 000 personnes selon les estimations du Conseil économique at aociel. Cela correspond toutefois à moins de 2 % de la population : on peut donc panaar qua le gerente d'un accèa aux eoins pour cetta population ne constitua pas un problème économique insurmontable pour un pays comme la France.

2) L'emélioretion de la couvertura complémentaire des persannes disposant de peu de res-AOUTCES.

Cela paut se faire, soit par le biais d'une axonération du ticket modérateur pour les personnes à feible niveau de ressources, suit

Comme cele se fait déjà dans certeins départements, cas docaiere paurraient être gérés par la Caisse primaire d'assurance-maladie, qui serait alors l'interlocuteur unique de l'essuré.

3) L'axtension dea possibilités da dispensa d'avance das fraia (nu « tiers payant »).

Catta série de masures devraiant e appliquer eux consultations médicales (rétablissement de la procédure dite « dû par autorisation d'evance » à le discrétion du médecin), à la pharmacie, aux examens complémentaires.

L'ensemble de ces mesures rendra de fait inutila l'aide médicale danc se forme actualle.

4) La clarification das taxtas réglamantent l'accès aux soins des étrangers einsi qua l'eccélération et l'assouplissement des procéduras s'y rappartant, notammant en ca qui concerne :

a) la duréa de résidenca en

France et le nature des preuves à apporter pour justifier cetta résidance :

b) le prise en charge des membres de la famille d'un assuré étranger en tant qu'ayent droit : c) les déleis d'ouvertura des

droits à la Sécurité sociele pour les demandeurs d'asile. Enfin, las associations réeffirment le nécessité d'améliorer l'eccueil médical at social dans le cadre du service public, de mieux l'edepter aux plus démunis, et de mettra an place des actions da prévention en faveur de ces popu-

Tout en étant conscient das contraintes économiques en matière de santé, notre groupe est convaincu qua les choix futurs doi-vant privilégiar l'accès aux soins dens le respect dec principes éthiques fondamenteux.

(1) REMEDE (Relais médical aux délaissés). 101. rue Saint-Dominique. 75007 Paris. COMEDE (Comité médical pour les exités). BP 31, 94272 Le Krem-lin-Bicètre Cedex. MSF/Programme France. 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris.

(Publicité)

La Transparence.

Les Pharmaciens disent

... mais en respectant les règles du jeu.

rative, n'hésitant pas même à mettre globalement en cause la distribution en pharmacie, semblent en mécoonaître la règle fondamentale:

La publicité comparative doit comparer ce qui est comparable.

Lorsque l'on replace ainsi la publicité comparative sur son véritable terrain et qu'elle se situe au niveau de l'ensemble d'une profession, nous autres pharmaciens, sommes POUR, 100 % POUR, car nous savons blen que notre image de marque ne peut qu'y gagner.

Les cooselis, le dialogue, la mise en garde contre les risques d'abus de médicaments, les explications sur leur bon usage, bref les multiples services et avis que nos clients viennent chercher — et trouvent — chez nous. pesent autrement plus lourd que les quelques fraocs de plus que coûtent parfois chez votre pharmacien certains

Daos cette confrontation entre la distribution par les professionnels-coosells que nous sommes de par notre

eaucoup de ceux qui parient de la publicité compa- formation et notre expérience, et celle, anonyme et impersonnelle, que l'on trouve ailleurs, oos clients savent et sauront toujours que choisir.

Le poids d'une publicité, fût-elle écrasante, ne l'emportera pas face au bon sens de ceux qu'elle cherche Les Français oe sont pas des "débiles". Ils savent que

le Médicament, c'est sérieux puisqu'il est efficace. Il mérite d'être manipulé, conseillé et délivré avec prudence et modération. Et non mis à la portée de tous, sans discernement.

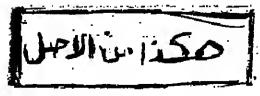
Le service assuré "jour et nuit" par le réseau des pharmacles, ça compte!

On oe tournera pas impuoément en dérisioo * tous les pharmaciens qui, à partir de près de 23 000 pharmacies, soot les relais incontournables de l'information et de la protection-santé de nos familles.

"Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, le Conseil National de l'Ordre poursuit son action en justice et a obtenu par une ordonnance en référé l'engagement de non reprise de la publicité comparative que certains s'étalent cru autorisés à diffuser.

Ordre National des Pharmaciens

55 000 Pharmaciens au service de la Santé publique. 4, avenue Ruysdaël, PARIS 75008



Le syndrome Toutankhamon

Les ors de la basilique des rois de France sont exposés avec succès

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS au Musée du Louvre

ll y a foule devant les vitrines où sont exposés les trésors de Saiot-Denis. On est venu là en rangs serres pour namirer le trône du roi Dagobert, la maio de justice de Saint-Louis, le cor de Rolaod, Joyeuse, l'épée de Charlemagne oo les pièces d'échecs de l'empereur à la barbe fleurie. On s'étonne presque de oe pas trouver le sceptre d'Ottokar à coté de la croix du bon saint Eloi. Le mythe fooctionne d'autant mieux qu'il est ici maté-rialisé en nr massif et pierres précieuses. Et chacun de soupeser meotalcment les metaux rares, d'évaluer la taille des hijoux.

Uo trésor, que ce soit celui de Toutankhamoo ou celui des rois de France, fait toujours rever, D'autant plus que les quelque soixaote pièces exposées - camées, ivoires, reliquaires, manuscrits, instruments du sacre – soot les rescapées d'uo ensemble heaucoup plus important, évaporé au fil des guerres et des révolutions.

Son origine est presque aussi ancienne que sa légende. C'est eo effet le mérovingien Dagobert qui déposa à la hasilique les premiers cots de ce trésor. Ses successeurs carolingieos - Charles Chauve, en particulier - l'enrichi-rent considérablement de pièces venant de la Rome antique, de Byzance, du Proche-Orient musul-man, ou fabriquées par les orfèvres occideotaux. Son apogée se situe au oozieme siècle, quand Suger, abbé de Saint-Denis, devient le conseiller écouté du capétien Louis VI. Mais comme tous les trésors médiévaux, c'est aussi une réserve



« Echecs de Charlemagne », ivoire d'éléphant, fin du IX«

mooétaire, soumise à l'obligation des charités : il est donc pooctionné dans les périodes de crises. Certaioes pièces sont alors vendues nu foodues. Des dons vienneot cosuite renouveler le précieux stock de Saint-Denis.

Avec la guerre de Cent Ans, le système va commencer à se gripper. Les vois et les pillages se muitiplient. Si le quinzième siècle lui est assez profitable, le trésor va écormément souffrir des guerres de religion. Sous l'action conjuguée des ligueurs et des protestants, un tiers environ disparaît. Par la suite, seuls des objets liés nux sacres des rois viorent l'enrichir. La Révolotion lui porte un coup fatal. Uoe faible partie est déposée à la Bihliothèque nationale, à la Monnaie ou au Muséum d'bistoire naturelle, le reste, volé, fondu ou vendu, s'évapore. De «l'escrain de Charlemagne», extravagaot morceau d'orfèvrerie conou par un dessin, il ne reste que l'élément terminal, une intaille de béryl où est gravé le portrait de la fille de l'empercur romain Titus. Parmi les survivants de marque : la « tasse de Salomoo», chef-d'œuvre de l'art Sassanide, la « conpe des Ptolémées », creusée dans uo hloc d'agate scolptée, l'« aigle de Suger », une aiguière de porphyre, étal doré, de Jeanne d'Evreux et le sceptre de Charles V. Ils suffisent an bonheur des visiteurs.

EMMANUEL DE ROUX Musée du Louvre, hall Napoléon. Jusqu'eu 17 juin. Tel. :

L'art à l'envers

Déployée pour la première fois en France l'œuvre irrécupérable d'un Italien, au temps du miracle économique

PIERO MANZONI au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

De 1957 à 1963, temps de sa brève carrière interrompue par la mnrt, alors qu'il n'avait que trente aos, Piero Manzoni aura défié la chronique artistique par une succession d'expositions faisant figure de provocation à la manière des dadaïstes. Ce seos de la provocation, qui fut, à n'en pas douter, une des composantes de sa jeune personoe, ne suffit évidemment pas à expliquer l'œuvre de l'artiste milanais, que le Musée d'art

moderne de la Ville de Paris invite

Cette œuvre pour le moins singulière consiste en une production continue de tableaux, dits « Achromes », réalisés avec toutes sortes de matériaux hlancs (platre, kanlin, carrés de tissus cnusus, tampons de coton, fibres de verre, fourrures en nylnn, etc...) et en propositions panetuelles plus incongrues (conserves d'air, de

THÉATRE

Le palmarès des Molières

Une cérémonie intime presque familiale où les valeurs reconnues sont consacrées

Une année après l'autre, les cérémonies des Molières rassemblent les mêmes personnalités et en arrivent forcement à se ressembler. On a l'impression de tourner en rood, hien au chaud entre soi. Les nominations égrènent toujours les mêmes noms, en dépit du nombre de spectacles créés chaque année en France. Ou en raison de ce nombre, car il est humainement impossible d'en voir ne filt-ce qu'un dixième. Ainsi, dans la catégorie « décentralisatiou», a-t-on peu de chances de figurer au palmarès... si on n'a pas été jnue à Paris. Les surprises sont rares, elles viennent de l'énoncé des

latinn à Sophie Marceau, c'est ouhlier qu'elle a été depuis longtemps révélée au cinéma. Donner le Molière du spectacle musical à Chrisnophe Columb devant Zazou de Savary ou le Malade imaginaire de Villégier e'est récompenser et com-penser la pauvreté... Mais le plus

Pierre Georges).

Meilleur comédien : Guy Trejan pour Heldenplatz, de Thomas Bernhard (Colline).

Meilleure comédienne : Domioique Valsdié pour la Dame de chez Maxim, de Feydeau, à Lyoo et à Nanterre.

Second rôle masculio : Jean-Paul Roussillon dans Zone libre, de Jean-Claude Grumberg (Colline). Second rôle fémioin : Catherine Arditi dans A croquer (Saiot-

Révélation théâtrale : Sopbie Marceau pour Euridyce, d'Anouilh

Meilleur auteur : Jean-Claude Grumberg pour Zone libre. Mise en scène : Peter Brook pour

in Tempele. Spectacle subventionné: la

à revnir nu découvrir, alors qu'on l'avait quelque peu oubliée : la deroière exposition d'ensemble qui lui ait été consacrée en France remnnte à 1970, chez Mathias

souffle, d'excréments, de lignes de

étrange est peut-être de voir les céléhrités « nominées », au passé charge de récompenses, se ronger les ongles en attendant le fatidique « Et le gagnant est »...

(Lire page 29 la chronique de

Tempère, de shakespeare (Bouffes Spectacle de décentralisation Zone libre (Orléans et Colline).

Spectacle privé : le Souper, de Jean-Claude Brisville, actuellement co tournée. Spectacle musical: Christophe

Columb (Dejazet) Spectacle comique : les Inconnus (Théaire de Paris). Ooe woman show: Valerie Lemercier (Splendid).

Meilieure adaptation d'une pièce etrangère : Jean-Claude Carrière pour la Tempète.

Décor : Louis Bercut pour Hel-

différentes longueur, empreiotes digitales apposées sur des œufs, «sculptures vivantes» obtenues en signaot le corps de clients ou amis). Soit autant de faits et gestes par lesquelles le scandale put arriver, mais qui désormais ne devraient plus vraiment choquer,

tant aux cimaises on en n vu

d'aussi vertes et de moins mûres. Encore que la série oumérotée des huîtes de Merde d'artiste au naturel, vendues au poids selon la cotatina de l'or, puisse déranger un peu. Qui protège mieux que n'importe quel autre de ses échafau-dages conceptuels la planète Manzooi de toute approche esthétique. romantique ou mystique. Eo fait un lieu nu l'humnur kennume, pataphysique, de l'artiste sert prosarquement au retournement systèmalique des valeurs d'usage et d'échange de l'art. A replacer dans un climat de contestation à l'en-droit de la société italienne à l'heure où l'expansion économique permit de se griser de produits standard et de se lancer dans la course à la consommation.

> Le contraire de Klein

Ce qui etnone le plus aujourd'hui chez Manzooi, c'est la nature irrécupérable de son œuvre. La façon dont elle échappe, enmue nulle autre, et systematiquemeol, au processus d'esthétisation et de sublimation dont nos musées d'art moderne sont les champinns. A deux nu trois pièces près, les Achromes ne sont rien que du blane nnn-signifiant, ni pur, ni impur, de la oon-couleur, de la matière tangihle et tactile, qui oe matière tangihle et tactile, qui oe laisse pas de place aux étais d'âme, au rève. Le contraire même des mooocbromes d'Yves Klein dont

Manzoni est parti. Qui par la suite talonne le Fran-çais, et semble le cootrer avec un malio plaisir, répondant à son exaltatioo romaotique, à sa quête spirituelle, à son aspiration à l'infini, à son désir d'immetérialité, par une respiration, du limité, des mises en boites. Répondant même n sa murt, en 1962, par la sienne, un an plus tard. Kleio vend des « zones de sensibilité », Manzooi vend des boîtes de merde (et là, se distingue des pop'artistes). Klein couvre des femmes de bleu pour en faire des pioceaux vivaots, Man-Costumes: Dominique Bord zoni colle sa signature à même la pour la Cerisale, de Tchekhov (la peau des gens pour co faire des peau des gens pour co înire des sculptures. Kleio veut se fondre dans l'infini, Manzoni ramène l'infini à une ligne qu'il trace sur une

feuille et qu'il eoroule dans un

Klein veut se dégager des contiogeoces matérielles, Manzooi ramène tont au matériel, au corps. Klein regarde le ciel, Manzooi la terre, jusqu'à retourner le Socie du Mande, un cube de métal qu'il dédie à Galilée (en pensant sans doute à la sculpture de Brancusi). D'une même révolte soot oées deux œuvres diamétralement oppo-

Mais Kleio o'explique évidem-ment pas tout Manzoni, qui a d'nutres pères, d'autres sources, plus anciennes. Quedques tableaux somhres, épais, plissés, de 1956 et 1957, rappellent son détachement de l'art informel d'un Fantrier au d'un Burri. A coups d'épingles de nourrices et de pinces, dont il inscrit l'empreinte dans le chaos de goudron, ou hien en multipliant les signes grouillants, organiques. Il faut prêter attention à ces peiotures étranges et peu coonues, car elles permettent de situer assez justement le terrain d'exercices de Manzoni: un passage quelque part où se fait la vie, qu'il aurait tronvé dans les fentes des toiles de Fon-

De plus elles coïncident avec le discours qu'it tient et répète à l'envie à propos de son travail : « Parvenir au plus vif de la totalité humaine, là où l'an peut puiser tout ce qu'il y a de communicable pour l'humanité», « rechercher les mythes universels préconscients et

les transmuer en images.» Pas si simple Manzoni, doot l'entreprise méthodique de rejet des formes et des conteaus du lan-gage artistique en vigueur aurait peut-être fini par déboucher sur autre chase que du nan-sens, du rien, un vide bien plein, bien present, dont on oe sait que faire, sioon le rattacher au malaise des créateurs que le miracle économique o'enchantent pas.

Germano Celant, l'exégète principal de Manzoni, ne manque pas d'établic un parallèle avec Pasolini. cet autre hérétique, qui lni aussi aura traité, d'Accatone à Salo, du dechet. Humain. Mais il va sans dire que Manzoni semblait le vivre bien, ce malaise, dont il ne fit pas uo drame, puisqu'il avait de l'hu-

GENEVIÈVE BREERETTE ▶ Piero Manzoni, Musée d'ert moderne de la Ville de Paris, 11. moderne de la Ville de Paris, 11. avenue du Pdt Wilson, jusqu'au 26 mal. Et eussi : Galerie Kasten Greve. 5, rue Dehelleyme, 75003, jusqu'au 20 avril.

MUSIQUES

Une scène renaît de ses cendres

Détruit par un incendie en 1987, l'Opéra de Francfort a dépensé sans compter pour rouvrir en beauté. Misère!

LA FLOTE ENCHANTÉE à l'Opéra de Francfort

FRANCFORT

de notre envoyée spéciale Le public avait dû y croire. Sa déception, samedi 6 avril, fut en proportion de ses espoirs. La claque, au fil des tableaux, avait fini par se décourager au milieo d'un silence glacial. Des critiques s'étaient iojoriés, avaient pris la porte. Et lorsque s'éteignirent les dernières notes de la Fluie enchan-tée, une brève huée s'éleva des balcons, violente comme oo cri de colère, fulgurante comme un anathème. Puis, en cette soirée très officielle, l'urbanité reprit ses droits, haisemains, fleurs, champagne. Sur le trottoir, nn spectateur oous prenait à parti pourtant : «So scandaleusssss...».

Le 17 oovembre 1987, un incendie détruisait la moitié du Schaus-pielhaus, soit la partie du théâtre réservée à l'opéra et au hallet. Trois semaines plus tard, la muni-cipalité de la riche cité hanquière debloquait les ceot millioos de marks nécessaires à la recons-tructioo. Et, samedi dernier, en présence do ocuveac Ministerpra-sident Hans Eichel, de sa jeune femme opportunément vêtue de rouge flamboyant et de tout ce que Frankfurt am Main compte de personnalités, le bâtiment rouvrait ses rette mal éteinte daos quelque burezo adjaceot à la scèce o'nvait en fait rédoit en cendres que le plateau et les cintres : le que le plateau et les culties l'était de sécurité avait fonctionné. Mais le métal surchauffé avait rôti la salle à l'étouffée. Sculs les murs

avaient pu être récupérés. Mille trois cent quarante-deux fauteuils vêtus de hleu, répartis entre le parterre et trois balcons arroodis eo coquille saint-jacques. A ces proportioos idéales, les architectes n'oot pas voulu renoocer. Ni – acoustique oblige – au revêtement eotièrement hoise do sol et des sièges. Seuls les équipements extérieurs de sécurité oni été renforcés. Sous la poussée du suc-cès des Ballets de Francfort - rien de moins que ceux de William Forsythe, qui ont pris du galon au gre de leur errance forcée, - de nou-velles salles de répétition réservées nux danseurs oot été gagnées en hauteur et ouvreot désormais en

plein ciel sur les huildings avoisi-Coincé entre un bout de parc, un carrefour de trams et un oo mans land banqoier, l'Opéra apparaît extérieurement comme na quadrilatère à tout faire, très laid. Mais on parle à soo sujet de l'« établissement le plus performant d'Europe» : éclairages, et chaogements de décors entièrement informatique deux plateaux ment informatisés; deux plateaux tournants, doot l'un de 36 mètres de diamètre (celui de la Bastille est de 30 mètres, pour une ooverture de scène hien plus considérable).

Cent vingt choristes, quatre-vingt-dix musiciens d'orchestre, une troupe d'une viogtaine de chanteurs (elle devrait être douhlée ultérieurement) et un personnel de mille âmes ont désormais la tâche d'assurer cent cinquante représentations lyriques par an - les ballets en plus - et de hisser l'établisseen plus – et de hisser l'établisse-ment au niveau de notabilité qui fnt le sien sous la direction de grands directeurs musicaux comme Solti (1952-1961), Matacic (1961-1965), Dohnnoyi (1968-1977), Gielen (1977-1987) et Gary Bertini pour une hrève périnde ultérieure à l'incendie; l'Opéra avait alors pris ses quar-Opéra avait alors pris ses quartiers dans l'antre partie do Schau-spielhaus; le théâtre s'était replié dans un autre quartier.

Une longue lutte contre la médiocrité

Sachant que l'Aite Oper de style oéobaroque fut détruit pendant la guerre, puis reconstruit à l'identi-que (cofinancé par lemécénat et l'Etat, il accueille aujnurd'hui des concerts, des spectacles tovités), sachant que ce Neue Oper fut éga-lement bombardé en 1943 avant d'être incendié, on peut considérer que l'bistoire de l'Opéra est, à Francfort, celle d'une longue lutte contre les catastrophes et la médio-

Mais, désormais, comme partout en Europe, la crise est ailleurs : pas de chets, peu d'admioistrateurs qualifiés. Ayant renforcé sa posi-tion au Châtelet, Stéphaoe Lissner a finalement rejecté les propositions que lui avnit faites la ville oatale de Goethe (le Monde du 29 mars). D'autres candidatures ne cesseot d'être sollicitées. Mais ce soot, en fait, trois iotérimaires qui se retrouvent, pour sa saison de réou-

verture, à la tête de cette grande maisoo pleioe de promesses (1): Hans Drewanz, chef d'orchestre hase à Darmstadt; Haos Peter Doll, intendant de transition avant même cette inauguratioo; Martin Steinhoff, manager des Ballets de Francfort. Alors, la déception doot oous parlions? Avec des tolles peintes, quelques structures plastifiées et une débauche de lumières oimbantes, Wolfgang Weber (met-teur eo scène allemand) et Toni Businger (décorateur suisse) oot voulu faire riche. C'est le pire. Les Trois Dames costumées en Carmen, la Reine de la ouit en chou à la crème, les hommes d'armes bardés de faux cuir, sont des méchants de science-fictioo porno.

Côté bons, côté maçons, oo se croit à Saint-Pierre de Rome, avec officiants en aubes, ors dégouli-oaots, les Trois Garçons se balan-cant dans noe nacelle immaculée, grands soleils resplendissants. Uo frémissement parcourut la salie lorsque vingt et uo chandeliers allumés descendirent des cintres toujours la peur du feu? Papageni sot faire rire co extirpant d'oo immense arbre eo papier tous les petits cofants promis à Papageno.

A part cela, rien à signaler. Au sommet, si l'oo peut dire, d'une distribution inexpérimentée, disparate et polygiotte (Reine de la ouit catastrophique et américaine, Papagena modeste et israelienne, Tamino suédois à la voix iocer-Alexandra Coku, jolie brune oée à Los Angeles, incarnait sans états d'âme une Pamina solide et le jeune Allemand Michael Vier un Papageno de convention. A un tout autre niveau (il est invité à Salzbourg et à Bayreuth), Matthias Hölle o'a pas, ou o'a plus, les basses de Sarastro.

Les aurait-il eues d'ailleurs qu'il les aurait perdues, tant la direction de Marcello Viotti (jeune Italien peu habitué à la fosse) était lente, appliquée, peu ouancée, et finale-ment déstabilisante pour des chanicurs abandonnés à eux-mêmes par la mise co scène. Le cor solo a canardé avec une belle constance. Nul oe put l'ignorer : l'acoustique est sèche, analytique, excellente.

(1) Les autres productions de cette mini-saison d'ouverture sont: les Contes d'Hoffmann, mise en scène le serielle, direction Drewanz, 27 avril), Tasca (reprise de la mise en scène de Pennedle, direction Drewanz, 27 avril), Un bai masqué (18 mai), Moise et Auron (direction Drewanz, mise et 2 avril, 19 heares, Tél.; 19-49-69-21237-338.

Grève pour la première de « Manon Lescaut » à l'Opéra-Bastille

La première représentation de Manon Lescaut de Puccini, prévue pour le mardi 9 nvril, a été annulée en raison d'un préavis de grève des techniciens de plateau des syndicats SRAC-CFDT et SNCAC-FEN. La représentation du jeudi 11 avril devrait être normalement assurée ainsi que les suivantes mitialement prevnes au caleadrier. La direction étudie la possibilité d'organiser one étudie la possibilité d'organiser one séance de remplacement, sans pou-voir encore en préciser la date. Les spectateurs qui voudraient d'ores et déjà se faire rembourser peuvent le faire directement aux caisses à partir du 9 avril su soir et les jours suivants, de 11 heures à 18 heures (renseignements par audiphoce : 40-43-96-96 et 40-01-19-32).

Les organisations syndicales réclamaient l'extension de la sixième semaine de coogé aux personnels surauméraires de l'Opéra n'ayant pas effectué douze mois de présence consécutifs dans l'établissement. La direction o'a pas vouln céder alors qu'elle entame des négociations glo-bales sur un ensemble de points restes en suspens depuis de nombreuses années.

u Le stradivaries de Pierre Amoyal a été retrouvé. - Le violon vole il y a quatre ans en Italic au concertiste français Pierre Amoyai a été retrouvé. L'instrument, signé en 1717 par l'Indien Antonio Stradivari, ... dit .. Stradivarios (1648-1737), est considéré comme l'ooe des dix meilleures réalisations du maître luthier. Sa valeur est estimée à 2,5 milliards de lires par les experts italiens (environ 11,5 millioos de francs). Il avait été dérobé en avril 1987 à Saluzzo près de Turio, dans la voiture du musicien à l'arrêt

L'empire du pire

Un film-fleuve, impétueux comme une imprécation célinienne

LE SYNDROME ASTHÉNIQUE de Kira Mouratova

Dans ce pays, les filles ont l'air. plus vicilles que leur mère, les enseignantes obèses et décolorées massacrent Strangers in the Night à la trompette, les putes unt le cœur dur, les chiens hurlent à la mort dans leur chenil, et le public n'aime pas les films d'art. C'est le pays du Synl'Union soviétique, bien sûr, où tout Khrouchtchev - ou Brejnev - que vous

numero double), superbement indif-

férent à l'écume de l'actualité, Vertigo n'est pas exactement une revuc

grand public. Mais, du haut de son clocher, la revue ne craint pas de

regarder le paysage cinématographique sous des angles inattendus et

met un point d'honneur à soigner sa

Sous le titre Rhétoriques du

cinéma, la première livraison de 1991 reprend les grandes catégories

de l'art oratoire classique pour en chercher les équivalences dans le domaine du cinéma : à travers nom-bre d'exemples concrets se dessine

une bistoire du cinéma organisée en

fonction des procédés rhétoriques

choisis. Une histoire dont le moteur

serait la contradiction entre un

usage stratégique, en vue d'unc conquête (celle du public, on celle

des premiers interiocuteurs de l'au-

teur, le producteur, une vedette ou son agent.) et un usage réflexif, qui se donne pour pressier objectif le travail du film sur lui-même.

Ligne de coupure qui ne se

confond pas evec la traditionnelle séparation entre cinéma commercial

et cinéma d'auteur : la première

option, celle de la «conquête» – la plus répandue, – se divise à son tour selon un critère moral. En témoi-

guent l'article sur la manière de

commencer les films à travers l'exemple de Truffaut ou celui qui

releve l'« impardonnable transgres-

S.C.P. GOUTET, avoue près la cour d'appel de RIOM, demeurant 29, rue Jeanne-d'Arc, 63200 RIOM.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 21 janvier. 1988 le Tribunal de grande instance de CLERMONT-FERRAND a fait droit à

CLERMONT-FERRAND a fait droit à la demande en contrefaçon de marque, en contrefaçon de modèle et en concurrence déloyale formée par la société les Joseph OPINEL & Cle.

Ce jugement a :

dit que les les Roger SOZEDDE en offrant en vente et en vendant des

Ce jugement a :

- dit que les Est Roger SOZEDDE en offrant en vente et en vendant des couteaux sons la dénomination « LE SAVOYARD » se sont rendus responsables d'actes de contrefaçon de la marque « LE SAVOYARD », appartenant aux Ets Joseph OPINEL & Cie, et d'usage de ladite marque ainsi contrefaite;

- dit que les Ets Roger SOZEDDE, en nifrant en vente et vendant une reproduction d'un modèle de couteau OPINEL n° 132.981, déposé le 11 avril 1958 par les Ets J. OPINEL, se sint rendus responsables de contrefaçon dudit modèle;

- dit qu'en agissant ainsi, ils ont, en outre, comains des actes de concurrence déloyale;

- dit que les Ets Roger SOZEDDE seront condamnés à réparer l'entier

seront condamnés à réparer l'entier

seront concennes a local préjudice subi; dit que la SARL COUTELLERIE ENEE & PELAYRE, les Eis DESIAGE SA et SOZEDDE DESIAGE SA et SOZEDDE

DESIAGE SA et SOZEDDE ANDRODIAS devront garantir les Ets Roger SOZEDDE à hauteur de 60% de l'ensemble des condamnations prononcées à son encontre; fait interdiction à la société Roger SOZEDDE, sons agreinte définitive et non comminatoire de 100 F par infraction constatée, de faire usage

et non comminatoire de 100 F par infraction constatée, de faire usage de quelque manière et à quelque titre que ce snit. de la marque « LE SAVOYARD »:

- fait interdiction à la société Reger SOZEDDE, sous astreinte définitive et non comminatoire de 100 F par infraction constatée, de fabriquer et de faire fabriquer, importer en France on offrir en vente et vendre ces conteaux reproduismi des caractéristiques ou modèles de conteaux des Ets Joseph OPINEL & Cie, protégés par le dépôt nº 132.981;

- a ordonné la publication du dispositif du présent jugement dans le jourtif du présent jugement dans le jourter

paraît aller le plus mal possible et pourtant empire chaque jour.

AL'URSS est conume un squelette à me, dit Kira Mouratova, on voit tous les défauts, toutes les cassures. En Occident, il y a de la chair, et des beaux habits, mais je ne crois pas que l'intérieur soit très différent. S'il rous plait, ne faites pas de mon film un document sur la perestroïka » Mouratova n'aime pas les interprétations, elle en a trop souffert : « Quand je ulrome asthénique, plus proche de la filmais une cour de ferme avec un chute dans un interminable vortex porc qui courait, il y avait toujours un que de la visite touristique. Et e'est fonctionnaire pour dire : « C'est

De même un texte propose un

outil de classification des cinéastes selnn leurs priorités : par exemple,

Pasolini privilegicrait, dans sa mise

en scène, les élémente à filmer

(comédiens, paysages, accessoires),

Renoir, la disposition de ces élé-

ments dans le champ, Godard, l'an-

gle d'attaque pour les aborder. Et

une série d'articles s'attachent à

repérer dans de nombreux films les

traductions cinématographiques de

la métaphore, de le métonymie, de

l'ellipse... et les usages qu'en firent

Pour qui jugerait ces jeux séman-tiques bien futiles, ou réservés seule-

ment à une poignée d'érudits, deux

textes en fin de volume viennent

éclairer l'ampleur des enjeux, leur

implication dans une réflexion beau-

coup plus vaste. Le premier est un

très précis et très réjouissant relevé

de la mise en scène de la visite au

Panthéon de François Mitterranden mai 1981, qui l'inscrit dans l'his-

toire des représentations du pouvoir

politique. Ensuite et surtout, une

réflexion sur le statut des mots, des visages, des paysages dans Shoah propose un véritable éclairage non

seulement sur le film, mais sur l'Ho-

★ Vertigo r= 6/7. Edité par Avan-cées cinématographiques-Ver-tigo, 224 pages. 178 F.

Dix ans

d'action culturelle

en films

Pour célébrer le dixième anni-versaire de l'arrivée de Jack Lang

versaire de l'arrivée de Jack Lang rue de Valois et l'ensemble des actions menées sous son «règne», le ministère de la culture a com-mandé une série de films. A son instigation, les cinéastes Jean-Louis Comolli, Serge Le Perron, Frédérie Compain, Robert Kra-mer, Pascal Kané et Stan Neuman

realisent chacun un document de

vingt-six minutes, produit par Les

Autant de voyages «transver-saux» dans la vic culturelle fran-çaise, avec priorité aux entreprises modestes, mais de longue durée, et

à la province. Seront ainsi mis en valeur l'enseignement culturel, la

réforme du corps des conserva-

teurs. l'engagement culturel de communes qui ont rarement l'honneur des gazettes, le travail du metteur en scène Christian Schiamette de l'acceptance de l'acc

retti à Reims, ou un voyage à tra-

vers les «industries culturelles»,

au fil d'une remontée de le Seine

rêvée autant qu'observée par Robert Kramer. Ces filme qui,

selon le ministère, feront autant place à la recherche formelle qu'au

document seront diffusés les jeudis soir sur Anteune 2 à partir de la mi-mai, et ils serviront à la promo-

tion de l'action culturelle, en parti-

culier à l'etranger.

locauste lui-même.

les plus grands réalisateurs.

Jeux sémantiques

Une passionnante analyse des films aux lumières de la rhétorique dans la revue « Vertigo »

Semestric paraissant quand it sion seconmise par Hitchcock en peut (une seule fois en 1989 et faisant mentir les images dans le 1990), austère, cher (178 francs – Grand Alibi.

symbolisez ainsi, n'est-ce pas?» Je disais : « Non, c'est juste un cochon qui court. » Mais on ne me croyait pus. » Et on interdisait ses films.

Dans le mailleur des cas : il y a huit ans, Parmi les pierres grises était saisi par la censure qui le coupait allègrement et détruisait le négatif pour que jamais il ne puisse être reconstitué – le film, superbe malgre les mutilations, fut montré à Cannes signé d'un pseudonyme. Quarre ans plus tard, Kira Mouratova realisait une adaptation d'une nouvelle de Somerset Maugham sous le titre Changement de destin : il ne put jamais franchir les frontières, le studio avait «oublié» de payer les droits aux béritiers de l'écrivain...

Le Syndrome asthénique sut, lui, seulement interdit par le ministère du cinéma, qui tenta de l'empêcher de participer au Festival de Berlin 1990 – cù il devait finalement remporter l'Our d'accent. Acheré con porter l'Ours d'argent. Acheté «en douce» par les membres d'un cine-club moscovite qui s'endettent euprès d'une banque, il est finale-ment eutorisé : le film sort sporadiquement dans telle nu telle cité soviétique, à vau-l'eau d'un système de distribution en totale désorganisa-

Dénoncée publiquement

Ce ne sont que quelques avanies dans la carrière d'une cinéaste qui ne les compte plus. Kira Mouratova à cinquante six ans. Elle e tourné sept films en vingt-sept ans, qui lui ont valu d'être dénoncée publiquement par le comité central d'Ukraine (elle vit à Odessa), désignée nux autres pinéagres comme l'arample à na company l'arample à la company l'arample à l'arample à la company l'arample à la company l'arample à l'a cinéastes comme l'exemple à ne pas suivre, virée de son studio à une époque où théoriquement la mise au chômage n'existait pas en URSS.

C'était avant que l'Occident commence d'apprendre son nom, en 1988, grace à la sortie de deux de ses premiers films. Deux merveilles de précision incisive et de délicatesse. precision incisive et de delicalesse, intitulées Brèves Rencontres (1967) et les Longs Adieux (1971). Elles installaient la cinéaste aux tout premiers rangs, près de celui qu'elle révère e comme une divinité naturelle», Ser-

guei Paradjanov. Aussi, ne venez pas parier è Kira Mouratova de privations et de pénu-

rie : « Je les subis comme tout le monde, mais à présent je peux faire les films que je veux, s'écrie-t-elle. Et même si on les interdit ensuite je m'en moque! C'est une telle irresse de n'avoir plus à demander la permission, je suis prête à avoir falm tous les jours pour cela. » Elle erie facilement, la Mouratova, elle se fiche en rogne, ce doit être comme ça qu'elle survit.

Et son Syndrome asthenique est un grand eri de colère, de l'ouverture film dans le film sous les auspices de in rage radicale, totale et irréfléchic d'une femme dont le mari vient de mourir - aux tombereaux d'insultes qu'en final une autre femme deverse. tournée vers le néant, vers le trnu noir de la camera, vers le public. De meme, sur un autre mode, la partie centrale du film, qui lui donne son titre (asthénie : manque de force, étal de dépression, de faiblesse).

de depression, de taiblessel.

Est-ce le peuple tout entier qui en souffre, ce peuple de zombies évitant le corps d'un homme assoupi sur le quai du mêtro? Ou cel homme, Kolia, fêtu de bonne vnlanté lasse sur le torrent de veulerie, de laideur et de violence du quotidien, qui et de violence du quotidien, qu trouve refuge dans un sommeil de plus en plus intempestif? Les deux,

camarade. Le Syndrome asthénique a la com plexité imprévisible du plus fiu de cauchemars et le détachement du plus impitoyable des documentaire Mouratova organise ce vertige où : croisent et se retrouvent cent persor nages, cinquante micro-histoire mille bribes de discours et une int

nité d'éciats de regards. Ses vues des rues de Moscou, ble tées de désespoir, zébrées par les tr fics et les errances, les absurdes barbares sinuosités d'un dét bureaucratique, deviennent des al tractions emouvantes. Dans dédales, Kolia le somnambule est guide aux yeux fermés, qui fin par partir, seul, irrévocablem assoupi, dans l'obscurité insonda

d'un tunnel. Scule aussi Mouratove, dan paysage dévasté du cinéma sov que, dans le désert miséreux de pays, qui a d'antres soucis. Mais bien ouverts, étonnante de lucidité et d'énergie, le regard précis et délicat comme un laser manié par

JEAN-MICHEL FRODON

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

							- MINIS
			Colette	CHATE	बहा	LE	S MIDIS
MUSEE		AI I	IOT-LUGAZ	THEAT MUSK		M	JSICAUX
O'ORSAY Jeses	1	~	Seprano Florence	DE PA	RIS		trios à cortes
11 avril Auditornii	_		KATZ	Lundi	edi 17	S	IRFLIUS
20 h 30	"		Hezzo-soprano Georges	Vende	edi 19	_	MARING
T&L LDC. 40-49-49	79	Di U	DERMACHER	12 h	(40 (almoleta)		14 17 ; INIV
p.a. Valin	ante	FLU	Pisno FURS DE L'OPERA	•			ENSEMBLE
Potre)	1			1		INTE	RCONTEMPORAIN
	I	Dir.:	BERNARD TETU			W	SCHOENBERG Le 19 : TRIO
	- 1	BR	AHMS, CHABRIER APLET, DEBUSSY	1	'	۰	SIBELIUS
			CCUTISERT	1		•	FRANÇAIS MERLET
Egilse de III	1	MIS	SA SOLEMNIS MOZART	1		1	REFTHOVEN
Madele	ine		ACAILLEM	SOS	BONNE	RA	CHMANINOV
Jeggs 11 anti		•	thorate des J.M.F. Solistes :	GR	AND	1	2. Carcella
3 20 h	45		R. IVERY B. VINCENT		asaphi- Éatre	V	ERESCO
Rens	19-54		~ CALIDIN	47	. r. de:	\$ F	CRODINE
Prix des pl		ہ ا	J. VILLISECH		oles. Sidž	1	2. Symphores
130 F	. 100 F	i	Jean BANTING		n 30	1	PARIS-SORBONNÉ Dir. J. GRIMBERT
et 70 b.e. N	e Pouggai	Į L	ouis MARTINI	74	Loc.	. 1	Da. 3. 4
Musiq		↓			2-62-71-71 NAC	'	
44994	TORIUN	. 6	RANDS PRIX	E	NTRÉE ONCERT	1	
CHA	TBET	18	TERNATIONAU)	(6	.e. Valende	te)	Merie
1 Lund	redi 12 15	1 "	le 12 : ABN	l s	alle		ATGER
Mer	gedi 17 fi 18	1	GAMPEL	1 3	ONSERVA-		soprano Catherina
Yen	dradi	E	EETHOVEN, CHOPII		NATIONAL S'ART	- 1	COLLARD
e 191	heures	.	le 15 : Laurent	1 1	DRAMATIO	UE	Piano Herbert
ip a	Valmain eneuve		KORCIA		2 bis, rue di Conservato	re .	DUPLESSIS
JT J. T	helea)	1			75009 Pari	5	Piano Christian
ui de		1	Sörensen, piano MOZART, PROKOFII SCHNITTKE	EV	Janet.		LARDE
x,		- }	le 17 : Tonerr	- 1	18 ovril 20 h 30	١	Fiù te Sonia
m-		- [THEDEEN	1	Tél Rens. 45-44-14	., l	WIEDER-
ies du		- 1	VICATES REPORT	١.	10 hà 13	h	ATHERTON
es.		- 1	SCHUMANN SEETHOVEN	1	p.e. Yakn Werner	ang to	Violencelle BRAHMS, DEBUSSY
SC OD-		- 1	DEBUSSY le 16 : Mario	1	Doublet		RAVEL, FAURÉ
es,		- 1	BRUNELL		CHÂTE	Eī	City of
nfi-		l	violonceile Massimo	Ī	THEATT	RE	Rirmingham
leu-		- I	SOMENZI		DE PAR	us	Symphony
tra- s et		1	BACH, STRAVING	KY	Vendre		Orchestra
bat		1	le 19 : Aydın		20 h 34		Dir.: Simon
ces		1	ESEN		Polivii)		Soor, Physia
t un			Piano jazz				BRYN-JULSON
nent	OPÉRA		JOSHU	Α			RAVEL
lable	DE PAR	NS ER	Georg Friedric	n	THEA	TRE	Orchestre
ns le	Dieners	arte	HAENDI		CHAM	APS-	STAATSKAPELL
vićti- e son	14 avri 19 h 3	0	THE KING	55	Vend	redi	* BRECRE
is les	TAL LO	C.	CONSO	RT	19 at		de DRESDE

CONSUK I KING

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES 47 23 47 77

CAMERATA ACADEMICA DU MOZARTEUM DE SALZBURG

Sandor VEGH, direction

(p.e. Vakna O. et C.I Tél. Ress. 47-23-47-77

gênant, à commencer par se femma, une harpie. Il y gagne la promotion sociala et l'emour d'Elizebeth McGovarn, meis

pel ressort « comique » est l'in-trusion d'un gentlaman anglais dans le milieu le plus américein qui soit, celui du business. La miea an scèna est malhaurausament bien plate. Pourtant, si le film - A Shock to the system en V O - est très loin da la légèraté, de l'acuité das modèlas, Michael Caine – plus que jamais « sujet da sa Grecieusa Majasté » – noyant son malaisa at ses dégoûts dens l'alcool, est parfaitement crédi-ble. Grêce à lui, on ne s'ennuie

pas tout le temps. COLETTE GODARD

L'alcool tue

BUSINESS OBLIGE

Noblesse oblige, fameux exem-ple d'humour cyniqua et britannique, où l'on voyait Alec Guinesa jouer las Fragoli et Incarner è lui saul toute une famille d'aristocratee... C'était la grande vague des années 50, avec Honni eoit qui mai y pansa, ou Arsenic at vieilles dantelles. Le film da Jen Egleson tenta de retrouver ce type de comique fondé sur la

menque de tout pardre per la n'est pas loin, Jen Eglesnn cita ses maîtree, lourdement il faut la dire. Il faut dire aussi qua le princi-

de Jan Egleson

flagme: on tue comme on prend une tasse de thé, sans heulter les bonnes manièree.

D'abord, Michael Ceina. cadre préoccupé par une cer-rière qui bat de l'aila, tue par mégarde un clachard sur le quai du métro. Comme personne ne s'en aperçolt, il envisage da supprimer toue ceux qui le

PALMARÈS ET CONCERT DES LAURÉATS DU CONCOURS



Lundî 15 avril 1991 à 20 h 30 Dimanche 14 avril 1991 à 11 h MOZART MENDELSSOHN MOZART



Le Monde ARTS ET SPECTACLES

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT **Christiane Tricoit**

Auditorium Maurice Ravel

Lundi 29 avril - 20 h 30

Bordeaux – 56 52 75 21

Lyon - 78 60 37 13

COFORMA et les Editions François-Robert 18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS Tél.: 40-60-05-01 Fax: 45-57-29-41

SOZEDDE.
Par arrêt du 21 janvier 1991, la cour
de RIOM a confirmé le jugement en toutes ses dispositions.

tif du présent jugement dans le jour-nal la Montagne et le juuraal la Monde aux frais de la société Roger

PUBLICATION JUDICIAIRE

RECTIFICATIF Par arrêt en date du 20 décembre Par arrêt en date du 20 décembre 1990, après cassation d'un précédent arrêt du 5 décembre 1988, la couraire du 5 décembre 1988, la couraire appel de PARIS (13- chambre) à relaxé du chef de publicité fausse et de nature à induire en erreur M. DUROS Alain, né le 14 septembre 1937 à BORDEAUX (33), et demeurant à PARIS (16-), 33, avenue Mozart.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL.

LES FILMS NOUVEAUX

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI Les Archives du film présentent : le Dernier Tournant (1939), de Pietre Che-nal, 16 h ; le Dernier Tournani (1939), de Pietre Chenal, 19 h ; Un regard sur le cinéma de Tadashi Imai : l'Histoire d'amour pur (1957, v.o. s.t. anglais), de Tadashi Imai, 21 h.

PALAIS DE TDKYO (47-04-24-24) MERCREO

Shakespeare au cinéma : Marc-Antoine et Cléopâtre (1913), d'Enio Guaz-zoni, 18 h ; Angoor (1981, v.o. s.t. anglais), de M. Gulzar, 20 h.

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) MERCREDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : Ou es tu Tchapal ? (1984, v.o. traduction simultanée), de Talgat Teme-nov : Tu n'es pas orphelin (1862, v.o. traduction simultanée), de Choukhrat Abbassov, 14 h 30 : la Route blanche (1989, v.o. traduction simultanée), de Margerita Kassymova ; le Premier matin de la jeunesse (1970, v.o. traduction simultanée), de Daviat Khoudonazarov, 17 h 30; les Cavaliers du matin (1981, . traduction simultanée), de Mared Atakhanov er Khodjadourdy Narliev,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande gelerie. porte Saint-Eustache. (40-25-34-30)

Gamins de Paris : Jeune Public : Derrière la fenêtre (1987) de Jeen Schmidt. Un gosse de la butte (1963) Le M. Delbez. 14 h 30; Actualités anciennes: Ecleir journal, 15 h 30; Carte)blanche: Daniel Karlin: | Aubervil-liers (1945) de E. Lotar, la Fontaine des innocents (1984) de Jeen Schmidt, la Première Nuit (1958) de Georges Franju, 18 h 30 ; Révoltes : Bande ennonce : On n'arrête pas le enntemps (1971) de René Gilson, la Lendema (1970) de Jean Dasque, Cocktail Molotov (1979) de Diane Kurys, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS LES AFFRANCHIS ("") (A., v.o.) :

Cinoches, 6: (46-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Besubourg. 3º (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6. (42-

94-94) : UGC Biarntz, 8- (45-82-20-40) : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) ; Escurial, 13 (47-07-28-04) : 14 Juillet Seaugrenatie, 15 (45-75-79-79). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : Forum Horizon, 1. (45-08-57-57); George V, 8- (45-52-41-48): UGC Normendia, 8- (45-63-16-16): v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93): UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Seint-Lazare-Pasquier, 8. (43-87-35-43); Pathé Françeis, 9. (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) : Mistrel, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-05) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; Le Gambetts, 20- (46-36-

10-951 LES ARNAQUEURS (A., V.O.) Cinoches, 6- (45-33-10-82); Lucernaire, 6. (45-44-57-34). AUJOURO'HUI PEUT-ÉTRE... (Fr.)

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Geumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) : Gaumont Opére, 2- [47-42-50-33] : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) : La Pegode, 7 (47-05-12-15) : Gaumont Ambassade, 8- (43-58-19-08) : La Basrille, 11 (43-07-48-60) : UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) : Gaumont Alésia. 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Convention. 15- (48-28-42-27) : Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-94) ; Le Gembetta, 20- (46-36-10-95).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PEROU (Cen.) : Laune, 4- (42-78-47-86) ; Le Serry Zèbre, 11- (43-57-

BASHU. LE PETIT ETRANGER franien, v.o.): Utopia Champolfion, 5- (43-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; Pathé Marignen-Concorde, 8-(43-59-92-82) : Sept Pernessiens, 14-(43-20-32-20) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) : v.f. : Pethé Français, 9- (47-70-33-88).

LE BUCHER DES VANITÉS IA v.o.) : Gaumont Les Helles, 1- (40-25-12-12); 14 Juillet Odéon, 6, (43-26-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8-(43-59-04-57) ; v.f. ; Pathé Français, 9-(47-70-33-88) ; Les Montpamos, 14-

(43-27-52-37). BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) Forum Orient Express, 1- (42-33-42-25); Pethé impérial, 2- (47-42-72-52); Las Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; George V, 8° (45-62-41-46) ; v.f. ; Feuvette Bis, 13° (43-31-

20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01). LE CERCLE DES POÈTES OISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V. 8- (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MERE (Fr.) Studio des Ursulines, 5- (43-25-19-09) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-

COUPS POUR COUPS (') (A., v.t.) : Rex. 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94).

EDWARD AUX MAINS D'AR-

GENT. Film américain de Tím Bur-

ton, v.o. : Ciné Besubourg, 3- (42-

71-52-36); UGC Oddon, 6- (42-25-

10-30) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-

94-94) : UGC Champs-Elyaées, 8

(45-82-20-40); UGC Meillot, 17-(40-88-00-18); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastilla, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13- (45-61-94-95); Geu-

mont Pernasse, 14- (43-35-30-40); Mistral, 14- (45-39-62-43); UGC

Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

PLAISIR D'AMOUR. Film français

de Nelly Kaplan : Forum Horizon, 1-(45-08-57-67) ; Pathé Impériel, 2-(47-42-72-62) ; Pathé Hautefsuille,

(47-42-72-62); Pattis hautistics, 6- (48-33-78-38); Pattis Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Fau-vette, 13- (43-31-55-86); Pathid Montpamasse, 14- (43-20-12-06);

Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) :

POUR SACHA. Film français

d'Alexandre Arcady : Forum Hori-

36-83-93) : UGC Denton, 6- (42-25-

74-94-94); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Saint-

10-30) ; UGC Montparnasse, 6- (45-

Lezere Pasquer, 8- (43-87-35-43) :

UGC 6lamitz, 8- (46-62-20-40); Pethé Frençais, 9- (47-70-33-88); Les Netjan, 12- (43-43-04-67); UGC

(43-07-48-60) ; Gaumont Pamesse, 14-

EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odeon,

END OF THE NIGHT (A., v.o.)

Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) : George V, 8 (45-82-41-46).

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1º (42-33-42-25); Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); UGC Rotonde,

8 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8

(45-63-18-15) ; Studio 28, 18- (48-06-

FARENDJ (Fr.-It.-Brit.) : Saint-André-

LA FRACTURE OU MYDCAROE

(Fr.): 14 Juillet Parnasse, 8- (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); George V, 8- (45-52-41-46); Fauvette, 13- (43-31-56-86).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V. 8' (45-62-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montpar-nasse, 5- (45-74-94-94).

LA GLOIRE DE MON PERE (Fr.) ;

Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15- (48-

GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Orléon, 6- (42-25-10-30) ; UGC Biarritz,

8• (45-62-20-40) : Biervenue Monspar-nasse, 15• [45-44-25-02] : v.f. : Para-mount Opéra, 9• (47-42-58-31).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epés de Bois, 5 (43-37-57-47) : L'Entrepôt,

HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe,

HENRY & JUNE (") (Fr., vo.)

HENRY V (Brit., v.o.): 14 Juillet Par-nasse, 6- (43-26-58-00); Elysées Lin-coin, 8- (43-59-38-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (") (A., v.o.) : Les Trois Luxem-

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) :

Rex. 24 (42-36-83-93) ; Grand Pavois.

HOT SPOT (") (A. v.o.) ; Epée de

8. (45-74-93-50).

Cinoches, 6- (45-33-10-82).

bourg. 6- (46-33-97-77).

15- (45-54-46-85).

Bois, 5- (43-37-57-47).

des-Arts H. 6 (43-26-80-25).

zon. 1. (45-08-57-67) : f4

10-961.

(43-35-30-40).

6- (43-25-59-83).

ette, 20- (46-36-10-86)

(sade, 8: (43-59-18-08); 14 Juillet Bes-tille, 11: (43-57-90-81); Gaumont Par-nesse, 14: (43-35-30-40). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

v.o.) : Cinoches, 5. (46-33-10-82) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-86). MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumoni Les Halles, 1* (40-26-12-12); Rex, 2* (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94) ; La Pagoda, 7- (47-05-

Lyon Baatille, 12 (43-43-01-58)

UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistral, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juli

lat Seaugrenelle, 15. (45-75-

79-79) : UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17- (40-

58-00-15); Pathé Wepler II, 18-

Film américain de Jonathan Den

LE SILENCE DES AGNEAUX. (*)

v.o. : Geumont Las Halles, 1. (40-

28-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Ciné Basubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-

25-59-83) : Gaumont Ambassade.

8- (43-59-19-08) ; UGC Normandle,

8- (45-63-16-16) : 14 Juillet Bestille.

11. (43-57-90-81) ; Gaumont Ald-

sia, 14 (43-27-84-50); 14 Jullet Seeugrenelle, 15 (45-78-79-79); Bienvende Montperrasse, 15 (45-

44-25-02) ; UGC Maillot, 17- (40-

68-GO-16) ; v.f. : Rex, 2. (42-36-

83-93); UGC Montparnasse, 5- (45-74-94-94); UGC Opére, 9- (45-74-95-40); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Sastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-

61-94-96) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wapler,

18- (45-22-46-01).

(45-22-47-94).

(43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46) ; Gaumont Pamassa, 14-

(43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Répu-plic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denert. 14- (43-21-41-01); Grand Payole, 15- (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15-POUSSIÈRES DANS LE VENT

Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5. 43-28-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Friomphe, 8 (45.74-93-50) ; UGC Opera, 9 (46.74-85-40) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; v.f. : Breregne, 6- (42-22-57-97).

SAILOR ET LULA (7 (Brit., v.o.) Studio Gelande, 5. (43-54-72-71); Lucemake, 6. (45-44-57-34); Club Geumont (Publicis Metignon), 8- (43-59-31-971.

SOGNI D'ORO (ft., v.o.) : Ciné Beau young, 3+ (42-71-52-36) : Le Saint-Ger nein-des-Prés, Salle G. de Beauregard, ô- (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8-(45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81) ; Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20). SOUVENIRS OF LA MAISON

JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86); Lucemaire, 5- (45-44-57-34). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Siné Beeubourg, 3- (42-71-52-36) ; La 3erry Zabre, 11- (43-57-51-55).

LA TRIBU (Fr.) : UGC Normandia, 8 45-63-18-15); Les Montparnos, 14-43-27-52-37). LE TRIOMPHE DE BABAR Fr.-Can.): Club Gaumont (Publicis Mati-inori), 8- (43-59-31-97); George V. 8-(45-62-41-48); Fauvette, 13- (43-31-

56-86) ; Les Montpamos, 14- (43-27-91-68). UN COMPAGNON DE LONGUE

DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3. (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). UN FUC A LA MATERNELLE IA..!

v.f.) : Fauvette, 13- (43-31-56-86). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6- (45-44-67-34). URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-

41-46) ; Les Montparnos, 14- (43-27-52-37) WE THE LIVING (it., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

LES SÉANCES SPÉCIALES ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-66) mer. 18 h. dim. 18 h 30.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) mer.

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES CHERIE, JAI HEINEC LES GOSSES (A., v.f.): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-89) mer. 13 h 30. LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.): Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) mer., evec. LE DÉCALOGUE 2, TU NE COM-METTRAS POINT DE PARJURE (Pol.,

v.o.) : Reflet Logos 8, 5- (43-64-42-34) mer. 12 h 10. DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer., ven., mar. 18 h. jeu., sam. 14 h. dim. 20 h.

EMMARUELLE (*) (Fr., v.o.) : Studio Gelande, 6° (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

L'EPOUVANTAIL (") (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mer. à 11 h 50 T.U. : 20 F.

EXCALISUR (A., v.o.) : Seint-Lam-iert, 15- (45-32-81-68) mer., ven L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) mer. 18 h 45, ven. 20 h, sam., dim. 22 h 30, mar. 16 h 45.

EXTREMES LIMITES (A.): La Séode, 19 (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dam., mer., de 10 h à 22 h. Le Géode est ouverte le lun., peodant

FANTASIA (A.): Denfert, 14- (43-21-41-01) mer. 10 h, 15 h 30, sam., dim. 16 h 30. LE GRAND SLEU (Fr., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) (son SR ver-sion longue) mer. 21 h, jeu., ven., lun., mer. 14 h.

mar. 14 n.

LA GUERRE DES SOUTONS (Fr.):

14 Juillet Parmasse, 6 (43-26-58-00)
mer., sam., dim. à 13 h 50, 16 h 40 (de 14 ans : 15 r).

HIGHLANDER, LE RETOUR (A. v.o.): Grend Pavois, 16 (48-54-48-85) mer., km. 17 h, jeu. 20 h, dim. 22 h 30, mer. 18 h 45.

JULES ET JIM (Fr.): Les Trois uxembourg, 6 (46-33-97-77) mer., ren., dim., mer. à 12 h. LE KID (A.): Escurial, 13 (47-07-28-04) mer., sem., dim: \$ 10 h 15 (- de 15 ans : 16 f). LENINGRAD COW-BOYS GO AME-BICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémae, 11- (48-05-51-33) mer. 21 h 40.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.l.) : Saint-Lambert, 16- (45-32-91-68) mer., sam. 15 h 15, dim. 13 h 30, lun.

Cinémas, 11 (48-05-51-33) mer., sam. METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavols, 15 (45-54-46-86) mer. 22 h 30, Jeu. 17 h 15, sam. 0 h 30, dim. 18 h 45. 17 h 10

METROPOLITAN (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5- [43-64-42-34] mer., ven.,

MR AND MAS BRIDGE (A., V.O.) Studio des Ursudnes, 5- (43-25-19-09) ner., jau., ven., mar. 11 h 45. PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. 7.0.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) ner. 20 h 45, jeu. 15 h 30, ven. 18 h, sam. 12 h, 18 h 05, 0 h 30, dim. 12 h,

mer. 14 h. PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) mer. 13 h 45. PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Escu-

riel, 13- (47-07-28-04) mer., dim. 10h (- de 16 ans : 15 F.). QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88) mer., mar. 21 h, ven.

RAIN MAN (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3- (42-76-00-18) mer., sem., ., mar. 21 h. ven. 19 h. dim. 20 h 45. LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Seint-Lembert, 15- (45-32-91-58) mer. 19 h, hm.

REVOLUTION (Brit.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) mer., Jeu., ven., sam., tun., mar. à 12 h T.U. : 20

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 5- (45-44-57-34) mer., sam., dim, à 14 h, 15 h 45, 17 h 30. SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) mar. 22 h.

STRANGER THAN PARADISE IA. All., v.o.): Utopia Chempoliton, 5- (43-26-84-65) mer., jeu., ven., dim., km., mar. à 22 h 10.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Cen., v.f.) : Studio Gelande, 5- (43-54-72-71) mer. TELS PÈRES TELLE FILLE (A., v.f.) :

Grand Pavois, 15- (45-54-46-86) mer.. sam., dim. 17 h, jeu. 13 h 45, tun. 16 h, mar. 18 h. THELDNIOUS MONK (A., v.o.) : mages d'ailleurs, 5. (45-87-18-09)

mer. 18 h, jeu., dim. 18 h, sem., lun. 22 h, mar. 14 h. TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-11-68) mer. 17 h. TOM, JERRY, DROOPY ET TEX

VERY (A., v.o.): Le Berry Zebre, 11, 43-67-51-65) mer. 17 h, sam. 16 h 15. LES TORTUES NINJA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 16 (45-32-91-88) mer. 17 h 15, sam. 13 h 30, dim. 15 h 15.

37-2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) mar., dim. UN POISSON NOMMÉ WANDA

(A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3-(42-75-00-18) mer. 19 h, sam. 18 h 10, dim. 18 h 45, ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14• (43-21-41-01) mer., sem. 17 h 40.

LES GRANDES REPRISES

A NIGHT IN HAVANA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71).

LE CIEL PEUT ATTENDRE IA. v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tat. 5- (43-54-51-60). COMMENT ÉPOUSER UN MIL-LIDNNAIRE (A., v.o.) : Action Ecoles. 5- (43-25-72-07).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 8-(46-33-10-82) FANTASIA (A.) : Cinoches, 8- (46-33-10-821

PEDORA (A., v.o.): Action Christine, B- (43-29-11-30).

LA FLUTE ENCHANTEE (Su., v.o.) : Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40); Les Trois Batzec, 8: (45-81-10-60). HUIT ET DEMI (it., v.o.): Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40).

INOIA SONG (Fr.) : Latina, 4- (42-78-LE MEPRIS (Fr.) : Les Trois Luxem bourg, 8- (48-33-97-77). LE MESSAGER (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 6- (43-29-44-40).

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09). SATYRICON (IL, v.o.) : Accatone, 5-(46-33-86-86).

LE SOUPIRANT (Fr.) : La Champo -Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60); TOUS EN SCENE (A., v.o.): Les Trois Lixembourg, 6- (48-33-97-77). TRISTANA (Esp.-It.-Fr.): Racine Oddon, 6- (43-26-19-68).



25-10-30) ; UGC Rotonde, 6- (45-74- | 60-74) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-**AVRIL 1991**

Le Monde

EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE.

116 pages - 45 F

Le Monde LEDUCATION

ENQUÊTE

ÉCOLIERS. COLLÉGIENS.

LYCÉENS... LA SANTE, ÇA VA ?

ÉVALUATION LE PALMARES DES IUT. LES BTS. MODE D'EMPLOI.



Premier dossier LA SIDÉRURGIE

Second dossier LE BRÉSIL

Le Monde 🎫 PHILATELISTES

- Thématique : la franc-maconnerie.
- · Histoire postale : les plis des services en régime
- international. Comment faire éditer une télécarte ?
- En vente chez votre marchand de journaux

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ OF L'ETRE (A., v.o.) ; Cinoches, 6 (46-33-LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Classique : les timbres coupés de Djibouti.

Orient Express, 1 (42-33-42-28): Saint-André-des-Arts I. 6 (43-26-48-18); George V. 8 (45-82-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). LASYRINTHE DES PASSIONS (Esp. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1-(40-28-12-12) ; Publicis Seint-German, 8 (42-22-72-80) : Gaumont Ambas-

LE SYNDROME ASTHÉNIQUE. Film soviétique de Kira Muretova, v.o.: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-62-38) : Panthéon, 5- (43-54-42-56-31); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Les Netion, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13- (45-51-94-95); Gaumont Alésia, 14-)43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52)

57-57); Gaumont Opera, 2* (47-42-60-33); Bretagne, 6* (42-22-57-97); UGC Oddon, 5* (42-28-10-30); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23); Gaumont Alésie, 14* (43-27-84-50); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2* (42-36-83-83); Fauvette, 13* (43-31-68-83-83); 48-01). 56-86) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) , Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambette, 20- (46-36-LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra. 2. (47-42-80-33) ; Pathé Heutefeuille. 6- (46-33-79-38) ; Publicis Chemps Ely-sées, 8- (47-20-76-23) ; La Bastille, 11-

Gambetta, 20- (48-36-10-96). MERC! LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Danton, 6. (42-25-10-30) ; Pethé Marignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); Paramount Opers, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Alesia, 14. (43-27-84-50); Miramar,

MISERY (*) (A., v.o.) : UGC Triemphe, 8- (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2- (42-35-83-93) : UGC Montparresse, -5- (45-74-94-94). images d'ailleurs, 5+ (45-87-18-09).

v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galende, 6 (43-54-72-71) : Grand Pavois, 16 (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2

(A., v.o.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26): Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82); v.f.: UGC Opére, 9- (45-74-96-40): Pathé Mont-

Fauverte. 13 (43-31-56-86).

pernasse, 14- (43-20-12-06) ; Pethé LETTRES D'ALOU (Esp., v.o.): Studio 28, 18- (46-06-38-07) mer., jeu. 18 h, 21 h. Clichy, 18- (45-22-46-01). DN PEUT TDWOURS REVER (Fr.): L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-18-08); Miramar, 14- (43-20-15 h. MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic 89-52). LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.): Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); UGC Odeon, 6• (42-25-10-30); Pathe Merignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Biernitz, 8 (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-85); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Escurial, 13- (47-07-28-04); Kinopanorama, 15-(43-06-50-50); v.f.: Paramount Opéra. 9- (47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); Gaymont Alésie, 14- (43-27-84-50) : Pathé Montparnesse, 14-

93-50) ; Paramount Opére, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Mietral, 14- (45-39-52-43); Sept Pemassians, 14- (43-20-32-20). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1. (45-08-14 Juillet Besugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (40-68-57-57) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-00-15); Pathé Clichy, 18. (45-22-LA MAISON RUSSIE (A., V.O.) Forum Horizon, 1- (45-08-67-57); 14 Juillet Odéon, 6. 143-25-58-83) George V, 8 (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. :

Pathé Français, 9- (47-70-33-98); Fauvette Bla, 13- (43-31-60-74); Mistral, .14- (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Le

14- (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-94) ; Le Gambette,

MILLER'S CROSSING (') (A., V.O.) : forum Orient Express, 1. (42-33-42-25) : Pathé Hautefeuille, 6-448-33-79-38) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) : Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) : LE MYSTÈRE VON BULOW (A.

(47-42-60-33) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) : Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI

mister Johnson (A., v.o.); mages d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) ner., ven. 20 h, sem. 18 h, dim, 14 h, kin. 18 h.

1

Y.

3. :

1. .

45.0

· ...

· Die Catherine

3 LT

olon

Sint 🙀

4

-

м 🏣

1

e etter

14 mg 14 mg

SECTION B

24 Convention FNE aux Chantiers de l'Atlantique: - Hachette décide de geler les actions de Montana.

26 La Cariplo entre dans la capital des Wagons-lits. 27 Bourse de Paris.

BILLET

Controverse autour de la formule d'abornement autres d'un médecin généraliste.

Le credo de la FNSEA

Le congrès de la FNSEA, qui s'ouvre le mardi 9 avril à Angers, sera le baptême du feu du nouveau ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz. Un en eprès le congrès de Versailles, qui avait marqué son divorce avec l'ancien locataire de la rue de Varenne, M. Henri Nallet, le principal syndicat d'exploitants agricoles vit, depuis près de six mois, une certaine lune de miel avec M. Mermaz. Il est vrai que jusqu'à présent la FNSEA n'e pes eu trop à se plaindre de son ministre, celui-ci défendant, avec une dextérité inattendue pour un « néophyte », les dossiers chauds de l'actuelité agricole : les négociations du GATT et la réforme de l'Europe

Avec son accent rocailleux de l'Aveyron, le président de l'organisation, M. Raymond Lacombe, répétera au ministre son credo : d'abord préserver une politique egricole fondée sur la garantie des prix, la maîtrise des marchés et la préférence communautaire, C'est sous couvert de tels préalables que la FNSEA acceptera un plafonnement des aides et une redistribution des soutiens en faveur des exploitants les plus défavorisés. « Entamer la réforme par une baisse des prix brutale est inacceptable », tempete M. Lacombe, qui appelle le ministre à « poursuivre la résistance à Bruxelles ».

La FNSEA admet ensuite le : nécessité d'aluster l'offre à la demande. Mais elle ne veut pas que les surplus céréalier et laitier apparus pendent les dernières campagnes donnent à nouveau aux egriculteurs l'image de fauteurs d'excédents. « La débat sur la maîtrise des productions doit tenir compte des critères de sécurité elimentaire et des déséquilibres Nord-Sud», prévient le leader de le Fédération, qui entend enfin promouvoir une meilleur cohérence agricole entre les régions, admettant même que des zones fragiles existent dans tous les départements, y compris les plus favorisés.

Peu à peu, le syndicet majoritaire reconnaît le droit à l'existence d'une agriculture multiforme, moins intensive et mieux répartie sur le territoire. Une évolution salutaire qu'il demande à M. Mermaz de prendre à son compte. « On le surveille (», s'exclame M. Lacombe, qui quittera ses fonctions avant la fin de son mandat, prévue en mers 1993. Il restera cependent en poste eu lendemain du congrès d'Angers. lancant à bon entendeur qu'ensuite, « le compte à rebours aura commence».

ment en seconde année.

15 juin 1991.

ERIC FOTTORINO

Aux étudiants tituleires d'un diplôme d'Ingénieur, de méde-

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du

premiers centres européens de gestion et de management.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature :

ESSEC - Admissions BP 105

• Prochaine session pour le rentrée 1991 :

Documentation et dossier d'inscription :

6, 9, 10 septembre 1991.

cin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres,

Première étape de la renégociation de la dette brésilienne

Brasilia réglera les arriérés accumulés auprès des banques

Après un moratoire de fait de irès de deux ans, et treize mois de négaciation, l'espoir d'une renégociation de la dette brésilienne – d'un montant total légèrement supérieur à 120 milliards de dollars - n'est plus totalement utopique. Les autorités de Brasilia ont annonce, lundi 3 avril, qu'elles étaient pervenues à un eccord pour le paiement des quelque 8,5 milliards de dollars d'erriérés d'intérêts accumulés auprès des banques commerciales. Le remboursement du quart de cette somme est prévu pour cette année, le solde étant converti en titres obligetaires à maturité de dix

RIO DE JANEIRO

Ce qui représentait, pour les banques commerciales, un préale-

de notre correspondent

dooc acquis, sous réserve de la ratification par le Sénat. Depuis quelques mois, le Brésil avait assoupli sa position en indiquant, au mois de décembre, une reprise particile des paiements el eo confirmant cette annonce per le versement, le 15 mars, de 30 % de 'échéance semestrielle au jour dit. Le mioistre de l'économie, M∞ Zelia Cardoso de Mello, avait elle-même unnoncé la possibilité d'un accord rapide au moment de la présentation par le président Fernando Collor de Mello de son «Grand projet» de reconstruction nationale (le Monde du 19 mars

Les pressions internationales ne se sont guère relachées durant cette période. Le Brésil, cachant à peine sa volonté d'ignorer les banquiers pour privilégier un accord avec le FMI et le Club de Paris (les créanciers publics), s'est attiré, au mois de septembre dernier, les foudres de M. Michel Camdessus. Le directeor général du FMI affirmait alors que sans une sérieuse négociation avec les banques privées aucun secord ne serait possible avec les

organisations multilatérales. Une situation d'autant plus intenable que le Brésil apparaıı de plus en plus comme le « mauvais élève »

Le président Fernando Collor de Mello s'est engagé dans une politique de stabilisation et de restructuration de l'économie dont les résultats sont encore très aléatoires. Après deux plans en moins d'un an, la priorité donnée à la lutte contre l'inflation se beurie toujours à de nombreuses résistances, la récession contioue de s'aggraver, les privalisations trainent, et la popularité de la nouvelle équipe l'érode en conséquence.

L'accord intervenu lundi, s'il ne règle pas, loin s'en faut, le problème de la dette brésilienne, permet d'envisager un certain retour de la consiance, et la recherche de solutions durables. Reste à savoir si, après cette première étape labo-rieusement franchie, les discussions à venir pourroot aboutir rapidement. Les banquiers et experts se montrent, eux, toujours fort sceptiques.

Pour accroître leur part du marché des micro-ordinateurs

Dix-neuf sociétés d'informatique s'allient contre IBM et Sun

Dix-neuf sociétés d'informatique du monde entier (européennes, américaines et japonaises) ont constitué un groupement, annoncé le 9 avril à New-York et è Bruxelles, pour définir et développer des microordinateurs et stations de travail selon das specificatione communes. Une offensive destinée à contrer les numéros un de ces marchés, IBM pour les microordinateurs, et Sun pour les stations de traveil.

En ioformatique l'heure est à la standardisetion. Après avoir développé des systèmes « propriétaires », qui liaient les utilisateurs à une marque donnée, les construeteurs savent aujourd'hui que pour satisfaire la demande de leurs clients, ils doivent leur offrir des systèmes « ouveris » capables de communiquer avec des machines d'autres fabricants. Les leaders sur un segment du marché ne se posent pas trop de questions : leur position dominante a pour avan-DENIS HAUTIN-GUIRAUT | tage d'imposer leurs spécifications.

(FML Banque mondiale) est mas-

sive. Sous la pression des Améri-

cains, la Pologne a obtenu l'annula-

tion de plus de 50 % de sa lourde

delte, un cadeau tout à fait excep-

lionnel. Qu'en est-il des capitaux?

L'an dernier, les investisseurs occi-

dentaux prives ont pratiquement

boycotté la Pologne. Le montant

total de leurs investissements - pla-

cés pour la plupart dans des joint-

venlures - atteignait à peine 350

millions de dollars, trois fois moins

que les placements effectués dans un

pays trois fois plus petit, la Hongrie!

mauvaise conjoncture de l'aonée

1990. Pour attirer les industriels de

l'Ouest, le ministre des privatisa-

tions. M. Janusz Lewandowski,

annoncail encore, dans un entretien

accordé au Monde du 16 mars), de

nouveaux avantages en faveur des

capitaux privés qui viendront s'in-

vestir sur les bords de la Vistule.

Investir dans un pays qui oblient, à

force de ae pas la rembourser, une

annulation importante de sa dette?

Beaucoup d'industriels hésiteront.

En décidant d'effacer 70 % de la

dette publique à l'égard des Etals

Unis, les Américains, qui poussent

les autres pays à en faire autaot, ont peut-être fait à la Pologne un cadeau

ÉRIK IZRAELEWICZ

empoisonne.

Normal, dira-t-on, en invoquant la

Aux challengers de se débrouiller ensuite pour offrir des solutions compatibles.

Pour sortir de cette situation de dépendance, des alliances se soot creées ces dernières années. Dernière en date : « the Advanced computing environment " ou ACE, annoncée mardi simultanément à New-York et Bruxelles, regroupe dix-neuf sociétés d'informatique, constructeurs d'ordioateurs et sociétes de logiciels (1). Son objec-tif est de définir des spécifications communes pour les micro-ordinateurs et les stations de travail ordinateurs, souvent utilisés en réseau ou connectés à de plus grosses machines et particulièrement doués pour faire des graphiques).

Ces spécifications concernent les trois parties les plus importantes d'un ordinateur : le processeur central, c'est-à-dire le cerveau de la machine; le système d'exploitation qui coordonne le sonctionnement des différentes parties, et le bus, chargé de véhiculer les données d'une partie de l'ordinateur à un

Le ralliement à Mips

En ce qui concerne le processeur central, le groupement retient les processeurs Intel, pour les microordinateurs, et le processeur Rise (Reduced Instruction set computer) de la société américaine Mips Computer pour les stetions graphiques. Le processeur Intel est celui qui équipe les micro IBM et compatibles, voie dans laquelle s'était déjà engagée tous les membres du groupement. Les processeurs Intel équipent environ 80 % des micro tien d'abord du FMI, ensuite du professionnels. Il aurait donc été Club de Peris (les créanciers suicidaire d'en choisir un autre. Le ralliement à Mips est une façou de publics). Pour 1991, le pouvoir s'en liendra è une augmentation du poucontrer le processeur Spare, propre voir d'achat en ligne avec relle de la a Sun, le numéro un des stations de travail, avec 38 % de parts de marché, devant Hewlett Packard production, un objectif de croissance de 3 % ayant été retenu. Le (20,4 %) et Dec (16,9 %). En outre, gouvernement pourra-t-il engager le processeur Mips a le grand avanl'élape suivante, alors que s'annoncent des élections législatives à l'autage de fonctionner avec n'importe quel autre système d'exploitation, ce qui donnait donc toute latitude Les capitales et les capitaux. au groupement pour le choix de ce M. Lech Walesa a réussi à conveincre les premières. L'aide officielle

deroier. En ce qui concerne les systèmes des organismes internationaux d'exploitation, le groupement ACE a oplé pour deux systèmes : OS-2 NT de Microsoft, et Unix version OSF. Le choix d'OS-2 NT (plutôt destiné aux micro-ordinaleurs) est une attaque confre IBM [leader de ce marché), et son propre système d'exploitation, égale-ment appelé OS-2. Le choix de la version OSF d'Unix (plutut destiné aux stations de travail) s'oppose au choix de Sun (numéro un des stations de travail), qui a opté pour 'autre version d'Unix, celle de ATT, développeur initial de ce sys-

lème d'exploitation. Enfin, en ce qui concerne les bus, le groupement propose là aussi deux standards : soit le TurboChannel de Dec, soit le bus EISA, dont l'architecture a été définie il v a quelques années par neuf constructeurs pour contrer IBM et son bus MCA. Les membres du groupement s'engagent à développer au moins une machine conforme aux spécifications ACE.

(1) Les dix-neuf sociétés membres d'ACE sont: the Acer Group, Compaq, Control Data, Digital Equipment, Kubota Computer, Microsoft, Mips Computer, Nec, Nippon Kukan KK, Olivetti, Prime, Pyramid Technology, the Santa Cruz Operation, Silicon Graphics, Sony, Sumi-tomo Electric Industries, Tandem, Wang et Zenith (Bull).

ble à toute discussion sur le rééchelonnement des créances semble La transition

polonaise engagée

Suite de la première page

Les comptes joternes et externes, ont été rééquilibrés. Grâce à la suppression de nombreuses subvenlious, le budget de l'Etat, encore jourdement déficitaire en 1989, a dégagé un léger surplus en 1990. Les comptes extérieurs enfin se sont retablis: la stagnation des importations et l'envol des exportations ont permis à la Pologne de réaliser un excédent commercial en devises importants (3,8 milliards de dollars) et un surplus des paiemeots cou-rants (1 milliard de dollars). Mieux, ils traduisent une rapide réorientstion des échanges vers l'Ouest : les ventes y ont augmenté de 40 % l'an

Ces belles performances conjone urelles sont cependaol fragiles. L'environnement international (l'effondrement de l'écocomie soviétique, le ralentissement de la croissance à l'Ouesi, l'eugmentation du prix du pétrole...) n'est guère favora-ble. Le commerce extérieur en devises - qui comprend maintenant tous les échanges avec l'URSS - a replongé dans le rouge su début de cette année. La production étatique continue de baisser. Les pressions à la hausse des prix restent fortes.

La confiance dans le zloty

Ce retour aux graods équilibres a déjà coûté cher aux Polonais. Il a en effet été obtenu au prix d'une forte contraction de l'activité (une baisse de 13 % da revenu national, selon les statistiques officielles) et d'un effoodrement de le production industrielle (une chute de 23 % dans le secteur d'Etat). Tout le monde a

payé. Clé du dispositif, la politique saleriale a été jusqu'à présent extrêmement sévère. Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 28 % l'an deroier. La consommation a couté. Les files d'attente, qui ont disparu devant les magasins - « la fin d'un cauchemar » pour les Polonais et les Polonaises, - se sont reconstituées devant les bureoux pour l'emploi. Le nombre des chômeurs, pratiquement inexistants il y a quinze mois, est sujourd'hui de 1,2 million (7 % de la population

Mais M. Balcerowicz peut se prévaloit de succès que devraient lui envier de combreux ministres des finances latino-américaios. Tout d'abord, en iotroduisant une redonné confiance dans la monnaie nationale. Fortement dévalué le 1º janvier 1990, le zlotys (I dollar vaut 9 500 zloty) n'a désormais pratiquement plus qu'un seul cours. Depuis plus d'un an, le marche coir des devises - l'une des grandes attractions de la Pologne « socialiste» - e complètement disparu. Une vérileble révolution. Sur le marché libre, le zloty se négocie... à soo cours officiel, ou presque! Le fonds de stabilisation mis eo place avec l'aide des Occidentaux n'a pas été utilisé. Dans les banques, Les Polonais gardent même leurs économies en zlotys! Il est vrai qu'ils obtiennent des rémunérations élevées. « Nous avons arrêté le phéno-mène de dollarisation de l'économle», explique aiosi Mª Urszula Plowiec, professeur de l'Institut de recherche du commerce extérieur de Varsovie et secrétaire de la Société économique polonaise. « Une reussite énorme », commente-t-elle. Et elle n'e pas tort.

Autre succès, le début de la privetisation de l'économie. La mise en place des institutions d'une économie de marché e commencé. Les principales libertés économiques (d'installation, de commerce...) ont èlé accordées. Les lois sur la propriété et les privatisations ont été adoptées. Un système bancaire est en cours de constitution (le nombre des banques est déjà passé de 9 à 80, dont certaines sont complètement privées). Un marché boursier devrait ouvrir en juillet à Varsovie, sur le modèle de le Bourse de Lyon.

Conséquence : libéré, l'esprit d'entreprise s'exprime partout. Dans les commerces, les services, la petite industrie, c'est le rush. Des PME sont créées: 500 000 en un an, un million? Les chiffres sont incertains. La rue témoigne en tout cas d'un formidable foisonnement d'initiatives: un commerce tous azimuts s'y developpe. « C'est encore un peu le bazar oriental », remarque avec sympathie M= Plowiec, en évoquant le signification marché perma-nent qui s'est iostallé autour du palais de la cuiture, dans le centre de Varsovie, «La mode maintenant, c'est de créer son entreprise, c'est de devenir businessman », remarque de son côté M= Krystyna Szymkiewicz. chargée de recherches au CNRS.

Le poids du secteur privé dans | Caraïbes, Pacifique). - (AFP.)

d'une explosion sociale est réel. l'activité nationale s'accroît rapidement: plus de 35 % du commerce de détail, 60 % du transport par camion. Si la production des entre-prises d'Etat s'est elfondrée (une Quelle sera, à cet égard, la détermination du gouvernement? La nouvelle équipe avait été soumise, dès son eotrée en fonction, à une double chute de 20 %), en revanche, celle offensive : les exportateurs souhaidu secteur privé a fortement aug-menté (de 17%). Uo tiers des salataient une dévaluation du zloty, les syndicets un assouplissement de la politique salariale (et la suppression riés ebandonnes par les entreprises du popiwek, cette taxe qui vise à freiner les hausses de salaires). Sur d'Etat ont retrouvé du travail dans ces deux fronts, le gouvernement a résisté, obtenant de ce fait un sou-

Autre aspect, à côté de la vente des petits commerces et restaurants. les privatisations des grandes firmes d'Etat out commence (le Monde du 28 mars). Les lois eyant été adoptées et les procédures mises en place, le gouvernement souhaite accélérer le mouvement. Après les eing entreprises cédées au privé en décembre, il envisage la mise en vente de près d'un millier de firmes d'Etet cette année (sur un total de 8 000).

Vers une nouvelle purge?

sévère? La libéralisation amorcée rend-elle désormais irréversible la transition à l'économie de marché? Un élément, soulevé notamment par les experts de la commission économique pour l'Europe de l'ONU, amène à poser ces deux questions. Malgré les discours de M. Balcerowicz et malgré l'ampleur de la récession de 1990, les véntables restructurations n'ont pas encore été engagées. La chute de la production industrielle dans le secteur életisé (de 25 %) o'a pas été accompagnée d'une baisse équivalente des effectifs (en réduction de 8 %). Il y a eu une baisse sensible de la productivité.

Pour des raisons sociales et politiques, les dirigeants des entreprises d'Etat - certaines fonctionnent en autogestion - onl conservé leurs effectifs. Compte tenu de le chute de leurs recettes, elles ont continué à payer leurs salariés mais ont arrêté de payer leurs fournisseurs. L'endetlement inter-entreprises a ainsi comm un développement considérable l'an dernier. Il n'y a pratiquement pas en de failliles. Les mines, les chantiers et les ateliers conlinuent de tourner, à perre et en s'endettant. De l'autre côté, l'investissement a fortement baissé. Le restructuration de l'économie devra donc encore passer par de doulou-reuses opérations. Les experts de Genève craignent 2,7 millions de chômeurs: à ce niveau, le risque

ti Les Douze refusent d'annuler globalement la dette de soixeote-neuf pays panvres. - Les ministres des finances des Douze ont refusé lundi 8 avril d'anouler globalement la dette de soixante-neul pays pauvres à l'egard de la CEE, comme il le leur avail été demandé par la Commission curopéenne (le Monde du 19 oovembre 1991), a annoncé le ministre beige des finances, M. Philippe Maystadt.

Les ministres ont estimé qu'il fallait procéder à une annulation au cas par cas de la dette, d'uo montant de 3 milliards d'écus (21 milliards de francs), en fonction des résultats obtenus dans la restructuration des économies de ces Etals, qui apparticnnent à la zone ACP (Afrique,

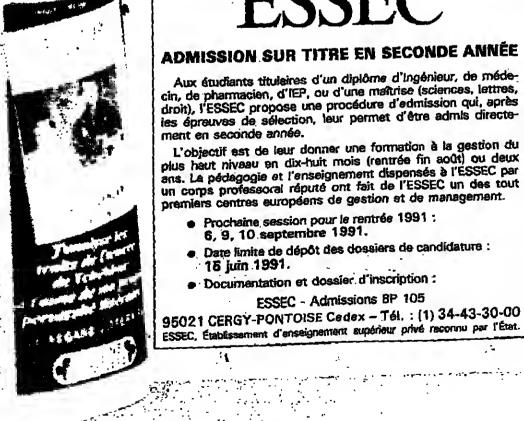
Un arrêt de la Cour de cassation

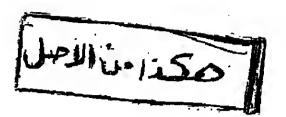
Innocent et licencié

Cour de cassetion, on paut avoir été innocenté par la justice et, malgré tout, être licencié pour une « cause réelle et sérieuse». Tel est le sens de l'arrêt qui a été rendu le 12 mars demier, dans un procàs qui opposait un délégué régionel du groupe immobilier Maison famitiale à son employeur.

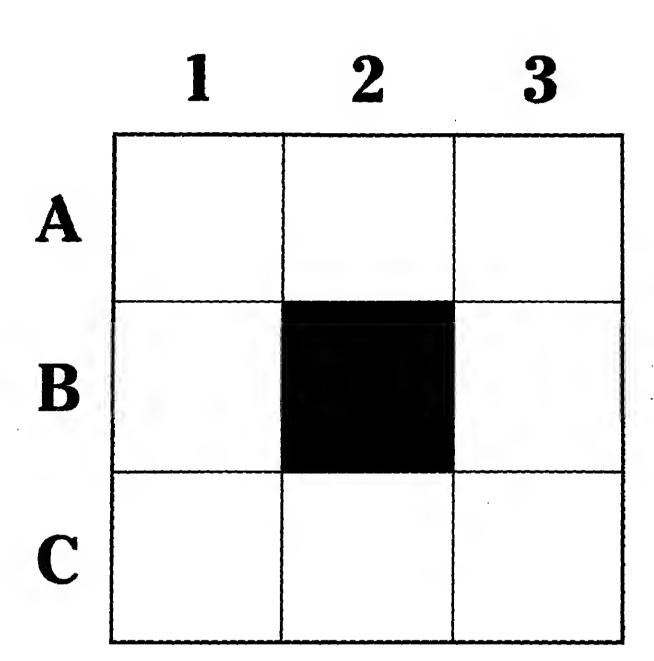
Avent d'être embauché, le 1ª septembre 1980, le salarié qu'il devait axercer.

Selon la chembre sociale de la avait été mis en cause dans une affaire d'infraction à la législation sur les sociétés. Il avait été condamné en première instance et finalement relaxé par la cour d'appel. Néanmoins, il fut ticencié le 16 novembre 1983, le groupe Maison familiele considérant que sa présence dans l'entreprise pouvait lui être nuisible, en raison des fonctions importantes de représentation





22 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •



HORIZONTALEMENT

- A L'ASSUREUR-VIE D'UN FRANÇAIS SUR TROIS.
- C . (A L'ENVERS) UN GRAND DE L'ASSURANCE-VIE.

VERTICALEMENT

- 1 ASSURE 14 MILLIONS DE PERSONNES.
- 3 . (A L'ENVERS) POUR VIVRE BIEN ASSURÉ.



LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI,

GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS LÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT. COMPLÉMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ECUREUIL

OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MU-TUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LET-TRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Médecins et partenaires sociaux divisés

Controverse autour de la formule d'abonnement auprès d'un généraliste

Remise en question pernicieuse de l'exercice libéral ou novation capable de revaloriser la médecine générale? Depuis quelques semaines, la formule d'abonnement auprès d'un généraliste divise le corps médical et seme le trouble parmi les gestionnaires de l'assurance-

Jusqu'à présent, l'effet le plus tangible de cette controverse a été de déclencher une révolution de palais à la Caisse nationale d'assurance-maladic des travailleurs salaries (CNAMTS) qui a coûté à M. Maurice Derlin (FO) la présidence qu'il occupait depuis 1967 (le Monde du 5 avril). Fraîchement renouvelé, le conseil d'administration de la caisse nationale a émis le souhait de revenir sur le seu vert donoé à la formule d'abonnement. Pourtant, si cette dernière comporte d'importants enjeux de pouvoirs, elle intéresse au premier chef les assurés sociaux, auxquels elle propose de passer un « contrai de fulélité » avec leur généraliste.

Dans ce système, le médecin s'engage à pratiquer strictement les hoooraires de la Sécurité sociale (90 francs pour une coosultation, 22,50 francs restant à la charge de l'assuré ou de sa mutuelle) pour les actes qui y sont liés. Il doit d'autre part établir uo dossier médical personnalisé, participer à des actions de prévention et à des enquêtes épidémiologiques. Pour cela, il reçoit de l'assorance-maladie une fodemnité annuelle égale à deux consultations (180 francs). De son côté, le patient conserve à tout moment la possibilité de faire appel à un autre médecio omnipraticien ou spécialiste - mais eo informant le généraliste avec lequel il a passé un contrat, renouvelable chaque année par tacite recon-

contrôle ou de sanction n'est prévu à l'égard des malades, doot l'engagement reste purement moral. Les catégories sociales les plus intéressées devraient être les a gros consommateurs » de soins, notamment les per-

Pour rendre le dispositif plus attractif, ses initiateurs ont décidé de faire beneficier les contractants du uers payant (dispense d'avance de frais). Dans un premier temps, seules les persoones prises en charge à 100 % pour des motifs sociaux ou médicaux (maladies de longue durée) seront concernées. Cependant, au fur et à mesure que se développeront les instruments monétiques (cartes à puce), chacun pourra payer son médecin sans devoir avancer le prix de la consultation, directement réglée par la «sécu» et la mutuelle, voire l'assurance.

Déresponsabiliser les maiades

Pour les partisans du projet -parmi lesquels le syndicat de généralistes MG-France - comme pour le gouvernement, la «continuité des soins» favorise un suivi médical pre-nant en compte le patient dans sa globalité et permet d'engager des actions préventives bien ciblées. Un tel système peut également limiter le «nomadisme» des patients comme les prescriptions de complaisance qui, encouragées par la surpopulation médicale, stimulent les dépenses. Quant à la généralisation du tiers payant, elle doit contribuer à l'avènement de modes de gestion plus rationnels de l'assurance-maladie et supprimer la paperasserie.

Tel o'est pas l'avis des syndicats médicaux CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) et FMF (Fédération des médecins de France), du CNPE et l'avis des medicats du CNPF et, tout récemment, de

coordination des capacités informatiques et télématiques de la Sécurité sociale et des mutuelles qu'exige le ils, risquent au contraire de déresdéveloppement de la monétique. S'il ponsabiliser les malades et se concretisait, le protocole d'intend'accroître la consommation médition qui lie la CNAMTS et la Mutuacale, en donnant l'illusion que la lité française (cette dernière dispose médecine est gratuite. Les opposaots deja, avec le système Noc, d'un soupconnent aussi la généralisation reseau relie à certaines professions de du tiers payant d'ouvrir la voic à des sante appliquant le tiers payant) renmécanismes d'enveloppe globale. forcerait singulièrement le poids des Dans la mesure où la rémunération mutuelles au sein de l'assurance-maladie. La majorité FO-CNPF, qui du médecin est directement effectuée gere la CNAMTS, ne peut que s'en par la Sécurité sociale et les mutuelles, rieo n'empêcherait, inquierer. Quant à la remuante fédération FO des organismes sociaux, demaio, les pouvoirs publics de fixer elle redoute les effets qu'aurait sur un plafond annuel pour les dépenses.

ÉCONOMIE

Pour toutes ces raisons, les adversaires de l'abonnement ne désarment pas. Neanmoins, il sera difficile à MM. Jean-Claude Maltet (FO) et Jean-Louis Giral (CNPF), respectivement président et vice-président de la CNAMTS, de revenir sur des décisions qui ont été agréées par le gou-vernement. Pour qu'ils puissent jundiquement s'opposer à la mise en place de cette formule - introduite sous forme d'avenant à la convention médicale de mars 1990 fixant les rapports entre médecins libéraux el Sécurité sociale, - il faudrait que la Mutualité sociale agricole change elle aussi d'avis, ce qui paraît improba-

l'emploi une informatisation des

Une telle éventualité conduirait même coup à dénoncer la convention médicale et à ouvrir une crise à l'issue incertaine. FO ne souhaite pas vouloir en prendre la res-

Tout en agréant une convention du Fonds national de l'emploi

Les pouvoirs publics ont limité les départs à cinquante-cinq ans des salariés des Chantiers de l'Atlantique

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

« Une demi-mesure. » C'est ainsi que les syndicats des Chantiers de l'Atlantique, toutes tendances confondues, qualifient la convenconionques, quantitut la conionation ASFNE (allocations spéciales du fonds national de l'emploi) sur les départs à cinquante-cinq ans en 1991, qui vient d'être acceptée par les pouvoirs publics. Sur les deux ceot six salaries atteignant cet age cette année, cent sculement voni bénéficier de la convention, des ouvriers et du personnel ETDA (employés, techniciens, dessina-teurs, agents de maîtrise) aux cocificients les plus faibles. Les pou-voirs publics se soot en fait rangés derrière les propositions qui avaient été formulées par le conciliateur, M. Paul Bouchet, à l'issue du conflit de la fin 1989.

Les syndicats ont espéré jusqu'au bout voir recooduite, au moins pour cette année, la conven-tioo ASFNE, qui assurait une fio de carrière à cinquante-cinq ans. En octobre, la direction avait en effet présenté une demande en ce sens qui avait reçu l'avis favorable de la commission départementale de l'emploi.

Du poiot de vue des pouvoirs publics, la bunoe santé des Chantiers de l'Atlantique — ils ont devant eux un carnet de commandes comme ils n'en avaient pas connu depuis 1976 – oe justific plus l'application d'une telle mesure. Ni la nécessité de rajeunir ses effectifs (la moyenne d'âge est de quarante-trois ans), ni le fort taux de chômage du bassin nazai-

rien (16 %), deux raisons invoquées par les syndicats, n'ont coovaincu.

Quant aux cent six écartés du bénéfice de la convention, leur son est désormais lie aux discussioos qui devront prochainement s'ouvrir aux Chantiers dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs. La direction n'écarte pas la possibilité de départs anticipés, mais sur des critères comme la durée de carrière, la penibilité, l'évolution technologique, et daos le cadre du droit commun.

Les Chantiers de l'Atlantique et les Channers de l'Amaninque et les fonderies de Saint-Nazaire avaient été, en 1964, les premiers à béoéficier des dispositions de la coovention FNE permetiant les départs à soixante-trois ans. Avec la crise de la construction navale, les départs anticipés avaient été rendus possibles à cinquante-six ans et huit mois en 1978, puis à cinquaote-cinq ans au début des

JEAN-CLAUDE CHEMIN

o Fin de la grève dans les bus parisiens. - Deux lignes de bus parisiennes et sept lignes de banlieue, qui étaient paralysées depuis le vendredi 5 avril par une grève déclenchée au dépôt Flandres après une agression contre un conducteur, fonctionnent à nouveau depuis le mardi 9 avril à 8 heures. Une délégation syndicale avait été reçue, la veille, à la préfecture de la Scine-Saint-Denis pour exprimer les préoccupations des machinistes en matière de sécurité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PUBLICIS

PUBLICIS, fondée en 1926 par Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, a réuni son Conseil de Surveillance pour approuver les comptes de l'exercice 1990 présentés par le Directoire,

preside par Maurice LEVY. 1.cs comptes consolidés du Groupe PUBLICIS font apparaître un chiffre d'affaires de 16,2 Milliards de F. contre 14,7 Milliards de F. en 1989 en hausse de 10,5%, et un bénéfice net courant consolidé, part du Groupe, de F. 172 718 000, en progres-

sion de 21 %. Un profit exceptionnel (net d'impôt) de F. 53 227 000, consécutif à la résiliation anticipée d'un bail immobilier détenu par une de nos filiales, porte le résultai net part du Groupe à F. 225 945 000 contre F. 141 920 000 l'année dernière.

Le résultat nel consolidé total (part du Groupe et intérêts hors groupe) s'est établi à F. 371 519 000, et la marge brute d'aulofinancement consolidée est de F. 488 968 000.

Les revenus financiers de PUBLICIS SA, la société mère du Groupe, se soni élevés à F. 66 109 677 contre F. 58 569 379 en 1989, et son bénéfice net s'est établi à F. 52 599 340 contre F. 44 971 637, en hausse de 17%.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires. convoquée le vendredi 21 juin à 11 heures 30, la distribution d'un dividende de F. 8 par action, ce qui représente, avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de F. 12.

Dix-sept éleveurs de moutons passent en correctionnelle à Limoges

sur le modèle de l'accord recemment

conclu avec les biologistes, qui com-

porte une extension du tiers payant.

M. Jacques Chirac a d'ailleurs repris

la balle au bond en dénonçant un

glissement vers une amédecine de

calsses » à l'angloise, iocompatible

avec l'exercice libéral et le paiement

Les médecins, eux, paraissent hési-ter. « Si l'abonnement rehausse effec-tivement la fonction du généraliste, il

n'en reste pas moins que de nom-breux médecins s'inquietent des pro-

longements qu'il pourrait avoir

demain sur leur mode de remunera-

tion qui, de soute fuçon derra évo-

luer », souligne le docteur Jean-Henri

Talbot, omnipraticien exerçant en

Certains dirigeants de la CNAMTS

se préoccupent surtout de l'inévitable

Seine-et-Marne.

LIMOGES

de notre correspondant

Dix-sept éleveurs de moutons de la Haute-Vicone oot comparu, lundi 8 avril, devaot le tribunal de graode instance de Limoges. Ils sont accusés d'avoir joué un rôle de premier plan dans uo épisode spectaculaire de «la guerre du mouton» qui a agité le Centre-Quest à l'automne dernier. A l'origine, le blocage d'uo camion britannique qui transportait 386 moutoos pour un abattoir du Lot. Les prévenus sont poursuivis pour arrestation arbitraire, séquestration, vol et destruction de biens.

Quelque 500 maoifestants partieration. Les dixsept paysans présents dans le prétoire sont ceux qui fureot identifiés par la gcodarmerie. Devaot la cour, c'est la solidarité du silence. Persoone o'a reconnu personne, aucune instruction n'a été donnée. Mais le foit lui-même n'est pas nié : « Ce fut une action de desespoir; il y a cinq ans on vendait un agneau 650 francs; aujourd'hui il n'en vaut plus que 500. Nous sommes étranglés; tous les jours il y a des exploitations mises en liquidation; nous ne pouvons pas crever sans réagir ».

Le jugement a été mis eo déli-béré jusqu'au 15 mai.

PECHINEY

RÉSULTATS 1990 : MAINTIEN D'UNE BONNE RENTABILITÉ DANS UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE

Le Conseil d'Administration réuni le 8 avril 1991 a strêté les comptes de l'exercice 1990.

COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est de 4.913 millions de francs, contre 3.337 millions en 1989. Hors plus-values exceptionnelles (2.688 millions en 1990, 575 millions en 1989), le résultat net est de 2.225 millions (44 francs par action) et se compare à un bénéfice de 2.762 millions (54,70 francs par action) pour l'exercice 1989, soit

Ce résultat traduit le maintien d'un niveau de rentabilité satisfaisant, malgré un environnement économique nettement moins favorable qu'en 1989, marqué notamment par une baisse de 15 % du cours moyen en dollars de l'aluminium au London Metal Exchange et une dépréciation de même pourcentage du dollar (cours de change moyen de 5,45 F contre 6,38 F en 1989).

PRINCIPALES DONNEES FI	NANCII 1990	1989
eq M.F.	76869	88472
Chiffre d'affaires	6 638	9 102
Marge opérationnelle	2 288	2 126
dont Emballage	2.481	4 188
Aherinaurt	983	1 122
Composants industriels Activités industrielles connexes	593	1 081
Activités monstraires contractes	466	691
Commerce international	(123)	(106)
Holdings	4 102	5696
Résultat courant	1	
Résultat net (part du Groupe)	2 225	
hors plus-values exceptionmelles Résultat net (part du Groupe)	4913	333

Le chiffre d'affaires consolidé inclut les ventes des départements industriels (66.452 millions) et celles du secteur commerce international (10.417 millions). Le chiffre d'affaires industriel emegistre une baisse de 9 %, mais à cours de change constant il est quasiment stable d'un exercice à l'aure : le recul des secteurs aluminium et activités industrielles connexes est compensé par la progression de l'emballage et des composants in-

dustriels. La marge opérationnelle (6.688 millions de francs) diminue de 2.414 millions de francs, mais les frais financiers sont en forte baisse (de 3.406 millions à 2.586 millions) en raison du désendettement du Groupe et de la baisse du dollar. Compte tenu d'une diminution des charges hors exploitation, des impôts et de la part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées, le recul du bénéfice net avant plus-values exceptionnelles se trouve limité à 537 millions.

· Lacontribution du secteur Emballage à la marge opérationnelle consolidée (soit 34 % du total) est en hausse de 7,6 % en francs et de 26 % en dollars (de 333 millions à 420 millions de dollars). La phipart des activités de ce secteur sont en progression ; la meilleure performance a été réalisée dans le boîtage boisson, qui a bénéficié d'un bon niveau d'activité et d'importants gains de productivité. • En ce qui concerne le secteur Aluminium, les activités aval (Rhenalu et Bâtiment-Distribution) ont évolué de façon satisfaisante avec des résultats globalement stables par rapport au très bon niveau nt en 1989. La baisse de la marge opérationnelle du secteur provient intégralement de l'activité aluminium amont qui, malgré la persistance d'une demande soutenue, a subi le double effet du recul des cours mondiaux du métal et de la dépréciation du dollar.

• Dans le secteur Composants Industriels , l'activité Eléments de Turbomoteurs réalise une marge opérationnelle de 819 millions de francs, contre 899 millions en 1989 ; exprimés en dollars, les résultats progressent de 6 % (de 141 millions à 150 millions) grâce à une nette amélioration de la rentabilité au cours du second semestre.

· Quant au secteur Activités industrielles connexes, plus des deux tiers de la baisse de ses résultats provient de l'activité électrométallurgie, qui a été pénalisée par la diminution des prix des ferro-alliages et par la dépréciation du dollar. · Le secteur Commerce International, aprés une amée 1989 exeptionnelle, enregistre un recul de sa marge opérationnelle, mais confirme l'importance de sa contribution aux résultats de l'ensemble.

Les perspectives 1991 sont inégales selon les secieurs : elles sont bonnes pour l'emballage et satisfaisantes pour les composants aéronautiques ; elles ne sont pas favorables pour l'aluminium amont et l'électro-métallurgie. Élles sont par ailleurs dépendantes de l'évolution du dollar, qui a pénalisé les résultats des deux premiers mois de l'exercice, mais dont l'appréciation récente constitue un facteur positif important. Globalement, si les tendances scruelles se pour suivent, le Groupe ne devrait subir, malgré un environnement économique difficile, qu'une baisse limitée de sa marge opération-

COMPTES DE PECHINEY, SOCIETE MERE Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 3.461 millions de francs, contre 1 524 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le maintien à 15 F (22,50 F avoir fiscal compris) du dividende des CIP: ce montant comprend la dividende prioritaire de 9,50 F et un dividende complémentaire de 5,50 F.

INFORMATION MINITEL: 3616 CLIFF

PECHINE



RÉSULTATS 1990

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de M. Christian Brégou le 4 avril 1991, a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe comprend celui de la branche Information et celui de la branche Édition, représentée par le Groupe de la Cité consolidé à 50%. Il s'établit à 5 566 millions de francs contre 4 850 millions de francs en 1989. La progression, de 15%, correspond à une croissance interne de 6% et une croissance

Le résultat net consolidé de C.E.P Communication (part du groupe), hors amortissement des écarts d'acquisition, s'élève à 368 millions de francs, soit une progression par rapport à 1989 (328 millions de francs) de 12%. (Le résultat net du Groupe de la Cité n'est consolidé qu'à hauteur de 34%.)

Le Conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 14 juin prochain de porter le dividende net par action à 7,50 francs, contre 6,50 francs l'année précédente. Le Conseil a également décidé de proposer à l'assemblée générale le paiement de ce dividende en numéraire ou en actions.

Le gouvernement espagnol maintient sa politique de « refroidissement » de l'économie

Si la conjoncture internationale s'est améliorée. l'heure n'est pas venue pour l'Eapagne de beisser la garde. Tel est en substance le message qu'a délivre le secrétaire d'État à l'économie, M. Padro Perez, en brossant, vendredi 5 avril, le tableau des perspectives de l'économie espagnole de l'après-Golfe.

MAORIO

de notre correspondant

Le numéro deux du ministère de l'économie, M. Pedro Perez, a certes reconnu que les conséquences positives de la fin du conflit, comme la politique de réactivation menée par plusieurs grands pays industrialisés, la baisse du prix du pétrole ou la relance prévisible des flux touristiques, ne pouvaient qu'accroître la marge de maoœuvre des grands argeotiers espagnols. Mais tout cela, a-t-il immédiatement ajouté, « n'est pas suffisant pour nous faire changer de politique économique ». « Nous n'ovons pas encore atteint un niveau suffisant dans lo correction de nos déséquilibres, a-t-il assuré, et notre priorité est oujoura nui a as surer lo convergence de notre économie avec celles des poys de la Communauté avant au'entre en œuvre l'union économique et moné-

Aussi M. Perez a-t-il souligné que l'attention du gouveroement restait fixée de manière prioritaire sur les deux faiblesses traditionnelles de l'économie espagnole : le déficit extérieur et l'inflation. Daos ces deux domaines, les respunsables économiques veulent enregistrer de nouveaux progrès cette anoée : ainsi, il s'agit de faire baisser le déficit de la balance des paiements courants de 3,5 % du pro-duit iotérieur brut (PIBI, le niveau de 1990, à 2,8 % en 1991, et de faire passer la hausse des prix de

Le premier de ces objectifs semble accessible: y contribueront notamment la baisse du prix du pétrole, la bonne orientation des exportations espagnoles durant ces derniers mois et la perspective de vair l'Espagne choisie comme option de rechange par les touristes évitant les zones troublées du nord de l'Afrique et du Proche-Orient.

Le pari semble plus difficile à tenir en matière d'inflation : M. Perez a d'ailleurs reconnu qu'il était vain d'attendre des progrès significatifs dans ce domaine des prix des produits industriels est relativement satisfaisant, il n'en va pas de même de ceux du secteur des services, mains soumis à l'im-pact de la rapide introduction de la concurrence étrangère. L'hôtellerie, les transports et l'enseignement, notamment, restent apparemment réfractaires à toute politique de maîtrise des prix.

Un pacte social de compétitivité

Aussi le gouvernement poursui-vra-t-il en 1991 la politique de «refroidissement» mise en œuvre depuis deux ans. La croissance du PIB. qui était encore de 4,8 % en 1989 et avait été ramenée à 3,7 % en 1990, devrait être durant cette année de 3 % seulement. Cela suite à la réduction spectaculaire de la demande, dunt la croissance est passée de 1989 à 1990 de 7,8 % à 4,6 %, et qui devrait diminuer encore en 1991 et passer à 3,5 %.

M. Perez a précisé que tant la politique munétaire que la politique budgétaire seraient utilisées à cette fin par le gouvernement. Il a souligné à cet égard que la baisse des taux d'intérêt espagnols (qui restent toujours les plus élevés de la Communauté) décidée récem-

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI° Metro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHEOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS REGIONALISME

> Livres neufs - Livres anciens Catalogue bimestrici

Envoi sur simple demande

ÉCONOMIE

ment par la Banque d'Espagne (le

Monde daté 17-18 mars) ne devait

nullement être ioterprétée comme

le début d'une phase d'assouplisse-

meot de la politique monétaire.

Cette mesure semble en fait essen-

tiellement due à la nécessité d'atté-

nuer les pressions sur la peseta, qui

menace de crever le plafond du

système monétaire européen, uoe

situation que M. Perez a qualifiée

avec optimisme de purement

Quant à la politique des revenus,

le secrétaire d'Etat a reconou

qu'elle était plus difficile à mettre

co œuvre. Il a assuré que la

moyence des hausses de salaires

obtenues depuis le début de cette

année par le biais de la négociation

collective atteignait en ce moment

7.4 % Un niveau qui, a-t-il assuré,

dépasse largement les prévisions

des responsables économiques.

Tout porte à croire à cet égard

qu'une fais résolues les inconnues

que, récent remaniement ministé-

riel, le gouvernement s'apprête à

relancer son projet de négociation

avec les interlocuteurs sociaux,

d'un grand «pacte de compétiti-

de 1993. Mais la tâche s'annonce

difficile face aux réticeoces des

syndicats, qui craignent que der-

rière ce vocable ne se cache en fait

de haut niveau.

DE DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE DU DOUBS

» dans la perspective du défi

a conjoncturelle v.

L'assemblée de la Banque interaméricaine de développement

Les Européens sont divisés sur leur contribution au fonds pour l'Amérique latine

TOKYO

de notre correspondant

Alors que le Japon a donné son accord de principe - sans toutefois indiquer le montant de sa contributinn - au Fonds pour l'Amérique latine proposé par le président Bush, les Européens participant à l'assemblée annuelle de la Banque ioteraméricaine de développement (BID), qui se tient a Nagoya, sont apparus divisés sur cette questioo. Au cours de la réunion de lundi 8 avril, si l'Allemagne a manifesté son soutien à la proposition améri-caine, les représentants de la France et la Grande-Bretagne ont exprime leur réticences.

Une idée assez floue

Eo juin dernier, le président américain avait proposé que les Etats-Unis, le Japon et les pays europeens participent à un Funds de développement pour l'Amérique latine destiné à souteuir les investissements et s'engagent à fournir annuellement 300 millions de dollars sur cino ans. Selon M. Fritz Fisher, directeur général adjoint au ministère allemand de la coopération, « un secteur privé dynamique est la clè du développement. C'est pourquei nous soutenons l'ini-tiative oméricaine ». M. Fisher n'a cependant pas précisé l'ampleur de la contribution allemande.

un simple pacte de contrôle des Le représentant français. M. Denis Samuel-Lajeunesse. THIERRY MAUNIAK

directeur do service des affaires

internationales au Trésor, a pour sa part fait valoir qu'il existe déjà suffisamment de fonds pour le développement (telle la Société

interaméricaine pour les iovestisse-ments). Il semble que Paris ait été quelque peu pris de cours par la proposition américaine qui a été présentée sans concertation préalable suffisante. L'idée du Fonds reste en outre assez floue. C'est ootamment les arguments qu'a fait valoir le représentant anglais qui, tout en souscrivant aux objectifs généraux du projet, a émis des réserves sur le rôle du sec-

teur public dans la promotion des investissemeors privés et le système de dépendance qui risque d'être ainsi créé. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, en taot que membres ooo régionaux de la BID, ne disposent que de 8 % dans la répartition des droits de vote alors que les Etats-Unis et le Canada représentent 34,6 %.

Les membres con régionaux cos souhaité avoir davantage de poids dans la déficition de la politique de la BID. C'est cotamment le cas du Japoo dont le ministre des finances, M. Hashimoto, a qualifié de «controinte regrettable» la limite des 8 % du droit de vote.

La presse japonaise commente les réticences européennes en soulignant la préoccupation suscitée par l'Europe de l'Est qui les dissuaderait de s'intéresser davantage à l'Amérique latioe.

RENCONTREZ LE PAYS DE LA PRECISION

les 10 11 et 12 Avril Au Salon S'Implanter

Porte de Versailles Paris-Stand 27-28 Allée CD:

Hachette décide de « geler » les actions de Montana

Hachette a décidé le 8 avril de « geler » les actions de la holding Montana Management qui détient 8.4 % de soo capital depuis 1989. Cette décision intervient après diverses révélations d'origine amé-ricaioes indiquant que Montaoa serait dirigée par des Irakieos (le Monde du 26 mars et du 4 avril). Ce gel empêche toute veote des actions de Mootaoa ainsi que la suspension du paiement des dividendes. Hachette précise que « si nécessaire » il rachètera ce paquet d'actions dès que les autorités internationales le permettroot. Selon le Point, les participations de Mootana dans Hachette soot gérées par le Crédit lyonnais.

Le groupe de communication fraoçais confirme qu'il va « poursuivre son enquête sur l'identité de Montana » en liaison avec les Trésors français et américain, avec les autorités panoméenoes et avec le

fondé de pouvoir de la huldiog, Me Philippe de Boccard. Le groupe de communication français note que les respoosables de cette dernière affirment toujours que Montona est une holding qui regroupe plusieurs ressortissants non européens en provenonce de divers pays du Golfe ». Cependant, parce qu'il a recueilli « ces derniers jours des présomptions et des recoupements qui nous paroissent suffisants, sans constituer des preuves définitives », Hachette a décidé le gel des actions.

Enfin, le groupe français s'élève cootre les ecertains commentaires excessifs, injustes (...) » qui pourraient « nuire à son image de marque internationale». Une détériorstion qui s'est traduite par uoe baisse de 2,14 % du cours d'Hachette le 8 avril et que devrait eodiguer la

Le Crédit lyonnais affirme qu'il ne négocie pas un prêt de 250 millions de dollars à la MGM

ROTTERDAM de notre correspondant

M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire du Crédit lyonnais Baok Nederland (CLBN), a origuement nié, le 8 avril, que sa banque soit sur le point d'accorder uo prêt de 250 millions de dollars à la compagnie MGM-Pathé de M. Giancarlo Parretti : « Nous ne negocions pas aujourd'hui une telle ligne [de crédits] avec ce

groupe. » Après avoir précisé qu'il oe parlait « qu'au nom du CLBN ». M. Brutschi a laissé eotendre que la position de la société mère, à Paris, n'était pas différente.

Après la publication des résultats 1990 de la band s'est employé à banaliser les liens de la banque française avec soo client italien : «Le CLBN est le banquier des productions MGM, tout comme il o été celui des films Connon pour Pothé Communications Corporation. Mais nous n'ac-cordons pas à M. Parretti d'autres crédits que pour produire des films. »

Autremeot dit : le CLBN «n'o pas sinance le rochat de MGM ». n'a pas octroyé à M. Parretti des prêts via, notamment, la société Melia (aux Pays-Bas), et o a pas été impliqué dans la veote, eo février 1990, des salles britanoiques et néerlandaises du réseau Canoon à un mysterieux groupe d'investisseurs, « qui n'est pas lié à M. Par-retti ni au CLBN ».

Pour le cinéma, M. Brutschi a indiqué que le CLBN avait affecté en 1990 « plus de 10 % » de soo portefeuille de prêts, soit au moins 6.5 milliards de francs. « au financement de quelque deux cents films. à 80 % américains ». Mais la banque de Rotterdam va infléchir sa stratégie : elle entend « élargir son champ d'oction oux productions européennes », et cela au détriment des films américains puisque «la croissance des crédits [pour le cinéma] va être stabilisée ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) L'an dernier, le total du bilan du CLBN s'est chiffré à 35,3 milliards de florins (106 milliards de francs, en bausse de 11 %), et la benque a dégagé un profit net de 63 millions de florins (189 millions de francs, résultat stable)

 M Stéphane Roussel reçoit une hante distinction allemnode. Natre confrère Mas Stéphane Roussel a reçu le 5 avril la cravate de commandeur de l'Ordre du mérite de la Republique fédérale d'Allemagne des mains de M. Jürgen Sudhoff, ambassadeur de RFA à Paris. Elle représenta le Matin à Berlin de 1930 à 1938, et passa la suerre à Londres dans le groupe de journalistes rassemblés par Pierre Comert au quotidien la France. De 1951 à 1980, elle dirigea à Bonn le bureau de France-Soir.

> F. Lemoine L'économie chinoise

REPÈRES

Ch. Comeliau Les relations nord-sud

REPÈRES

H. Rouillé d'Orfeuil Le tiers monde

128 p., 42 F. 100 titres LA DÉCOUVERTE

REPERES

Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTIS-SEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision. LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS HÔTEL DU DEPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU. 25031 BESANÇON CEDEX

département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DU PONT DE NEMOURS,

SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, ceiul des microtechniques, une force d'innova-

tion qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possede des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs

Du choix de la localisation à l'aide au financement, l'Agence de Développement Economique du Doubs (A.D.E.D.) peut

vous conseiller, vous aider concrètement grace à une équipe de professionnels motivés et compétents.

L'A.D.E.D.. votre partenaire pour réussir en douceur votre atternissage dans la précision.

LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du

FRANCE . TEL - 81.83 24.31 - TELEX. AGINDEV 361 184 F - TELECOME: 81.82.01.40

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

COMMUNICATION

La galaxie Hersant

Spite de la première page

A soixante et onze ans, Robert Hersant demeure le seul, à l'exception peut-être de son grand argen-tier, M. Christian Grimaldi, à maîtriser l'écheveau des flux financiers qui feit de son groupe le plus puissant et le plus opaque de la presse française. Cette organisation floue qui défie toutes les lois du management, et sans doute certaines de la République - ne se glo-rifiait-il pas en prenant le contrôle du Progrès d'être « en avance d'une loi »? — Robert Hersant l'a voulue. Elle lui a servi eprès 1981, quand vingt-deux inspecteurs du fise s'échinaient sans succès à trouver nne faitle dans le dispositif. Elle lui sert encore à diviser pour régner, en entretenant les rivalités.

Souple en attaque comme en défeuse, la «galaxie Hersant» ne

· Presse régionale

Presse-Océan

Nord-Eclair

Nord-Matin

Dauphiné fibéré

Lyon-Matin

Midi libre (30 %)

• Est-Républicain (24 %)

Paris-Normandie

Union de Reims

France-Antilles

• Le Havre-Presse

Presse DOM-TOM

haut-hita

Progrès

Indépendant du

cercle» en lui offrant, cette même année, le poste de directeur général adjoint du groupe. Aujourd'hui, à quarante-trois ans, Yves de Chaisemartio est l'homme-clef des négociations et des alliances, en France et à l'étranger, « C'est André Audi-not, la facande et la bonhomie en moins », note un éditeur.

Devenu directeur général du groupe de communication et mcmbre du conseil de surveillance du Figaro, il fut l'homme de Robert Hersant à la Cioq, où il orchestra le retrait du groupe, tout en négociant les priscs de participation au Soir de Bruxelles, ou à Grupo 16, en Espagne. Mais ce spécialiste des missiona difficiles, qui sait mani-fester une politesse glaciale juste tempérée par un sens aigu de la diplomatie, participe aussi aux négociations hexagonales : eu côté

Robert Hersant et sa famille

Edition Diffusion Presse

Revue nationale

30 Millions d'amis

de la chasse

FRANCE ANTICLES

SOCPRESSE

Presse Magazine

L'Auto journal

Neptune

Bateaux

Gerpresse

suppléments est censée drainer la publicité et attircr des lecieurs nouveaux, pour regoofler les rangs que l'age et les chaogements successifs de ligne redactioonelle ont clairsemes. Mais les 300 millions de francs investis dans ce nouveau produit ne porteront vraiment leurs fruits que quand le dispositif sera complète, au nord et au sud de l'agglomération. Et rien n'essure que cet avalar gratuit peut garantir la survic de France-Soir, ce drain permanent dans les finances du groupe. Autant dire que l'avenir de l'inspecteur des fioances Villin se lira aussi dans les comptes...

Le troisième n'est autre qu'un des fils de Robert Hersant, Philippe, trente-quatre ans. Deux de ses frères aines. Jacques et Michel. Iravaillent dans le groupe, notamment dans sa partie megazine. Mais c'est Philippe que son père a choisi pour officier dans ta presse régionale, le véritable cœur du groupe. C'est Philippe qui s'est peu à peu rodé aux métiers de la presse, au cours d'un patient parcours initiatique. Son fief théorique se limite à France-Antilles, c'est-à-dire à une société juridique-

Presse parisienne

• Figaro, Aurore

• Paris-Turf

Publicité

Etranger

Le Havre libre + famille Hersant

Publiprint

• France-Soir

et supplements

Villin-Hersant gravite le « second cercle» des sidèles de Robert Hersant. Un ensemble flou qui mele gestionneires, tetes politiques ou hommes d'apparcil. Les juristes Bertrand Cousin et Charles Debbasch cultivent les dossiers délicats ct les contacts à droite; l'habile Jean Miot, verse dans l'alchimie des organisations professionnelles de la presse, rompu aux négociations syndicales, ne dedaigne pas à l'occasion les diners du Siecle ou la fréquentation des « ateliers » de la franc-maçonnerie, lout en cumulant les présidences (celte de l'Of-fice de justification de la diffusion ou celle du puissant Syndicat de la presse parisienne entre autres); guerre, la publicité, à la tête des riche ., ptaisaniaii récemment Robert Hersani.

Dans l'immédiat, cet aréopage foudres des dispositifs anti-concen-Robert Hersant fermement aux dispensent son entourage d'états d'ame sur le devenir du groupe. Mais l'ascension de Philippe Hersant pose une nouvelle question : 'a galaxie Hersant peut-elle devenir 10e dynastie?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA ET YVES-MARIE LABÉ

renouant avec les bénéfices, le Progrès sert maintenant de base à une nouvelle vague d'expansion. comme en temoigne le rachai du Bien public de Dijon (le Monde du 28 mars). Mais Philippe Hersani est encore associé à cette offensive qui s'étend sur les marches lorraines. L'Est républicain, dont le groupe vient de prendre 24 %, n'est-il pas voisin de l'Union?

Derrière le trio Chaisemanin-Cyrille Duval surveille le nerf de la principales regies du groupe landis qu'Henri Morny gere le développement du groupe hors de le metropole et en Europe centrale - « un des derniers endroits au monde où l'an o facilement l'impression d'etre

est mobilisé pour relever les défis du groupe : rentabiliser un empire aux fonds propres dérisoires, digérer la modernisation des imprime. ries, étendre le maillage de le presse régionale sans s'ettirer les tration et sortir des frontières. commandes, ces tâches urgentes

(1) L'Expansion, 6/19 avril 1984

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS Tél.: 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siege social : Institut britannique de Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Au cours de sa séance du 5 avril 1991, le Conseil d'administration a pro-cédé à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 1990.

15 450 2 959 1 317 980 2 384 1 799	+ 23,9 + 35,6 + 16,3 - 3,5 + 22,1
	2 959 1 317 980 2 384

(11 Résultat avant frais financiers, impôt et rémunérations prioritaires des fonds

Le résultat net de la société mère s'élève à 909 millions de francs et la Le resultat net de la societe mère s'étève à 909 millions de trancs et la capacité d'autofinancement à 997 millions de francs. Sur la base de données comparables, la craissance du bénétice net et de la capacité d'autofinancement aurait été respectivement de 7 % et de 2 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 7 juin 1991. de renouveler les mandats d'administrateurs de M. Bernard LAPLACE, de M. Jacques LATSCHA et du comte de RIBES ;

de fixer le dividende uet à 10 francs par actinn de 25 francs, nominal, ce qui équivant au maintlen de la distribution de l'exercice 1989, compte tenu de la division du titre par trois : ce dividende pourra être payé, en numéraire ou en actions, au choix de l'actionnaire.

Le Conscil d'administration a renouvelé, en tant que de besoin, son avis favorable sur l'affre publique d'échange proposée par la Compagnie financière de Paribas sur les actions de la société.

Cette opération, qui adossera Ciments français à un grand groupe finan-cier, ne remet pas en cause son identité industrielle et boursière. Elle est de nature à lui donner la stabilité et la flexibilité du capital qui tui sont nécessaires pour aborder de nouvelles étapes de son développement.

Le niveau d'activité à fin mars est en recul par rapport à 1990 et aux prévisions budgétaires, sous le triple effet des conditions climatiques sévères, de la guerre du Golfe et du ralentissement progressif de l'économie mondiale. Cette situation, sensible dans lous les pays mais surtout en Amérique du Nord, se traduit par une baisse des tonnages de ciment vendus par le Groupe, de l'ordre de 2 % par rapport au 1º trimestre 1990.

CIMENTS FRANÇAIS sur minitel 3616 CLIFF

connaît qu'un seul centre, mais comprend plusieurs réseaux tissés au fil des enoées, des affaires et des amitiés. La mort récente de Michel d'Ornano, numéro deux officiel du groupe – il était vice-président de la Socpresse, société éditrice du Figaro, - e créé un vide au côté de Robert Hersant, dont il était à la fois l'émissaire et le

Fin politique et observateur perspicace d'un microcosme politique où il comptait de nombreux emis (le Mande daté 10-11 mars), le comte d'Ornano était aussi pour une bonne part, du fait de ses attaches femiliales, dans les conquêtes polonaises du groupe. Sa mort survient quelques ennées après le décès brutal, en 1986, de celut qui faisait office de « premier ministre » de Robert Hersaot, André Audinot, autre ami proche qui avait mia son entregent à son

Le fils, l'énarque et l'avocat

La disparition de ces deux éminences ouvre et élergit la succession du « papivore », quitte à lui faire faire un saut de génération. La questico, jamais abordée fran-chement, est insidiensement posée dans les couloirs des journaux. Même si la présence de Robert Hersant marque encore la stratégie et le développement de l'empire, même si la question de sa succession. lorsqu'elle est posée aux grands «féodaux», semble incongrue, et même si lui-même la balaie d'un revers de main. Dans un de ses rares entretiens (1), le patron du Figaro ne tranchait-il pas: «Quant à ma succession, s'il y en a une, les salutions se trouveront d'elles-mêmes. Je ne me sens pas responsable au-delà de la propre capacité à exercer man acti-

Trois persoonalités eu profil contrasté émergent pourtant de la galaxie Hersant, que leur parcours au sein du groupe et les rumeurs savamment distillées à leur propos désignent comme prétendants

Le premier, Yves de Chaisemar-tin, est avocat de formation. Fami-lier de Robert Hersant depuis que celui-ci a racheté l'aurore en 1978 à Marcel Fournier, ce brillant juriste a gagné l'estime et lu confiance du patron du Figuro en défendant sa cause lors du procès du Progrès de Lyon, au printemps 1986. Et en parvenant, au terme de dix aus de procédure et de batailles incidiouse deux lequelles it fait juridiques dens lesquelles il fait merveille, à obtenir l'extinction des poursuites engagées en 1977 contre Robert Hersant par le Syndicat national des journalistes. pour infraction à l'ordonnance de 1944. (le Monde daté 25-26 octobre 1987). Le patron de la Socpresse l'attirera dans son «premier

de Philippe Hersant, il a joué un rôle important dans le récente prise de participation deos l'Est républicain (Nancy). En plus d'une connaissance sans cesse affinée des ramifications du groupe, Yves de Chaisemartio possède un dernier atout : ses liens avec l'esteblishment, comme ceux, amicaux, qu'il entretient avec le directeur général de la Dépêche du Midi toulousaine, le ministre du tourisme Jean-Michel Baylet, ou ceux qu'il a noués avec les patrons du Syndicat de la presse quotidience regionale.

Le second est un énarque de trente-six ans, Philippe Villin, dont l'embitioo affichée agace nombre de ses pairs à l'état-maje groupe. Cheveux courts et dents loogues, il a la haute main sur le presse parisienne : le Figaro et ses suppléments en perte de vitesse publicitaire, France-Sair toujours en quête d'un redressement qui lui rendrait son lustre passé. Les paris qu'il a engagés pour reotebiliser l'imprimerie géante de Roissy. celui du recentrage du Figaro avec le débauchage de Franz-Olivier Giesbert, socien directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, celui surtout de France-soir avec ses suppléments hebdomedaires gratuits, sont loin d'être gagnés.

Entamée avec France-Soir Ouest. maiotenant étendue à le banlieue est et à Paris, cette politique de

ment séparée de la Socpresse et que Robert Hersant a cédée à sa famille. France-Antilles contrôle les journaux des tropiques (un réseau qui quadrille les DOM-TOM, de la Guyaoe à Noumea). les conquêtes « bistoriques » de Normandie (Paris-Narmandie, le Havre libre, etc.) et l'Unian de Reims.

• Le Soir (Bruxelles) 42 %

Pologne, URSS, Espagne

Gestionnaires et apparatchiks

Mais l'influence de Philippe Hersant déborde déjà largement cet eosemble hétéroclite. Il n'ignore rien des déboires des quotidiens du Nord (Nord-Matin. Nard-Eclair), que l'ombre de leur trop puissant voisin la Voix du Nard empêche de s'épanouir. Et c'est à lui, en tandem avec Yves de Chaisemartin, que revient l'entréc réussie au capital de l'Est républicain. En effet, contrairement e «l'affaire du Progrès» où il s'éteit jeté corps et âme, Robert Hersant lui a leissé carte blanche.

Certes, deux barons du groupe, Xavier Ellie et Gérard Huertas, à la tête respectivement du Progrès de Lyon et du Dauphine libéré de Grenoble, défendent leurs prérogatives dans le région Rhône-Alpes, l'autre bastion du groupe dans la presse régionale. Racheté en 1985, «digéré» depuis par le groupe et

Selon les chiffres 1989 de l'OJD

Le groupe ne dépasse pas les 30 % fixés par la loi

Le groupe Hersant est-il en infraction avec l'article 11 de la loi du 1-août 1986, qui interdit à un groupe de personnes physiques ou morales de contrôler plus de 30 % de le diffusion totale des quotidiens nationaux et régionaux? Selon les chiffres 1989 de l'Office de justification de la diffusion (OJD), derniers connus, la diffusion totale des journaux dépendent du groupa Hersant représante 2 067 606 axem-plaires, soit 24,22 % du total des quotidiens diffusés en France (8 535 033 exemplaires) (1).

Les territoires d'outre-mer - Nouméa et Tahiti, où le groupe possède eussi dae quotidiens n'entrant pas dans le champ de la loi de 1986, reste la question de l'Est républicain et du Midi libre. Selon ses propres déclarations, la groupe Hersant ne possède que 24 % du groupe nencéien. Quant au Midi libre, le groupe Hersant en détiendrait un peu plus de 30 %, mais cette prise de participation doit être examiné le 16 avril par le tribunal de commerce de Montpel-

lier. Or, selon la loi de juillet 1966 sur les sociétés, le contrôle d'une entreprise est fixé à 40% ; ni l'Est républicain ni le Midi libre n'entrent donc, ectuellemant, dans la giron du groupe Hersant.

Mais, le coût élevé da la participation de 24 % dans le groupe l'Est républicain pourrait cacher une option sur una autre partie du capital. Le contrôle de ces deux groupes régionaux porterait elors poids de l'empire de presae à 497 596 exemplaires soit 29.26 % du total de la diffusion des quotidiens. Un pourcentage frolant le seuil fatidique de 30 %. En cae d'infraction, la loi prévoit des paines de prison (un mois à deux ens) ou une emende (de 10 000 francs à 200 000 francs). Y. M. L.

(1) Le groupe Hersant contrôle actuel-(1) Le groupe Hersant comrole actue-lement trois quotidiens nationaux d'in-formations générales le Figuro, le Figuro l'Aurore, France-Sort, seize régionaux du Dauphine libéré à l'Union de Reims et du Bien public au Progrès) et deux quoti-diens dans les DOM (France-toulles Gualeloupe et France-toulles Huruni-

PECHINEY INTERNATIONAL **RÉSULTATS 1990**

Le Conseil d'Administration réuni le 3 avril 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé de Pechiney International (part du Groupe) s'élève à 1150 millions de s (soit 15 francs par action) avant amortissement des écarts d'acquisition, contre 1529 mi lions (20 francs par action) en 1989. Après déduction de cet amortissement, il est de 907 millions de francs (soit 12 francs par action), contre 1268 millions (17 francs par action) pour l'exercice précé-

Exprimé en dollars, monnaie de compte d'une part prépondérante des activités de Pechiney International (dont le cours de change moyen s'est dépré-cié de 6,38 F à 5.45 F), le résultat net (après amortissement des écarts d'acquisition) passe de 199 millions à 166 millions en 1990. L'analyse des données présentées ci-après montre que le résultat courant en dollars est quasiment stable d'un exercice à l'autre (-1 %), la diminution du résultat net provenant pour l'essentiel des éléments hors explo itation, des sociétés en équivalence et de la part

	EN DOL	LARS	EH FRA	
(en millions).	1990	1939	1,7=-	1989
CHIFFRE D'AFFAIRES MARGE OPÉRATIONNELLE doni - Emballage	7 895 665 419	7 508 687 333	3 028 3 627 2 285	4382 2126
Acronization	150 71 28	141 177 38	819 386 153	899 1 128 243
- Commerce international - Ausres RESULTAT COURANT	(3)	359	ାଗ 1932	2 289
RESULTAT NET avant amortissement des écarts d'acquisition	211	340	1 150	1 529
des écans d'acquisition	160	199	907	1 26

Le chiffre d'affaires consolidé diminue en francs, de 10,3 %; en dollars, il progresse de 5,2 %. Le secteur Emballage représente 69 % du total, les Composants Aéronautiques 13,4%, 1'Aluminium 10,3 % et l'activité Commerce International 7.3 %.

L'évolution de la marge opérationnelle (-17% en francs et -3% en dollars) recouvre une diminution des résultats des activités Aluminium et Commerce International, presque entièrement compensée, en dollars, par la progression des résultats des secteurs Emballage et Composants Aéronau-

Les frais financiers nets baissent de 2093 millions de francs à 1695 millions, en raison de la dispari-

INFORMATION MINITEL: 3616 CLIFF

tion des charges non récurrentes supponées en 1989 et de la dépréciation du dollar. Les impôts sont également en diminution, de 901 millions à 765 millions. Les produits et charges hors exploitation, les résultats des sociétés en équivalence et la part des intérêts minoritaires se soldent par une charge nette de 17 millions de francs, contre un profit de 141 millions en 1989.

Le secteur Emballage, dont le marge ope nelle e progressé de 7,5 % en francs et de 26 % en dollars, a tiré pleinement profit en 1990 de la qualité de ses acufs industriels, des positions coneurrennelles de premier plan qu'il détient sur ses divers marchés et des efforts déployés pour réduire les coûts de production. La plupart des activités ont vu leurs résultats progresser, en particulier le boi-tage boisson. La contribution d'American National Can à la marge opérationnelle du secteur a été de 343 millions de dollars, en augmentation de 24% par rapport à 1989. Les perspectives pour 1991 sont bonnes et devraient permettre une nouvelle progression des résultats.

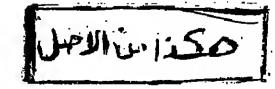
 Dans le secteur Composants Aéronautiques, après un premier semestre marqué par une certaine érosion des marges sur les ventes d'ailettes de turbines, la seconde partie de l'exercice a enregistré une forte amélioration des résultats, grâce à le croissance en volume des ventes d'ailettes, notamment en Europe, aux très bonnes performances de l'activité pièces pour turbines industrielles et à une meilleure maîtrise des coûts de production. Les résultats de ce secteur devraient se maintenir à un bon niveau en 1991, s'il se confirme, ce qui semble aujourd'hui probable, que le crise récente du transport aérien n'entrainera pas de diminution sensible

· Quant à l'activité Aluminium, elle a été doublement pénalisée en 1990 par le recul des cours mondiaux de l'aluminium et par les effets de la dépréeiation du dollar. Le niveau historiquement très bas des cours actuels de l'aluminium continuera de peser, en 1991, sur les résultats de cette activité, qui bénéficiera toutefois de la remontée du cours de change du dollar intervenue au cours des dernières

COMPTES DE LA SOCIETE PECHINEY INTERNATIONAL

Le bénéfice net de le société s'élève à 482 millions de francs, contre 509 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer è l'Assemblée Générale, convoquée pour le 11 juin, le maintien à 5 F du dividende net des actions; il s'y ajoute un montant de 0,38 F par action au titre de l'avoir fiscal et des crédits d'impôts.

PECHINEY INTERNATIONAL



La Caisse d'épargne de Lombardie entre dans le capital des Wagons-Lits

La Caisse d'épargne de Lombardie milliards de lires (45 millions de (Cariplo) et la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWLT) viennent de conclure un accord, en préparation depuis plusieurs mois tle Monde du 26 janviert, sur une cntrée de la Cariplo dans le capital des Wagons-Lits, La Compagnia finanziaria italiano (CFI), banque d'affaires de la Cariplo, va prendre 1 % du capital de la CIWLT, provenant des actions détenues auparavant par la Sodexho, pour un montant de dix

francs environ). En même temos, elle va prendre une part de 8 milliards de lires dans un holding au capital social de 43 milliards de lires, qui coiffera l'ensemble des activités des Wagons-Lits en Italie.

Cet accord répond au désir des nouveaux dirigeants de la CIWLT de trouver des actionnaires dans les pays où la compagnie entend développer

Titrisation

La SNECMA a réalisé 77 millions de francs de bénéfices en 1990

Le motoriste français SNECMA a vu son chiffre d'affaires progresser, on 1990, de 5 % pour atteindre 14,1 milliards de francs. Son résultat courant fait état d'un bénéfice de 435 millions de francs contre 185 millions en 1989, mais après déduction de 237 millions de francs, surtout imputables aux pertes sévères enregistrées par la nouvelle filiale belge. FN Moteurs. le bénétice net de l'exercice s'élève à 77 millions de francs contre 85 millions (- 9,4 %).

Les autres filiales du groupe se sont bien comportées, et notamment Messier-Bugatti (trains d'atterrissage) et la SEP (propulsion de fusces et de missiles) qui ont réalisé respectivement un bénéfice de 62 millions de francs et de 145 millions.

EN BREF

 Légère baisse des bécéfices de Dassault-Aviation. - Pour 1990, le bénéfice net de Dassault-Aviation taprès impòts et versement d'un intéressement du personnel à hauteur de 92 millions de francs) est de 218,2 millions de francs (au lieu de 294.7 millions en 1989) pour un chiffre d'affaires de 17,12 milliards de francs, comparable à l'exercice précédent. Le déclin du résultat s'explique par la faiblesse du dollar et la dépréciation des créances tices aux événements du Golfe (cn particulier, l'embargo contre des livraisons de Mirage à l'Irak et à la Jordanie). Les commandes reçues en 1990 se sont élevées à 16,044 milliards de francs, soit un montant assez voisin de celui de 1989. Deux nouveaux administraleurs ont été nommes le 8 avril : M. Bertrand Daugny et M. Jacques

a Fleury-Michon acquiert plus de 66 % de Calixte. - Fleury-Michon (charcuterie, plats cuisines, saucisson sect a pris plus des deux-tiers du capital de la société Calixte, spécialisée dans les salaisons et le saucisson see baut de gamme, a indiqué le 8 avril la direction de Fleury Michon. Calixte (entreprise familiale ardechoise) et Fleury-Michon, installée en Vendée, ont décide de regrouper leurs activités dans le domaine des salaisons sèches et de constituer une nouvelle société «Calixte Producteur». Par cette operation, Fleury-Michon accède à la troisième place du marche français du saucisson

de 2 milliards de francs de créances pour le Crédit lyonnais Le Crédit lyonnais lance sa

deuxième opération de titrisation de crédits personnels. Celle-ci permet à l'établissement de sortir de son bilan 70 000 prèts accordés à ses clients et de les ceder à un fonds commun de creances, baptisé CL FCC 2, pour un mootant total de 2 milliates de francs, un chiffre record pour une opération de titrisation en France. En contrepartie, ce fonds émet 1,75 milliard de francs de parts prioritaires et 250 millions de parts spécifiques.

Les parts prioritaires scront placées dans le public et cotées à la Bourse de Paris. Les parts spécifiques (qui supportent le risque de non-recouvrement) seront souscrites par le Crédit lyonnais et pourront faire ultérieurement l'objet d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

Coostruction navale : production moadiale en haosse de 20 % en 1990. - Le tonoage mondial des oavires de commerce construits en 1990 a augmenté de près de 20 % en 1990 par rapport à l'année précedente, pour atleindre son plus haut niveau depuis quatre ans, soit 15.9 millions de tunneaux de jauge bruic, seion le rapport annuel du Lloyd's Register of Shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publié lundi 8 avril à

Le Japon s'est maintenu au prenier rang mondial et a augmenté à la fois sa production et sa part de matché, qui est passée de 40,5 % à 43 %. En revanche, la part de la Cotée du Sud a légérement diminué. En Europe, c'est l'Allemagne qui enregistre la plus sorte croissance. La part telative des pétroliers dans le carnet mondial tend à dimiouer alors que celle des vraquiers qui transportept les céréales ou les minerais, augmente.



45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CIC

Le conseil d'administration, présidé par M. Jean de La Chauvinière, a examiné et approuvé, dans sa séance du 22 mars 1991, les comptes de l'exercice 1990, qui seront soumls à la prochaine

Le total du bilan s'élablit à 9 231 millions de francs, contre 8 272 millions de francs en 1989.

Le produit net bancaire s'élève à 410 millions de lrancs, contre

372 millions de francs en 1989, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente. Le volume des crédits distribués à la clientèle a connu un accrois-

sement de l'ordre de 10 % pour atteindre 4,7 milliards de francs et 6 milliards de francs avec les engagements hors bilan. Les ressources, quant à elles, ont progressé de 4,3 %, montant auquel il convient d'ajouter la lorte croissance des O.P.C.V.M. En particulier, la SICAV SB SECURITE, qui a connu un vif succès, et les deux louds communs de placement, ont atteint plus de 900 millions de lrance d'encours. Les Irais généraux étant contenus, le résultat brut d'exploitation progresse de plus de 33 % pour alleindre les 60 mil-

Les dotations aux amortissements sont du même ordre que celles de l'année précédente. Les dotations en provisions pour risques domestiques et pour risques pays restant à un niveau soutenu, le résultat net de l'exercice s'établit à 4,5 millions de trancs de béné. fice contre une perte de 23 millions de francs en 1989.

Le renforcement de la direction de l'exploitation et de la salle des marchés et le déploiement du réseau, conjugués aux possibilités commerciales nées d'accords réciproques avec le GAN, permettent d'espérer que l'année 1991 sera une année de consolidation de cette capacité bénéliciaire retrouvée.



NEW-YORK, 8 avril 1 Légère progression

L'indice Dow Jones est revenu au-deesus de la berre des 2 900 points lundi dens les derniers échenges, clâturent à 2 918,56 points, en hausse de 21,78 points (+ 0,75 %). Le séance cependent e étd hésitante dans l'attente de plus amples indications sur l'évolution des taux d'intérêt. Quelque 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valours an hausse e d'actions ont éié échangées. Le nombre de valuurs an hausse e dépassé celui des baisses : 945 contre 615, 488 titres étent inchengée. Déçue par l'ebsancs de réaction de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux mauvais chiffres du chômage publiés vendredi dernier, les investisseurs ont porté leur attention sur les résultats trimestriels des entreprises américaines dont la plupart sont jugés peu intéressants dans la jugés peu intéressants dans la meilleur des cae.

Le marché attend d'eutre part Le marché attend d'eutre parties prochaines statistiques économiques, particulièrement les prix de gros et de détail pour mers. Cee indicetions, significatives sur le front de l'inflation, pourraient ancourager la Fed à stimuler du nouvelles baisses des teux d'intérêt afin de sortur l'économie de la régregies, salon les experts. lérét atin de sortir l'economie de la réceesion, seton les experts. Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à trente ans a pau varié, s'établissant en fin d'après-midi à 8, 16 % contre 8, 17 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 5 avril	Cours du S aveit
Alcoa	64 7/8	64 1/8 34 5/8
Boeng		48 7/8
Chase Manhaitan Bari	17 324	17 5/8
Dy Pont de Nemours .		38 t/8
Eastman Kodak		42 2/8
Euron		57 5/8
Ford	70 7/8	31 1/8 71 5/8
General Motors	37 1/4	37 3/8
Goodyear		23 1/4
6M		113
TT		58
Mobil Cil	64	64 1/8
Pficer	56 3/4	57
Schlumberger	. 58 3/8	58 7/6
Texaco	. 63 5/8	64 1/2
UAL Corp en Allegas.	149	150
Union Carbidy	, 1/	17 1/4
USX	28 1/8	32 5/S 28 3/B
Westinghouse Xerox Corp	. 257 "	57 1/4

LONDRES, 8 avril 4 La baisse revient

La Bourse de Londres e terminé la séance de lundi dens le rouge. A la cloure, après avoir évolué entre un gain de 4 points et une perte de plus de 25 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 15.4 points soit 0,6 % è 2 529,9. Le volume des échanges a atteint Le volume des échanges a atteint 592,7 millions de three contre

Cutte baisse e été la conséquence des prises de bénéfices, après le forte hausse de la semaine après le forte hausse de la semaine dernière, mais aussi de la publication de plusieurs statiatiques décatontes pour l'économie britannique. Les ventes de détail ont baissé de 0,1 % en février après avoir été initialement annoncées en hausse de 1 %. La faible hausse (98 millions de livres) de l'encours des crédits à la consommeton en février, à 29,95 milliards de livres, à aussi essembri la tenlivres, a aussi essembri la ten-dance. Un porte-parole du Trésor a ziouté que ces chiffres montraient que «la politique monétaire restric-tive continueit à réduire le crois-

sance du crédit ». FAITS ET RÉSULTATS

□ Générale des eaux : + 20 % de bénéfices es 1990. - Le groupe Générale des caux, premier groupe français de services, table sur un chiffre d'affaires consolidé de l'orchittre d'attaires consolide de l'or-dre de 117 milliards de francs pour 1990, en hausse de 18.8 % sur 1989, dont près de 30 milliards à l'étranger (environ 25,5 % du total) et un bénéfice net dépassant 2,2 milliards, en hausse de plus de 20 %. La Compagnie aontince pour elle-même un chiffre d'affaires de 10.6 milliards de fonce en 1900 elle-même un chiffre d'affaires de 10,6 milliards de francs en 1990 (+ 13,6 % par rapport aux 9,3 mil-liards de 1989) et un bénéfice net de 1,1 milliard (+ 41,7 %): elle compte distribuer 777,7 millions de francs à ses actionnaires soit 21,3 % de plus qu'en 1989.

 Sodexho preud deux sociétés beiges de restauration. - Sodexho Beigique, filiale du groupe français de restauration collective et de titres de repas, vient de prendre le contrôle de deux sociétés locales de restauration, Belgorest et Restaura, la première axée sur les établissements de soins, la seconde sur les entreprises. Ces deux acquisitions portent à 4 milliards de francs belges, soit 650 millions de francs français le chiffre d'affaires du groupe Sodexho en Belgique, avec 2 575 salanés.

O Mousanto vend son alimentation animale à Mitsul et Nippou Soda. ~ Le groupe chimique américain Monsanto a annoncé lundi 8 avril, la vente de ses activités dans l'ali-mentation animale aux sociétés japonaises Mitsui and Co. et Nip-pon Soda Co. Mitsui et Nippon Soda voot creer une nuuvelle sociate qui reprendra la plupart des activités de Monsanto dans les additifs utilisés dans l'alimentation animale (Alimet et MHA). Les activités codées ont representé l'an der-nier un chillre d'affaires d'environ 40 millions de dollars (environ 750 millions de francs) a indiqué Monsanto qui n'a pas précisé le monlant de la transaction.

(filiale Dior-Hermis). - Les aldiers Arnaod Savy, filiale à 53 % d'Her-mès et à 25 % de Dior, installés à Pierre-Bénite (Rhône), vont procè-der à 121 licenciements, a-t-on appris lundi 9 avril de source syn-

PARIS, 8 avril 4

La Bourse de Paris a débuté la semeina sur une note faible, à l'image des aures grandes places internationales. En repli de 0,33 % dès les premières cotations, les valeurs françaises ont comtinué d'évoluer dans le rouge tout eu long de la metinée. En début d'sprèe-midi, l'indice CAC 40 e'inscrivait toujours en recti 1-0,5 %]. Plus tard dans la journée, à la clôture, l'Indicateur de la place accusait une baissa de

Le marché parisien e lui auesi été déçu, semble-1-il, comme l'evalent été les marchés new-yorkais, vendradi demier, at nippon, quelques heures plus tôt dans la matinée, du maintien de la politique monéteire américaine en l'état, alors que les milieux financiers espéraient une légère détente du loyer de l'ergent outre-Atlantique. En effet, eprès la publication, vendradi 5 avril, des chiffres concernent le chômage eux Etats-Unis, à son plue haut niveau depuis quatre ans, démon-trant sins! que le reprise n'était pas encore da retour, les interve-nants ont ettendu, en vein, un geste de le Réserve fédérals comma elle le fit à plusieurs reprises cet derniers mois quand l'économie américaine donnait

cata étent, le marché a aussi prolité de cette journée pour consolider ses positions après la hauese sensible de la semaine demière. Du côté des valeurs, les srbitrages entre Peribae et Cimenta frençsie d'una part et entre Alcatei Alsthom et la Générels occidentale, d'autre part ont continué de mobiliser l'attention des intervenants. Ce ful aussi le cas d'Eurotunnel, dont la mise en services des navattes pour tou-ristes est différée, en raison d'un changement de conception des barrières entifeu. Cette mise en service tardive antraînerait une réduction des ravenus prévus pour 1993. A la mi-journée, Euro-turnel abandonnait près de 3 % pour un volume d'un million de titros.

TOKYO, 9 avril 4

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a poursuiv son mouvement de baisse ciôturant sur un recul de 1,1 % mardi. L'in-dice Nikkel perdalt 290.26 yens et revanait à 26 317,39 yens. Le mouvemant était emorcé dèe le début de la journée. A mi-séence l'indice Nikkei afficheit déjà une baisse de 0,3 %. Le volume des échanges atteignait 250 millions d'actions. La baisse était en grande d'actions. La baisse etant en grende partie due à une vente d'arbitrage fiée à l'indice effectué per une firme de courtage. Sefen les analystas, les investisseurs attendent la publi-cation de l'indice américain des prix des prix de gros qui doivent être connus d'ici la fin de la semeine.

VALEURS	Cours do S pert	Cours do Si aunii
Abs	800	785
Bridgestone	1 130	1 120
Carron	1 590 2 510	1 550 2 580
For Bank	1 470	1460
Metsuchts Bectte	1 740	1710
Studion Heavy	805	791
Sorty Corp	6 550	6516
Tayata Motors	7 850	1 830

o Licenciements thez Aruand Savy

dicale. L'entreprise, qui réalise dicale. L'entreprise, qui réalise l'impression sur soic des carrés « 90/90 » et la production de cravates pour Hermès, subit le contrecoup d'un climat dégradé depuis le début de 1990, avec l'aggravation de la crise du Golfe, selon la direction. Arnand Savy, qui emploic actuellement 450 salariés, table sur un chiffre d'affeires de 110 millions de francs pour cette anoèe contre 134 millians en 1990.

a Sogeris : résultats en légère hausse. - Sogéris, société de service et d'ingénièrie informatique, introduite il y a un an, au second marché de la Bourse de Paris a aononce pour l'exercice 1990 des résultats en légère progression, mais en deçà de ses prévisions. Le bénéfice net n'a que peu varié, passant de 11,5 millions de francs en 1989 à 11,8 millions de francs. Le chiffre d'affaires, est pour sa part, passé de 63,1 millions de francs, pour l'exercice précédent, à 65,8 millions de francs. o Sogeris : résultats en légère

o Brioche Pasquier: hausse de 57% do bénéfice net en 1990. – La société Brioche Pasquier a dégagé en 1990 un bénéfice net de 31.9 millions de francs contre 20.4 millions lors de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 496.9 millions de francs contre 324.4 millions en 1989. Pour 1991, la société table sur uo chiffre d'affaires de 550 millions de francs qui déboucherait sur uno marge d'autofinancement brute de 67 millions soit un peu inférieure oux 70 millions de 1990, ainsi que oux 70 millions de 1990, ainsi que sur un bénéfice net de 32 millions de francs.

D Saint Louis : progression de 22 % du résultat net en 1990. - Le 22 % da résultat aet en 1990. – Le groupe agro-alimentaire Saint Louis a carregistré, co 1990, un résultat aut courant (pert du groupe) de 732 millions de francs, co hausse de 22 % par rapport à l'exercice précédent (602 millions), a annoncé lundi 8 avril, Sainta annonce tunor à avril, saint-Louis dans un communiqué. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 9,7 milliards de francs, en progres-sion de 9 % 18,9 milliards de francs). Le résultat act courdat lotal affiche une hausse de 24 % à 749 millions de francs, contre

PARIS

				71/1	
Se	con	d ma	rché	(sélection)	
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibles	3782	3810	Guintoli	960	
Amerik Associes	290	295	LC.C.	255	
Anystal	105		DIA	311	310
BAC	181 10	156 50	idianova	132	137 30 4
Bous Verne (ex BICM) _	866	869	kornoti, Hönelibre	293	895
Boiron Ly)	381	380	LP.B.M.	100 50	702
Boisset (Lytri)	212		Loca investis.	290	279 90
CAL-doft CCU	1107	1100	Locardic	95	95
Calburgos	430		Meetra Correct	144	
Certif	584	500	Molex	161	
CEGEP	175		Preshourg	82	
CFP1	315	315	PubliFilipsochi	353	
CMM	935	916	Rezel	600	
Codetour	280	280	Phone-Alp.Ecu Cy J	290	
Conformus	822		St-H, Matigoon	181	
Crasks	296.20	280	Select Invest (Ly)	101	
Desphir	484	480 80	Serbo	464 90	
Defense	885	890	S.M.T. Goupi	130	124 80 o
Demacky Worms Cla	400		Soors	255	
Desguerant et Giret	295 20	297	TF1	309 80	307 50
Deventoy	1060	1065	Thermedor H. (Ly)	290	
Deville	400	400 10	Union	200	202
Doinos	140 10	140	Viol et Cit	111 10	111 10
Editions Belfond	270	270	Y. St-Laurent Groups	790	790
Europ. Propulsion	357	356			
Frecor	126				
Frankoparis	142	1	LA BOURSE	SUR N	RINITEL
GFF (group torus)	313	309			
A. Mahama	310			TA	

Groupe Origny				A MORUE	
Notionnel 10 Nombre de contrate	% Cotation	AT IF	age du 8 avri	1991	
COURS		ÉCHÉ	ANCES		
COOKS	Juin 91	Sep	L 91	Déc. 91	
Dernier Précédent			5,48 5,16	185,84 185,86	
	Options	sur notions	el		
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE	
TRIA D EXERCICE	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91	
106	1,20	1,64	0,68	1,27	
Volume : 4 547.		A TER	ME		
COURS	Avnil	N	ai	Jein	
	1.00			1 9CF E	

CHANGES	BOURSES
Dollar: 5,72 = Le dollar restait ferme mardi e avril, dans un marché calme. A Paris, la devise américaine c'échangeait à 5,72 francs contre 5,7235 francs la veille à la cota- ion officielle. Elle était égale- ment stable à l'égard des princi- vales monoaies. Le mark cotait 3,3825 francs à Paris contre 3,3812 francs lundi ao fixing. FRANCFORT 8 avril 9 avril Dollar (en DM) 1,6821 1,6925 TOKYO 8 avril 9 avril Dollar (en yens) 137,90 137,90	PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) 5 avril 8 avril Valeurs françaises 121,00 120,70 Valeurs étrangères 112,70 113,00 (SBF, base 100 : 31-12-81) Ladice général CAC 491,40 493,35 (SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1851,71 1 847,57 NEW-YORK (Indice Dow Jones) 5 avril 8 avril Industriclies 2 896,78 2 918,56 LONDRES (Indice e Financial Times 3) 5 avril 8 avril 100 valeurs 2 545,30 2 579,90 30 valeurs 2 014,50 1 999,80 Mines d'oc. 137,80 138,40 Fonds d'Etal 85,55 85,47
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	5 avril 5 avril 5 avril 7 579,95
ris (9 avril) 8 15/16 - 9 L/16 % w-York (8 avril) 5 L/2 %	8 avril 9 avril Nikkei Dow Jones., 26 607,65 26 317,39 Indice sénéral 2008,74 1986,79

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

		COURS	DU JOUR	UNI	2006	CEU	X MOIS	SIX	MORS
		+ ben	+ hout	Rep.+	ou dip	Rep. +	00 dia	Rep.+	on die.
	\$ EU	5,7210	5,7250	+ 157		+ 300	+ 320	+ 840	+ 90
	Yes (100)	4,9538	4,1773	+ 35	- 10 + 44	+ 82	+ 102	+ 309	- 2 + 36
	DM	3,3796	3,3836	+ 3	+ 19	+ 4	+ 25	- 9	+ 4
ı	Floria FB (190)	2,9989 16,4300	16,4460	1 iố	+ 60	+ 6	+ 110	- 50	+ 3
	FS	3,9826	3,9882	+ 21	+ 33	+ 45	+ 67	+ 200	+ 25
	1. (1 400)	10,1090	10,1220	- 103 - 270	- 240	- 191 - 480	- 154 430	- 522	- 46

TARY DES EMPORANTAICS

INOV DES EQUALIDATIONES							
\$ E-U 5 778 Yes 8 116 OM 8 58 Floris 3 34 FR(100) 8 58 U(1 960) 11 38 F 12 14 Franc 8 1576	6 1/8 5 15716 8 5/16 8 1/8 8 7/8 8 13/16 9 9 17/16 12 3/8 11 3/8 12 1/2 12 5/16 9 9 1/16 9 1/8	6 11/6 5 15/16 6 11/16 6 3/16 8 11/4 8 8 1/8 7 11/16 8 15/16 8 7/8 9 1/8 9 1/8 9 1/16 9 1/8 9 3/8 9 3/16 8 7/16 8 3/16 8 7/16 8 1/8 11 7/8 11 3/3 11 7/8 11 3/8 12 7/16 12 1/16 12 3/16 11 3/18 12 7/16 12 1/16 12 3/16 11 3/18	6 576 7 1376 9 576 9 14 9 776 8 14 11 1776				

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande basque de la place.

The world to

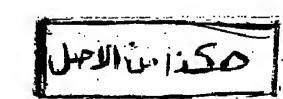


Cours relevés à 10 h 12

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Régiment (1987) Régime	BO	URSE	DU 9 AV	RIL					nurs Premier Denier % cours +-
Second			Demier %					Dernier % as Ecto Say	270
COMPTANT Indicators Comptant Comptan	986 S.H.P. T.P. 920 C.F. Lyon, T. 921 C.F. Lyon, T. 1230 Smin Gah 1240 Alc. Smin Gah 1250	P. 208 225 T.P. 320 320 T.P. 320 320 T.P. 326 220 T.P. 327 327 T.P. 326 225 T.P. 32	200 220 Cps. Beb. 190 Company 190	Column	# SERVER 385 Latings		ASS	1830 193 Fricsson Corp	28
VALUES S. S. S. S. S. S. VALUES Dec.	106 C	Coles	107.90 107.90 +1.31 715 1 575 -0.96 2510 h	gh. Bellos			SICAV (sélect		Emission Rachat
Norvège (100 sch)	Brapali Fangal Fangal Fangal Fangal GAT OAT OAT OAT OAT OAT OAT OAT OAT OAT O	Comparison Com		10 380 10 Magaint Marie Magaint Maga	Course	Prof. Cours	VALEURSS Frails inset. nert A.A. 1081 58 1035 60 Fin. Callon 223 01 770 78 78 78 78 78 78 7	VALEUPS	Table Tabl
Espagna (100 pse)		Portugal (100 esc) Caracta (1 S cara) Japon (100 yers)	4 951	3 680 1 3 860 Page 10 10			•		



La préfecture de la Charente-Maritime (Direction Départementale de l'Equipement)

COMMUNIQUE:

Par arrêté nº 90-182 en date du 4 avril 1991, pris en application du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, le préfet à present l'ouverture des enquêtes préafables :

à la déclaration d'utilité publique du projet d'autoroute entre SAINTES et ROCHEFORT (A 837)

à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Rochefort. Breuil-Magné, Tonnay-Charente, Cabariot, Lussant, Bords, Saiot-Savinien, Crazannes, Port-d'Envaux, Écural.

Une commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif de Poitiers, le 26 mars 1991, est composée :

- d'un président, M. MOUNIER Jacques - de deux assesseurs, M. BIGET Jean, M. PASCAUD Catherine. Le dossier principal sera déposé à la mairie de Tonnay-Charente, siège de l'enquête, Le public pourra y consulter les dossiers et répaires d'enquête, déposés à la mairie de Tonnay-Charente du 29 avril au 7 juin inclus :

- du lundi au jeudi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h - les dimanches 12 mai et 2 juin 1991 de 9 h à 12 h.

Les dossiers subsidiaires seront déposés et pourront être consultés pendant toute la durée de l'enquête dans les communes ci-dessous :

- Port d'Envaux
les mardi, mercredi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
le jeudi matin de 9 h à 12 h
le satnedi matin de 9 h à 12 h.

Ecurat le lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 16 h 30.

Le Vergenoux
 le mardi de 16 h à 19 h, le mercredi de 15 h à 18 h
 le jeudi de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h
 le vendredi de 10 h à 12 h.

du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Champdolent les lundi et mercredi après-midi de 15 h à 18 h le vendredi de 9 h à 12 h.

Gezy les lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 å 12 h 30. - Le Mung les mardi et vendredi de 14 h à 17 h,

Plassay les mardi et jeudi après-midi de 14 h 30 à 18 h 30 le samedi matin de 8 h 30 à 11 h 30.

- Loirê-les-Marais les mardi et vendredi de 14 h à 13 h.

Breuil-Magné les lundi, mardi, jeudi et vendredi d le mercredi matin de 9 h à 12 h 30.

- Cabariot du fundi au vendrodi de [1 h à 12 h et de 15 h à 18 h.

Lussani du lundi au vendredi de 14 h à 18 h le samedi matin de 10 h à 12 h.

Bords du jundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h.

- Saint-Savinien du lundi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Crazannes le lundi de 14 h 30 à 18 h 30 le mercredi de 9 h à 11 h 30 le vendredi de 14 h 30 à 18 h 30.

et pour l'ensemble de ces comme le samedi la juin de 9 h à 12 h.

Un dossier subsidiaire sera également déposé pour y être consulté pendant toute la

durée de l'enquête:

- à la sous-préfecture de ROCHEFORT:

- à la sous-préfecture de ROCHEFORT:

- du lundi au jeudi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30

- le vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h

- à la sous-préfecture de SAINTES:
• du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 b à 16 h.

Les intéressés pourront à leur choix formuler leurs observations directement sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit aux membres de la commission d'enquête dans les sous-préfectures et les mairies concernées sachant que les sous-préfets et les mairies devront les annexer aux registres d'enquête respectifs.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public, en

mairic de:

Breuil-Magné, le laudi 29 avril 1991 de 14 h à 18 h
Tonnay-Charente, le mardi 30 avril 1991 de 13 h 30 à 17 h 30
Cabariot, le jeudi 2 mai 1991 de 16 h à 19 h
Lussant, le vendredi 3 mai 1991 de 14 h à 18 h
Bords, le landi 6 mai 1991 de 14 h à 18 h
Saint-Savinien, le mardi 7 mai 1991 de 14 h à 17 h
Crazennes, le laudi 13 mai 1991 de 14 h à 17 h
Crazennes, le laudi 13 mai 1991 de 14 h à 17 h
Le Vergeroux, le mercredi 15 mai 1991 de 14 h à 17 h
Le Vergeroux, le mercredi 15 mai 1991 de 15 h à 18 h
Ecurat, le jeudi 16 mai 1991 de 14 h à 17 h
Champdolent, le ieudi 16 mai 1991 de 14 h à 17 h
Champdolent, le mercredi 22 mai 1991 de 15 h à 18 h
Plassay, le jeudi 30 mai 1991 de 14 h à 18 h 30
Loiré-les-Marais, le vendredi 31 mai 1991 de 14 h à 18 h
Geay, le lundi 3 juin 1991 de 8 h 30 à 18 h 30
Le Mung, le mardi 4 juin 1991 de 14 h à 17 h
La conmission d'enquête recevra les observations du public, en ma La commission d'enquête recevra les observations du public, en mairie de Tonnay-

narente:
- le jeudi 6 juis 1991 de 13 h 30 à 17 h 30
- le vendredi 7 juin 1991 de 13 h 30 à 17 h.

A la cluture de l'enquête, la commission d'enquête dispose d'un délai de trente jours pour entendre toutes persoones qu'il paraît utile de consulter pour établir un rapport et furntuler ses conclusions.

Les copies du rapport et des conclusions seront déposées :

à la préfecture de la Charente-Maritime

à la sous-préfecture de Rochefors
 à la sous-préfecture de Saintes
 dans les mairies concernées.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66 MINITEL 36.15 CODE A 3 T puis OSP

Vente an Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 t. EN UN SEUL LOT : UN APPARTEMENT de 3 P. à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

149, RUE PERRONET - 42/44, BD DU GÉNÉRAL-LECLERC au 5- étage - CHAMBRE au rez-de-ch. - EMPLAC. VOITURE - CAVE. Mise à prix : 1 200 000 F

Sair.: M. RANJARD-NORMAND, avocat d BOIS-COLOMBES (97), S. rue des Bourmispons. Tél.: 47-80-75-18. Sur les lieux pour visiter, le 12 AVRIL, de 14 h 30 à 15 h 36.

Vente sur suisie au Paleis de Justice de NANTERRE (92). le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h. APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420) 7, 9, 11,13 et 15, rue du Professem-Victor-Pauchet - 4 PIÈCES PRINCIP. AU REZ-DE-CH., AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVE - DEUX BOX.

Mise à prix : 1400000 F S'adr.: M' WISLIN, avocat, ancien avoué à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid: M' G. JOHANET, ancien avoué, avocat associé de la SCP NEVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (B), 161: 47-66-03-40 (coste 416), VISITE SUR PLACE 16 15 AVRIL 1991, de 14 H 36 à 16 H 30 - MINITEL 3616 CODE JAVEN,

Tél. (1) 46 34 07 70 L'HERMÉS Editeur METHODE DE REVISION: 78 72 45 50 • Techniques du commerce international

D. NICOLLE 3ème ed. 1991 • Etudes de cas de Comptabilité
N. JOURNO lère éd. 1991 Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS Togtes rebriques _____ 92 F Abonnés et actionnaires ... 80 F CARNET DU Monde

Mariages

- Josette et Alain LE MAOUT sont heureux de faire part du mariage de ieur fille

Aone

Found KOMBARGL

le 2 mars 1991. 48, rue Proudhon, 78370 Plaisir.

Décès

- Viviane Alleton, Jean-François, Bernard, Isabelle, Et lours familles. ont la douleur de faire part de la mort de

Jean-Claude ALLETON.

le 8 avril 1991, à Paris,

- M= François Boyer, née Xambeu. ses enfants et petits-cofants.

ont la douleur d'acconcer le décès de Francois BOYER,

chevalier de la Légion d'honneur médaille de la Résistance. survenu dans sa quatro-vingt-quatrième

École de santé de Lyon 1930. Arrêté lors de l'expédition de Saint-Pons, est envoyé au stalag 383, s'évade, rejoint le maquis : ORA bataillon Pugnaire 1945-1948, inspection générale des armées sous les ordres du maréchal de Lattre de Tassigny. Est affecté à l'hogital Begin. Après 1954, exerce comme pédiatre à Vincennes.

Une cérémonie réunira la famille à Caudies-de-Fenouillèdes, où ses cendres seront dispersées.

20. boulevard Saint-Marcel. 75005 Paris.

- Anne Creissen. née Paraire, son épouse, Alain et Philippe Creissen.

Pierre Paraire. son beau-père,

Pierre et Thérèse Creissen, Jean-Paul et Martine Creissen, Hélène Creissen. Gérard et Claire Leblanc, Odile Paraire,

ses frères, sœur, belles-sœurs et beau-Claire-Lise, Laurent, Matthieu, Thomas et Lilian, ses neveux et nièce,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques CREISSEN.

survenu en son domicile le 6 avril

Les obsèques seront célébrées au temple protestant de Mialet (Gard), le 10 avril 1991, à 14 h 30.

Et il rejoindra ensuite ses parents dans leur terre cévenole au hameau de

Il remeicie le professeur Michel Rieu, les docteurs Georges Khaiat, Francis Pellet et Claude Roche pour

leur fidèle et amical dévouement. Les dons pourront être adressés ao service du professeur Chodkiewicz, hôpital Sainte-Anne, Paris-14.

« De l'échatement des semences,

nt des tiges d'espérance. » 4, rue Faidherbe, 94160 Saint-Mande.

- Nicole DAUPHINE,

nous a quittes le dimanche 7 avril 1991. M. Claude Dauphiné, Anne et Marie.

8. rue Pasteur, 63134 Logelbach.

- Nous apprenons le décès de

Pierre DUFFAU. ancien journaliste, conseiller auprès du ministre des affaires étrangères.

Plierre Duffau, né le 4 février 1825 à Cassac en haute-Vienne, avait tondé le journal Voir, organe des mouvements unis de la flécistance. Il avait alors fait la connaissance dans le maquis de Rebnet Dumas. Titulaire d'uns licance ès-terbres et après avoir participé aux campaignes d'Allemagne et d'indoctine. Il était devenu journaliste économique à l'Agell, puis à Paris Mecch. Norumé rédacteur en chef à la Vie Française en 1957 puis à l'Expansion et à la Lettre des Echas, Il avait rejoint Roland Cumas en 1961 et était demeuré conseiller auprès de lui, unes interruption, au Parlement et au ministère des affaines étranções.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

Communicat diverses 95 F Mer Fraocoise Guiramand-Eiglier,
 M. Gérard Quiramand,

ionia et Jérôme, M. et M. Pierre Eiglier. dartin et Mahe. M. et Me Michel Dupuis, Aurélie.

M. et M= Bernard Eiglier.

Fabien et Marc.
M. et M. Alain Hayot. David et Anoïs. ses enfants et petits-enfants, M. Joseph Eigüer, ses enfants et petits-enfants. M- Gabriel Martin-Laval

et ses enfants. M. et M= Edmond Martin-Laval

nt leurs enfants, M. et M™ Léon Martin-Laval, M™ France Martin-Laval, M. et M™ Jacques Martin-Laval rt leurs enfants.

M= Maurice Juster et son fils, M- Guy Dromard, ses enfants et petits-enfants, Mº Victoire Ettori, Les familles Rougier, Martin-Laval,

Dromard, Cachard, Lanteaume, Ottavi et Nicolas, Perents, alliés et amis,

ont la douleur de faire part du décès de M. André EIGLIER,

chevalier de l'ordre national do Mérite. survenu le 8 avril 1991.

Les obséques religieuses auront lieu le mercredi 10 avril, en l'église de Saint-Giniez, Marseille-8, à 14 heores.

- René Heckenroth, président général, Le bureau national Et le conseil d'administration de la Societé nationale Les méduilles militaires.

M. Goy GENERMONT, premier vice-président, secrétaire général, officier de la Légioo d'honneur, médaillé militaire.

commandeur

de l'ordre national do Mérite, nédaillé de la Résistance. Les obsèques ont eu lieu mardi 9 avril 1991. à Colombes (Hauts-de-

- Jean Goldzink

a la douleur d'annoncer la mort, à Varsovie, de soo pere

Sampel GOLDZIUK, alias Edonard Kowalski. alias Tcharny.

Il fut de ces émignes clandestins à qui la mémoire française doit quelque chose. Il n'en tira ni gloriole ni profit: seulement une interdiction de sejour. Que son grand rêve l'enveloppe dans ses plis.

Le président Et les membres du Conseil constituont la douleur de faire part du décès de

M. Louis JOXE, ambassadeur de France, aocien député, membre de l'Institut, ancien membre du Conseil constitutionnel,

grand officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, survenu à Paris, le 6 avril 1991.

- Léonard PEUCH.

Monde du 9 avril.)

C'était le 20 mars 1991. C'était à Cuturon, Lubéron. Le thym et le romarin y fleuriront. Sa femme, sa famille.

- Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice ROUCHY, miliant des CEMEA depuis la Libération, chevalier de la Légion d'honneur, commandant des FFI.

Les obsèques auront lieu le 11 avril, à 13 h 30, au cimetière de Bagneus (92).

76, boulevard de La Villette, 75940 Paris Cedex 19.

d'astronomie.

Et le conseil d'administration. ont la tristesse de faire part du décès de leur président. Maurice ROUCHY. chevalier de la Légion d'honneur.

- Dominique Lesucut, présidant de l'Association française

A PARTIR DE **VOS FICHIERS** DE CAO/DAO ETRAVE REPRO 38. AV DAUMESNIL - 43.47.21.32 - On cous prie d'annoncer le décès

Julien TOUBLET. dit « Jean Thersant ». ancien secrétaire de la Coofédération générale du travail syndicaliste révol (CGT-SR), ancien membr du bureau de l'Association internationale des travailleurs (AIT),

de la Confédération nationale du travail survenu le 4 avril 1991, à Créteil (Val-de-Marne), dans sa quatre-vingt-cio-

ancien socretaire

Les obsèques auront lieu le jeudi 11 avril 1991, à 15 h 30, à Paris, au

58, rue Louis-David, 93170 Bagnolet. Islê le 27 sofit 1906 à l'eny-sur-Seine (Vel-de-Marne), bijoutier de formation, Jusien Toutlet adhère à la CGTU su début des années 20. Il devient, de 1932 à 1939, l'un des dispeaux de la CGT-SR, qui représente le syndicalisme révolutionnaire. Pour ne pas être raquis par les Allemands pendant l'occupation, il fonde une coopérative sonvière après l'autodissolution de la CGT-SR. Julien Teublet fait de la résistance dans des groupes libertaires. En 1945, il participe à la création de la Couffédération actionale du travail (CNT) dont il sura secrétaire. Il recupt uvec la CNT en 1953 et il se rapproche de Pierre Monats au sein du groupe Révolution profétarisone. Dervens correcteur de presse au début des armées 50, il sera employé notamment au Parisien Môrd. Anorsera employè botamment au Parisien libris. Asar-cho-synticeliste qui, dans sa jeunesse, avait ren-contre, à Paris, bus nombre de dissidents du sys-tème communiste et des dictatures fascistes l'Europe centrale, Julien Toublet était pa var le langue internationale Interlingus]

 Grenobie, Bordeaux, Chambery. Paris.

M= Aime Villaret, M. et M= Bernard Villaret, M. et M= Bernard Karst, M. et M= Roger Moulin, M. et M= Dominique Varennes, M. Pierre Villaret

A leurs enfants. unt la tristesse de faire part du décès de M. Aimé VILLARET,

administrateur civil au Maroc, survenu le 7 avril 1991, dans sa quatrevingt-sixième année.

chevalier de la Légion d'honneur,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 avril, à 16 h 30, en l'église Saint-Luc, à Grenoble.

Cet avis tient lieu de faire-part. 8. boulevard du Maréchal-Leclerc, 38000 Grenoble.

- Juvisy-sur-Orge.

M= C. Vozenin et ses filles ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, le

docteur Stéphan VOZENIN.

Les obsèques ont cu lieu dans l'inti-mité, le 6 avril 1991.

DES DÉCRETS - Nº 91-337 du 4 avril 1991 portant application de l'article pre-mier de la loi nº 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à

social. - Du 4 avril 1991 portant nomi-

UN ARRÊTÉ

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N- 5495 123456789 XI

HORIZONTALEMENT 1. Visible sur certains plateaux. -II. Dona la mort à celle qui lui donne la vie. Possessif. – III. Un taon lui consecra son temps, Dens le vent. – IIV. Forme des mousses. – V. En trenne des musses. — V. Reste lde bois. — VII. Sert à faire des devoirs. Empâchent de se coucher. — VIII. Fut très brillent. Partie d'une capitale. — IX. Pas loin de Liège. Occasion, pour certains, de mettre de l'eau dans leur vin. - X. S'oppose à plus fort que lui. Conjonction. -

et leurs fils Marc et Franck, ont la douleur de faire part du décès de M. Claude WARNOD. survenu le 2 avril 1991, à l'âge de qua-

M= Claude Worned,
 M= Françoise Leenbardt
 et son fils Guillaume,
 M. et M= Bertrand Warned

Les obsèques onl cu lieu dans la plus stricte intlimité.

- M. et M- André Wormser. M. et M- Thierry Wormser et leur fils Paul, M. Marc-Olivier Wormser,

Mª Laure Wormser, ont la tristesse de faire part du décès de M= Fernand WORMSER.

née Georgette Dreyfus, leur mère, belle-mère, grand-mère et

survenu fe 30 mars 1991.

Les obséques ont eu tieu dans l'ioti-6, boulevard Jean-Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires - Le 10 avril 1989.

Claire LISLE l'endormait dans l'espérance de la

Ayez une peosée ou une prière poor elle et pour ceux qu'elle aimait.

Une messe sera célébrée le mercredi

Messes anniversaires

10 avril 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue Marceau, Paris-16, à la mémoire de Mathias POLAKOVITS,

dit Paul Mathias, décédé le 9 avril 1987.

Communications diverses - Conférence du cycle : Halakha, -Collège des études juives de l'AIU, jeudi 11 avril 1991, 20 h 30, 45, rue La Bruyère, Paris-9: « La coover-sioo », par le grand rabbio Mare Guedj. — P.A.F.

- Ouverture de la

6, rue Maître-Albert,

galerie MAFFRE ALBERT,

75005 Paris. Tél.: 44-07-06-06. - Mémoires d'un hérétique, de Léou Chartok, Didier Gille et Isabelle Stangers, sera commenté au cours d'une conférence organisée par l'Amilar et le Cercle Bernard Lazare. Les débats qui suivront soroot dirigés par Adam Rayski, président de l'Amilar. Jeadi 11, à 20 h 30, CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3. Tél.: 42-71-58-19.

1990-1991, 1991-1992 et

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 7 avril :

- Nº 91-338 du 5 avril 1991 rela-

- N- 91-339 du 5 avril 1991 relatif à la taxe parafiscale des indus-tries du cuir, de la maroquinerie et de la chaussure.

tif aux ports de commerce d'intérêt majeur eo temps de crise ou de

- Du 5 avril 1991 portant nomi-nation à la commission des statuts

1992-1993.

guerre.

DES DÉCRETS

UN ARRÊTÉ

JOURNAL OFFICIEL Sont publiés au Journal officiel. du samedi 6 avril :

l'amélioration de leur environnement économique, juridique et

oation au conseil d'administration de la Caisse centrale de réassurance.

- Du 4 evril 1991 modifiant la ration à la commission des statuts l'arrêté du 24 juillet 1989 fixant le du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

XI. Telles qu'il vaut mieux ne pas trop se répéter. Fait conneître le principal. VERTICALEMENT 1. Hommes d'état. - 2. Obstrue l'ouverture d'un conduit. Mis en mile morceaux. - 3. Note. C'est certain, son jour viendra. Ne nous-apprend rien. - 4. Fernine de légènde. Prépo-sition. Va à la mine. - 5. Ce n'est sition. Va à la mine. - 5, Ce n'est tout de même pas leur faute ai l'on a l'estomac dans les telons I Bonnes ceuves. - 6. Ennemie de la libre pensée. - 7. Amateur de fruits. - 8. Avait une force magique. Charles ou Charlotte ? - 9. Un amouraux de la nature, Reçoit à bras ouvers.

Solution du problème ne 5494

Horizontalement l. Enivrante. - II. Carrefour. - III. Ruée. Fier. - IV. Et. Nuer. - V. Voie. - VI. In. Lattes. - VII. Similaire. - VIII. Sée. Etre. - IX. Ers. Riant. - X. Tome. - XI. Revent.

Verticalement 1. Ecrevisses. - 2. Nautonier. - 3. Ire. Messe. - 4. Vrenell. - 5. Ré. Alerte. - 6. Affectation. - 7. Noir. Tirant. - 8. Tue. Gèrent. - 9. Erre. Se. Tet.

GUY BROUTY .

4 C 1 4 C 1 7 99

The same of the same

Charles Charles City

· Sandan

April 1778

· Charge

Neg High

- A-1 (342)

1 7 4

. 3.

4.5

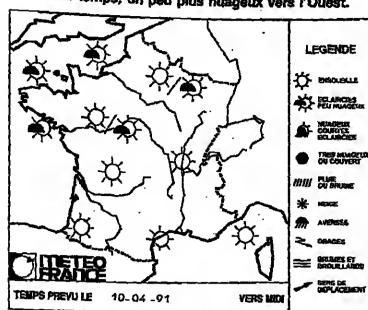
 $\beta_{A,J_{A,A}}$

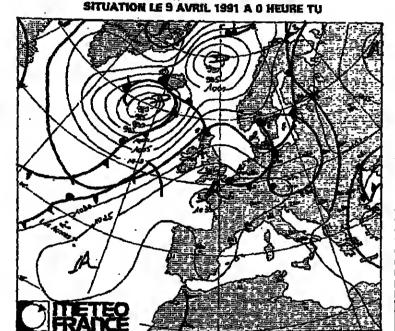
bulletin ster de mana

rr 🛬

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 10 avril 1991 Beau temps, un peu plus nuageux vers l'Ouest.





l'agrès-midi. Ces nuages pourraient

Les températures matinales seront

assez homogânes : 5 dagrés à 6 dagrés dans l'intérieur, 7 degrés à 8 degrés

près des côtes. Les maximales s'étage-

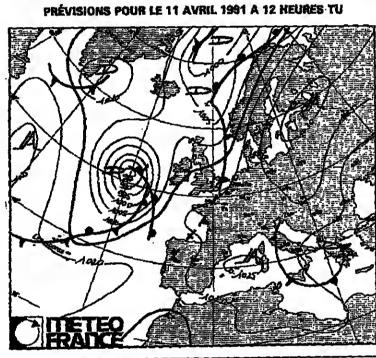
ront de 19 degrés à 23 degrés dans le

donner des orages isolés.

Jeudi : beau temps: - Le soleli brillera sur toute la France en ce jeudi avec de la brume su petit matin. Les vents seront faibles de sud dominant. Quelques bancs de nuages élevés volleront temporairement le ciel en Bretagne et près des côtes de la Manche.

Des gusoes d'instabilité se dévelop-

Nord, 23 degrés à 26 degrés dans le peront sur les Aipes et en Corse



HARREILE	ES. TEAPITES ÉTRAN ER TERDAM LÍNES GEOR GEOR GEADE LIN GEILES SNHAGUE	20 11 17 36 16 17 13	20 R 9 6 11 27 9	A	MOSCOU_ NAIROBI. NEW-DELI NEW-YOR OSLO PALMA-DE-	BORL BI	14 16 18 9 27 12 32 7	16 19 19 2
BORDRAUX 14 9 D BOURGES 11 8 D BOURGES 12 8 C CARM 12 8 C CHERBOURG 12 9 C CHERBOURG 13 7 N BAR GRENOBLE 18 9 D BRILLE 13 9 C BRR LIFLE 23 9 C BRR LIFLE 14 9 D DAB	ÉTRAN TERDAM TERDAM INTES GEOR GEOR GRADE LIN ARELES SNHAGUE	20 11 17 36 16 17 13	R 9 6 11 27 9 7	DANCODC	METICO MILAN MONTRÉA MOSCOU NAIROBI NEW-DELL NEW-YOR OSLO PALMA-DE.	M.	16 18 9 27 12 32 7	8 3 6 16 19 19 2
REST	TERDAM TERDAM LENES GEOK CZI GNE GRADE LIN TREILES SNHAGUE	20 11 17 36 16 17 13 11	9 5 11 27 9	ANCODC	MILAN MONTREAM MOSCOUL NAIROBI NEW DELL NEW YOR OSLO PALMA-DE	HI_	16 18 9 27 12 32 7	16 19 19 2
REST	TERDAM TERDAM LENES GEOK CZI GNE GRADE LIN TREILES SNHAGUE	20 11 17 36 16 17 13 11	9 5 11 27 9	ANCODC	MOSCOU_ NATROBI. NEW-DELL NEW-YOR OSLO PALMA-DE-	M _	18 9 27 12 12 32 7	16 19 19 2
CAEM 12 8 C AMS CHERROURE 12 9 C ATH CHERROURE 13 9 C ATH DISON 13 7 N BAR GRENOBLE 18 9 D BRIL LILLE 13 9 C BRR LIMOGES 11 8 D BRIL LYON 14 9 D COP MARSBULE 19 9 D DAB	STERBAM LENES GEOR CELCAR CRADE LIN CREILES ENHAGUE	11 17 36 16 17 13 11	11 27 9	ANCODC	MOSCOU_ NATROBI. NEW-DELL NEW-YOR OSLO PALMA-DE-	m_ k_	9 27 12 12 7	16 19 19 2
CHERROURG 12 9 C ATH CLEMONT-PER 13 3 D BAN DIJON 13 7 N BAR GRENDELE 18 9 D BELL LIMOGES 11 8 D BRU LIVON 14 9 D COP MARSEULE 19 9 D DAE	ENES	17 36 16 17 13 11	11 27 9	20000	NAIROBI. NEW-DEL NEW-YOR OSLO PALMA-DE-	и х	27 12 12 7	19 19 2
CLERMONT-FER	ICELONE GRADE ILIN TXEILES ENHAGUE	36 16 17 13 11 19	27 9	0000	NEW DELL NEW YOR OSLO PALMA-DE-	И	12 32 7	19
DESCRIPTION BAR SAR SA	CELONE GRADE ILIN IXELLES ENHAGUE	16 17 13 11 19	9	000	NEW-YOR OSLO PALMA-DE-	X	32 7	19
LIMOGES II 8 D BRU LYON 14 9 D COP MARSEULE 19 9 D DAE	GRADE LIN TRILES TNHAGUE _	17 13 11 18	7	Č	PALMA-DE		7	2
LIMOGES II 8 D BRU LYON 14 9 D COP MARSEULE 19 9 D DAE	LIN EXHLES	13 11	3		PALMA-DE	NAJ_		
LYON 14 9 D COP MARSELLE 19 9 D DAE	enhague	10	2	A				
MARSENLE 19 9 D DAE	ENHAGUE	19	E.		PERM			10
MARSELLE 19 9 D DAE	TA D			A	RIO DE LAN	ERO.	26	16
THE PARTY OF THE P	AR.	20	17	D	ROME			11
NANCY 11 10 C DJE	RBA	· 18	12	D	SINGAPOR			25
NAMPER IL S D GEN	EVB	14	.7	D	AND BUTTON	.M.	11	4
NICE 16 14 D HUN	KGEONG	25	29	B	SYDNEY.		23	19
PARIS-MONTS 13 IS C LITTLE	LNEUZ	.9	7	P	TOKYO			n
PAIT 15 8 B JISE	DSALEY	TD	15	D	TONIS			10
PERPHENAN IS IN D LEC	ONNE	20	15	Ď		8	12	4
RENNES 4 & R LING	D283	14	8	Ň			17	10
	ANGELES_	70	12		YTENNE		13	9
STRASBOURG 11 9 A LOS	Altharas-)	T	T		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légele moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Documens établi over le support rechnique spécial de la Météorologie nationale.)

BEAUCHESNE

sciences religieuses – Philosophie – Histoire – Politique

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél.: 45-48-80-28

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

C'est Molière qu'on assassine!

s'est regardé longuement. interminablement, en son miroir. lundi soir aur Antenne 2. Toute distribution des prix est une excellente chose. Surtout pour ceux qui les recoivent. Encore faut-il ne pes transformer l'affaire en un calvaire, quinze actes et près de trois heures d'entenne. Sinon c'est Molière qu'on assassine (Vittorio Gassman qui présidait à la remise de ces Cinquièmes Molières avait, pourtant, dans un disgarde. Les spectateurs romains, dit-il, sont tembles qui, au spectacle, restent assis en diagonale pour

gles voyants a, en un mot celle des acteurs, s'est mise à jouer de tra- beaux en mémoire de Vitez-Tartaffe; Sophie Marceau. vers, pour effe et elle seule, précieuse bref, tout ce cirque, pourquoi? et ridicule.

mieux signifier leur indifférence. Nous d'outre-tombe, ou d'outre-Français ; une bien belle troupe, évoqués, com-

Michel Simon; la retraite aux flam-

Pour le télespectateur, ce fâcheux A un moment, dans un bel effort en manque, à qui il parattrait conved'improvisation, une lauréete lan-nable d'administrer, à intervalles cara : « Je trouve cala drôle d'être fixes, semblable médecine? Ou plus drôle. s Et inversement. Tant de simplement, curieux retour de gentalents, de métier, la fine fleur des darme, en raison d'une incapacité tréteaux ainsi réunie, et, à ce point, collective des acteurs, un soir de fête cours plein d'humour, mis chacun en oublier les devoirs de la charge ! Ce et de relâche, à exercer leur métier ? Molière géant, façon Orwell, qui Qui sait? La fête fut triste. Comme dominait la scène et que l'on crut un long caralogue de Toussaint, en « gueule » de Peter Brook, l'intelliindispensable de doter d'une voix mémoire des disparus de l'année,

U mémorial des saltimben- sommes tous des Romains. Ou, ce french-cancan venu faire le grand ble de la télévision, sans jamais une ques, le théâtre français plutôt, la lamille réunie devant les écart goulûment en cette digne image. Comme un long palmarès, caméras, celle des « fous savants, assemblée ; l'inévitable imitateur, sans surprise ni scandale, à peine des hypocrites sincères et des aveu- Michel Leeb, singeant l'inimitable, une micro-bataille d'Eurydice, un Molière et une gifle de sifflets pour

La fête pouveit être autre. La « répétition » savoureuse offerte par Muriel Robin et Guy Bedos, la scène du Bourgeois gemilhomme dédiée par Francis Pernin et Jacques Villeret à Louis Seigner, prouvèrent assez que le théâtre se suffit à lui-même. L'image de Madeleine Ranaud et Jean-Louis Barrault, hors d'âge, recevant l'ovation de la salle debout, la gence lumineuse de Giorgio Strehler auraient fait le reste.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; u Film è éviter ; » On peut voir ; » » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 avril

20.50 Cinéma : Mais où est donc passée la septième compagnie? a Film français de Robert Lamoureux (1973). 22.25 Magazine : Ciel, mon mardi l 0.15 Au trot. 0.20 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Cinéma : L'espion qui m'elmait. = Film britannique de Lawis Gilbert (1977). 23,00 Magazine : Cinéma, cinémas 2. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Musique : Jazz à Antibes. John Mac Laughlin (1).

FR 3

17.15 Jeu:

20,35 Téléfilm : Un médecin des Lumières. 22.10 Journal et Météo. 22,30 Télévision régionale. 23.30 Veriétés : Eurotop. 0.20 Magazine : Espace francophone. 0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéms : Milou en Mai. *** Film français de Louis Malle (1989).

Une familie en or.

19.50 Tirage du Loto.

16.05 Hit NRJ.

19.00 INC.

22.30 ➤ Série :

17.05 Magazine : Giga. 18.10 Jeu : Des chiffres

18.30 Série : Alf (rediff.).

20.45 Téléfilm : Le Piège.

23.35 Journal et Météo.

FR 3

17.05 Magazine:

17.30 Amuse 3.

20.35 Magazine:

duplex du Sénégal). 22.20 Journal et Météc.

Minuit en France

22.40 Magazine :

23.35 Magazine :

18.30 Jeu:

20.00 Journal, Tapis vert.

Météo et Loto.

20.50 Variétés : Sacrée Soirée.

22.50 Magazina : Perdu de vue.

0.00 Journal, Météo et Bourse.

0.25 Documentaire : Hommage à André Voisin.

et des lettres junior.

119.05 Série : Mac Gyver (rediff.). 20.00 Journal et Météo.

Que deviendront-ils?

23.55 Magazine : Prolongations. Spécial tennis.

Une pêche d'enfer.

18.10 Magazine : C'est pas juste.

20.05 Divertissement : La Classe.

Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journel de la région.

Magazine:
La Marche du siècle.
Thème: Défense et sécurité en Europe.
Avec MM. Roland Dumas (ministre des affaires étrangères), Brosnilew Geremek (président de la commission des affaires étrangères de la Diète), Manfred Womer (secréteire général de l'Otan), Vadim Zegledine (conseiller diplomatique de Mikhall Gorbatchev), Hens-Dietrich Gensher (ministre des affaires étrangères de RFA, en duplex de Vienne) et Abdou Diouf (président de la République du Sénégal, en duplex du Sénégal).

Faut pee réver. Argentine : chasseurs de laine ; Chomo ; antiste ; Côte-d'Ivoire ; Samons, griot chas-

17.45 Sport : Football.
Demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs

22.10 Flash d'informations.

22.15 Cinéma : J'ai épousé une extraterrestre. D Film américain de Richard Benjamin (1988) (v.o.). 0.00 Cinéme : L'Emissaire. D Film américain de Jan Scholtz (1988).

20.50 Cinéma : La Bataille de Midway. D Film américain de Jack Smight (1975). 23,10 Magazine : Cîné Cing. 23.25 Cinéma :

Onze jours, onze nuits. D Film italien de Joe d'Amato (1987). 1.00 Journal de la nuit. 1.10 Demain se décide aujourd'hui. 1.15 Le Club du Télé-schat.

M6

Toby dens le Grand Nord. 22.15 Téléfilm : L'Héritière cubliés. 0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Magazine : Dazibao. Boulevard rock and hard.

Mind.

20.30 Concert (donné le 1= mars à l'Opéra de Montpellier) : Capriccio (Clair de lune, scène finale). de R. Strauss: Le secret de Suzanne, de Wolf-Ferrari, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. : Uwe

FRANCE-MUSIQUE

:23.07 Poussières d'étoiles.

La SEPT

21.00 Magazine : Mégamix.

22.00 Magazine : Dynamo.

20.30 Archipel science.

22.20 Documentaire: Par amour.

FRANCE-CULTURE

Quoi de neuf sous le soleil?

un îlot de l'erchipel du gouleg.

21.30 Sur les traces de l'Ozerlag.

0.50 Musique : Coda. Michel Portal.

22.40 Les nuits magnétiques. Le regard des eveugles (1). 0.05 Du jour au lendemain.

22.30 Téléfilm : L'Arbra mort.

Mercredi 10 avril

0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.). 18.00 Canaille peluche. chempions (match siler) : Spartak de Mos-cou-Chympique de Marseille, en direct de Moscou. - En clair jusqu'à 20.30 18.30 Ça cartoon.

18.50 Top albums. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.00 Sport : Football
Carti-finale de la Coupe d'Europe des clubs
champions (metch aller) : Seyern de
Manich-Etoile rouge de Belgrade, en direct

22.30 Flash d'informations. 22.40 Cînêma : Un jeu d'enfant. 🗷

Film français de Pascal Kané (1989). Avec Paul Schmidt, Dominique Lavanant, Jean 0.20 Cînéma :

Shocker. Film américain de Wes Craven (1989)

16.25 Youpi i L'école est finie. 17.45 Série : Star Trek. 18.40 Série : Allo Nelly Bobo. 19.05

Jeu : La Ligne de chance. 19.40 Sárie : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.

20.00 Journal et Météo. 20.40 Journal des courses. Histoires vraies.

Trois témoins pour un counab 22.15 Débat : Erreur judiciaire,

personne n'est è l'abri. 0.00 Journal de le nuit. 0.07 Demain se décide aujourd'hui.

16.15 Série : Drôles de dames. 17.05 Jeu : Hit hit hit hourral 18.05 Série :

Tonnerre mécanique. 19.00 Série : La Petite Maison

dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Téléfilm : Des vacances de rêve. 22.15 Série :

Magazine : Le Glaive et la Balance.

L'Affaire des frères Willot 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Dazibao.

0.10 Boulevard des clips. LA SEPT

16.30 Histoire parallèle.

17.30 Mégamix. 18.25 Documentaire : Style Wars

19.25 Magazina: Dynamo.

19.55 Le Dessous des cartes. 20.00 Stáphene Grappelli,

portrait rêvé. 21.00 Documentaire: Non-lieux.

22.10 Documentaire : Par emour. 22.25 Cinéma : Vidas secas. ETT Film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos

0.05 Court métrage : Majoria ebsoluta.

0.20 Court métrage : Casinhe Pequenina.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire to langue. Les écrivains et leur langue.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de lengue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan

22.40 Les nuits magnétiques.

Le regard des aveugles (2).

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda, Michel Portal.

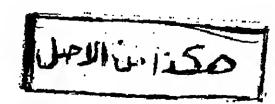
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 février à la Philharmonie de Munich): La cheuve-souris, de J. Strauss; Six Landler K. 606, de Mozart; Rosamunde, de Schubert; Danses alle-mandes D 820, de Schubert (orchestration de Webern); Casse-noisette, de Tchai-kovski, par la Philharmonie de Munich.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz-club en direct du jazz-club de la Ville à Paris. Le quartette du saxophoniste et flûtiste Hervé Mes evec William Lecomte, piano, Thomas Bramerie,

> Du lundi au vendradi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENDYAN AVEC ANNICK COJEAN

et la collaboration du « Monde »



A la Réunion

Inculpation de trois personnes après la mort d'une journaliste

Trois personnes, dont un mineur, auteurs présumés de la mort d'une journaliste réunionnaise, tuée au volant de sa voiture par un jet de pierre, le 26 février. ont été inculpées d'assassinat et écrouées, lundi 8 avril, à la maison d'arrêt de Saint-Denis de la Réu-

Alors qu'elle circulait sur une route de la Rivière des Galets, sur la commune du Port, Mª Vivienne Cadet, vingt-deux ans, journaliste à Antenne Réunion, avait été mortellement blessée par une pierre de 3 kilos, lancée sur sa voiture par des inconnus, du haut d'un échangeur. Le projectile, qui avait tra-verse le pare-brise du véhicule, l'avait atteinte à la tête, la tuant

Cet incident était intervenu pendant les émeutes de Saint-Denis, où de nombreux véhicules et des vitrines avaient clé attaques à coups de pierres, mais les enquêteurs n'avaient pas voulu établir de lieu entre les deux événc-

SECTION A

Débats

ırand Poirot-Delpech...

Léger redoux en Chine ..

La démolition

Les travaux

parlementaires

Judaïsme laïque

Des assises nadonales

Remaniement à Pékin

des «héros» américains

Les grèves en URSS

Les mineue refusent les conces-

sions du gouvernement 10

Un vote envisagé pour les chefs

de département hospitalier.... 14

SCIENCES • MÉDECINE

• Les caries des Français : ur

bilan accablant . Etats-Unis-

URSS : retrouvailles dans l'es-

pace ? . Teuravel ou l'arr de

doubler • Points de vue • Tempère sur l'orientalisme »

Le droit à la santé . • Pelits

soins français pour patients bri

le trésor de Saint-Denis

Le public se presse au Louvre

pour admirer ce qu'il reste du trè-sor de la basilique. Et rèver ... 18

SECTION B

Dix neuf sociétés d'informatique

ont constitué un groupement

Services

Morchés financiers 26-27 Méréorologie

Mots croisés...... 28

Radio-Télévision29 Spectacles...... 20

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Ce numéro comprend un sup-

plement indianvas de 24 pages.

Le numero du « Monde »

date 9 arell 1991 a été tiré à 538 377 exemplaires.

oliquées de l à XXIV.

dans l'informatique

Patrimoine :

Alliance

contre (BM...

L'assemblée

de la Banque

interaméricaine

Abonnements.

ments. Interpellé, dimanehe, à la suite d'un vol, Jean-Philippe Peter, vingt-sept ans, aurait avoue, ou cours de son interrogatoire, être l'un des auteurs des faits. Il aurait également livré les noms de ses deux complices, Jean-Marie Louise, vingt-sept ans, considere par les gendarmes comme un simple d'esprit ainsi qu'un mineur

dont l'age n'a pas été precisé. Jean-Philippe Peter, invelide à 80 % à la suite d'un eccident de la circulation, selon les gendarmes, aurait déclare avoir agi « par jeu ». Les enquêteurs affirment que lui et ses complices n'en étaient pas à leur coup d'essai et s'amusaient jusqu'à samedi dernier à arroser de pierres les voitures circulant sur la route du Port, à une trentaine de kilometres de Saint-Denis.

Présentés lundi soir au juge d'instruction, ils ont été inculpés d'homicide volontaire avec guetapens et écroues. - (AFP.)

Une première à l'Ecole de guerre

1 500 invités pour entendre un discours de M. Mitterrand sur la sécurité européenne

Les officiers stegiaires de le 103º prumotion de l'Ecole superieure de guerre ont réussi la gageure d'inviter le chef de l'Etat à présider la séance finale d'un Forum qu'ils organisent, les mercredi 10 et jeudi 11 avril à Paris. sur le thème : « Quelle sécurité en Europe à l'aube du vingt et unième stecle? » C'est une première. Plus de quinze cents invités, dont le tiers sont des étrangers, entendroot cent cinquante orateurs discourir de la sécurité européenne de l'an

Ce Forum, dont les stogiaires de l'École de guerre ont eu l'initiative, s'organisc en trois porties distinctes: une séance plenière, inau-gurée par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe; des travaux en six commissions sur les enjeux internationaux, le nouveeu système de sécurité collective en Europe, les progrés technulogiques et la maîtrise des armements, l'économie et l'environnement, les ressources humaines, et les opinions publiques face à la volonté de

aux cheminois, le deuxième utili-

sait une manivelle permettant en quelque sorte de pédaler avec les

mains, et les deux derniers, plus

sommaires, l'aisaient appel à des

sortes de planches à roulettes où la

seule force motrice est celle des

Tout s'est edmirablement passé et la NASA peut déjà s'enorgueillir

du succès de cette nouvelle mis-

sion. Elle en a bien besoin après

défeose: une séance plénière de bilan, avec un discours de M. Mitterrand, qui est constitutionnelle-ment le chef des armées.

Pour les six commissions de travail, les stagiaires de l'Ecole de guerre ont rassemblé des juristes, des industriels, des universitaires des responsables politiques, des hommes de presse et des militaires. A cette occasion, une première mondiale est prévue, avec l'instau-ration d'un débat télévisé en multi-plex en direct de l'Académie militaire de Moseou (evec la participatico du maréchal Serguei Akhromeiev, encien chef d'étatmajor soviétique) et de le National Defense University (avec M. Brent Scoweroft, cooseiller de M. George

URSS La Géorgie se proclame indépendante

Le Soviet suprême (Parlement) de Géorgie, réuni mardi 9 avril en session extraordineire, e proclamé unilateralement l'« indépendance» de la Géorgie, a-t-on appris auprès de la représentation permanente de

la Géorgie à Moscou. Le Parlement géorgien s'est fondé sur les résultets du référeodum organise le 31 mars dens la République, qui s'était soldé par un vote massif en faveur de l'indépendance. La Géorgie est, après la Lituaoie, la seconde république soviétique à proclamer ainsi son indépendance. ~ (AFP, Reuter.)

Les divergences sur la deuxième étape de l'union économique et monétaire européenne se précisent

Réunis à Luxembourg lundi 8 avril, les ministres des finances de la Communauté ont exprimé leur différence d'appréciation sur les conditions de passage à la deuxieme étape de l'union économique et monétaire euro-péenne (UEM). Concrètement, deux points de vue s'affrootent. Pour les uns - l'Allemagne, les Pays-Bas et le Daoemark - ce passage à la deuxième phase, au cours de laquelle un système curopéen de banques centrales doit être mis en place, ne peut être effectué que si, comme l'a souligné le secrétaire d'Étet allemand aux finances, M. Horst Koehler, un veritable programme de rapprochement des taux d'inflation et de réduction des déficits hudgétaires est adopté. L'entrée en vigueur de la deuxième étape au l'i janvier 1994 ne pourrait être respectée qu'en cas de succès de ce programme. Les trois pays ont refusé tundi le compromis pré-

senté par le Luxembourg. Pour les autres Etats (à l'exception de la Grande-Bretagne, qui n'a jamais accepté l'objectif de la création d'une monnaie commune européenne), la deuxième étape doit démarrer à la date prévue lors du sommet de Rome.

MONGOLIE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Renversant!

H là là, ce ecendele i lis sont fumé un joint en 1965, Reagen et ee femme. Même qu'ils ont rigolé : Franchement, c'est pas terrible i Et attendez, voici mieux : s'il l'e épousée, c'est parce qu'elle était enceinte, vous vous rendez compte un peul En plus, il l'a trompée, il s'est tapé trois quatre starlettes et elle lui e rendu la monnaie de sa pièce.

Avec qui? Tenez-vous bien, avec Frank Sinatra. Où ça? Sous eon nez, à Ronnie, dans les appartements privée, à deux pas du bureau ovale, entre la poire et le fromage. Téléphone bloqué. On n'evait pas le droit de troubier leurs ébats. Feut comprendre! Avec leurs soixente-dix baleis, elle, sa mise en plis, lui, son corset, il eurait suffi d'un coup de fil

pour leur casser le coup l Enfin, frenchement, à quoi ça ressemble, ces révélations fracaesentes dont le plupart, Madame et son astrologue, Monsieur et see blegues enti-gay. anti-bleck, font depuis belle luretta, le une de la presse internationale? A ce que c'est : la fabrication d'un de ces best-sel-

dollars - signés Kitty Kelley dont Jeckie Onassia e déjà fait les

Pour ça, ils reculent devant rien, les éditeurs américains . Et surtout pas les foudree des hauts personnages incriminés. Esseyez done de publier ici un Giscard intime, on vous claquera la porte au nez. Rien que pour avoir évaqué, le plus discrètement du monde, ses frasques à l'heure du laider, un de mes confrères a été immédiatement senctionné : plus le droit de mettre las pieds à l'Elysée.

Moi, quand je me suis parmis de parier dans un billet des aventures de Grace de Monaco telles que les rapportait encore une de ces « bio » à sensation dont les Etats-Unis feisaient leurs choux gras, je me suis fait taper sur les doigts: Tu touches pes à cal Eux, là-bas, ils y touchent, pes gênés, à la liquette de Ted Kennedy, lancé, jembes nues, evec son fils et son neveu, à la poursuite d'une pouf rencontrée dans

Remarquez, en France, l'odeur du linge sele, ce n'a jemais incommodé personne. A condition qu'il sorte du penier de la lers - quatre ens d'enquête et | Maison Blenche ou de Buckinune avance de 3,5 millions de I gham.

Nouvelle sortie dans l'espace LESSENTIEL des astronautes d'Atlantis

Après la sortie spectaculaire qui leur a permis, dimanche 7 avril, de Antiracisme : un entretien avec M. Pierre-André Tagueff, prési-dent de l'Observatoire de l'antisauver le satellite d'observation des rayons gamma GRO, les astronautes de la navette Atlantis. Jerry Ross et Jay Apt, se sont livrès, lundi 8 avril, à de nouvelles acrohaties en apesanteur. Pendant eine heures et quarante-six minutes, les «Cours de la viande», par Berdeux hommes, engonces dans leur scaphandre, ont procede à l'essai

de divers systèmes destinés à être utilisés lors de la construction de la station spatiale américaine Free-A cette occasion, «Tom et

Jerry », comme les surnomment les controleurs au sol du centre spatial de Houstoo, ont eu la charge de tester qualre chariots différents leur permettant de se déplacer rapidement le long d'un rail. Le premier tenais de la draisine chère

Le projet sur l'administration ter-EN BREF ntoriale est adopté par une voix Réforme hospitalière

Une nouvelle affectation pour M. Notin à l'université Lyon-III. -M. Beroard Notin, maître de conférences en économie à l'uni-versité Jean-Moulin (Lyon-UI), auteur d'un article niant la réalité des chambres à gaz nazies, vient de se voir affecté à une fonction de chargé d'études sur la documentation en sciences économiques. Cette décision de l'université intervient moins d'un mois après l'annulation de la sanction qui l'avait interdit d'enseignement pour un an. Lyon-III indique que « l'état d'avancement de l'année universi-

taire o n'avait pas permis de confier de cours à M. Notin. a Antisemitisme : M. Brice Lalonde demande une « clarification " aux Veris. - M. Brice Lalonde, ministre délégué chargé de l'environnement, s'est déclaré. lundi 8 avril, « choque d'apprendre au un tiers des l'erts s'est abstenu de condamner un texte d'inspiration nettement antisèmite proposé à leur conseil national », « Une clarification s'impose immédiatement ». estime le ministre. M. Lalonde ajoute : « De lu même façon qu'il n'est pus possible de travailler avec le Front national, il n'est done pas

nombreux contretemps techniques qui unt affecté ses dernières missions. Un signe : le Congrès améri-cain vient de cootraindre la NASA à revoir sa copie sur la station Freedom et l'a invité à réduire de 7 milliards de dollars ses dépenses sur ce projet, ce qui devrait conduire à une stetion plus

possible de travailler avec un tiers

désavoué par une partie de cette **BOURSE DE PARIS**

La Bourse de Paris était mitigée

des Veris. " Un texte accusant notamment Israël d'etre un Etat a raciste, théocratique, militariste et expansionnister, et mettant en cause plusieurs personaalités juives françaises avait été discuté au cours de la dernière réunion du conseil oational des Verts (le Monde du 9 mars). Auteur de ce texte, M. Jean Brière, ancien porteparole du mouvement, aveit été

Matinée du 9 avril Hésitation

mardi avec un CAC 40 se maiotenant à + 0.10 % en fio de matinée. A l'ouverture, l'indice parisien était en hausse de 0.20 % à 1851,18. Les plus fortes baisses étaie ot emmenées par Fromageries Bel. BNP, CI et Dassault Electronique. Du côté des hausses, on noteit Penhoct, Alsacienne de Supermar-

Mort de Ruth Page

La danseuse et chorégraphe américaine est morte dimanche 7 avril à l'âge de quatre-vingt-

Moins connoe en Europe que sa presque contemporaine Mertha Grahara, qui vient aussi de s'éteindre, Ruth Page était l'une des personnalités les plus dynamiques de la scène dansante américaine. Les Parisiens ne l'auront vue qu'en 1950, lorsqu'elle présenta au théatre des Champs-Elysées ses Ballets américains, au programme desquels figuraient deux de ses œuvres les plus représentatives : Frankie and Johni, la sombre histoire d'une prostituée et d'uo souteneur volage, devenu uo elassique aux Etats-Unis, et Billy Sunday. Et en 1951, lorsqu'elle monta pour les Ballets des Champs-Elysées Imprompte au bois et Revanche, sur le livret et la musique du Trouvere de Verdi, qui passe pour son chef-d'œuvre.

Née en 1900 à Indianapolis, formée par Ivan Clustine, Adolf Bolm et Enrico Cecchetti, elle débute à dix-huit ans dans les tournées d'Anna Pavlova. Puis elle rejoint Adolf Bolm, danseur russe exilé à Londres. On la voit ensuite prima ballerina de la Music Box Revue à Berlin et à New-York, puis membre des Ballets russes de Diaghilev; elle retrouve Bolro pour être l'interprète du rôle de Terpsi chore dans la première version de l'Apollon Musagète de Stravinski, à Washington, en 1928. Elle crée ses premières chorégraphies pour le Chicago Summer Opera, de 1929 à 1933.

Avec Bentley Stone, elle forme la Page Stone Ballet Company, qui parcourt le monde et changera plusieurs fois de nom, ce qui rend sa trace difficile à suivre. C'est cependant à Chicago qu'elle manifestera une fidélité relative, travaillant pour le Chicago Lyric Opera, le Chicago Ballet, et créant là-bas plusieurs de ses œuvres majeures. Elle avait une prédilection pour les ballets adaptés d'opéras, ainsi Susanna and the Barber, d'après le Barbier de Séville de Rossini, Camille d'après la Traviata de Verdi, la Chaire-Souris de Strauss, Fusils et castagnettes d'après Carmen de Bizet. Depuis 1970, elle dirigeait l'école de danse qu'elle avait fondée à Chicago.

S. de N.

Chronologie

En raison de l'abondance de l'actualité, la parution de le « Chronologie » du moie de mars est reportée



Nouvelles Collections DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÈTEMENT arec la garantie d'un grand maître taitleur COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F PARTALONS 830 F VESTONS 1 860 F 3 000 tissue Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX of PARDESSUS UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61, Du lundi eu samedi de 10 h à 18 h

Le Français en retard d'une fenêtre

trois fois plus que nous. Pour lutte efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la jour-nes ces fenètres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gapper aussi en clarté. Garantie dix uns. Devis grequit Magasin d'exposition 111, rus La Fayette (10-1 – Mr Gare-du-Nord. T&L 48-97-18-18.

nouvelle, ovec système



CIRCUIT LES 2 MONGOLIES DE OULAN BATOR A PEKIN

22 jours pension complète 23900 F

la Mongolie a enfin une agence : AIR SUD DÉCOUVERTES 105, rue Monge 75005 PARIS Tel.: (11 43 37 85 90 - Minitel 3615 code ASD



EUROPE : L'ENGRENAGE

116 pages EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

• Les embûches de la paix,

LE MONDE diplomatique

du mois d'avril **EST PARU** Au sommaire :

NUMÉRO SPÉCIAL

DU MARCHÉ UNIQUE

par Claude Julien